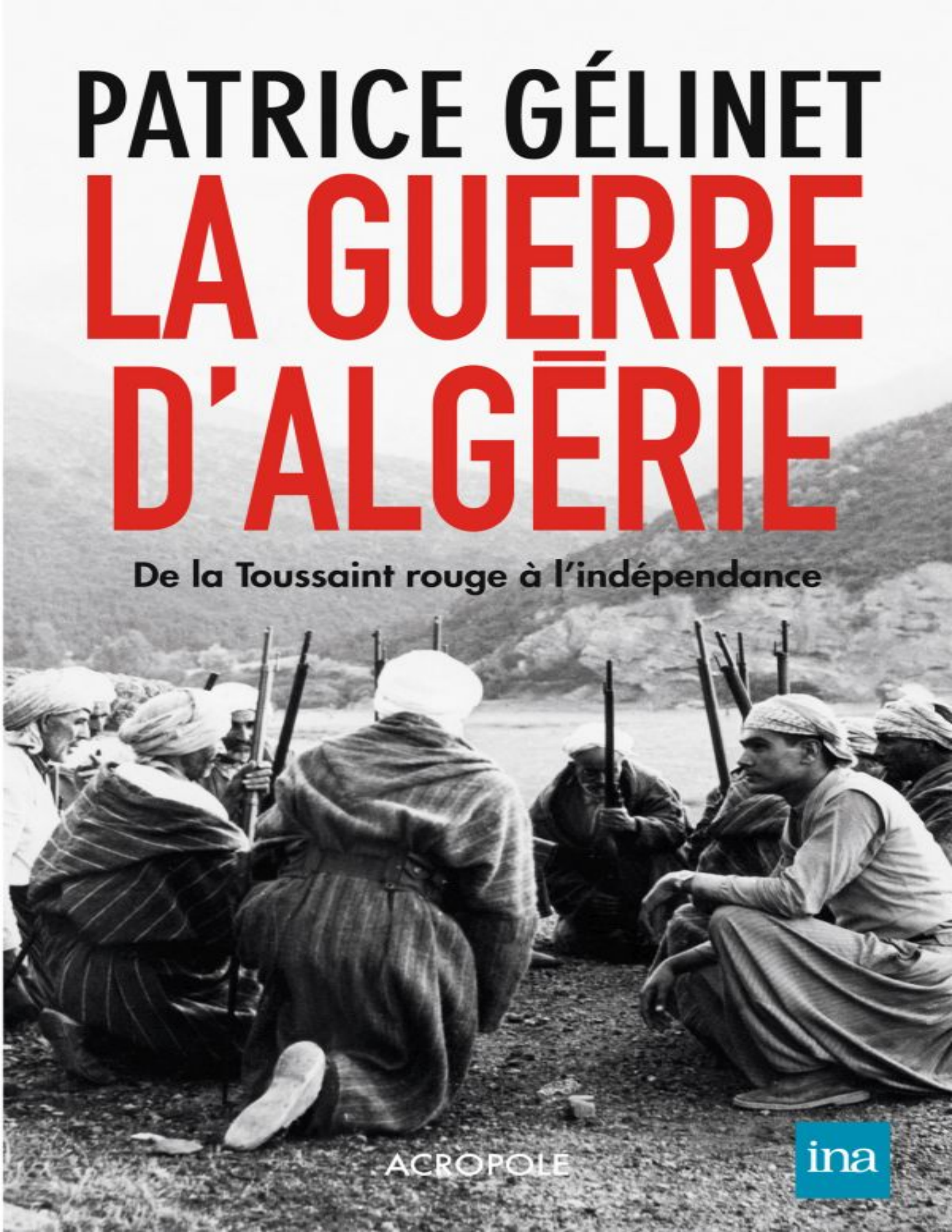
PATRICE GÉLINET

LA GUERRE D'ALGÉRIE

De la Toussaint rouge à l'indépendance



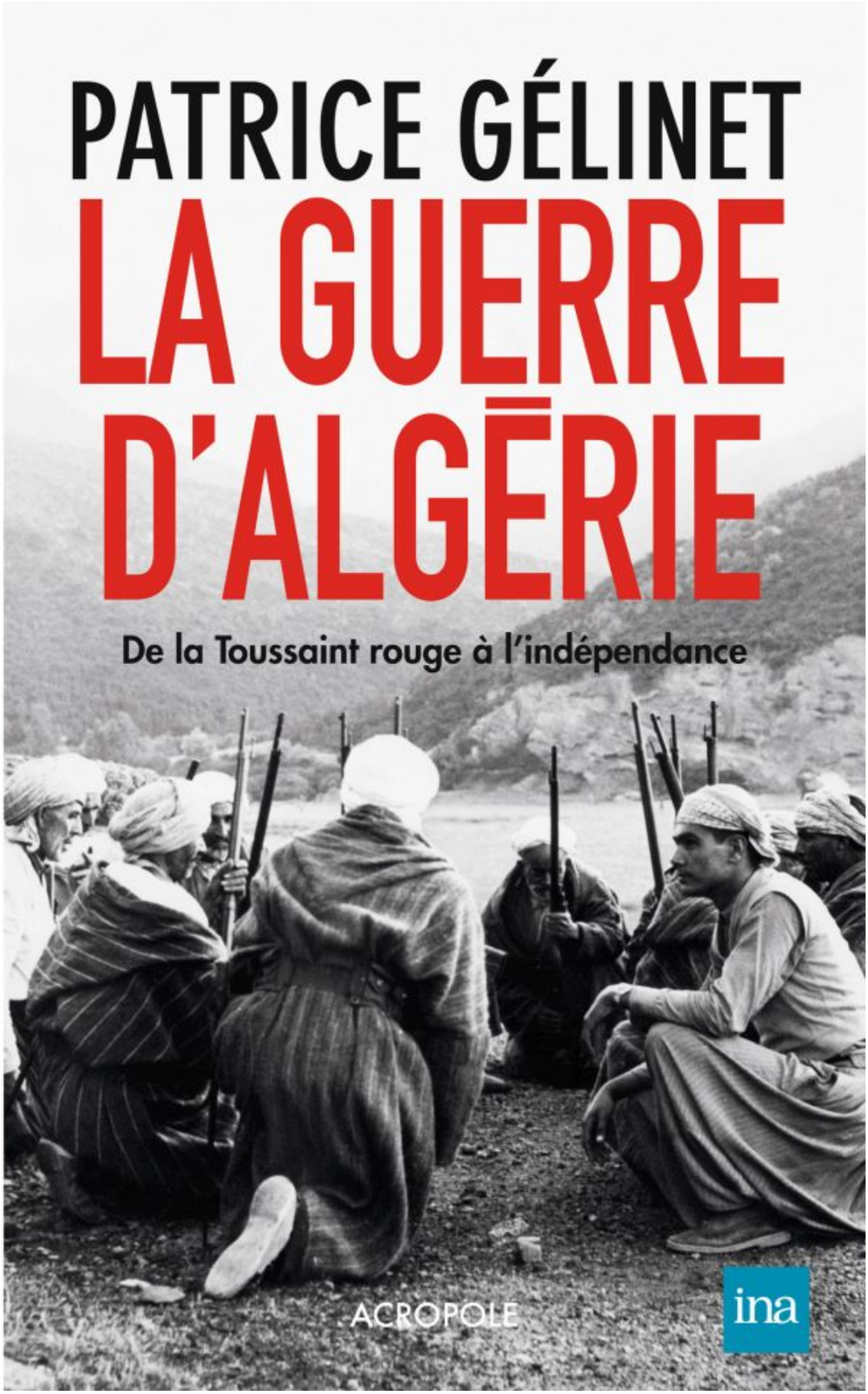
ACROPOLE

ina

PATRICE GÉLINET

LA GUERRE D'ALGÉRIE

De la Toussaint rouge à l'indépendance



ACROPOLE

ina

DU MÊME AUTEUR

2 000 ans d'histoire gourmande, Perrin, 2008 ; Points, 2010
Indochine 1945-1954, chronique d'une guerre oubliée, Acropole, 2014
La Libération des camps, les témoignages des survivants, Acropole, 2015

Patrice Gélinet

LA GUERRE D'ALGÉRIE

De la Toussaint rouge à l'indépendance

Cet ebook contenant des liens internet vers des bonus sonores, l'éditeur conseille de lire ce fichier sur un appareil permettant la lecture de fichiers multimédias (tablette, smartphone, ordinateur). Les liseuses ne permettant pas la lecture de l'audio, certains contenus ne seront pas consultables directement sur ce type d'appareil.

ACROPOLE

ina

À ma femme, Christine.

Note de l'éditeur

Cet ouvrage, édité en partenariat avec l'Institut national de l'audiovisuel, est issu d'une série documentaire radiophonique de dix émissions, produite et réalisée par Patrice Gélinet et Christine Bernard-Sugy pour France Culture en 1987, Grand Prix de l'Académie Charles-Cros.

Des flashcodes ponctuent le livre : ils vous permettent d'écouter, gratuitement, au fil de la lecture, une sélection d'extraits emblématiques des témoignages recueillis par Patrice Gélinet.

Si vous souhaitez compléter votre lecture, l'intégralité de cette série d'émissions est disponible à l'écoute sur le site de l'Ina (www.institut-national-audiovisuel.fr). Vous pouvez aussi y accéder directement par ce flashcode :

Nous avons choisi de composer en italique les déclarations officielles, les textes officiels, ainsi que les extraits d'ouvrages afin de les différencier des témoignages oraux recueillis spécifiquement pour l'émission.

En fin d'ouvrage, vous trouverez des repères biographiques ainsi que les grandes dates de la guerre d'Algérie.

Préface

« Ce sera difficile, les plaies sont encore ouvertes, les témoignages subjectifs, et personne encore n'a fait ça dans l'audiovisuel, mais je vous fais confiance, allez-y », m'a dit le directeur de France Culture lorsqu'en décembre 1986 je lui ai proposé un documentaire de dix heures sur la guerre d'Algérie.

Comment traiter en effet une guerre qui, des deux côtés de la Méditerranée, avait si profondément traumatisé les Français et les Algériens que personne, vingt-cinq ans après, n'était encore capable d'en parler sans passion. C'est ce qu'avec la réalisatrice de cette émission, Christine Bernard-Sugy, nous nous sommes efforcés de faire en donnant la parole à quarante témoins de ce qui fut, et qui reste encore aujourd'hui, l'événement qui a le plus profondément divisé les Français et bouleversé leur histoire depuis la Libération. Une guerre de huit ans, deux fois plus longue que la Première Guerre mondiale, des attentats terroristes presque quotidiens, l'envoi en Algérie de plus d'un million de soldats du contingent, la chute de la IV^{e} République, l'emploi de la torture, une tentative de putsch militaire, l'exode en 1962 de plus de huit cent mille pieds-noirs, le massacre des harkis et l'indépendance d'une colonie sur laquelle le drapeau français flottait depuis cent trente-deux ans.

Et pourtant, lorsqu'elle s'est déclenchée le 1er novembre 1954, personne encore ne pouvait en imaginer les conséquences. Comment

une poignée d'hommes mal armés et sans réels soutiens extérieurs pouvait-elle défier une des plus grandes puissances coloniales du monde ? Ils s'appelaient Rabah Bitat, Didouche Mourad, Ben Boulaïd, Mohamed Boudiaf, Krim Belkacem, Larbi ben M'Hidi, tous analphabètes, le plus vieux d'entre eux avait trente-cinq ans, le plus jeune vingt-sept. Le 24 octobre 1954, ils se réunissaient une dernière fois quelque part à Alger pour mettre la dernière main aux préparatifs des attentats qui, sept jours plus tard, allaient déclencher la guerre d'Algérie. Avant de se séparer pour rejoindre la zone dont ils avaient la responsabilité, ils avaient décidé d'immortaliser ce moment chez un petit photographe de Bab-el-Oued qui ne se doutait pas qu'en face de lui il avait six des neuf chefs historiques d'une insurrection qui allait conduire leur pays à l'indépendance. Ni que sept jours plus tard ces inconnus seraient les hommes les plus recherchés d'Algérie.

Eux-mêmes d'ailleurs ignoraient que dans les mois qui suivraient, trois d'entre eux ne verraient pas l'indépendance de leur pays, victimes de ce que pendant des années on a refusé d'appeler une guerre. Aujourd'hui, tout le monde s'en étonne, mais à l'époque, pour l'opinion publique et pour l'ensemble de la classe politique, tous partis confondus, il ne s'agissait que d'actes terroristes perpétrés par une poignée d'exaltés. Et il ne fallait pas prendre au sérieux leur volonté de faire accéder leur pays à l'indépendance. « On ne transige pas lorsqu'il s'agit de défendre la paix intérieure de la nation. Les départements d'Algérie sont français depuis longtemps et d'une manière irrévocable », disait Pierre Mendès France à la tribune de l'Assemblée nationale onze jours après l'insurrection. « L'Algérie c'est la France, et la France n'acceptera ici d'autre autorité que la sienne », ajoutait son ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, en se rendant sur les lieux des premiers attentats et en envoyant des renforts en

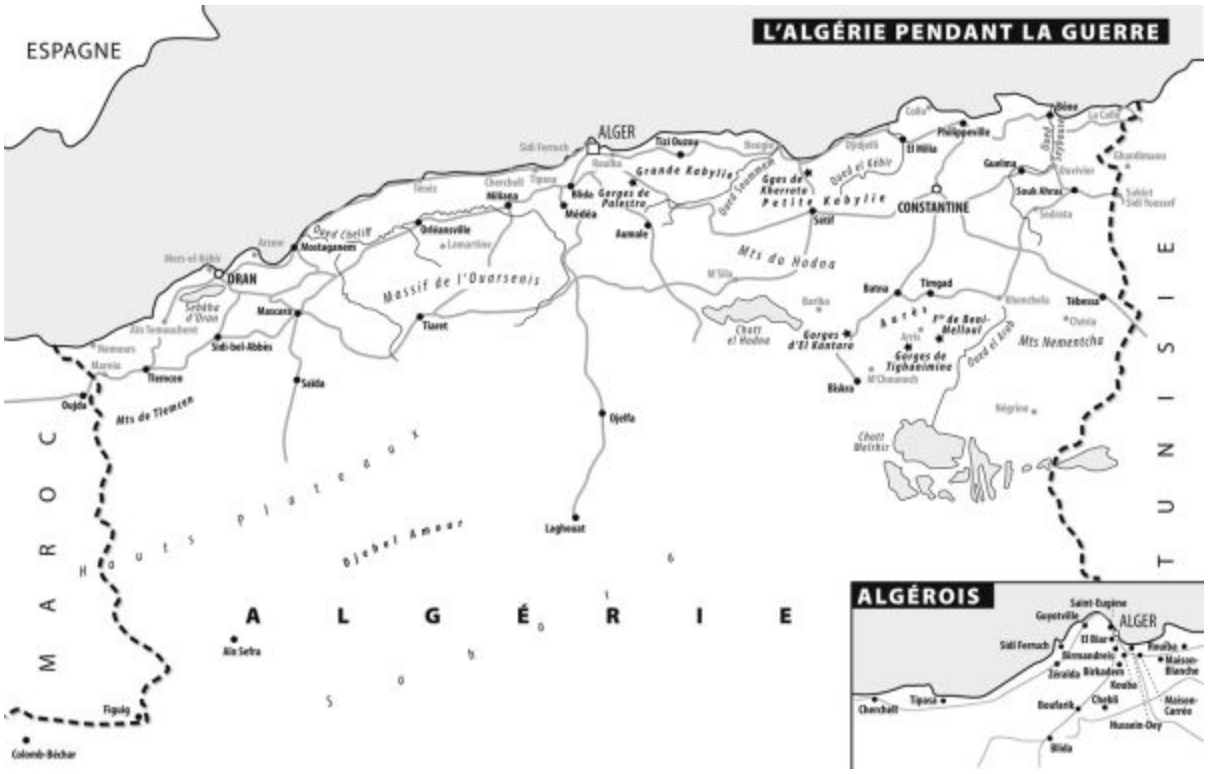
Algérie, persuadé qu'il suffirait de quelques coups de fusil pour mettre fin aux attentats et éliminer leurs auteurs.

On comprend pourquoi, aujourd'hui encore, on a tant de mal à parler de cette guerre. Non seulement en raison des drames et des horreurs qu'elle a provoqués, mais parce qu'elle nous rappelle qu'en 1954 les Français n'ont pas mesuré les conséquences de la répression aveugle qui s'est abattue sur l'Algérie au lendemain des attentats du 1er novembre. Elle a provoqué le contraire de ce qu'on en attendait en divisant progressivement et profondément l'opinion publique en deux camps, chacun agissant selon sa logique et prêt à tout, même au pire, pour la faire triompher : celle des pieds-noirs qui voulaient rester sur une terre où leurs familles étaient installées depuis plusieurs générations ; celle des Algériens, dix fois plus nombreux, qui rêvaient d'une indépendance à laquelle tous les peuples colonisés étaient en train d'accéder ; celle d'une armée qui ne voulait pas subir en Algérie la même humiliation qu'en Indochine et, à partir de 1956, celle des Français de métropole qui ne voulaient pas qu'on envoie leurs enfants se faire tuer de l'autre côté de la Méditerranée pour une cause qui n'était pas la leur. C'est en cela que la guerre d'Algérie fut une tragédie, un conflit inévitable, et inévitablement violent, entre des intérêts et des passions contradictoires et inconciliables. On ne comprendra jamais cette guerre, comme Sartre l'avait fait, en prenant le parti d'un camp contre l'autre et en se moquant d'un Camus déchiré entre la justice et sa mère née comme lui en Algérie. Pour expliquer la guerre, il faut d'abord écouter ceux qui l'ont faite ou qui l'ont subie. C'est ce que j'ai voulu faire dans la série d'émissions dont ce livre est tiré. En demandant à des témoins représentant toutes les tendances qui se sont affrontées pendant huit ans des deux côtés de la Méditerranée comment ils ont vécu la guerre et ce qui les a conduits à y participer dans un camp ou dans l'autre. Quand j'ai

demandé à Ben Bella les raisons de son engagement dans le combat pour l'indépendance de son pays, il m'avait répondu à quel point le jeune musulman qu'il était avait été blessé par les propos de son maître d'école de Tlemcen affirmant que Mahomet était un imposteur. L'instituteur ne savait pas que le gamin auquel il parlait allait devenir un jour le premier président de l'Algérie indépendante. Pas plus que le policier qui un jour, sur un marché, avait forcé un vendeur à la sauvette à manger une figue de Barbarie avec ses épines parce qu'il n'avait pas ses papiers pouvait savoir qu'il avait traumatisé un enfant, témoin de la scène, qui, des années plus tard, allait devenir le chef des réseaux terroristes FLN d'Alger. Ce jour-là, m'a dit Yacef Saadi, « j'ai compris que les Français étaient des ennemis ».

Les témoins de ce livre qui ont presque tous disparu m'ont aussi profondément marqué que les événements dont ils ont été les acteurs. Ils m'ont fait voir différemment une guerre sur laquelle, quand j'étais plus jeune, j'avais comme beaucoup l'idée préconçue que la grandeur d'une nation est proportionnelle à celle de son empire et que la force suffisait pour le conserver. Certes, l'armée française n'a pas connu en Algérie une défaite équivalente à celle de Diên Biên Phu en Indochine. Mais il a fallu pour cela la présence permanente de plus de cinq cent mille hommes dans un pays de dix millions d'habitants. Aujourd'hui l'Algérie en compte quatre fois plus dont 80 % sont nés après la guerre, et la plupart d'entre eux ignorent, comme les jeunes Français d'aujourd'hui, ce que fut la guerre d'Algérie pour les générations qui les ont précédés.

Patrice Gélinet
21 mars 2016


L'ALGÉRIE PENDANT LA GUERRE
ESPAGNE
MAROC
TUNISIE
ALGÉRIE
ALGER
Tizi Ouzou
Grande Kabylie
Petite Kabylie
CONSTANTINE
Philippeville
El Milia
Collo
Bône
Gouraya
Souk Ahras
Tébessa
Khenchela
Batna
Timgad
Aurès
Mts Nementcha
Mts du Hodna
Chott el Hodna
Chott Melrhir
Biskra
Gorges d'El Kantara
Gorges de Tighanimine
Arris
M'Chounech
Négrine
Touggourt
Oued Rhir
Oued Souf
Ouargla
Hassi Messaoud
Hassi R'Mel
Laghouat
Djelfa
Aflou
Bou Saada
Médéa
Aumale
Miliana
Orléansville
Lamartine
Cherchell
Tipasa
Sidi Ferruch
Koléa
Blida
Gorges de Palestro
Oued Isser
Oued Sebaou
Oued el Kebir
Oued Soummam
Oued Chelif
Massif de l'Ouarsenis
Mts de Tlemcen
Hauts plateaux
Djebel Amour
Sebkha d'Oran
Mers el Kébir
ORAN
Arzew
Mostaganem
Mascara
Tiaret
Sidi-bel-Abbès
Saïda
Tlemcen
Nemours
Marnia
Oujda
Ain Temouchent
Ain Sefra
Figuig
Colomb-Béchar
Sétif
Souk Ahras
Soukarras
Tébessa
Khenchela
Oued Kebir
Oued Medjerda
ALGÉROIS
Saint-Eugène
Guyotville
ALGER
El Biar
Sidi Ferruch
Birmandreis
Zéralda
Birkadem
Kouba
Maison-Blanche
Tipasa
Cherchell
Boufarik
Chebli
Maison-Carrée
Hussein-Dey
Blida

CHAPITRE 1

1945-1954

La gestation

1962, la guerre d'Algérie se termine dans le drame. Le 26 mars à 14 h 50 rue d'Isly à Alger, le lieutenant Ouchène du 4e régiment de tirailleurs essaye en vain d'empêcher ses hommes de tirer sur une manifestation d'Européens. La fusillade fait 46 morts. Poussés par l'OAS (Organisation armée secrète), les manifestants de la rue d'Isly ne veulent pas voir flotter sur Alger le drapeau vert et blanc d'Abd el-Kader, la grande figure historique qui s'est inclinée devant le maréchal Bugeaud et l'autorité de la France cent quinze ans plus tôt. En 1954, une poignée d'inconnus avait repris le drapeau d'Abd el-Kader et commençait ce que la France n'a jamais voulu appeler une guerre, parce qu'elle se déroulait dans des départements français. On ne se bat pas contre soi-même. Les deux millions de soldats mobilisés en Algérie entre 1954 et 1962 ne faisaient donc pas la guerre. Ils pacifiaient. La France n'avait en face d'elle que des rebelles, pas une nation dont l'existence était même encore niée en 1936 par un musulman modéré, Ferhat Abbas. Celui-ci écrivait dans *L'Entente* du 23 février : *« Si j'avais découvert la nation algérienne, je serais nationaliste et je n'en rougirais pas comme d'un crime. Les hommes*

morts pour l'idéal patriotique sont journellement honorés et respectés. Ma vie ne vaut pas plus que la leur et cependant je ne mourrai pas pour la patrie algérienne parce que cette patrie n'existe pas. Je ne l'ai pas découverte. J'ai interrogé l'histoire, j'ai interrogé les vivants et les morts, j'ai visité les cimetières, personne ne m'en a parlé. On ne bâtit pas sur du vent. Nous avons écarté une fois pour toutes les nuées et les chimères pour lier définitivement notre avenir à celui de l'œuvre française dans ce pays. Personne d'ailleurs ne croit à notre nationalisme. »

Contre le réformiste Ferhat Abbas, Messali Hadj réclame depuis longtemps l'indépendance. En 1937, il crée le PPA, Parti populaire algérien, auquel adhère Omar Oussedik.

Omar Oussedik : « La nation algérienne n'a jamais cessé d'exister. Je vous renvoie à une histoire qui n'est pas très lointaine et qui vous permet de saisir une vérité que bien des médias et des historiens ont voulu occulter. En 1830, la France était tout de même la première puissance militaire au monde et il a fallu dix-sept ans pour briser la résistance, dirigée par l'émir Abd el-Kader. S'il n'y avait pas eu une âme, s'il n'y avait pas eu une volonté de vie collective de tout un peuple et de vie dans la liberté et la dignité, jamais le peuple algérien n'aurait fait preuve de résistance pendant dix-sept ans et cela ne s'est pas terminé. Une fois l'émir Abd el-Kader défait, la résistance s'est poursuivie partout. Elle ne s'est jamais arrêtée. »

En rejoignant le PPA, Omar Oussedik entre donc dans un mouvement indépendantiste. Il revient sur les raisons de ce choix dont l'objectif est de voir l'Algérie accéder à l'indépendance.

Omar Oussedik : « C'est d'abord un problème de quête de dignité. Je voulais appartenir à une nation qui, très souvent, a connu des moments difficiles mais qui a toujours survécu. Il est évident que face

à son destin, une nation se trouve toujours seule. Lorsqu'à 19 ans j'ai accepté la responsabilité à l'échelle fédérale dans le PPA, je savais à l'époque que la route serait longue, qu'elle serait dure et je n'avais aucun espoir de voir flotter le drapeau de mon peuple. Que d'autres aient choisi le réformisme, qu'ils aient douté du destin de leur peuple et de leur nation, ce sont des faiblesses. »

Si la nation algérienne existe, à quelle nation appartiennent les pieds-noirs ? Passionnément attachés à la terre où ils sont nés, ils représentent le dixième de la population d'Algérie lorsque, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les nations asiatiques accèdent à l'indépendance.

Pierre Laffont, directeur de *L'Écho d'Oran* : « Lorsque les Anglais décolonisent les Indes, ils sont 25 000, en particulier des fonctionnaires. C'est facile de dire que nous partons des Indes, mais ce n'est pas facile de partir lorsque vous avez 1 200 000 personnes qui, pour la plupart, sont des autochtones, descendants de colons et d'immigrés venus d'Espagne, d'Italie, de Malte et d'ailleurs, et même de France. Il n'y en avait pas beaucoup qui connaissaient vraiment la France car ils étaient parfois là depuis trois ou quatre générations ; mais ils considéraient qu'en Algérie ils étaient en France et qu'ils étaient chez eux. »

Marie Elbe, Française d'Algérie, journaliste à *L'Écho d'Alger* : « Les premiers immigrants, je crois que c'étaient des hommes du refus. Des gens qui refusaient la misère, qui refusaient un roi, qui refusaient parfois de payer leurs dettes. Ils sont partis, ont quitté l'Hexagone comme ça. Des cabochards, selon moi. Ils estimaient qu'ils étaient un peu dans les soutes de la société en France et préféraient monter sur le pont et respirer le vent du large. Je crois que c'est un peu ça. De

surcroît, qu'ils soient en même temps des Latins n'est pas sans incidence. Par exemple, le mélange de la mère italienne et du père alsacien donnait aux pieds-noirs une évidente gaieté. Mais en même temps, ils avaient un sens de l'organisation et du travail bien fait. C'étaient des travailleurs. On a dit d'eux qu'il s'agissait de grandes gueules. Sans doute, mais n'oublions pas la fierté qui les animait. Je crois qu'ils avaient de quoi être fiers. Quand ils sont arrivés, il n'y avait pas grand-chose. Ils l'ont fait au prix de la sueur, des larmes, du courage. Ils ont fait preuve d'obstination aussi. Il suffit de rappeler ce qu'étaient par exemple certaines régions d'Algérie, comme la plaine de la Mitidja qui a été leur orgueil. On a dit de la plaine de la Mitidja qu'elle était un vaste marécage. En réalité, une partie seulement était un marécage, mais c'est là qu'on a mis les pieds-noirs. Ce qu'ils ont fait là-bas, je parle des "terriens", a été vraiment extraordinaire et je pense que cela leur a donné une espèce de joie de vivre parce qu'ils savouraient des choses d'une simplicité extrême. Ce qui les mettait en joie, c'était de boire frais après la canicule, c'était de se coucher dans des draps frais quand il avait fait très chaud, c'était de passer de la chaleur à l'ombre. Finalement, c'était la joie de pouvoir envisager un destin confortable. Il me semble que toutes ces choses participent beaucoup du tempérament des pieds-noirs. »

L'origine du terme « pied-noir » est controversée. Pour certains, il s'agit d'une référence aux soldats français débarqués en 1830 qui portaient des guêtres noires ; d'autres avancent que l"expression vient des colons viticulteurs qui écrasaient le raisin en le piétinant et sortaient du pressoir les pieds noircis par le jus. En général, les Français d'Algérie ne l'apprécient guère. De même qu'ils n'apprécient pas davantage les clichés qui leur collent à la peau.

Jacques Roseau, responsable des lycéens d'Alger en 1958 : « C'est dire si l'image d'Épinal présentant les Français d'Algérie comme des gros colons est fausse puisque, sur 25 000 exploitations agricoles, 80 % étaient petites ou moyennes. Dans notre village, il s'agissait de petites exploitations et les rapports avec la population musulmane étaient tout à fait fraternels. Je ne dis pas cela par démagogie ou par volonté d'embellir les choses, c'était la réalité. Dans mon entourage, des familles musulmanes travaillaient avec nous depuis deux ou trois générations et nous entretenions avec elles des liens tout à fait intimes. Aux fêtes chrétiennes, ils étaient nos invités, et aux fêtes musulmanes, nous étions les leurs. »

Marie Elbe : « Nous avions en face de nous un peuple très fier, très farouche, très moqueur. Nous avions "nos" Arabes mais ils avaient "leurs" Français. Ils nous regardaient vivre, ils ne nous pardonnaient pas grand-chose. Il y a eu des révoltes, mais il y a eu également de grandes périodes où le calme régnait, sinon nous n'aurions pas pu faire l'Algérie comme elle a été faite. Et pour cela, il a fallu que les pieds-noirs montrent un véritable respect à l'égard des Arabes. Jamais un pied-noir ne se serait permis de baisser le voile d'une Mauresque ou de lui manquer de respect dans la rue. »

Choisir son camp ! Pour certains, l'évidence l'emporte, non sans reconnaître à l'autre le même droit, la même détermination.

Jean-Claude Pérez, médecin à Bab-el-Oued, futur responsable de la branche armée de l'OAS : « Dans une guerre, il y a deux clans : le clan A et le clan B. Je suis né dans le clan B, donc je suis pour le clan B. Si j'étais né dans le clan A, j'aurais été pour le clan A. Je veux dire, tel que je connais mon tempérament, surtout maintenant, que je n'aurais pas accepté de me trouver dans une collectivité dominée par

une autre collectivité. J'aurais toujours cherché à me libérer de cette astreinte, de la soumission, qu'elle soit historique, militaire, raciale ou religieuse. Donc je ne dis pas que j'approuve, mais je comprends très bien l'attitude d'un musulman qui toute sa vie n'a pensé qu'à une seule chose, combattre le conquérant. Pour autant, il ne faut quand même pas penser que tous les Français d'Algérie ont passé leur temps à jouer les pères de Foucauld. Je veux dire que le droit de notre résidence en Algérie était un droit de conquête, mais c'était le droit de conquête qui a présidé à la constitution de tous les royaumes, de toutes les grandes républiques et de tous les grands États. »

Marie Elbe : « Certes le système colonial n'est pas moral, mais à l'intérieur de cette histoire-là, nous n'avions pas conscience d'être des salopards. Parce que dans les bleds où nous habitions, les rapports entre pieds-noirs et Arabes étaient très mélangés ; les fêtes, les drames se mêlaient, c'était un patrimoine commun. Nous ne nous en rendions pas compte parce que nous avions grandi comme ça. D'ailleurs, nous faisions des choses inouïes que je n'ai jamais vu faire en France. Les pieds-noirs étaient des gens très généreux. Ma mère était directrice des anciennes élèves de mon école du village. Il y avait des colonies de vacances pour les petites Mauresques tous les ans. Vous me direz que c'était du paternalisme, c'est vrai, mais est-ce qu'il ne vaut mieux pas être paternaliste plutôt que d'avoir de beaux principes et ne rien faire ? »

Jules Roy dans *L'Express* du 29 septembre 1960 : *« Mon origine profonde s'enracine […] à Sidi Moussa, un autre village de colonisation construit sur un carrefour de routes, avec son église minuscule, son bistrot, son école, sa poste, ses maisons en tuiles rondes et ses gourbis. La ferme est à deux kilomètres au nord, au milieu des vignes : c'est là que j'ai passé une grande partie de mon enfance avec ma mère, ma*

grand-mère, mon oncle Jules et les Arabes. En ce temps-là, on ne les appelait pas encore les "ratons" mais les "troncs de figuier", sans doute parce qu'ils aimaient s'asseoir au pied des arbres. Après la guerre de 1914-1918, on commença à leur donner le nom de "bicots". […] Ce que je savais, parce qu'on me le répétait, c'était qu'ils étaient d'une autre race que moi, inférieure à la mienne. Nous étions venus défricher leurs terres et leur apporter la civilisation. […] Ce fut un grand étonnement pour moi lorsque je m'aperçus peu à peu que les "troncs de figuier" étaient des hommes semblables à nous, qu'ils riaient, qu'ils pleuraient, qu'ils étaient capables de sentiments nobles comme la haine ou l'amour, la jalousie ou la gratitude. Découverte simpliste ? Mes compatriotes d'Algérie, qui ne sont pas méchants, ne l'ont pas tous faite. »

Yacef Saadi, futur chef des réseaux terroristes FLN à Alger, adhérant au Parti du peuple algérien à 17 ans : « C'est très simple. Issu d'une famille nombreuse modeste, très pauvre, vivant dans la Casbah, j'ai constaté dès mon jeune âge qu'il y avait deux sortes de gens, ceux qui étaient riches et ceux qui étaient pauvres ; nous, nous étions de l'autre côté de la barrière. On voyait les Français qui avaient tout ce qu'il fallait et parfois nous interdisaient d'aller à notre guise, de nous amuser. C'était déjà une prise de conscience, sans savoir pourquoi. On savait qu'il y avait quelqu'un que nous n'aimions pas et qui ne nous aimait pas. Déjà un petit fossé ! La chose qui m'a le plus marqué et qui m'a vraiment poussé à m'engager dans ce mouvement, c'est que dans la Casbah, il y a des petits marchés un peu partout. Par exemple, il y a le grand marché à côté de la synagogue juive. On l'appelle *Djamaa Lihoud*, c'est-à-dire "la mosquée des juifs". Ça pullule de gens, il faut jouer des coudes pour avancer. Toute la Casbah venait s'y ravitailler. Des marchands ambulants vendaient à la sauvette des oranges, des pommes de terre et puis des figues de Barbarie. Vous savez que la figue de Barbarie est pleine d'épines. Un

jour, j'ai vu un policier arriver. Aussitôt, tout le monde a essayé de cacher sa marchandise en attendant que le policier disparaisse. J'ai vu quelqu'un qui s'est fait prendre. Il ne pouvait plus bouger avec sa charrette pleine de figues de Barbarie ; qu'a fait le policier ? Moi, j'avais une boulangerie à l'époque, j'étais là avec mes parents et je vois encore cette scène. Le policier a pris les figues de Barbarie avec un journal et il les a fait avaler au marchand qui hurlait. Alors je me suis dit "ça, ce sont des ennemis". Je sentais la misère et le poids que supportait tout le monde. »

Ahmed ben Bella, futur président de la République algérienne : « Ce sont ces petites choses qui créent la rupture au fond de vous-même, dans votre inconscient, dans votre imaginaire ; quelque chose se produit et alors là, ça compte beaucoup. Moi, quelque chose a compté alors que j'avais 14 ou 15 ans. C'était un professeur, un adventiste. Il s'appelait Benhabylès, un nom d'origine arabe ou espagnole ; un homme très, très pugnace. Chaque fois que l'occasion se présentait, il exposait ses idées. Je me rappelle que j'avais dit en substance : "Monsieur le professeur, nous sommes jeunes et nous ne comprenons rien à ce que vous dites, mais vous affirmez des choses qui nous blessent ; nous sommes attachés à l'islam, nous sommes des musulmans et vous émettez des jugements, notamment sur le Prophète, qui nous gênent." Je me souviens qu'il a prononcé cette phrase terrible qui me suivra jusqu'au moment où je mourrai : "Mahomet est un imposteur." Alors là, je vous assure, ça m'a blessé très profondément. Il y a des cicatrices qui ne guérissent pas et celle-là ne pourra jamais guérir et elle ne guérira jamais. »

En 1943, Ben Bella partira pourtant dans cette armée d'Afrique forte de 500 000 pieds-noirs et musulmans qui, côte à côte, participeront aux campagnes d'Italie et de France. Après Monte Cassino, Ben Bella est même décoré par le général de Gaulle. Pendant ce temps, en Algérie, Ferhat Abbas, discrètement encouragé par les Américains, réclame dans le *Manifeste du peuple algérien* l'abolition de la colonisation et une Constitution propre à l'Algérie. Or, lorsque Ben Bella rentre chez lui, c'est pour y découvrir la famine et une situation politique pratiquement inchangée. Le 8 mai 1945, jour de la capitulation allemande, c'est le drame.

Jacques Roseau : « La vie quotidienne se déroulait tout à fait normalement. On pressentait néanmoins qu'il y avait un frémissement de nationalisme en Algérie, dans les villes de moyenne ou de grande importance ou alors dans les universités et les lycées. Mon premier choc devant ce type d'événements remonte aux émeutes de Sétif du 8 mai 1945. J'étais enfant, j'avais six ans et demi à l'époque, et je me souviens aujourd'hui encore qu'on est venu me chercher. Le chef de la famille musulmane qui travaillait avec nous, Moho, est venu me chercher à l'école à Alger brutalement en plein après-midi pour me demander de rentrer à la maison parce qu'il se produisait des événements qui pouvaient être graves. Aujourd'hui encore ma mémoire est marquée par ce premier événement. C'est ma première rencontre avec le nationalisme algérien. »

Arrêté lors de la répression sanglante des manifestations de mai 1945 alors qu'il a 15 ans, Kateb Yacine épouse aussitôt la cause nationaliste. Il revient sur cet épisode qui a joué un rôle déterminant dans la prise de conscience des futurs cadres et combattants du FLN.

Kateb Yacine : « Oui, ce sont des événements qui ont eu lieu à Sétif et à Guelma, deux villes de l'Est algérien, et ça a été un massacre ; un véritable massacre qui n'a pas manqué de laisser des traces, d'autant plus pour moi que j'ai été touché dans ces deux villes. Cela s'est produit quand j'étais jeune, j'avais 15 ans, donc je ne comprenais pas très bien ce qui se passait mais, *grosso modo*, c'était la fin de la guerre. La victoire sur les nazis. C'était donc un grand événement, c'était la fête. On entendait sonner les cloches et puis tout de suite la rumeur s'est répandue que le lendemain nous serions libres. C'était un jour de liberté et donc le 8 mai au matin, il y avait une manifestation officielle prévue au centre de la ville et il y avait une manifestation populaire. C'était un jour de grande espérance en un sens pour les Algériens. À Sétif, c'était le jour du marché, un mardi. Il y avait une foule énorme quand j'ai vu venir le cortège. Au début, il y avait des scouts, puis des étudiants, des militants et j'ai reconnu parmi eux des copains de classe. Ils m'ont fait signe et je me suis joint au cortège sans trop savoir ce que cela signifiait et puis tout de suite il y a eu des coups de feu. Après les coups de feu, ce fut la panique. Cette foule énorme qui refluait ; j'ai vu une petite fille qui a été écrasée devant moi. C'était vraiment terrible. Les gens voulaient se sauver dans tous les sens et puis il fallait que je rentre chez moi puisque j'habitais dans un village à quarante-cinq kilomètres de là. Je suis monté à l'avant du car et j'ai alors vu des choses terribles parce que le peuple venait de toute part. J'ai vu cela vraiment comme une fourmilière. La terre est devenue une véritable fourmilière et je me suis demandé d'où venaient tous ces gens. Comment j'avais pu ne pas les voir avant ! On avait l'impression qu'ils sortaient de la terre, de toute part, ça grouillait de partout et puis il y avait des rumeurs folles. Certains disaient que les Turcs avaient débarqué à Bougie, d'autres que toute l'Algérie était libérée. On racontait un tas

d'histoires. Et puis il y avait une grande fièvre parce que l'on sentait qu'il s'était passé quelque chose. À l'arrivée au village, cela a été encore plus dur car c'est là que la répression a commencé. On a amené les Sénégalais. C'est une vieille pratique d'utiliser les uns contre les autres. Il y a eu des scènes de viols, il y a eu encore des massacres et on voyait les corps allongés dans des rues. Au retour, j'ai été arrêté. Par la suite, j'ai fait un récit épique de ce qui venait de se passer, le peuple sans armes avec des cannes de paysan… J'ai fait un récit révolutionnaire. Après on me l'a reproché. »

La répression qui suit le massacre de 113 Européens est très brutale. Organisée par le général Duval, elle aurait fait 2 000 morts selon les pouvoirs publics et 45 000 selon les mouvements nationalistes algériens. En métropole, Duval est approuvé à l'unanimité. À cet égard, Maurice Thorez, le secrétaire général du Parti communiste, se montre déterminé, affirmant notamment dans *L'Humanité* du 12 mai 1945 qu'*« il faut tout de suite châtier rapidement et impitoyablement les organisateurs des troubles, passer par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute »*. À l'issue de cette terrible journée, le général Duval se félicite en ces termes : *« Je vous ai donné la paix pour dix ans. »* Il faudra en effet attendre 1954 pour que se déclenche la guerre d'Algérie. Les partisans de la fermeté sont persuadés que seule la répression paye, d'autant que le modéré Ferhat Abbas, qui crée l'Union démocratique du Manifeste algérien (UDMA), se contente de demander la reconnaissance de la personnalité algérienne. On est encore loin de l'indépendance.

Ferhat Abbas : *« Je suis de ceux qui ont toujours revendiqué leur responsabilité. Lorsque je dis que ni moi ni mes amis ne sommes responsables des événements du 8 mai, je dis la vérité. Et à ce sujet, je suis venu à Paris pour demander précisément au Parlement d'envoyer une commission d'enquête pour que toute la lumière se fasse autour de ces malheureux événements. L'essentiel, c'est que l'amitié des musulmans et des Français d'Algérie soit de nouveau une réalité. La communauté algérienne doit être avant tout une fraternité franco-musulmane. Je suis d'accord pour reconnaître qu'il y a un problème politique et un problème économique, mais nous disons que c'est la solution du problème politique qui amènera la solution du problème économique. L'Algérie a besoin autant de pain que de réformes de structures portant sur le plan politique. À mon avis, l'Algérie est à un tournant de l'histoire. J'estime et je crois qu'il serait sage de l'orienter vers ce que nous appelons "la politique de la personnalité algérienne". C'est-à-dire que la politique dite "de rattachement et d'assimilation" qui faisait de l'Algérie uniquement et simplement trois départements français est une politique qui doit finir, disparaître. C'est une simple fiction car en Algérie, il y a autre chose que trois départements français. Il y a un problème colonial, un problème féodal et un problème politique qui attendent leurs solutions. »*

La solution, la France croit l'apporter par le statut de 1947. L'Algérie obtient une Assemblée disposant cependant de pouvoirs restreints. Cette Assemblée mécontente tout le monde. Les Européens, qui craignent qu'elle serve de tribune aux nationalistes et approuve le gouverneur Naegelen qui truque les élections. Mais les musulmans aussi, qui protestent contre le principe du double collège. En effet, alors qu'ils représentent 90 % de la population, ils n'ont droit dans cette Assemblée qu'à la moitié des députés.

Jacques Roseau : « Le système économique, socio-économique et politique de l'Algérie française était un système qui pouvait paraître, trente ans après, un système d'inégalités entre la communauté musulmane et la communauté européenne. Sur le plan démocratique, le droit des musulmans était bafoué dans la mesure où la population musulmane, huit fois plus nombreuse à l'époque, était représentée à 50 % dans les assemblées, notamment l'Assemblée algérienne. Mais c'est porter un jugement un peu hâtif, car il faut tenir compte de l'évolution d'une population qui, dans son immense majorité, 80 % d'entre elle, était rurale et véritablement moyenâgeuse. On ne peut pas comparer les régions et la population de France métropolitaine à celles des Hauts Plateaux, des Aurès, du Sud constantinois, de Kabylie, etc. Il y avait donc une évolution qui semblait être nécessaire mais qui n'était peut-être pas assez rapide aux yeux de la fraction des musulmans revendiquant leurs droits d'intégration, dans un premier temps, et des nationalistes ensuite. C'est un problème très délicat, parce que la population pied-noire française d'Algérie pouvait aussi difficilement accepter la règle démocratique, au risque d'être supplantée par le vote des musulmans et de voir échapper toute possibilité d'un certain contrôle de la vie économique. Les élites françaises d'Algérie qui détenaient une partie importante de l'économie du pays, notamment sur le plan agraire, pensaient que si on jouait la carte de la démocratie à plein, le statut de l'Algérie – qui portait en soi des embryons d'autonomie – pouvait conduire très rapidement à l'indépendance par le jeu du collège unique. »

Omar Oussedik : « Rien n'aurait empêché l'accession de l'Algérie à l'indépendance parce que rien ne remplace la dignité : ni le pain, ni le beurre, ni même le saumon et le caviar ne peuvent remplacer le sentiment qu'éprouve tout homme de se sentir l'égal des autres,

d'avoir sa propre personnalité et, lorsqu'il s'agit d'un peuple, d'avoir sa propre nationalité. »

Oussedik continue donc de se battre pour l'indépendance au sein d'un nouveau mouvement, le MTLD, Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, créé en 1947 par Messali Hadj. Mais le MTLD est profondément divisé en deux tendances. D'un côté, les partisans de Messali Hadj, les messalistes, comme Moulay Merbah, et de l'autre, les membres du comité central du MTLD, les centralistes, comme Hocine Lahouel, Benyoucef ben Khedda, M'hamed Yazid, qui s'insurgent contre Messali Hadj, lui reprochant de trop personnaliser le nationalisme et de s'enliser dans le légalisme. La révolution est paralysée.

Kateb Yacine : « C'étaient des luttes fratricides qui dégoûtaient les gens car ils passaient leur temps à se taper dessus. Leurs organes de presse n'étaient qu'injures et on oubliait l'essentiel, le combat anticolonialiste. Cette lutte entre les deux ailes du parti n'a fait qu'affaiblir ce dernier alors même qu'ailleurs d'autres conflits nous poussaient à l'action, comme en Indochine. Ce qui se passait au Vietnam était très important à nos yeux : pour la première fois, un peuple colonisé remportait des victoires sur le plan militaire, n'était pas écrasé et continuait de se battre. L'insurrection de 1954 est venue après Diên Biên Phu. Quand les Vietnamiens ont gagné, on s'est demandé : "Mais nous, qu'est-ce qu'on fait ?" »

Jean Deleplanque, alors sous-préfet à Batna, dans les Aurès : « Là où je l'ai senti d'une manière presque charnelle, c'est en visitant Timgad, le jour de la perte de Diên Biên Phu. Et à la sortie, venant de la *mechta* de Timgad, j'ai entendu des youyous. Une sorte de bascule s'était opérée dans l'opinion et le soir même, en compagnie de mes

amis Vaujour [directeur de la Sûreté générale] et Dupuch [préfet de Constantine], je me souviens avoir à peu près parlé de la manière suivante : “Le Coran dispose que toute force vient de Dieu. Nous venons de perdre Diên Biên Phu, c’est donc que nous n’avons plus la force, c’est donc que nous n’avons plus l’appui de Dieu et je crains que cela provoque chez les Arabes une très grande interrogation et qu’ils s’éloignent de nous ; je me demande jusqu’à quel point ce n’est pas le début de la perte de l’Algérie.” »

Impressionnés par l’issue de la guerre d’Indochine, lassés par les divisions qui paralysent le MTLD, six hommes, Mohamed Boudiaf, Mostefa ben Boulaïd, Larbi ben M’hidi, Rabah Bitat, Didouche Mourad et Krim Belkacem, créent le Comité révolutionnaire d’unité et d’action, le CRUA, et choisissent la date du 1er novembre 1954, jour de la Toussaint, pour passer à l’action. Boudiaf va prévenir ses amis qui, de l’extérieur, doivent lui fournir des armes. À Berne, il rencontre Ben Bella.

Ben Bella : « Nous étions habités par cela et nous croyions en cela, sincèrement. Nous étions trois, nous étions complètement lucides lorsque nous avons décidé [de passer à l’action]. Nous avions fait un pari, mais nous étions convaincus que nous allions le gagner. Mais avant, je n’ai pas attendu le 1er novembre. La plus grande joie que j’ai ressentie, c’est lors de la dernière rencontre avec Boudiaf et Didouche pour mettre au point l’ultime action et choisir les noms : ALN, FLN, etc. Je me rappelle être allé sur un pont, au-dessus de la rivière qui passe à Berne, l’Aar. J’ai commencé à respirer tranquillement et un Suisse m’a demandé pourquoi j’avais l’air si content. Je lui ai répondu : “Oui, je suis content.” À la question “Mais qu’est-ce qui vous arrive ?”, je ne pouvais rien raconter. Je suis resté à respirer l’air,

je suis resté peut-être une demi-heure au-dessus de l'Aar à respirer. Cela a été ma première joie. »

Lorsqu'ils décident de passer à l'action dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre, les insurgés ne disposent pourtant que de moyens dérisoires.

Ben Bella : « L'aide extérieure était absolument capitale. Tout a commencé à partir du petit embryon qui existait au Caire avec Aït Ahmed et Khider auxquels se sont joints ensuite Yazid, Hocine Lahouel et d'autres. Sur le plan militaire, c'était important. Les armes posaient un problème inouï car nous ne disposions que d'une source d'approvisionnement, l'Égypte. Jusqu'en octobre 1956, nous n'avons rien reçu, ni de la Chine, ni de l'Union soviétique, ni d'aucun pays de l'Europe de l'Est. Compte tenu du manque de matériel, nous avons privilégié une région, les Aurès, avec pour objectif une action de guérilla en attendant de disposer de moyens suffisants pour lancer la lutte dans d'autres régions. »

Directeur de la Sûreté générale en Algérie, Jean Vaujour est parvenu à infiltrer la mouvance nationaliste en 1954, avertissant régulièrement le gouvernement de Pierre Mendès France de l'imminence de troubles.

Jean Vaujour : « J'ai reçu le matin du 31 octobre un coup de téléphone du commissaire divisionnaire des Renseignements généraux d'Oran m'avisant qu'il avait quelque chose en main. J'ai tout de suite pensé qu'il s'agissait d'une bombe. Je l'ai prié de me l'apporter, ce qu'il a fait. Il s'est passé alors une chose assez curieuse : en réponse à ma demande, le commissaire m'a précisé que son informateur affirmait qu'il serait prévenu quarante-huit heures avant l'explosion de la bombe. J'ai donc compté à partir de ce laps de

temps : quarante-huit heures, cela faisait au mieux le 2 novembre. Huit jours avant ces événements, le ministre de l'Intérieur [François Mitterrand] était venu à Alger avec son directeur de cabinet, Pierre Nicolaï. Avant que ce dernier ne reparte, je lui ai parlé de cette filière qui me permettait d'anticiper un dépôt de bombe. Assez impressionné, Nicolaï m'avait dit : "Écoutez, nous rentrons à Paris, j'en parlerai, je verrai et puis je vous donnerai des instructions ; en attendant, ne bougez pas, laissez le fil aller." Il m'a envoyé un mot pour me donner des instructions, mais ce mot n'est arrivé que le 1er novembre au matin. »

Dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre, le sous-préfet Deleplanque est entre Constantine et Batna. À ce titre, il va se retrouver en première ligne lorsque l'insurrection éclate.

Jean Deleplanque : « J'ai rencontré la première manifestation insurrectionnelle – que je n'ai d'ailleurs pas perçue comme telle sur le moment – à Foum Toub, à mi-chemin entre Constantine et Batna. Je suis tombé sur un groupe de cinq ou six personnes habillées en kaki, ce qui m'a un peu étonné. J'ai pensé qu'il s'agissait d'une manœuvre. Ce n'est que plus tard que j'ai appris qu'il s'agissait de fellaghas. Je suis arrivé vers 1 h 30 à Batna, ignorant que derrière le muret du jardin public de la sous-préfecture se trouvait Si Lakhdar, entouré de six hommes chargés de m'abattre. Ils ne l'ont pas fait parce que ce sont des gens qui ont le sens de l'exactitude. Je les en remercie aujourd'hui car l'insurrection ne devait commencer qu'à 3 heures du matin. Je dois donc ma vie au fait que je suis arrivé en avance. Aussitôt sur place, j'ai reçu un coup de téléphone aux conséquences décisives. Un commissaire de police m'avertissait que des attentats s'étaient produits à Biskra, que des bombes avaient été déposées devant la subdivision militaire et devant le dépôt des Ponts et

Chaussées. J'aurais pu immédiatement suivre la voie hiérarchique, mais j'ai pensé que ce qui se passait à Biskra pouvait aussi arriver à Batna ; aussitôt, j'ai mis Batna en état d'alerte. La première disposition que j'ai prise a été d'appeler le capitaine Bourgeois qui commandait la gendarmerie mobile et les automitrailleuses. Bourgeois a immédiatement fait illuminer sa caserne et déclenché la sirène. J'ai ensuite contacté le colonel Blanche, commandant de la subdivision, pour qu'il mette immédiatement les militaires en état d'alerte. Dans le même temps, car j'étais en liaison avec les communes mixtes par radio, j'ai demandé à mon secrétaire en chef, Bourreau, de téléphoner à toutes les communes mixtes pour se mettre en état de défense. C'est ainsi que toutes les communes mixtes ont pu se préparer, sauf malheureusement Khenchela que les rebelles avaient déjà attaquée. Et c'est seulement après que j'ai cherché à parler à Pierre Dupuch, préfet de Constantine, afin de lui signaler ce qui venait de se passer et l'informer des mesures que j'avais prises. À ce moment-là, j'ai entendu des coups de feu et je me souviens fort bien avoir prononcé ces paroles : "L'insurrection a commencé, on tire dans Batna." Voyant l'animation qui s'était développée dans Batna, les lumières qui s'allumaient partout, le branle-bas de combat dans la garnison, les rebelles ont senti que leur plan était éventé. Aussi, au lieu de faire partir la fusée bleue, signal du déclenchement de l'insurrection à Batna, ils ont fait partir la fusée rouge, qui signifiait le repli vers les Aurès. En se repliant, ils sont tombés sur deux sentinelles, Pierre Audat et Eugène Cochet, qui n'ont même pas pu se défendre. En effet, ils étaient fusil au pied avec des cartouches ficelées dans un paquet ; c'était le règlement militaire. Ils ont été abattus sans pouvoir se défendre par les fellaghas. Voilà le début de la guerre d'Algérie. La guerre d'Algérie était commencée. »

Alors que l'insurrection est déclenchée, le secrétariat général du FLN lance un « appel au peuple algérien » pour l'informer des événements en cours et des raisons profondes qui l'ont poussé à agir : *« Peuple algérien, militants de la cause nationale, à vous qui êtes appelés à nous juger […], notre souci en diffusant la présente proclamation est de vous éclairer sur les raisons profondes qui nous ont poussés à agir […]. Nous considérons avant tout qu'après des décennies de lutte, le mouvement national atteint sa phase finale de réalisation. […] Aujourd'hui, […] nous subissons le sort de ceux qui sont dépassés. C'est ainsi que notre mouvement national, terrassé par des années d'immobilisme et de routine, mal orienté, privé du soutien indispensable de l'opinion populaire, dépassé par les événements, se désagrège progressivement, à la grande satisfaction du colonialisme qui croit avoir remporté la plus grande victoire de sa lutte contre l'avant-garde algérienne. […] L'heure est grave. Devant cette situation qui risque de devenir irréparable, une équipe de jeunes responsables et militants conscients, ralliant autour d'elle la majorité des éléments encore sains et décidés, a jugé le moment venu de sortir le mouvement national de l'impasse où l'ont acculé des luttes de personnes et d'influence pour le lancer aux côtés des frères marocains et tunisiens dans la véritable lutte révolutionnaire. […] Notre action est dirigée uniquement contre le colonialisme, seul ennemi et aveugle, qui s'est toujours refusé à accorder la moindre liberté par des moyens de lutte pacifiques. Ce sont là des raisons suffisantes qui font que notre mouvement de rénovation se présente sous l'étiquette de Front de libération nationale. »*

La guerre d'Algérie vient de commencer. Le CRUA revendique les attentats au nom d'une organisation nouvelle, le FLN, et d'une armée qui compte alors moins de 500 hommes, l'ALN, Armée de libération nationale. Pour la première fois depuis longtemps, l'Algérie est à la une de l'actualité et elle y restera pendant plus de sept ans. Le

15 novembre 1954, on peut entendre sur les ondes de la radio nationale le reportage suivant : *« L'actualité me contraint à vous parler ce soir de Pasteur, ce petit village situé à une trentaine de kilomètres au nord-ouest de Batna. Ici donc à Pasteur, et très exactement la maison de Monsieur Jules Godin, l'adjoint spécial qui, la nuit dernière, a vécu des événements que vous connaissez tous à présent et au cours desquels un garde-champêtre, ancien combattant musulman, a été tué et un colon, Monsieur Marcel Vezon, blessé. Aux dernières nouvelles, son état est sérieux certes, mais non grave et un rebelle a été abattu. Nous sommes actuellement dans la modeste salle à manger de Monsieur Godin et Gilbert Pérez a posé son magnétophone sur une table à côté d'un revolver et d'un fusil de chasse. Les murs de cette maison sont criblés de points d'impacts et d'ailleurs des traces de balles ont labouré les murs du bureau de poste et de la plupart des maisons. Mais que ces phrases ne vous fassent point supposer que j'ai trouvé ici à Pasteur une atmosphère de guerre, mais plutôt celle qui règne au lendemain d'un crime, car c'est un crime qui a été commis la nuit dernière. Comment des hommes dignes de ce nom ont-ils pu attaquer l'agglomération où, au milieu d'une population musulmane calme et laborieuse, ne vivent que dix hommes généralement âgés et cinq ou six femmes, des veuves également fort âgées ? »*

En métropole pourtant, on ne sous-estime pas la gravité des événements. La coordination des attentats perpétrés le même jour dans toute l'Algérie inquiète les pouvoirs publics qui font aussitôt preuve de fermeté. Dès le 5 novembre, les dirigeants les plus connus du MTLD, pourtant écartés de l'insurrection, sont arrêtés. Impressionnée par le nombre des victimes, émue par la mort d'un instituteur, Guy Monnerot, abattu par les insurgés dans les Aurès, l'opinion veut des têtes. Pierre Mendès France, président du Conseil, les lui donne. Cette politique est confirmée par son ministre de

l'Intérieur, François Mitterrand, qui prend la parole à la radio. Extraits : *« Pendant la nuit du 31 octobre au 1er novembre, on a tué, incendié, provoqué l'émeute et le désordre et pourquoi ? Pourquoi donc furent-ils abattus ce jeune instituteur et sa femme qui devaient le lendemain commencer leur belle et difficile mission au cœur même de l'Aurès ? Ils venaient apporter aux enfants algériens les leçons d'une vieille et haute culture en même temps que les richesses d'un cœur fraternel. […] Qu'a-t-on voulu prouver en tirant à bout portant sur ces jeunes soldats qui montaient la garde d'un casernement ? […] Crimes odieux contre d'innocentes victimes, crimes absurdes et qui seront châtiés car celui qui emploie de tels moyens doit savoir qu'il sera frappé à son tour. […] En s'attaquant à nos compatriotes algériens, les meurtriers et les émeutiers ont dressé contre eux la force française. Cette force défendra la justice en maintenant l'unité nationale, en protégeant ceux qui travaillent et ceux qui peinent en rétablissant la paix civique. […] Si les meneurs ont voulu alerter l'opinion internationale à la veille d'une session des Nations unies, ils ont eu tort. L'Algérie c'est la France et la France ne reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne. »*

CHAPITRE 2

1954

La Toussaint rouge

Novembre 1954, la guerre d'Algérie commence. Le président du Conseil, Pierre Mendès France, vient de mettre un terme à la guerre d'Indochine et d'accélérer le processus d'autonomie de la Tunisie. En revanche, le 12 novembre, devant l'Assemblée nationale, lorsqu'il évoque le problème de l'Algérie, c'est pour y condamner sans équivoque le soulèvement qui vient de s'y produire : *« On ne transige pas lorsqu'il s'agit de défendre la paix intérieure de la nation, l'unité, l'intégrité de la République. Les départements d'Algérie constituent une partie de la République française, ils sont français depuis longtemps et d'une manière irrévocable. […] Entre elles [les populations des trois départements d'Algérie] et la métropole, il n'y a pas de sécession concevable. Cela doit être clair une fois pour toutes et pour toujours, aussi bien en Algérie que dans la métropole qu'à l'étranger. Jamais la France, aucun gouvernement, aucun Parlement français quelles qu'en soient d'ailleurs les tendances particulières ne cédera sur ce principe fondamental. Mesdames, messieurs, plusieurs députés ont fait des rapprochements entre la politique française en Algérie et en Tunisie.*

J'affirme qu'aucune comparaison n'est plus fausse, plus dangereuse. Ici, c'est la France. »

Le 1er décembre 1954, François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur dans le cabinet de Pierre Mendès France, se trouve en Algérie. Il prend la parole pour réaffirmer la position de la France dans une allocution retransmise au journal télévisé. Extrait : *« Il faut que les populations comprennent qu'elles doivent nous aider ou bien qu'elles s'exposent par la force des choses, et malgré notre volonté, à souffrir davantage de la situation présente. Sans le concours de populations, rien n'est tout à fait possible, sans aucun doute, mais les premières victimes, si elles n'agissent pas dans ce sens, ce seront elles. Et comme notre devoir est de les en prévenir, nous ne manquons pas une occasion de le faire. Nous ne frapperons donc pas d'une manière collective ; nous éviterons tout ce qui pourrait apparaître comme une sorte d'état de guerre, nous ne le voulons pas, mais nous châtierons d'une manière implacable, sans autre souci que celui de la justice et en la circonstance, la justice exige la rigueur des responsables. Et tous ceux qui seront surpris agissant d'une façon évidente par le moyen des armes contre l'ordre doivent savoir que le risque pour eux est immense, dans leur vie, dans leurs biens ; et si nous le regrettons, puisque ce sont nos concitoyens, ils sont soumis, comme tout criminel, à la loi, et la loi sera appliquée. »*

Jean Deleplanque, sous-préfet de Batna, où il a vécu le début de l'insurrection le 1er novembre 1954 : « Monsieur Mitterrand est arrivé, je crois, aussitôt après les événements. Il était ministre de l'Intérieur, donc responsable. Constantine était un département français et, en tant que tel, ressortissait de sa juridiction. Il nous a apporté sa volonté de garder l'Algérie française, de réprimer dans le cadre de la légalité mais avec beaucoup de fermeté tous les mouvements

insurrectionnels qui s'étaient déclenchés. Il nous a promis des troupes supplémentaires, notamment les paras, et il a tenu ses engagements. »

Étroitement surveillé à l'Assemblée par le groupe de pression de René Mayer hostile à toute réforme, le gouvernement fait donc preuve de fermeté. Des renforts sont envoyés en Algérie, le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) de Messali Hadj est dissous, et deux mille de ses membres sont arrêtés. Mais en même temps, Mendès France désigne un nouveau gouverneur général en Algérie, Jacques Soustelle. Ce dernier va tenter d'y pratiquer une politique nouvelle, l'intégration.

Jacques Soustelle : « De quoi s'agissait-il ? Eh bien, on s'apercevait d'une chose, c'est que la politique d'assimilation, qui consistait à prendre les Arabes et les Kabyles et à en faire des Français identiques à des Beaucerons ou à des Marseillais, ça n'existait pas. Il y avait une culture et vous pensez bien que moi, comme ethnologue, j'étais particulièrement sensible à cet aspect. Une culture, c'est quelque chose d'original ; il y avait notamment la composante religieuse, la langue arabe ou la langue kabyle. Donc, l'assimilation ne pouvait pas marcher. Quant à l'intégration, elle ne s'adressait pas à l'homme, mais à la province : il était parfaitement possible de faire de ce qui était une demi-colonie une province au sein de la République française, ce qui impliquait l'égalité des droits et des devoirs, donc le collège unique, tous points sur lesquels Mendès France, Mitterrand et moi étions d'accord. »

Jean Vaujour, directeur de la Sûreté générale en Algérie : « Il est arrivé le 15 février pour affirmer véritablement la volonté de paix de la France dans un climat hostile parce qu'on considérait qu'il avait été

choisi par Mendès France, lequel avait quitté la tête du gouvernement le 6 février. On avait tendance à lui reprocher d'être l'homme de Mendès France. En réalité, il a été maintenu dans son poste par le nouveau président du Conseil, Edgar Faure. J'étais à l'aéroport pour l'accueillir. Les notables lui ont été présentés. Il n'était pas en uniforme, comme le faisaient toujours les gouverneurs généraux en Algérie, mais en civil, c'est-à-dire en jaquette. C'est une chose qui a surpris les militaires qui étaient très nombreux, les *bachaghas* [hauts dignitaires de la hiérarchie administrative] et les chefs musulmans, eux aussi très nombreux. Ils se sont demandé si cet homme se rendait compte qu'il arrivait dans un pays bouleversé, presque en guerre. On ne parlait pas de guerre à l'époque car ce n'était pas convenable de prononcer ce mot, mais on savait néanmoins qu'il y avait des gens qui laissaient leur vie tous les jours. »

Jacques Soustelle : « Je suis arrivé à Alger, et on m'a dit à ce moment-là qu'il fallait qu'un gouverneur général civil, bien entendu, se présente revêtu d'un uniforme, soit la jaquette, le pantalon rayé, le col cassé, la cravate plastron et le chapeau haut-de-forme. Je me suis muni de tous ces accessoires et c'est dans cette tenue que je suis arrivé à Alger. Le temps et l'accueil étaient frais. Pourquoi ? Car l'opinion pied-noire était déjà très susceptible, amère, alertée par l'incompréhension de la métropole. Mendès France et Mitterrand avaient une réputation d'ultralibéraux qu'on me prêtait aussi. On avait raconté que je m'appelais en réalité Bensoussan et que j'étais un juif constantinois, enfin toutes sortes d'âneries. J'ai été accueilli très correctement, il n'y a pas eu le moindre incident, à part avec Jacques Chevallier, le maire d'Alger. J'ai tout de suite pris contact avec les autorités générales et je me suis aperçu rapidement que le gouvernement et l'administration en Algérie étaient comme un radeau qui flottait sur un océan dont on ignorait les courants et à

plus forte raison la profondeur. Il y avait une sous-administration absolument effroyable. En fait, il n'y avait aucun contact véritable entre l'administration et la population. Je n'ai pas besoin de vous dire que les émissaires du FLN avaient tout loisir de provoquer des troubles dans ces populations qui étaient complètement abandonnées. Comme on n'avait pas reconnu qu'il y avait un état de guerre, on se trouvait dans des situations ubuesques. Si, par exemple, il y avait une attaque contre un poste, les gendarmes tiraient et un fellaga était tué. Immédiatement, c'était l'ouverture d'une instruction. C'est tout juste si on ne faisait pas comparaître en justice les gens qui avaient tiré ! Par ailleurs, les forces françaises en Algérie étaient réduites à très peu de chose. C'est à ce moment-là que j'ai tiré la sonnette d'alarme. Edgar Faure avait été investi et j'ai demandé que l'on veuille bien admettre qu'il y avait un état d'urgence particulier qui nécessitait que l'on reconnût la réalité, qu'il y avait des agressions et des ripostes. Cet état d'urgence a été voté à l'Assemblé nationale. Si j'ai bonne mémoire, les communistes l'ont voté. »

Non seulement Jacques Soustelle fournit plus de moyens à l'armée, mais il lui fixe aussi de nouvelles missions. Parallèlement, il crée les sections administratives spécialisées (SAS) et les sections administratives urbaines (SAU). Au début, la mise en place de ces sections dans l'administration algéroise répond à un triple but : la reprise de contact avec les populations, la résorption des bidonvilles, la lutte contre le chômage. Mais d'autres tâches sont venues s'imposer à leurs chefs. C'est ainsi que les officiers spécialisés ont dû effectuer des travaux de recensement et été amenés à se pencher sur le sort des

anciens combattants, à s'occuper de l'action sociale, de la formation professionnelle, etc. Tout en restant en liaison étroite avec l'armée et les organismes administratifs ou privés déjà en place.

Jacques Soustelle : « Assez vite, j'ai constaté qu'il fallait apporter une solution rapide à cette absence de contact et de contrôle. C'est là que j'ai imaginé de faire venir du Maroc le général Parlange et des officiers des Affaires indigènes qui parlaient arabe et berbère. Très vite, nous avons établi un premier réseau qui est devenu par la suite les sections administratives spécialisées, les SAS. C'est une chose que je me vante d'avoir créée. Je pense que c'était une bonne chose pour le contact avec les populations. On a étendu le système à l'ensemble du pays, y compris en créant des sections administratives urbaines. Il y en a eu notamment dans la Casbah à Alger. »

Membre du Parti du peuple algérien (PPA), le commandant Azzedine rejoint l'insurrection au lendemain des événements du 1er novembre 1954. Très vite, il passe pour un maître de la guérilla et les nombreuses blessures qu'il a reçues forcent le respect de ses compagnons d'armes.

Commandant Azzedine : « L'armée française est une armée qui savait se battre, elle avait une très grande expérience. Elle a été mauvaise élève en ce qui concerne la guerre révolutionnaire. Elle n'a pas compris que c'était fini ; mais le métier d'armes, elle savait le faire. L'armée française n'a pas compris qu'il n'y avait pas d'occupation juste et de résistance populaire injuste. Alors, elle a voulu avec l'occupation injuste faire un modèle ; elle a voulu résoudre le problème de la question nationale en s'attaquant à la question sociale. Mais ce n'était pas une revendication d'un peu plus de justice dans la répartition des richesses, c'était beaucoup plus

important : la liberté, l'indépendance de notre pays, et ça, l'armée ne l'a pas compris. »

En plus des réformes qu'il engage, Jacques Soustelle veut aussi connaître les intentions des mouvements nationalistes, celles du Mouvement national algérien (MNA) de Messali Hadj, celles des centralistes du MTLD, emprisonnés depuis le 5 novembre et, bien sûr, celles du FLN. Dès son arrivée, il apprend qu'un des chefs historiques du FLN, Ben Boulaïd, chef de la wilaya I, zone des Aurès, a été arrêté en Tunisie. Soustelle envoie discrètement Vincent Monteil, son chef de cabinet militaire, rencontrer Ben Boulaïd en prison. C'est le premier contact entre le FLN et un représentant officiel de la France.

Vincent Monteil : « D'emblée, Ben Boulaïd me fait part d'un préalable, la libération des détenus de la Toussaint, les 2 000 membres du MTLD emprisonnés par décision du ministre de l'Intérieur, François Mitterrand. Je demande donc à Soustelle de pouvoir aller à Barberousse (la prison d'Alger) pour m'entretenir discrètement avec les deux leaders des deux tendances, d'une part, le responsable du MNA, Moulay Merbah, et d'autre part, Benyoucef ben Khedda, le chef des centralistes, ainsi dénommés parce que c'étaient les membres du comité central du mouvement. Je vais donc à Barberousse où je rencontre, séparément bien entendu, les deux hommes. Ils me disent exactement ce que m'avait dit Ben Boulaïd. Ils ne pouvaient pas s'être concertés avec lui puisqu'ils étaient en prison depuis le 1er novembre, alors que Ben Boulaïd se trouvait à Tunis. Ce point de vue était donc le même pour tous, soit la libération des détenus de la Toussaint, des élections libres le plus tôt pour tous et l'application loyale du statut de 1947, en particulier en ce qui concerne l'enseignement de la langue arabe et la séparation de la mosquée et de l'État. Ces entretiens ont été extrêmement cordiaux,

chaleureux. À partir de ce moment-là, mon parti était pris, rien ne pouvait me faire changer d'avis, c'était un problème de justice : les Algériens avaient été extrêmement sensibles à l'injustice qui avait été commise à leur endroit. En conséquence, ils ne pouvaient plus accepter la parole de la France. Or, lorsque Soustelle arrive, il bénéficie d'un capital de sympathie chez les musulmans. S'il avait répondu aux demandes qu'on lui présentait, qui étaient tout de même extrêmement raisonnables – personne n'a prononcé le mot "indépendance" devant moi –, je suis persuadé qu'on aurait pu éviter beaucoup de drames et peut-être même la guerre. »

Les démarches de Vincent Monteil et les réformes annoncées arrivent trop tard, d'autant que la répression s'accentue. En mai 1955, à Djidjelli, le modéré Ferhat Abbas, qui depuis plus de vingt ans affirme son attachement à la France et dirige l'Union démocratique du Manifeste algérien (UDMA), parle pour la première fois d'« Algérie algérienne ».

Ferhat Abbas : *« Depuis le 1er novembre, nous avons des événements très graves en Algérie. Il y a ce que le colonialisme a appelé des "hors-la-loi". Depuis 1948, c'est le régime colonial qui a défié la loi, c'est lui qui a violé la loi, c'est lui qui a bafoué les droits que la France républicaine a accordés aux Algériens musulmans, et aujourd'hui, on vient nous dire qu'il y a des hors-la-loi ? Il n'y a qu'un seul personnage qui soit hors-la-loi en Algérie, c'est le régime colonial lui-même. Les hors-la-loi, ce sont les préfets, les maires, les administrateurs de communes mixtes. L'UDMA s'adresse au gouvernement français pour lui dire ceci : "Tant que vous continuez à proclamer que l'Algérie est française, nous répliquons quant à nous que l'Algérie est arabe. Si le gouvernement français change cette affirmation, nous aussi nous nous abstiendrons de dire que l'Algérie est*

arabe. Alors, nous commencerons à proclamer la même vérité : l'Algérie est algérienne." »

Le 20 août 1955 dans le Constantinois, des milliers de paysans poussés par le FLN s'attaquent aux Européens. À la mine d'El Alia, des ouvriers musulmans massacrent sans distinction hommes, femmes et enfants. L'Algérie se coupe définitivement en deux, le président du Conseil, Edgar Faure, agit aussitôt en engageant un peu plus la France dans la guerre. Le 24 septembre 1955, il déclare dans une émission radiodiffusée : *« Tout l'honneur de la France, comme sa mission humaine, tout nous impose absolument, sans équivoque et sans réticence, de garder l'Algérie à la France, et dans la France, il faut que l'on comprenne partout, chez nous et ailleurs que nous nous trouvons ici devant un impératif vital, que tout gouvernement aura nécessairement comme premier devoir de maintenir la France sur les deux rives de la Méditerranée. Menacée, l'Algérie sera défendue. Les forces déjà en place accomplissent leur mission avec un calme et un courage qui ont permis d'assurer l'apaisement dans certaines zones. C'est en raison de ces circonstances, et après les douloureux événements du 20 août, que le gouvernement a été conduit à rappeler certains disponibles : il faut que le pays le sache bien, l'effort demandé à ces jeunes gens était et demeure nécessaire. Le gouvernement devait disposer sans délai de moyens importants pour faire cesser au plus tôt le massacre de nos compatriotes.* »

Entre Européens et musulmans, séparés par les massacres du 20 août, entre le gouvernement qui accentue la répression et le FLN qui la provoque, il n'y a plus de troisième voie possible. En face de la France, il n'y a plus qu'un interlocuteur, le FLN. Les modérés de l'UDMA, Ferhat Abbas en tête, les centralistes du MTLD comme Ben

Khedda, rejoindront le FLN au Caire, après avoir rencontré Vincent Monteil à Paris.

Vincent Monteil : « Ils sont venus me trouver à Paris. Ferhat Abbas m'a demandé ce que j'en pensais et s'ils devaient aller au Caire. Ils n'étaient pas encore sûrs. Ben Khedda est venu avec un autre, je pense que c'était Abderrahmane Kiouane, que j'avais fait libérer. Ils m'ont dit : "Qu'est-ce qu'on doit faire ? On envisage ça." Je les ai encouragés. Je prends la responsabilité aujourd'hui de dire que je les ai encouragés tous les quatre, séparément, à aller au Caire, car il n'y avait plus de solution pour eux, c'était fini, il n'y avait plus rien à faire. »

En Algérie, les compagnies de l'ALN, les *katibas*, recrutent aussi. En 1955, un soudeur à l'arc chez Caterpillar, qui deviendra un des officiers les plus célèbres de l'ALN, entre au maquis. Il s'agit du commandant Azzedine.

Commandant Azzedine : « Le FLN a pris contact avec moi en 1955. On m'a dit en substance : "Azzedine, nous te connaissons, tu es sérieux, tu es sportif, nous t'avons surveillé, tu n'as pas une vie de débauché, est-ce que tu veux servir ton pays ?" J'ai répondu par l'affirmative et ma première action a été celle de Caterpillar. Comme je suis chaudronnier, soudeur à l'arc, je sais manier le chalumeau. Je me suis donc attaqué au coffre-fort pour ramener de l'argent à l'organisation. Bon, j'ai été surpris pendant mon action et j'ai été blessé au mollet droit. En arrivant au Clos-Salembier, j'ai rendu compte de ma mission, mais j'étais "brûlé". Aussi, je suis monté au maquis, directement à Palestro, et j'ai servi là sous les ordres de Si Lakhdar jusqu'au début 1959. »

Avec l'enlisement de la guerre, le FLN est conduit à impliquer davantage la population. Peu à peu, celle-ci a commencé à « se politiser », informée du cours des événements par la radio. Ce que le poète algérien Kateb Yacine a appelé la « révolution des transistors ».

Kateb Yacine : « Beaucoup de nos dirigeants ont cru que la guerre ne serait pas longue. Ils ont pensé qu'on pourrait arracher l'indépendance avec quelques embuscades, un débat à l'ONU, et le tour serait joué. Mais ce n'était pas comme ça, car il y avait l'Algérie française, un million d'Européens qui vivaient là. Il y avait le problème de l'armée française. À partir du moment où la guerre a duré, le FLN s'est transformé. Peu à peu, il a été amené à faire participer de plus en plus le peuple. Et le peuple a pris conscience des enjeux, parce que quand on associe quelqu'un à la lutte, il commence à comprendre. Les gens étaient accrochés à leur poste de radio car ils sentaient ce qui se passait. À partir de là, le FLN a réussi à faire participer une partie du peuple algérien, et même s'il ne s'engageait pas, la répression l'encourageait à le faire. »

Le commandant Azzedine ne dit pas autre chose. Pour lui, la pénétration allait d'un militant à un autre. Grâce à lui, il est possible de mener une espèce d'étude sociologique, politique et économique de la *dechra*. Il s'en explique.

Commandant Azzedine : « La *dechra*, c'est le hameau. Une fois qu'un militant nous donnait certains détails sur la vie des gens de son village, on rassemblait la *dechra* et on mettait le militant de côté ; on faisait semblant de ne pas le connaître. On montait un scénario. Comme nous étions pauvrement vêtus et mal armés, on se rasait, on se faisait beau, on changeait de vêtements ; celui qui avait une belle chemise la donnait à celui qui devait parler directement avec le

peuple. Quatre ou cinq hommes rassemblaient la *dechra* et quatre ou cinq autres allumaient des feux de position sur les crêtes. De là, ils se déplaçaient pour donner l'illusion qu'ils étaient très nombreux. On rassemblait cette population avec le petit groupe de quatre-cinq personnes bien habillées, bien rasées, bien armées et on leur faisait un discours. On leur expliquait en quoi consistait la révolution, ce qu'était le combat libérateur. On les appelait par leur nom, on disait : "Ah, cheikh El-Ferka, toi par exemple, on sait qu'avant-hier tu as été voir le caïd. Nous connaissons ta position et nous savons ce que tu as fait." À un autre, on disait : "On sait que tu bats ta femme, arrête ça !" À cet autre : "Toi, tu es en litige avec tel voisin." On montait vraiment une mise en scène extraordinaire. Les gens se disaient : "Bon Dieu ! quel don d'ubiquité ils ont ! Ils savent tout, ils connaissent tout !" Et on leur faisait comprendre aussi qu'ils étaient les derniers à ne pas s'être engagés dans le combat libérateur. Une fois la *dechra* organisée, le commissaire politique prenait la suite. Nous étions conscients que subjectivement le peuple était acquis à l'idée de l'indépendance, mais qu'objectivement, il fallait l'organiser. On ne pouvait pas prendre le risque d'aller comme ça et d'être à la merci d'un mouchard ou de commettre une bavure. C'est pour cette raison que la pénétration des *dechras* a duré longtemps. »

Les autorités françaises, quant à elles, portent un regard nettement moins bon enfant sur l'action du FLN dans les *dechras*.

Jacques Soustelle : « On oublie trop souvent que les victimes du FLN ont été en bien plus grand nombre des autochtones. Il y a certes eu des fermiers pieds-noirs qui ont été tués, des femmes violées, etc, mais l'immense majorité des victimes étaient des Arabo-Berbères, des autochtones, des musulmans. La première campagne du FLN a consisté à interdire de fumer, c'était une absurdité totale du point de

vue de la religion musulmane ; il s'agissait de contrôler les populations. Si quelqu'un fumait, on lui coupait le nez ou les lèvres avec des ciseaux. On voyait les gens défigurés, c'était abominable, c'était un moyen de terroriser les populations, les Algériens d'origine musulmane. »

Commandant Azzedine : « La révolution, bien sûr, ne se faisait pas avec des bouquets de roses, et il est vrai que par exemple en wilaya IV, moi personnellement, j'ai mis à l'amende des paysans sur qui j'ai trouvé du tabac, mais ça n'a pas dépassé cela. Il est vrai qu'il y a eu des bavures ailleurs, et même si je ne les ai pas commises, j'en porte la responsabilité ; il y eut quelques nez coupés, c'est vrai. »

Les musulmans ne choisissent pas tous le FLN, certains restent fidèles à la France : les supplétifs musulmans, les harkis ou les soldats qui restent dans l'armée française, comme le capitaine Rabah Kheliff qui, en 1955, revient d'Indochine où il avait été fait prisonnier à Diên Biên Phu.

Capitaine Kheliff : « Je n'ai pas hésité un seul instant à choisir la France. C'est facile à dire mais, pour moi, c'est vraiment comme je vous le dis. Pour diverses raisons, et principalement pour celle-ci : dans toute ma jeunesse, en tant que fils de vieux soldat de 14-18 – mon père s'est engagé en 1907, il a fait la guerre du Maroc en 1912, celle de 14-18 dans la foulée, plus la Syrie, la Turquie –, j'ai été élevé dans l'amour de la France et des Français en général ; ça ne pouvait pas être autrement. La France pour moi a représenté et représente la seule patrie que j'ai toujours connue. Même si je ne suis pas d'origine métropolitaine ou européenne, je considère la France comme une mère adoptive. Qu'est-ce qu'un harki ? C'est officiellement un homme qui a choisi pour diverses raisons de servir du côté de l'armée française. Dans beaucoup de cas, ce sont des hommes qui ont eu à

souffrir dans leur famille, parce que le FLN a tué un père, un frère, un oncle, et c'est un peu une vengeance. C'est aussi une question d'honneur. Le commando Georges, bien connu, a été composé uniquement de membres de FLN ralliés à l'armée française. On peut dire avec certitude que souvent, dans une même famille, quand un garçon était au FLN, pour que la famille ne soit pas inquiétée par la police ou la gendarmerie, l'un des frères se dévouait pour aller servir dans l'armée française. »

Les Algériens engagés dans l'armée française y recevaient une solde, ce qui, selon certains, était une des raisons de leur choix.

Capitaine Kheliff : « Non, il [le harki] ne cherchait pas une rétribution. En réalité, il était très mal payé, au tarif d'un ouvrier agricole, alors qu'il risquait sa vie et celle de sa famille tous les jours. Quand il y avait une section de harkis dans une compagnie, c'était toujours le harki qui était en tête. »

Toutes communautés confondues, l'Algérie est donc coupée en deux. L'heure n'est plus aux réformes, elle est aux armes. Jacques Soustelle, qui s'est rallié à la répression sans pouvoir imposer ses réformes, quitte l'Algérie. Si, un an plus tôt, l'accueil à Alger avait été froid, le 2 février 1956, les pieds-noirs lui réservent un départ triomphal.

Jacques Soustelle : « Contrairement à ce que certains ont prétendu, ça n'avait été nullement préparé. Les gens sont venus spontanément sur le quai et j'ai eu toutes les peines du monde à

monter sur le bateau. Il fallait que j'embarque avec Henri-Paul Eydoux, le général Constant et un certain nombre d'officiers. Nous sommes arrivés dans un char d'assaut afin de nous frayer un accès à travers la foule avant de pouvoir grimper sur une échelle comme un chat jusqu'au bateau. Les gens chantaient *Ce n'est qu'un au revoir.* C'était très émouvant. Il y a eu la plus formidable tempête sur la Méditerranée qu'on n'ait jamais vue. D'ailleurs, le capitaine m'a écrit des années plus tard en me disant qu'on l'avait appelée "la tempête Soustelle". »

Jean-Claude Pérez, médecin à Bab-el-Oued : « J'ai assisté au départ de Soustelle. C'est d'ailleurs la première fois que j'ai entendu une foule crier "Algérie française". Le jour du départ de Soustelle représente une date extrêmement importante : de l'enthousiasme, de la déception aussi et, surtout, le refus de voir arriver Catroux. »

Jacques Soustelle : « Le départ a donc été très émouvant. Guy Mollet [le nouveau président du Conseil] m'avait dit qu'il désignait le général Catroux. J'étais encore gouverneur lorsque j'ai reçu la visite d'une délégation de Français d'Algérie qui m'ont dit : "Ce n'est pas possible, bien sûr il [Catroux] est lui-même originaire d'Algérie, mais on sait qu'il n'est pas du tout partisan de l'intégration, il veut négocier avec le FLN." Je leur ai répondu : "Mais non, vous verrez, je le connais bien, j'étais à Londres avec lui pendant la guerre, c'est un patriote." Je les ai calmés comme j'ai pu. De l'aéroport, j'ai téléphoné à Catroux afin de lui demander de donner une interview à un journal pour annoncer qu'il n'allait pas casser tout ce que j'avais fait. Il m'a dit : "Cher ami, je vous remercie." Deux ou trois jours plus tard, alors que j'étais encore à Alger, il donne une interview à *France-Soir* dans laquelle il affirme tout le contraire : "L'Algérie, ce n'est pas une province comme une autre, il faut négocier." Il y avait là de quoi

mettre les pieds-noirs en fureur. Cette affaire a préparé la malheureuse arrivée de Guy Mollet, qui s'est fait couvrir de tomates. Il m'a dit que quand il regardait ces gens l'insulter et lui lancer des tomates, ils avaient des têtes d'électeurs socialistes ! »

Le 6 février 1956, Guy Mollet arrive en avion à Alger. La presse couvre l'événement qui est retransmis par la télévision française. Le reporter Jean-Gabriel Grand est au micro pour rendre compte de cette journée pour le moins tumultueuse : *« Depuis le début de la matinée, les commerçants et les entreprises qui avaient suivi les mots d'ordre diffusés par tracts avaient fermé boutique. Des draps noirs avaient parfois été tendus aux fenêtres en guise de drapeau. Les passants avaient reçu la consigne de boycotter le cortège officiel, et les automobilistes de créer des embouteillages. En dépit d'importantes précautions de police, de la présence des CRS, plusieurs milliers de manifestants attendaient le cortège au monument aux morts où une brève cérémonie était prévue. Pendant que le président Guy Mollet déposait dans une atmosphère de désordre indescriptible la gerbe traditionnelle au pied du monument, des incidents violents mettaient aux prises les manifestants composés en grande partie d'étudiants des facultés et les hommes du service d'ordre qui durent faire usage de gaz lacrymogènes pour dégager les personnalités présentes. D'autres bagarres se déroulent en ce moment autour du palais d'Été, où le président du Conseil a installé sa résidence, elles se poursuivent dans le centre de la ville au moment où je dois vous rendre l'antenne. Au micro, Jean-Gabriel Grand, qui vous a parlé d'Alger. »*

Finalement, Guy Mollet renonce à imposer Catroux et choisit Robert Lacoste. Son passé plaide pour lui. Syndicaliste, résistant de la première heure, il est nommé ministre de la Production industrielle par le général de Gaulle en septembre 1944. Il rejoint alors les rangs

socialistes, occupant plusieurs fonctions ministérielles. Guy Mollet annonce sa nomination à la radio en direct du palais d'Été : *« Européens et musulmans, j'ai mieux compris ce que vous ressentiez dans votre corps et dans votre chair. Même si j'en ai souffert, les douloureuses manifestations de lundi comportaient, j'en suis sûr, une certaine part saine. Elles ont été pour un certain nombre le moyen d'affirmer leur attachement à la France et leur angoisse d'être abandonnés par la France. Si c'est cela que voulaient faire comprendre une partie des hommes et des femmes présents au monument aux morts d'Alger, qu'ils sachent qu'ils sont entendus. La France restera présente en Algérie, les liens entre la métropole et l'Algérie sont du reste indissolubles. […] Demain, ici à Alger, j'accueillerai le ministre résident, mon ami Monsieur Robert Lacoste. Je le connais, c'est un homme courageux, loyal, qui a fait ses preuves. Je serai totalement solidaire de lui, vous pourrez vous appuyer sur lui comme sur moi-même. Européens, musulmans d'Algérie, vous pouvez avoir confiance en la grandeur et en la puissance de la France, et vous devez avoir confiance en la volonté de la France d'assurer l'égalité et la justice dans la paix retrouvée. »*

Alors que Guy Mollet s'appuie sur une majorité qui, aux élections de janvier 1956, avait fait campagne sur le thème de la paix en Algérie, il cède devant les ultras qui refusent toute concession ; ils ne l'oublieront pas. À la suite de la demande du général Lorillot, commandant en chef en Algérie, Guy Mollet prolonge le service militaire et rappelle les réservistes qui, avec les conscrits, sont envoyés en Algérie. Il s'en explique au micro de Pierre Sabbagh : *« De bons esprits ont prétendu que nous voulions porter de dix-huit mois à vingt-quatre mois la durée du service militaire, il n'en est rien. Le service militaire légal est de dix-huit mois et restera à dix-huit mois, mais actuellement, avec des services de dix-huit mois, des hommes sont*

maintenus au-delà de cette durée, les uns pendant six, neuf, certains même douze mois, donc pour un total de trente mois. »

Comprenne qui pourra ! La mise au point alambiquée de Guy Mollet n'empêche pas certains de protester : c'est le cas du militant communiste Robert Bonnaud.

Robert Bonnaud : « Au printemps 1956, j'ai été rappelé, ainsi que ma classe. On avait déjà accompli les dix-huit mois du service militaire. Bien que ce cas de figure soit rare, il explique néanmoins le mécontentement des personnes qui s'étaient mariées, avaient trouvé un travail et qui étaient rappelées. On était rappelés pour six mois, ce n'est pas énorme, mais ça mettait à mal la continuité de la vie civile. Le Front républicain (rassemblant notamment la SFIO, le Parti radical-socialiste et l'UDSR) avait fait campagne pour la paix en Algérie. À Marseille, Gaston Defferre avait loué des panneaux publicitaires pour défendre cette position. On comprend que ce rappel sous les drapeaux ait choqué nombre de conscrits alors que le Front républicain venait de gagner les élections législatives de janvier 1956. »

Quoi qu'il en soit, Robert Bonnaud, comme tous ceux de sa classe, n'échappe pas au rappel. Le 22 mai 1956, il reprend donc du service et repart pour l'Algérie. Il revient sur les conditions de son départ de Marseille.

Robert Bonnaud : « Bien que les autorités militaires aient essayé de le dissimuler, le départ n'est pas passé inaperçu. De fait, les officiers n'avaient aucune autorité sur leurs hommes. L'esprit de révolte était tel que les officiers n'obtenaient même pas la mise au garde-à-vous. Toutefois, le jour du départ, tout le monde était là. On est passé par le Vieux-Port ; ça gueulait beaucoup. J'étais parmi ceux

qui faisaient scander les mots d'ordre ("Fusillez Guy Mollet !"), des choses comme ça. Je me suis attiré quelques ennuis. Étonnamment, la population nous a paru indifférente. »

Élu sur un programme de retour à la paix en Algérie, le gouvernement Guy Mollet a donc fini par mobiliser le contingent et les réservistes. Peu à peu, le FLN est parvenu à réunir derrière lui un grand nombre d'Algériens, à se doter d'une plate-forme politique et à réorganiser les forces militaires de l'ALN.

Commandant Azzedine : « À partir de 1956, c'était l'apogée. Toute la population était acquise, sur tout le territoire, les liaisons existaient entre wilayas ; les actions militaires se déroulaient un peu partout, on avait l'initiative, on contrôlait les maquis nuit et jour. Quant aux villes, on les contrôlait avec l'ennemi. Plus tard, avec l'arrivée du général de Gaulle, les villes ont commencé à nous échapper ; de même, la situation dans les maquis est devenue plus précaire. En effet, les Français ont construit énormément de pistes, de routes, ce qui a facilité le quadrillage. Avec la multiplication des postes militaires, on ne pouvait plus bouger pendant la journée, mais la nuit, on faisait ce qu'on voulait. »

Le 18 mai 1956, non loin du village de Djerrah dans la région de Palestro, une quarantaine d'hommes de l'ALN tendent une embuscade à une section française du 9e régiment d'infanterie coloniale. Le coup de main dure une vingtaine de minutes. Sur les vingt et un soldats, un seul parvient à sauver sa vie. Les corps des soldats, dont des appelés du contingent, sont retrouvés mutilés. L'embuscade suscite

une émotion considérable. La radio d'Alger s'en fait l'écho : *« Ici Alger RTF.* […] *Dès hier, on formulait des doutes sur les chances de retrouver vivants les militaires enlevés par les rebelles, surtout depuis la découverte dans l'après-midi des cadavres de deux d'entre eux, suivie dans la soirée de celle de quinze autres cadavres. Ce matin, cinq corps étaient retrouvés dans la piste sanglante, laissés par les hors-la-loi dans ce secteur de Beni Amrane de triste mémoire où la sauvagerie du paysage n'a d'égale que celle des bandes qui y opèrent sous les ordres d'un chef rebelle connu parmi les plus sanguinaires. Des opérations sont en cours, mais il ne faut pas s'attendre à un résultat immédiat, en raison même de la configuration du terrain. Les gorges de Palestro qui enchantaient les touristes il y a quelques mois de par leur impressionnante grandeur, ne sont qu'une succession d'à-pics d'accès difficile nécessitant l'emploi d'effectifs importants pour réaliser un bouclage efficace. »*

Après le drame de Palestro, la métropole découvre la guerre. Dans la presse, à l'Assemblée, l'adversaire est renvoyé à une prétendue barbarie originelle. L'« Appel pour une trêve civile en Algérie[1] » qu'a lancé Albert Camus dans un discours prononcé à Alger le 22 janvier 1956 est à peine entendu : *« J'ai aimé avec passion cette terre où je suis né, j'y ai puisé tout ce que je suis, et je n'ai séparé de mon amitié aucun des hommes qui y vivent, de quelque race qu'ils soient. Bien que j'aie connu et partagé les misères qui ne lui manquent pas, elle est restée pour moi la terre du bonheur, de l'énergie et de la création et je ne puis me résigner à la voir devenir pour longtemps la terre du malheur et de la haine. Je sais que les grandes tragédies de l'histoire fascinent souvent les hommes par leurs visages horribles, ils restent alors immobiles*

devant elles sans pouvoir se décider à rien, qu'à attendre. Ils attendent, et la Gorgone un jour les dévore. »

Kateb Yacine : « Ce que je n'aime pas chez Camus, c'est le moralisme, notamment dans *L'Homme révolté*. Une révolution n'est pas une affaire de morale, c'est tragique, on peut tuer son père, sa mère à tout moment, c'est une passion. On ne peut pas juger des révolutionnaires sur des critères moraux. Si c'était le cas, le FLN serait une bande de criminels qui tuent des enfants, et c'est arrivé. Les guerres, c'est comme ça, ça rend aveugle. La passion qui habite les gens leur fait commettre toutes sortes de choses qui seraient inconcevables en temps de paix. »

Jean Amrouche, « Le combat algérien[2] » :

> *Alors vint une grande saison de l'histoire*
> *Portant dans ses flancs une cargaison d'enfants*
> *indomptés,*
> *qui parlèrent un nouveau langage*
> *et le tonnerre d'une fureur sacrée.*
> *On ne nous trahira plus.*
> *On ne nous mentira plus.*
> *On ne nous fera pas prendre des vessies peintes*
> *de bleu, de blanc et de rouge*
> *pour les lanternes de la Liberté :*
> *Nous voulons habiter notre nom*
> *vivre ou mourir sur notre terre mère.*
> *Nous ne voulons pas d'une patrie marâtre*
> *et des riches reliefs de ses festins.*
> *Nous voulons la patrie de nos pères*
> *la langue de nos pères*

la mélodie de nos songes et de nos chants
sur nos berceaux et sur nos tombes.
Nous ne voulons plus errer en exil
dans le présent, sans mémoire et sans avenir.
Ici et maintenant,
nous voulons,
libres à jamais, sous le soleil, dans le vent,
la pluie ou la neige,
notre patrie : l'Algérie.

1. « Appel pour une trêve civile en Algérie » in Albert Camus, *Actuelles III. Chroniques algériennes 1939-1958,* Gallimard, collection « NRF », 1958.

2. In *Espoir et Parole*, Poèmes algériens recueillis par Denise Barrat, Seghers, 1963.

CHAPITRE 3

1956

L'engrenage

Le 22 octobre 1956, un avion marocain transportant des dirigeants importants du FLN est intercepté au-dessus de la Méditerranée et contraint de se poser à Alger. Il semble que cette initiative ait été prise à l'insu du président du Conseil, Guy Mollet, qui, depuis plusieurs semaines, négiociait discrètement avec les dirigeants du FLN. Ben Bella, chef de l'organisation spéciale du MTLD, responsable du FLN et futur président de la République algérienne, qui était dans l'avion détourné ce 22 octobre, révèle jusqu'où ont été ces négociations.

Ahmed Ben Bella : « Elles débouchaient à peu de chose près sur un processus assez proche de ce que seront les accords d'Évian. C'est-à-dire un processus d'autodétermination, un référendum, etc. Il était aussi question de la garantie des intérêts français, de la présence de la colonie française, etc. Nous avions donné des garanties en ce sens. En clair, nous sommes arrivés à un canevas très voisin des accords d'Évian. »

L'affaire du détournement fait grand bruit. Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères, y revient à l'occasion d'un déjeuner organisé par l'Association de la presse étrangère. Après avoir évoqué la situation en Europe de l'Est et l'affaire de Suez, il fait le point sur le problème algérien. Abordant l'arrestation des cinq chefs rebelles, Christian Pineau déclare : *« En ce qui nous concerne, comment pouvez-vous envisager que le gouvernement français, par des moyens normaux, qui peuvent être employés par toutes les armées du monde dans des circonstances semblables, puisse relâcher cinq rebelles ? Imaginez quelle serait la réaction normale des pères et des mères des soldats français qui se battent en Algérie si nous venions à dire aujourd'hui, uniquement pour permettre à Sa Majesté le sultan du Maroc de sauver la face : "Nous allons libérer les cinq chefs de ceux qui tuent vos enfants." C'est une chose qui est absolument impossible et il n'y a pas un gouvernement, quelle que soit sa situation géographique dans le monde qui, placé dans la situation où se trouve aujourd'hui la France, le ferait. »*

Toute la question est alors de savoir si le gouvernement français aurait accepté d'avaliser la teneur des pourparlers engagés avant le détournement par Guy Mollet et les dirigeants du FLN. Ben Bella est affirmatif.

Ahmed Ben Bella : « Il a accepté. Il devait les faire avaliser par un vote à l'Assemblée où il disposait de la majorité. L'armée posait problème. Certes, certains officiers étaient d'accord mais la grande majorité demeurait hostile. Il reste que l'affaire de l'avion a été conduite par un groupe de l'armée, mais pas par toute l'armée. La guerre aurait dû se terminer en 1956. »

Ben Bella, qui se trouvait au Maroc, doit se rendre à Tunis pour soumettre ce projet à la réunion prévue entre, d'une part, les dirigeants du FLN et, d'autre part, le roi du Maroc et Bourguiba, chef du gouvernement tunisien, dont les deux pays viennent d'accéder à l'indépendance. Au cours de cette réunion, les trois délégations doivent également mettre sur pied un projet de fédération maghrébine. Mais pendant son trajet entre Rabat et Tunis, l'avion de Ben Bella est intercepté. Ben Bella rappelle les conditions dans lesquelles s'est déroulé ce détournement.

Ahmed Ben Bella : « Le détournement a eu lieu dans un avion marocain, avec un équipage français. Cet appareil devait nous mener à Tunis. Il était prévu de voyager avec le sultan du Maroc, dans son avion personnel ; puis, tout d'un coup, on nous a dit : "Vous n'allez pas dans l'avion de Mohammed V parce qu'il y a son harem, etc. Vous prendrez un autre avion." Nous avons émis des réserves. Finalement, étant donné l'importance de l'événement, nous ne voulions pas gâcher cette grande fête qui allait se dérouler à Tunis, c'est-à-dire les retrouvailles de toute l'Afrique du Nord et surtout les solutions en faveur de l'Algérie. Mais cet avion a été intercepté par l'aviation française basée à Alger et a dû se poser à Palma de Majorque pour attendre des ordres. Ce n'est qu'ensuite qu'il a repris son vol vers la Tunisie pour finalement bifurquer sur Alger. C'est là que l'armée française nous a accueillis avec ses chars. »

Que ce détournement se soit déroulé de main de maître n'a échappé à personne. Beau joueur, Ahmed Ben Bella est le premier à le reconnaître.

Ahmed Ben Bella : « Simplement, c'était un beau coup, bien soigné. Pas de doute. Il faut être élégant. Il est clair que l'affaire a été

bien préparée. Mais enfin, c'était un mauvais coup aussi parce que, politiquement, ça a été une catastrophe dans la mesure où il mettait fin au processus. Peut-être fallait-il attendre le vrai partenaire. Il n'est venu que par la suite, en la personne du général de Gaulle. Mais je persiste à dire que tout cela aurait pu se terminer en 1956. »

Le 24 octobre, la radio d'Alger se fait de nouveau l'écho du détournement de l'appareil : *« Ici Alger RTF. Le dépouillement des documents trouvés dans les bagages des chefs FLN arrêtés avant-hier continue et les prisonniers sont invités à donner des précisions sur certains renseignements qui s'y trouvent. Il semble que l'essentiel de cette précieuse documentation soit maintenant connu et qu'on attache une attention plus particulière au carnet d'adresses de Ben Bella. On conçoit que les milieux officiels soient, sur ce point, extrêmement discrets. »*

Ahmed Ben Bella : « Lorsque nous avons été arrêtés, nous avions dans nos bagages le fameux canevas dont je vous ai parlé. À ce moment, on m'a signifié que quelqu'un voulait me voir. C'est alors que je me suis trouvé en face d'une dizaine d'officiers. L'un d'eux m'a été présenté comme le chef de l'armée française actuellement en Algérie. Je n'ai pas voulu lui parler. Sincèrement, ça ne m'intéressait pas. Mais l'homme était très fin. Il m'a dit : "Je suis un militaire, je ne suis pas un politicien. Ce qui m'intéresse, c'est de savoir ce que vous voulez." Donc j'ai répondu : "Ce que nous voulons, nous l'avons dit à vos négociateurs depuis six mois et nous sommes arrivés à un accord." De toute façon, ils avaient trouvé le papier dans nos bagages. J'ai poursuivi : "Nous sommes arrivés à un accord et nous pensons que celui-ci peut mettre fin à ce drame, à cette tragédie que nous vivons tous. Cela nous permettrait de récupérer ce qui nous tient à cœur, c'est-à-dire notre dignité, notre droit à être libre tout en ménageant l'essentiel des intérêts de la France." Il me répond

immédiatement : “Nous ne voulons pas du tout avaliser l’accord conclu par nos politiciens. Ils nous ont trahis en Indochine, nous ne sommes pas du tout décidés à être dupés de nouveau.” J’ai dit : “Écoutez, c’est votre affaire. Nous avons discuté avec un gouvernement dûment mandaté et nous voulons nous en tenir là. Ce que vous venez de faire, nous pensons que ce n’est pas honnête. Vous négociez avec nous et finalement nous sommes arrêtés au moment où je dois rentrer en Algérie pour voir les miens et préparer les conditions de l’application de cet accord.” Cet officier me dit : “ Nous ne voulons absolument pas avaliser cela. Maintenant, nous serions heureux de voir ce que nous pouvons faire ensemble. Peut-être pouvez-vous m’aider à rechercher des solutions qui soient acceptables pour nous également ?” J’ai répliqué : “Non. Absolument pas. Vous ne pouvez pas compter sur moi. Je n’ai pas à discuter avec un chef de l’armée d’un État qui, lui, négocie avec nous.” C’est alors qu’il m’a répondu : “Non, nous ne sommes pas du tout au service de cet État. Le cas échéant, nous prendrons nos responsabilités. D’ailleurs, monsieur Ben Bella, c’est terminé. Nous venons de vous arrêter.” Je lui ai répondu qu’il y avait douze millions de Ben Bella. Il a balayé mes objections en prononçant ces paroles sibyllines : “Pour votre ami aussi, c’est terminé.” Je lui ai demandé de quel ami il voulait parler. Il s’agissait de Nasser. C’était le 22 octobre. Il me dit : “Dans une semaine environ, nous allons régler le cas de Nasser.” J’ai rétorqué que le Raïs l’attendait de pied ferme et que, contrairement à ce que cet officier pensait, rien n’était terminé mais que bien au contraire tout allait commencer. Je venais de quitter Nasser et je peux vous affirmer que celui-ci s’attendait à une offensive. »

Le 5 novembre 1956, après la nationalisation par l’Égypte du canal de Suez, les parachutistes du général Jacques Massu débarquent à Port-Saïd. Il s’agit, par une victoire sur Nasser,

d'attaquer le principal pourvoyeur d'armes des maquis du FLN en Algérie. Mais un ultimatum américano-soviétique contraint les gouvernements français et anglais à rappeler leurs troupes alors qu'elles progressaient le long du canal de Suez. Une fois de plus, l'armée française est frustrée de sa victoire. Elle ne le pardonnera pas à la IV^{e} République. Après Diên Biên Phu, après Suez, l'armée veut sa revanche. La bataille d'Alger va la lui donner. Cette ville où l'on vivait jusqu'alors très loin des combats connaît à partir de l'été 1956 une série d'attentats meurtriers dont la radio rend compte : *« Ici Alger RTF. Une fois de plus, l'opinion est bouleversée et est révoltée par les deux attentats dramatiques qui ont marqué la journée d'hier. En effet, les explosions n'ont pas fait moins de douze morts dont neuf Européens et trois musulmans et on parle d'une soixantaine de blessés. Certains sont dans un état grave. Des scènes déchirantes ont eu lieu cette nuit à l'hôpital Mustapha où un grand nombre de victimes avaient été transportées. Pendant plusieurs heures, des gens affolés se sont présentés au bureau des entrées pour essayer d'obtenir des nouvelles de parents ou d'amis. Mais les instants les plus tragiques, peut-être, se sont déroulés à la porte d'une salle d'opération où un agent de police s'inquiétait sur le sort de son fils âgé de 9 ans. Le malheureux a arrêté tous les médecins et infirmiers en leur demandant de sauver l'enfant. »*

Depuis août 1956, le FLN réuni au congrès de la Soummam s'est organisé. À sa tête, un Comité de coordination et d'exécution, le CCE, dominé par un nouveau responsable, Abane Ramdane, a décidé de porter la guerre dans les villes jusque-là épargnées et notamment à Alger. De leur côté, contre les réseaux terroristes FLN, quelques Européens décident de créer des organisations contreterroristes. Parmi eux, Jean-Claude Pérez, médecin à Bab-el-Oued, revendique la création d'un de ces mouvements.

Jean-Claude Pérez : « Dans mon quartier, la lutte antiterroriste est née comme un patronage. J'insiste sur ce terme. Elle a vu le jour dans une paroisse avec d'anciens camarades de l'école primaire, celle de la rue Franklin et celle de la place Lelièvre. Il y avait des ouvriers, des chirurgiens-dentistes, des sapeurs-pompiers, des ambulanciers, des chefs d'entreprise, des commerçants. Ils sont venus me voir parce que j'étais le médecin du coin, un notable. Ils m'ont dit en substance : "On ne peut pas rester sans rien faire. Il est très important que la population française d'Algérie se rende compte, et en particulier dans notre quartier, qu'il y a une organisation occulte qui peut, du jour au lendemain, faire 'aussi bien' que le FLN. Ils veulent nous faire partir ; nous, nous voulons rester." En clair, nous entendions faire pencher les plateaux de la balance de la peur dans l'autre sens. Il fallait que cette peur existe des deux côtés. »

Pour Jean-Claude Pérez, il faut donc utiliser les mêmes moyens, les mêmes armes que l'adversaire.

Jean-Claude Pérez : « Sur ce point, nous sommes d'accord. C'est comme deux et deux, ça fait toujours quatre ! Ce n'est pas la peine de se voiler la face, de dire que nous sommes beaux, élégants et que nous avons fait avec délicatesse ce que les autres faisaient avec brutalité. Quand on veut faire peur à des gens, montrer qu'il existe dans le peuple français d'Algérie la volonté de rester, il faut accepter d'utiliser les armes de l'adversaire, c'est-à-dire le flingue, le couteau, la grenade et le plastic. D'ailleurs, au début, nous avions tous des amis dans la police. Quand je dis des amis, ce n'est pas des amis policiers, ce n'est pas des relations dans la police, ce n'est pas de

vagues contacts. Il s'agit plutôt de camarades, des gens qui étaient à l'école avec moi, qui se trouvaient à l'école avec mes condisciples de l'époque, lesquels ont eux-mêmes créé leur petit réseau. Certains responsables des Renseignements généraux ont eu vent de ce qui se tramait et ont compris qu'il y avait là tout un effectif à utiliser. À partir de ce moment, certains mouvements terroristes d'Algérie urbains et quelques services de la police du commissariat central à Alger ont commencé à collaborer. Dans ce genre d'opérations, la police disposait souvent d'informations qui n'étaient pas recoupées mais dont l'origine était suffisamment sérieuse pour estimer que, dans tel ou tel autre endroit, il existait des concentrations d'armes ou des réunions clandestines. Il fallait un prétexte pour perquisitionner. On allait alors à cet endroit, un commerce, une épicerie par exemple, faire sauter une bombe, jeter une grenade ou tirer une rafale de mitraillette. Dès lors, la police tenait le prétexte à une descente ou à une opération de contrôle qui, très souvent, s'est révélée positive. C'est-à-dire que nous servions de justification pour légaliser une opération qui aurait autrement pu paraître un petit peu arbitraire. »

Le 10 août 1956, une explosion se produit rue de Thèbes, à Alger. Une fois de plus la radio restitue l'événement à sa manière : *« Ici Alger RTF. Aujourd'hui, une inquiétude certaine pèse sur Alger. En effet, les journées qui précèdent ont été marquées par plusieurs attentats et cette nuit même, une violente explosion a secoué toute la Casbah. Une maison de deux étages surmontant une voûte a été littéralement soufflée et une cinquantaine d'immeubles situés dans les rues voisines ont été endommagés. Les pompiers, la troupe et des équipes de sauveteurs*

bénévoles se sont immédiatement employés à dégager les victimes des décombres. On compte quinze morts et autant de blessés graves. Mais il faut attendre les résultats de l'enquête en cours pour connaître les causes de l'explosion. Dès à présent cependant, les spécialistes des services de la police écartent l'hypothèse d'un attentat au plastic du style de ceux qui se sont produits au cours des dernières semaines. La possibilité d'une manifestation contreterroriste devant être à leur avis écartée, il s'agirait d'un accident survenu au cours d'une manipulation dans un dépôt clandestin d'explosifs. »

Contrairement à ce qu'affirmait le reporter de la RTF, cette explosion est effectivement due à un groupe d'activistes européens. À deux pas de là se trouvait le chef des réseaux terroristes FLN d'Alger, Yacef Saadi.

Yacef Saadi : « Dès qu'il y a eu cette déflagration, je me suis précipité avec Ali la Pointe et quelques militants pour aller voir ce qui s'était passé. C'était quelque chose d'indescriptible. Des chairs humaines collées contre les murs, des amputés, d'autres gémissant sous les décombres. Un véritable carnage, une boucherie. On essayait de dégager les morts, de donner un coup de main, de calmer un peu la population qui était affolée. C'était la première fois qu'une bombe explosait en pleine Casbah et en plein couvre-feu. On ne s'est pas attardés sur les lieux parce que, une heure et demie après, les pompiers et les policiers se trouvaient sur place. Dès l'aube, toute la population de la Casbah s'est mise en colère ; munis de gourdins, de haches, tous voulaient descendre dans la ville européenne et venger leurs morts. On les a maîtrisés en leur faisant des promesses. On a harangué les foules sur les terrasses. Ce jour-là, tous les militants ont œuvré de façon à éviter les débordements. On leur a promis que nous allions posséder une arme aussi redoutable que celle de nos

adversaires, que le FLN les vengerait. Dès lors, on s'est mis à recruter des chimistes capables de produire des explosifs afin de répondre à cette provocation. Et nous y sommes parvenus. Le premier attentat à la bombe que nous avons commis a été celui contre le Milk Bar, le 30 septembre 1956. »

La bombe posée au Milk Bar par Zohra Drif a fait trois morts et plus de cinquante blessés dont plusieurs enfants. Mais pour Yacef Saadi, il fallait venger les soixante-dix morts de la rue de Thèbes même en frappant des innocents.

Yacef Saadi : « Le cas de conscience, c'est une affaire intime. Vous savez très bien quand une bombe explose ; puis on vous montre dans le journal un gosse de 5 ou 6 ans qui a une jambe coupée. Vous ne pouvez pas rester insensible, mais vous fermez les yeux ; vous vous dites que c'est la guerre. »

En décembre 1956, les attentats se multiplient. Comme elle l'a déjà fait, la Radiodiffusion télévision française rend compte du terrorisme : *« Ici Alger RTF. À Alger, les actes de terrorisme ont repris. Ce matin, à 9 heures 30, au Clos-Salembier, près de la rue des Iris, un chef de chantier européen âgé de 60 ans a été grièvement blessé par un tueur. Cet après-midi, dans la rue de Lyon, déjà célèbre dans les annales du terrorisme, deux jeunes gens âgés de 19 ans ont également été victimes des terroristes. Le premier, un Européen, est décédé quelques instants après l'attentat, tandis que le second, un musulman, était blessé. Ces attentats donnent une justification nouvelle aux mesures de sécurité prises par le préfet du département d'Alger et qui entrent aujourd'hui en application. Ces mesures, rappelons-le, permettent le contrôle, dans tous les lieux publics et services de transport, des paquets, colis ou couffins. Dans les bureaux de poste, tout expéditeur, même d'un*

mandat ou d'un télégramme, doit justifier de son identité. Dans les salles de spectacle, où les entractes sont désormais supprimés, toutes les issues et les toilettes sont gardées. »

Marie Elbe, journaliste à *L'Écho d'Alger* : « Les premiers attentats d'Alger ont été des petits attentats, au pistolet, à la grenade. Puis les communistes ont enseigné au FLN la préparation des bombes. La ville est devenue un véritable atelier de fabrication d'engins explosifs. Tout a commencé en septembre avec les bombes du Milk Bar et de la Cafétéria [lieux de réunion des jeunes Européens plutôt aisés]. Ça devenait dramatique. On sortait acheter une bouteille, un paquet de cigarettes et on pouvait se retrouver au cœur d'un attentat. Il y en a eu beaucoup, tout le temps. On retrouvait des bombes partout, dans les cars d'enfants, jusque dans les fonts baptismaux un soir de Noël. Rien ne justifie la torture, mais rien ne justifiait les bombes. On avait l'impression qu'Alger était devenue une poule couveuse de bombes ; les murs de la Casbah étaient dédoublés : on se demande ce qui se serait passé si toutes ces bombes avaient explosé d'un seul coup. »

La multiplication des attentats à la bombe marque le début de ce que l'on a appelé « la bataille d'Alger ». Dans les villes, on vivait jusque-là très loin des combats qui, depuis deux ans dans le djebel, opposaient l'armée française aux combattants du FLN. En portant le feu à Alger, le FLN inaugure une nouvelle stratégie.

Ahmed Ben Bella : « Que s'est-il passé à Alger ? Tout d'un coup, une idée nouvelle domine : c'est la bataille des villes. Personnellement, j'ai estimé que c'était un tournant stratégique dangereux pour la révolution. Il s'agissait au départ de privilégier la guerre de guérilla, c'est-à-dire la lutte de libération nationale endossée par les paysans, un peu comme ce qui s'était passé ailleurs,

en Indochine notamment. Subitement, l'impression qui prédomine c'est qu'on veut faire prendre le relais de la lutte par les villes, traduisant ainsi un certain embourgeoisement de la révolution. La ville devient le centre de toute chose. C'est là que se trouve le comité de la CCE, la commission exécutive, Abane et les autres. Puisque les campagnes nous échappent, puisque nous ne sommes pas installés dans les wilayas, les villes deviennent les objectifs prioritaires. Alors on investit Alger, on déclenche différentes opérations et on perd. Difficile de gagner dans la mesure où le terrain n'était pas favorable à une action de libération nationale. C'est comme cela que la bataille d'Alger a commencé. Certes notre peuple y a montré des qualités absolument inouïes, il a tenu le coup, mais nous avons été battus. »

Yacef Saadi : « Un problème se posait pour Alger : fallait-il considérer Alger comme un havre de paix, à l'instar de Saigon par exemple ? Pour ma part, j'étais favorable au déclenchement de l'action dans les villes. En effet, un coup de pistolet dans une ville équivaut à une embuscade dans les maquis. De plus, Alger concentrait tout l'appareil colonial, l'administration, les corps consulaires, les ambassades. Donc Alger était comme une caisse de résonance. C'est à partir de cette réflexion que j'ai organisé tous mes réseaux. »

Ces fameux réseaux terroristes, cauchemar des autorités, de l'armée et de la police, sont pour le FLN le nerf de la guerre, permettant la circulation des hommes, des armes et de l'information.

Hocine Mezali, chef du réseau de renseignements de la Zone autonome d'Alger, détaille leur organisation.

Hocine Mezali : « Les réseaux étaient de type pyramidal. Je m'explique. Vous avez un réseau responsable qui connaît deux agents qui eux-mêmes connaissent deux autres agents. Il s'agissait donc de disposer d'un cloisonnement hermétique entre les agents. Ainsi, aucun agent ne se trouvait en relation avec plusieurs personnes. Il était uniquement en relation avec son chef, je le répète, d'une façon verticale. C'est ainsi que cela fonctionnait, sauf peut-être pour l'état-major lui-même, au plus haut niveau. Là, les quatre ou cinq personnes qui agissaient sous la responsabilité de Monsieur Yacef Saadi se connaissaient. Toutefois, ils ne vivaient pas tout le temps ensemble. Ils étaient dispersés mais disposaient d'agents de liaison qui assuraient la transmission des informations, des ordres ou des contre-ordres. Plus largement, le cloisonnement était destiné à éviter les infiltrations. Il ne faut pas oublier que la Zone autonome d'Alger, de même que les autres wilayas, devait faire face aux services de renseignements comme le SDECE, la DST aussi, les RG et toute la police. Par ailleurs, certains Européens pouvaient avoir, par des amitiés avec les Algériens, l'occasion d'infiltrer le réseau FLN. Il s'agissait d'opérer dans la clandestinité la plus totale. »

Yacef Saadi : « La bataille d'Alger, c'est dans le langage des popotes ! Le nom de bataille a été prononcé par les militaires. Pourquoi ? Les militaires français étaient en quête d'une victoire. Il y avait près de trente ans qu'ils n'avaient pas remporté de succès. Il leur en fallait un. En 1956, lorsqu'ils sont allés en Égypte [expédition de Suez], arrivés à Alger, ils ont manigancé tout un plan pour abattre la IV^{e} République et prendre le pouvoir. Clairement, l'armée voulait s'emparer du pouvoir. »

Le 24 décembre 1956, Paul Teitgen, secrétaire général de la police en Algérie, reçoit un étonnant coup de téléphone : « Allô ? Ici le général Faure. Monsieur le secrétaire général, est-ce que vous pourriez me recevoir, c'est très urgent ? – Bien mon général, venez à 10 heures. »

Paul Teitgen : « Je reçois un très beau général, belle allure, sympathique. Il me dit qu'il vient me voir parce qu'il a reçu une lettre de son fils. Il me donne la lettre en question, qui est détruite depuis. "Votre combat est inutile" ou quelque chose comme ça, disait le fils à son père. "Ça ne peut pas durer, on ne peut pas faire tuer des gens pour rien." Il commence à s'énerver. "Il faut prendre le pouvoir", carrément, comme ça. Je le regarde un peu étonné en me disant "il est fou ce type-là". Il ajoute : "Il faut prendre le pouvoir. C'est une évidence." Comme il était un peu excité, j'essaie de le calmer un peu. "Mon général, vous m'étonnez en venant me dire ça. – Je sais que je joue ma dernière carte, me dit-il sur sa lancée, mais c'est une nécessité. Saisissons la carte." Pour le calmer, je lui dis : "Mon général, vous êtes bien tombé, je saisis votre carte. Je joue avec vous. Je veux avoir des détails, moi. À quelle heure ? Jour J, heure H, qu'est-ce qu'on fait avec qui ? Quels sont les responsables ? Même quand on aura fait ça, il faut savoir quel sera notre répondant en métropole parce qu'on ne prend pas le pouvoir comme ça. Même si vous prenez le pouvoir en Algérie, la France est derrière. Réfléchissez un peu, apportez-moi le détail des opérations. Qui arrête-t-on ? Qui remplace-t-on ? Qui prend le pouvoir ? Au nom de qui le prenez-vous ? Qui est-ce que vous voulez comme président du pouvoir à Alger ?" Il me répond : "Oui, il faut en effet que je mette tout cela au point, c'est incontestablement indispensable. Je reviendrai." Je lui suggère de revenir le surlendemain, car nous sommes à la veille de

Noël ; ce n'est pas possible. Rendez-vous est pris pour le 26 décembre à 9 heures. Selon moi, ce type est fou. Je rassemble mes esprits, je refais un point et je bondis au gouvernement général prévenir Chaussade, le secrétaire général, ainsi que son directeur de cabinet. Au gouvernement général, je dis : "Voilà ce qui vient de se passer. Ils veulent prendre le pouvoir. Il m'a d'ailleurs donné quelques noms. Oui, en métropole, il y a Pascal Arrighi, Michel Debré." On prévient Lacoste qui était à Paris et j'ajoute : "De toute façon, je le revois après-demain à 9 heures du matin. Il va m'apporter tout son topo, toute l'organisation du complot." »

Le 26 décembre 1956, Paul Teitgen revoit le général Jacques Faure. À l'issue de cette entrevue enregistrée sur magnétophone à la demande du gouverneur général Robert Lacoste, Paul Teitgen se rend en métropole prévenir le président du Conseil, Guy Mollet, et le ministre de la Défense, Maurice Bourgès-Maunoury. Le général Faure est condamné à trente jours d'arrêt de forteresse et, surtout, la conspiration est éclipsée par l'assassinat le 28 décembre du président très conservateur de la Fédération des maires d'Algérie, Amédée Froger. Depuis 1956, cet assassinat a toujours été attribué à Ali la Pointe, bras droit de Yacef Saadi.

Yacef Saadi : « À l'époque, j'étais le responsable politico-militaire de la Zone autonome [d'Alger] et aucune action de cette envergure ne pouvait se faire sans que je sois au courant. Je peux affirmer aujourd'hui que Froger n'a jamais été tué par le FLN pour la simple raison que j'étais à la tête de l'organisation et celle-ci était tellement structurée qu'un attentat de cette envergure ne pouvait se décider sans mon consentement – du moins pour mettre la voiture à disposition, les armes et le refuge pour le ou les assassins. D'ailleurs, tout cela se passait à un moment crucial de notre guerre de libération

nationale. Dans ce climat de guerre, aucun Algérien ne pouvait circuler librement dans les zones européennes. Or, si j'avais fait tuer Froger, croyez-vous qu'aujourd'hui je le nierais ? Non. Je ne nie pas les bombes que j'ai posées. Je l'aurais ajouté à mon palmarès, sur lequel figurent des gens qui étaient contre le FLN et qu'on a tués à l'époque. Certes, Froger était inscrit sur nos tablettes et devait être abattu comme tant d'autres. Mais là, on n'a pas pu l'avoir. C'est tout un complot. L'objectif ? Il fallait créer les conditions pour que l'armée prenne le pouvoir et dise aux autorités civiles : "Vous êtes incapables de maîtriser la situation. Nous, l'armée, on va le faire." D'où les pouvoirs spéciaux donnés au général Massu. Il s'agit bien d'un complot. Je peux vous affirmer que le FLN n'a rien à voir dans cette affaire, je peux le jurer. »

Paul Teitgen : « Personnellement, je ne me suis pas opposé à l'interprétation de Yacef Saadi. Je suis d'accord avec lui. Je n'ai pas de précisions, mais je n'ai jamais su très bien qui avait tué Froger. La police l'aurait su si elle l'avait voulu. »

Cette thèse, pour le moins rocambolesque, pourrait néanmoins être confirmée par les conséquences d'un autre attentat commis le 16 janvier 1957 contre le nouveau commandant en chef en Algérie, le général Raoul Salan. Une nouvelle fois, la RTF se fait l'écho de cet étonnant coup de main : *« Ici Alger RTF. Tout Alger commente aujourd'hui l'attentat d'une invraisemblable audace qui a coûté la vie au commandant Rodier, chef de cabinet du général Salan. C'est dans la soirée d'hier, à 19 heures précises, que tous ceux qui se trouvaient au centre de la ville ont entendu deux explosions si rapprochées qu'elles paraissaient confondues. Pierre Blaise s'est immédiatement rendu avec un magnétophone place Bugeaud où se trouve la 10e région militaire pour enregistrer les impressions d'un témoin du drame. "J'étais devant*

un magasin avec un camarade et j'ai entendu une explosion. Je pensais qu'il s'agissait d'une grenade, mais la détonation était beaucoup plus forte. J'ai même cru entendre deux détonations. Il y a eu un moment d'affolement et les gens ont couru dans tous les sens et se sont précipités dans les couloirs. C'est pour ça qu'on n'a pas pu réaliser immédiatement ce qui s'était passé." » Le reporter poursuit : « *Naturellement, la discrétion la plus absolue entoure l'enquête en cours. On suggérait cependant ce matin que les recherches pourraient s'orienter vers les groupes d'action du Parti communiste clandestin, la participation d'un Européen de tendance communiste paraissant possible aux enquêteurs. En ce qui concerne les circonstances de l'attentat, on précise cet après-midi que les canons utilisés pour lancer les roquettes dans l'immeuble de la 10e région ont été improvisés à l'aide de deux tuyaux de descente des eaux longs d'environ un mètre cinquante et un fil électrique descendant par la cour de l'immeuble jusqu'aux étages inférieurs a servi à déclencher cette machine infernale dont la précision s'est malheureusement révélée efficace sur une distance de plus de soixante mètres.* »

En fait, l'enquête sur l'attentat contre Salan débouche sur l'arrestation de trois activistes algérois : René Kovacs, Michel Fechoz et Philippe Castille. Or, dans la déposition de ce dernier, il est encore question de la mort d'Amédée Froger qui, selon Castille, « devait servir de détonateur à un complot contre la IVe République ». Quoi qu'il en soit, le 7 janvier 1957, la bataille l'Alger commence. À la suite des attentats du FLN, Robert Lacoste confie tous les pouvoirs au général Massu, commandant de la 10e division parachutiste, président du comité de salut public.

Général Massu : « Cette transmission de pouvoir est devenue nécessaire parce qu'à ce moment-là, le FLN, dont la cause était

discutée à l'ONU, avait affirmé avec force qu'il n'était pas question qu'un million de Français puissent être traités à égalité avec dix millions de musulmans et que ceux-ci devaient forcément l'emporter dans la conduite des affaires algériennes. Alors, pour appuyer leurs revendications à l'ONU, les Algériens, le FLN et les leaders de la rébellion avaient décidé une grève générale qui causait une grande inquiétude aux pouvoirs civils d'Alger. La première mission qui m'a été donnée a été de faire échec à la grève et, secondairement et simultanément, de faire échec au terrorisme. C'étaient les deux pressions qui s'exerçaient sur les pouvoirs civils d'alors. Pourquoi ont-ils pensé à l'armée ? C'est soit parce que la police ne s'en sortait pas, soit parce qu'elle n'avait pas assez de moyens, soit parce qu'il n'y avait pas assez de coordination entre les polices, soit parce que certains éléments de la police étaient peut-être un peu favorables aux thèses de l'indépendance. »

Yacef Saadi : « On a déclenché une bataille politique, "la grève de huit jours", à l'occasion des débats à l'ONU sur la question algérienne. Il fallait montrer au monde entier que le FLN était le représentant authentique du peuple algérien en lutte. Il fallait le démontrer par une grande opération politique. C'était donc la grève de huit jours, autrement dit "la grève des bras croisés". Pour ma part, j'avais interdit à tous les militants de commettre ne serait-ce qu'un attentat. On a cessé toute action armée. Mais tout cela a profité à l'armée. Je parle de la 10^{e} division parachutiste avec tous les autres corps d'armée. Ils en ont profité pour détruire le FLN en tapant dans le tas, sans faire de distinction entre le paisible citoyen, le fonctionnaire, l'intellectuel, etc. Je le répète, ce sont les militaires qui ont donné ce nom de "bataille d'Alger". Il leur fallait une victoire et ils ont gagné cette bataille. »

En dépit de la présence oppressante des forces de police et des militaires, le 28 janvier 1957, premier jour de la grève générale, la Casbah et les quartiers populaires restent déserts. En cela, Alger suit les ordres de Yacef Saadi. Chaque famille a fait des provisions pour ne pas avoir à sortir. La RTF minimise la portée de la grève : *« Ici Alger RTF. Nous sommes au quatrième jour, c'est-à-dire à la mi-temps de la grève politique déclenchée par le FLN en Algérie. La seule constatation qu'il y ait à faire, c'est que loin de s'envenimer comme on le laissait entendre, cette grève est chaque jour en très nette régression. Selon l'expression d'un quotidien d'Alger, la grève FLN "s'effiloche". N'allons pas en déduire qu'elle a avorté car il faut encore, en beaucoup de secteurs, faire appel à la troupe. C'est ainsi qu'on a pu voir ce matin des militaires circulant dans des camionnettes des PTT relever les boîtes à lettres de quartier. Partout dans les entreprises privées, on a noté une nette reprise du travail, dans les transports aussi, dans les cafés, au port. Au cours de la matinée, un hélicoptère a encore une fois déversé des milliers de tracts incitant les indécis à reprendre le travail et affirmant à nouveau que l'armée n'avait d'autre mission que de protéger la liberté du travail. L'échec de cette grève purement politique est un fait acquis. Ici Alger. À vous Paris. »*

Abbé Jean Scotto, curé de Bab-el-Oued : « Lorsque le général Massu a ordonné de défoncer les boutiques des commerçants qui faisaient la grève, le dimanche suivant, en chaire, j'ai parlé : "Mes frères, qu'est-ce qui s'est passé cette semaine ? On a donc ouvert de force les boutiques des Algériens ! Qui est responsable de ça ? Bien sûr, ceux qui l'ont commandé, ceux qui l'ont exécuté. Mais aussi ceux qui en ont profité pour s'adonner au pillage, ceux qui ont applaudi du haut de leur balcon ; parmi nous, il y en a. Alors vous comprenez, c'est une honte. Dans les jours qui ont suivi, j'ai fait le tour des magasins qui entouraient l'église et j'ai été faire des excuses à ces

gens-là en votre nom, parce que j'ai eu honte que nous ayons sali l'honneur du nom de chrétien." À la sortie de la messe, les jours suivants, les commerçants m'ont demandé ce que j'avais dit à mes fidèles. Plusieurs sont venus pour nous dire que ce qui avait été fait n'était pas bien. Certains nous ont offert de l'argent pour réparer un peu les dommages qui avaient été causés. »

Paul Teitgen, secrétaire général de la police : « Quand Massu prend le pouvoir, il applique très exactement le texte de l'arrêté : c'est "les autorités militaires qui détiennent les pouvoirs de police". L'autorité militaire, c'est quoi ? Tout troufion qui a les pouvoirs de police ? Les hiérarchies à qui on rend compte ? On ne sait pas. On lâche 4 000 parachutistes. Je ne dis pas que c'est leur affaire. C'est comme ça qu'on entre dans un engrenage grave. On lâche 4 000 parachutistes avec les pouvoirs de police. On organise bien un système dans lequel il y a des échelons, on quadrille Alger, on rend compte au colonel qui rend compte à qui ? À moi. Parce que j'avais exigé, quand quelqu'un était arrêté, que le pouvoir d'assigner à résidence soit de mon ressort. Je voulais savoir qui ils arrêtaient. Lorsqu'ils arrêtaient quelqu'un, ils me demandaient une assignation à résidence. J'assignais Monsieur Mohamed Ben Machin à l'endroit où ils le détenaient. Pour tous les régiments de parachutistes, c'était comme ça. J'assignais tout le monde. "Envoyez-les-moi, assignation automatique." Ceci n'avait qu'un résultat. Je me disais : "Je tiens une comptabilité. Je sais qui ils ont entre les mains." »

Peu avant la grève, le 7 janvier 1957, le gouvernement français a confié au général Jacques Massu les pleins pouvoirs de police sur le Grand Alger (800 000 habitants dont une moitié de musulmans).

Germaine Tillion : « La grande erreur, la stupidité criminelle dans la guerre d'Algérie a été de donner les pouvoirs de police à l'armée. Lacoste, représentant le pouvoir civil, et Salan, représentant le pouvoir militaire, sont les deux responsables de cette aberration criminelle. Juste au-dessous de Salan se trouvait le général Allard qui commandait la région d'Alger ; au-dessous d'Allard, il y avait Massu et, au-dessous de Massu, toute une série de colonels. C'est Massu qui a endossé aux yeux de l'opinion publique française l'entière responsabilité de la torture. Et au fond, il l'a assumée certainement avec répugnance et certainement parce qu'il a été commotionné par les attentats terroristes. Or ces attentats terroristes ont eux-mêmes été déclenchés par les exécutions capitales. Des exécutions capitales dont la responsabilité revenait essentiellement au pouvoir civil, c'est-à-dire au président de la République, lequel n'accordait aucune grâce, et aux groupes de pression des Français d'Algérie, qui interdisaient au président de la République d'accorder ces grâces. C'étaient eux qui venaient dire au président Coty : "Si vous graciez Untel, on ne répond plus de l'ordre à Alger." S'il y avait eu un homme énergique et lucide à la place de Coty, il aurait dit non. »

En quelques semaines, les 4 600 paras de Massu et les colonels Jean-Pierre Meyer, Albert Fossey (dit « François ») et Bigeard réussissent à briser « la grève des huit jours », à découvrir l'organigramme des réseaux terroristes de Yacef Saadi, à contraindre la direction du FLN de quitter Alger et à arrêter un de ses chefs historiques, Ben M'hidi. Pour sa part, Yacef Saadi reste introuvable. Au début de l'été 1957, les attentats reprennent de plus belle.

Marie Elbe : « Les attentats les plus meurtriers de cette période ont eu lieu début juin. Tout a commencé le 3 juin avec les “attentats des lampadaires” [ainsi nommés parce que les hommes du FLN avaient caché des explosifs dans les socles des lampadaires]. Les bombes étaient réglées pour exploser à 6 h 10, c’est-à-dire à l’heure où la foule des petits pieds-noirs, des modestes fonctionnaires et des ouvriers prend d’assaut les tramways. Ce fut un véritable massacre. Le 9 juin, un dimanche, c’est le casino de la Corniche qui a été pris pour cible. Je crois qu’il y avait deux kilos d’explosifs. Je ne sais pas ce que c’était. Mais enfin, ça a été épouvantable. Le casino de la Corniche était fréquenté par toute la jeunesse de Bab-el-Oued qui venait danser au bord de la mer. Pour elle, ce casino, avec ses grands lustres, faisait un peu cinéma. Je me souviens que le chef d’orchestre de la Corniche, qui s’appelait en réalité Lucien Séror, se faisait appeler “Lucky Starway”. Il disait toujours : “Je suis la chance sur le chemin des étoiles.” Cet homme qui faisait près de deux mètres de haut était un merveilleux saxophoniste, un type épatant. La bombe était placée sous lui. On n’a rien retrouvé de Lucien Séror. Quand je suis arrivée au casino de la Corniche avec mes confrères journalistes, il y avait au milieu de la salle une grande nappe blanche sur laquelle, je le reverrai toujours, il y avait un pied et un sexe d’homme. On a reconnu le pied parce que Lucky Starway devait faire du 45. C’est tout ce qui restait de cet homme. L’autre pied a été retrouvé sur la plage, trois cents mètres plus bas, c’est vous dire la violence de l’explosion. Je crois qu’il y a eu quinze amputations de jeunes filles et de jeunes gens de 18-20 ans. »

Général Massu : « J’étais en train de me reposer à Bains Romains, sur une plage, où j’avais installé un foyer de convalescence pour les malades et pour les blessés dont la récupération était possible, quand j’ai été prévenu de cette explosion. Je me suis précipité avec le

colonel Brothier qui commandait le 1er régiment étranger parachutiste à Zéralda. Nous sommes arrivés ensemble. Et nous avons vu un carnage épouvantable. C'était le plongeur du restaurant de la Corniche qui avait placé une bombe sous l'estrade où se trouvaient les musiciens, causant évidemment un nombre de victimes considérable. C'est une illustration des moyens qu'employait le FLN pour mettre la population de son côté. »

Marie Elbe : « C'est à la suite de cette tragédie de la Corniche que s'est déclenchée une des plus mémorables ratonnades de la guerre. »

La RTF rend compte de l'attentat du casino de la Corniche et des obsèques des cinq jeunes qui y ont trouvé la mort : *« Il est encore trop tôt pour connaître le bilan exact des incidents déplorables, mais faciles à expliquer, qui ont marqué les obsèques de cinq des jeunes victimes de l'attentat à la bombe du casino de la Corniche. Il faut savoir que les trois jeunes filles et les deux jeunes gens qui ont été enterrés aujourd'hui au cimetière de Saint-Eugène faisaient partie de la génération des moins de 30 ans à Alger où tout le monde se connaît et se rencontre fréquemment. C'est ainsi que parmi les victimes se trouvaient deux jeunes gens, Colette Matcha et Paul Perez, qui devaient se fiancer officiellement la semaine prochaine. C'est donc la jeunesse d'Alger tout entière qui s'est trouvée meurtrie par la bombe de l'assassin. C'est aussi la colère des jeunes venus en grande partie des rues populaires de Bab-el-Oued qui a éclaté cet après-midi après 14 heures, au moment où les convois funèbres se dirigeaient presque simultanément vers le cimetière de Saint-Eugène qui se trouve à la sortie du faubourg et à proximité d'un quartier où de nombreux commerçants musulmans possèdent des boutiques d'épiceries et des cafés maures, et dans les ruelles étroites, qui pouvaient favoriser le désordre. Des camions conduits par des musulmans ont été arrêtés et dans la foule rendue furieuse par les réactions d'un chauffeur qui*

brandissait un fusil de chasse, deux coups de revolver furent tirés. Le chauffeur d'un camion de bouteilles fut tué. Et peu après, le conducteur musulman d'une voiture fut basculé par-dessus le parapet en bordure de la mer. »

Marie Elbe : « On avait peur parce qu'on s'est dit : "Les obsèques de ces gens-là, ça va se terminer de façon épouvantable". Il était évident que tout allait se terminer de façon épouvantable. La ratonnade à Bab-el-Oued qui a suivi a été horrible. Elle a aussi été très mauvaise pour les Français d'Algérie. Lorsque les choses sont calmes, il n'y a pas de journalistes. Soudain, une bombe éclate, comme à la Corniche. Immédiatement, la presse rameute. Alger est remplie de journalistes qui assistent à quoi ? Ils n'avaient pas assisté à l'attentat, mais ils ont couvert la ratonnade. Pour ma part, je considère que la ratonnade était un crime passionnel, une manière de dire : "Mais pourquoi est-ce que vous ne pouvez pas nous voir ? Pourquoi est-ce que vous nous avez fait ça ?" Il ne s'agissait pas du tout d'un truc raciste. C'est mon point de vue. Et j'ai toujours vu, dans les ratonnades en Algérie, des pieds-noirs essayer de sauver des Arabes. »

CHAPITRE 4

1957

La bataille d'Alger

Été 1957. Le chef des réseaux terroristes FLN d'Alger, Yacef Saadi, reste introuvable. Dissimulé depuis un an dans la Casbah avec son adjoint Ali la Pointe et l'équipe des poseuses de bombes, Zohra Drif et Djamila Bouhired, il bénéficie du soutien et du mutisme d'une bonne partie de la population musulmane du quartier. Pour le débusquer, le colonel Godard, commandant du secteur Alger-Sahel, s'efforce d'infiltrer l'organisation de Yacef Saadi et de prendre le contrôle de la population de la Casbah en utilisant d'anciens membres du FLN, les « bleus de chauffe ». Cette opération, une des plus dangereuses de la bataille d'Alger, est menée par le capitaine Paul-Alain Léger.

Capitaine Léger : « J'ai pensé que pour avoir le renseignement, il s'agissait de s'adresser à la population musulmane. Mais pour avoir ce renseignement, il fallait employer des gens qui avaient été au préalable au FLN, qu'il était nécessaire de retourner. Avec ces gens-là, on pouvait parfaitement rentrer dans la Casbah car ils étaient connus de tout le monde. Donc, à condition de tenir secrète leur arrestation, il était possible de s'infiltrer et d'aller chercher le renseignement et

non pas de l'attendre. Quelques responsables du FLN qui avaient été arrêtés ont été mis à ma disposition. Je dois dire que leurs convictions n'étaient pas tellement profondes puisqu'en très peu de temps j'ai réussi à les retourner. Parmi cette petite équipe de responsables FLN, certains était connus, comme le dénommé Alilou, l'ancien homme de confiance de Yacef Saadi, ou Farès, également membre du petit groupe de Yacef Saadi. Il y avait aussi un garçon extraordinaire car il était doté d'une mémoire visuelle que j'ai rarement connue. Il était capable de reconnaître un homme habillé en femme de la même façon qu'il reconnaissait les femmes qui se promenaient dans la Casbah avec leur voile. Ses qualités nous ont énormément servi. J'ai proposé d'aller dans la Casbah en nous habillant un petit peu comme les jeunes, c'est-à-dire avec des bleus de chauffe. Quand j'ai proposé cette idée au colonel Godard, évidemment il a un petit peu sauté en l'air car il m'a demandé si je n'étais pas fou, voire candidat au suicide. J'ai répondu que c'était la seule solution. L'idée était de se rendre dans les rues de la Casbah ainsi grimés et armés d'une mitraillette dissimulée sous la veste bleue. Le colonel Godard s'est montré horrifié et absolument hostile à ce stratagème. Il estimait que c'était dangereux car les gens du FLN retournés pouvaient bien nous dénoncer. Par ailleurs, il craignait que nos mitraillettes ne finissent dans les mains de l'adversaire. J'ai profité d'un congé du colonel Godard pour mettre en pratique ce que j'avais proposé. Nous sommes entrés un après-midi dans la Casbah. On nous prenait d'ailleurs pour un groupe FLN. Lorsque nous avons poussé la porte du premier café maure, ça a été la surprise générale parce qu'on a commencé à fumer, puis on a demandé des dominos et on a offert des cigarettes à la ronde. Le tenancier, qui connaissait Alilou, lui a dit : "Mais enfin, tu es fou. Tu sais bien quelles sont les consignes du Front." Alilou a répondu en me désignant : "Les consignes, maintenant, c'est lui qui

les donne.” Nous avons fait tous les cafés maures dans la journée. Et quand nous sommes repassés après, la radio jouait à fond et les gens étaient tout heureux de pouvoir jouer aux dominos et fumer. Tout a commencé ainsi, en donnant des ordres pour que les consignes du FLN ne soient plus respectées. »

Toujours recherché par les paras et la police, Yacef Saadi parvient cependant à rencontrer secrètement une Française, ancienne résistante déportée à Ravensbrück, Germaine Tillion, qui animait alors une commission d’enquête internationale sur les lieux de détention en Algérie. Le 3 juillet 1957, en plein cœur de la Casbah, accompagnée par Ali Bouzourène, elle rencontre Yacef Saadi.

Yacef Saadi : « On m’informe qu’une personnalité veut me voir et discuter, une femme qui a connu la Résistance. J’ai donné mon accord. On l’a fait venir, évidemment avec un déguisement. Il a fallu qu’elle se déguise en Mauresque pour me rencontrer. N’oubliez pas qu’il y avait plus de 80 000 soldats, y compris les civils, qui me cherchaient à cette époque ; ma tête était mise à prix. Elle est venue. »

Germaine Tillion : « On est entrés dans la Casbah. Une charmante jeune femme est venue ouvrir. Tout au plus âgée de 25 ans, il s’agissait de la tante de la petite Djamila Bouhired. Elle s’appelle Fatiha, Madame Fatiha Bouhired. Alors nous sommes montés au premier étage. Là se trouvait une autre jeune femme que je ne connaissais pas non plus, Zohra Drif. Alors Madame Bouhired est sortie et elle est revenue avec deux hommes en costume militaire,

battle-dress, un revolver ici, une bombe là et une mitraillette à la main. Le petit Ali Bouzourène, qui avait 20 ans mais en paraissait 17, s'est jeté à leur cou en disant : "Ah ! Grand frère ! Quel bonheur ! Quel honneur !" Très naïvement, je leur ai dit : "Vous vouliez me parler. Me voilà. Qu'est-ce que vous me voulez ?" Ils m'ont regardée d'un air embarrassé, ne sachant pas quoi me dire. Et moi non plus. Plutôt embarrassée, j'ai commencé à parler des problèmes que je traitais dans l'Algérie en 1957. Peu à peu, la conversation a dévié sur des choses beaucoup plus générales, sur le colonialisme, sur les injustices. À un moment donné, la conversation s'est orientée sur la Résistance française. Il faut dire que j'étais tout de même très expérimentée dans ce domaine-là et, bien sûr, particulièrement commotionnée par mon expérience de 1940-1945. Ce qui fait que j'étais sincèrement bouleversée par les souffrances que je voyais, dans la mesure où je me sentais profondément concernée des deux côtés. J'ai donc raconté un certain nombre de faits, évoqué un certain nombre d'événements. Mes interlocuteurs se montraient passionnés par ce que je disais. Je me souviens de l'émotion qui régnait dans cette pièce. C'est à ce moment-là que celui qu'on appelait "le grand frère", dont je ne connaissais pas le nom, et qui était en fait Yacef Saadi, m'a dit : "Vous voyez ? Nous ne sommes ni des brigands ni des assassins." Soudainement, je lui ai répondu : "Vous êtes des assassins." Je l'ai dit tout haut, mais en le pensant profondément. Il m'a fait cet aveu surprenant : "Oui, madame Tillion, nous sommes des assassins." Et il a ajouté : "Je vous promets de ne plus toucher à la population civile." Alors je lui ai demandé : "Mais s'il y a encore des exécutions capitales ?" Ce à quoi il a répondu : "Là, je ne peux répondre de rien, parce que la population algérienne exige que je riposte." Je les ai donc quittés en me disant : "Si on arrive à arrêter

les exécutions capitales, eux arrêtent les attentats, on fait descendre le niveau de la violence des deux côtés et on peut parler." »

Yacef Saadi : « Dès qu'elle est venue, on a blagué, on a pris un café dans la Casbah. Je l'ai invitée à passer une nuit à la Casbah et à me donner son impression le lendemain. "Pourquoi ?" a-t-elle demandé. "Parce que si vous passez une nuit ici, ai-je répondu, vous allez entendre tout le voisinage en train de hurler. On torture les gens à domicile et vous allez les écouter vous-même. Donc, si j'utilise mes bombes, je crois que j'ai raison." Elle me dit : "Non, vous n'avez pas raison." J'ai rétorqué : "Mes frères qui sont dans des prisons, des condamnés à mort, attendent l'aube des exécutions et vous savez que c'est les civils qui en subissent les conséquences. Or si vous me donnez votre parole d'honneur, si vous me promettez qu'il n'y aura plus d'exécution, qu'il n'y aura plus de torture, surtout à domicile, je vous remettrai les bombes. J'en garderai toutefois une partie pour des objectifs militaires. Vous ne verrez jamais mettre une bombe dans un café." Elle a demandé si je tiendrais ma parole ; je lui ai dit que oui. Nous sommes donc partis sur cette base. Elle m'a dit qu'elle irait en France et reviendrait pour me donner la réponse. Elle est donc allée voir Louis Mangin, fils du général Mangin, Boulloche [directeur de cabinet de Bourgès-Maunoury], Bourgès-Maunoury [ministre de la Défense], enfin ses amis, le général de Gaulle, Geneviève de Gaulle ; elle a rencontré un peu tout le monde, ses connaissances, les anciens résistants de l'époque, en évoquant les termes de notre entretien. Entre-temps, une semaine après, il y a eu cinq exécutions à Constantine. Elle m'a envoyé un télégramme me disant : "Je t'en supplie, je sais qu'il y a eu des exécutions. Je n'ai pas eu le temps de contacter tous mes amis. Essaie de ne rien faire." J'ai répondu que je ferai en sorte qu'il y ait des représailles, mais qu'aucun civil ne serait

touché. Nous avons posé huit bombes dans Alger sans faire de victimes. »

Zhor Zérari, membre du réseau de Yacef Saadi : « J'ai participé à cette opération en plaçant trois bombes en compagnie de Safi Yahia, qui d'ailleurs a été arrêté en même temps que moi. Donc, ce jour-là j'ai dû déposer une bombe rue de Brazza, une deuxième dans une rue qui était perpendiculaire et qui donne sur la rue Lacepède ; la troisième, je l'ai déposée devant la sortie des employés de l'EGA, actuellement Sonelgaz. Voilà pour l'opération du 18 juillet. J'étais certaine que ces bombes ne feraient pas de victimes car je ne les avais pas placées dans des lieux publics, sous des voitures, dans des rues passantes. Mais si on m'avait demandé de placer une bombe dans un café, je l'aurais fait, les ordres ne se discutent pas. Et je l'aurais fait sans cas de conscience. Vous savez, quand on bombarde, quand on tue et torture à tour de bras, je ne vois pas où se poserait le cas de conscience à ce moment-là. »

Yacef Saadi : « Trois jours après, il y a eu trois autres exécutions. Peut-être s'agissait-il d'une action menée par une organisation parallèle. Donc, quand ils ont eu vent de cette histoire, ils ont exécuté trois gars à Barberousse. Je me suis dit que les représailles étaient inévitables. J'ai donc ordonné de poser des bombes pour viser des objectifs civils. »

Le 24 septembre 1957, à Alger, les parachutistes du général Massu arrêtent Yacef Saadi. La découverte de sa cachette dans une maison située au cœur de la Casbah a été rendue possible par la

multiplication des infiltrations au sein des filières du FLN menées par les hommes du capitaine Léger. On exulte sur les ondes de la RTF : *« Ici Alger RTF. Eh bien, notre gros titre c'est, comme vous pouvez l'imaginer, l'arrestation de Yacef Saadi, devenu depuis quelques mois l'ennemi public n° 1 d'Alger et qui a été accueillie avec une joie et un soulagement difficiles à imaginer. Pour comprendre cette atmosphère de victoire, évidemment, il faut savoir que depuis plusieurs mois déjà, cet ancien boulanger de 29 ans, devenu le chef de la Zone autonome d'Alger pour la clandestinité, représentait à lui tout seul le terrorisme, traqué bien sûr, mais encore redoutable. À la fin de la soirée d'hier, dans une salle du palais Bruce qui se dresse comme la véritable citadelle des parachutistes et des zouaves à l'entrée de la Casbah, j'ai pu enregistrer le récit de la capture du chef terroriste par le colonel Godard, commandant du secteur Alger-Sahel : "La maison a été entourée et investie par les légionnaires. La cache qui se trouvait entre deux cloisons à la hauteur d'un demi-étage a été très vite détectée. C'est en essayant d'en ouvrir l'unique orifice à coups de pioche que le colonel Jeanpierre a été blessé par des éclats de bombe ainsi qu'un adjudant du 1er REP. Yacef Saadi a également tiré une rafale de pistolet-mitrailleur, qui n'a pas fait de victimes. Il était alors 4 heures du matin. Après des pourparlers assez longs, Yacef et la fille qui l'accompagnait, Drif Zohra, se sont rendus sans aucune résistance et ont été immédiatement emmenés au PC du secteur. »* Le reporter poursuit sa narration de l'arrestation de Yacef Saadi : *« J'ai vu cet après-midi Yacef Saadi et Drif Zohra au PC des bérets verts ; le chef des tueurs, en chemise de velours marron, pantalon en gabardine beige, posait avec un sourire assez satisfait devant l'objectif des photographes et de la télévision. Mais il donnait surtout l'impression d'un mauvais acteur dont le rôle est terminé et aussi d'un homme qui n'a pas les épaules assez larges pour sa légende. Ici Alger, à vous Paris. »*

Yacef Saadi : « J'étais piégé parce qu'on avait arrêté quelqu'un, un de mes adjoints qui dirigeait la zone II. Il a été arrêté et je ne le savais pas. Comme on était tous recherchés, on évitait de circuler, on évitait de se voir assez souvent, donc on utilisait des boîtes aux lettres, celles des bains maures, des magasins, des marchands de légumes. Le gars qui m'a vendu a continué à me transmettre les mêmes messages. Ils m'ont suivi jusqu'au jour où ils ont déniché l'endroit où j'étais. Il a été à l'origine de l'arrestation du chef militaire de la zone d'Alger, Ramel, à l'origine de la mort d'Ali la Pointe et de Ben Hamida, le responsable politique de la zone. Dès qu'ils m'ont découvert, ils ont commencé à casser les murs. Quand ils ont défoncé la cache où j'étais, j'ai balancé deux grenades et tiré des rafales de mitraillette (il me restait un chargeur). Le colonel Jeanpierre a été grièvement blessé dans cette opération. »

Après l'arrestation de Yacef Saadi le 24 septembre 1957, et la mort d'Ali la Pointe quelques jours plus tard, le calme revient à Alger où Massu devient extraordinairement populaire. Le FLN n'y reparaîtra plus avant trois ans. Les paras ont gagné la bataille d'Alger, mais à quel prix ? C'est pendant cette année 1957 que la France découvre une méthode qui provoque de violentes polémiques et divise profondément l'opinion.

Général Massu : « La torture est un grand mot qui a été employé par nos adversaires dès qu'ils ont vu les succès remportés par l'armée contre le terrorisme. J'ai commencé en coiffant l'organisation militaire locale, trop faible, par les régiments de ma division, des gens bien entraînés, bien décidés à venir à bout de la rébellion. Nous sommes parvenus à des succès importants dès les premières semaines. D'abord, nous avons brisé la grève avant de prendre pied dans l'organisation terroriste, de capturer des poseurs de bombes et

de découvrir d'innombrables caches dans Alger. Nous avons réussi à empêcher en partie que ne se poursuive la série des explosions. Il ne faut pas oublier qu'au mois de janvier nous en étions à une soixantaine de bombes dans Alger. Imaginez un petit peu ce qu'un pareil bilan donnerait sur le moral des Parisiens si jamais on en était arrivé là ! Dans certaines circonstances, la course de vitesse obligeait à "bousculer" les éléments dont nous étions sûrs qu'ils connaissaient les caches de bombes. C'est un choix. Faute de quoi, les bombes risquaient de sauter, entraînant à nouveau des victimes. Pour chaque explosion, il fallait compter en moyenne une dizaine de morts, une cinquantaine de blessés, dont une vingtaine d'amputés, des femmes, des enfants musulmans, européens indistinctement. Nos familles vivaient aussi à Alger et couraient les mêmes risques que les musulmans, mais les musulmans étant plus nombreux, c'est eux qui payaient le plus. Comme la doctrine du FLN depuis 1954 avait été de faire pencher la masse musulmane de son côté en la terrorisant, inutile de vous dire que nous avions quand même le sentiment qu'il ne fallait pas ménager les assassins et les pillards, ceux-là mêmes qui, depuis novembre 1954, s'étaient livrés à je ne sais combien de crimes. N'oublions pas que l'un des attentats le plus retentissant a été celui perpétré en août 1955 à El Alia, lorsque des ouvriers musulmans de la mine d'El Alia ainsi que leurs camarades, qui travaillaient avec eux depuis des années, ont été assassinés. Il y avait là les ouvriers français de la mine, leurs femmes et leurs enfants. Le spectacle des femmes éventrées, des enfants aux têtes fracassées était resté dans la mémoire des parachutistes. Par conséquent, quand il s'est agi de déterminer si on se décidait à employer des moyens violents pour prendre de vitesse le FLN, le consensus a été général. D'ailleurs, tout cela était connu de mes chefs. Pour ma part, je n'étais qu'un général de brigade commandant une division, j'avais au-dessus de moi un

général de corps d'armée à Alger, le général Allard, j'avais un général d'armée, le général Salan, sans oublier les pouvoirs civils, Monsieur Lacoste, avec lequel j'avais une liaison quotidienne. Mon action était suivie par les autorités de bout en bout. Personne ne pouvait ignorer l'emploi par mes subordonnés de moyens d'interrogatoires musclés. D'ailleurs, les autorités parisiennes qui ont visité les centres d'interrogatoire de mes régiments ont plutôt poussé à la roue. Moi, j'étais plutôt obligé de retenir. Cela dit, nous n'avons employé ces moyens violents que lorsque c'était vraiment indispensable, ils n'ont pas été employés d'une façon générale. Très souvent, leur seule menace a suffi à faire parler les intéressés, les individus arrêtés. Dans la deuxième partie de la bataille, à partir de juin 1958, aucun interrogatoire musclé n'a plus eu lieu. C'était fini. Il faut dire aussi que nous n'avions aucune expérience policière et que j'ai demandé aux forces de police d'intégrer des membres habitués aux interrogatoires dans nos équipes d'interrogatoire. Ces policiers ont même revêtu la tenue de parachutiste pour ne pas se distinguer de mes hommes ; il est peut-être arrivé, de temps en temps, qu'ils aient employé des procédés que l'on a mis sur le dos des parachutistes, lesquels n'étaient pas du tout disposés, *a priori*, à les employer. Mais je me suis efforcé par la suite de refréner tout emploi des interrogatoires violents, qui pouvaient être jugés excessifs. »

Le général Massu fut un des seuls à reconnaître l'emploi de la torture et, du même coup, à en porter la responsabilité. Alors que le président du Conseil de l'époque, Guy Mollet, lui, préférait fermer les yeux.

Guy Mollet : *« Faire parler un coupable en le torturant est intolérable. Ce n'est pas concevable, même si cela ne se produit qu'une fois. Il y a des méthodes que les autres emploient, que nos adversaires emploient. Mais même dans ce cas-là, on n'a pas le droit de leur répondre par la même méthode. La France, c'est, dans le monde, le pays des droits de l'homme. »*

Pierre Vidal-Naquet, historien, engagé contre l'emploi de la torture en Algérie : « Ce qui était intolérable à cette époque, c'était cette espèce de monstrueuse hypocrisie des pouvoirs publics. C'était Guy Mollet disant "les cas se comptent sur les doigts de la main" alors qu'il y en avait des milliers. Voulez-vous une anecdote ? Un jour, Guy Mollet reçoit un prêtre qui avait servi en Algérie. Un long témoignage sur la torture. Que fit cet excellent homme, secrétaire général de la SFIO ? Il convoqua le cardinal Feltin, archevêque de Paris, et lui dit ceci : "Monseigneur, voici ce qu'un de vos subordonnés a le culot de m'adresser. Je me permets de vous rappeler que la loi Barangé est une loi et [qu'elle] peut être abrogée par une autre loi." Je rappelle que la loi Barangé fut la première loi à accorder des subventions aux écoles de l'Église. C'est là un exemple. Je pourrais en donner beaucoup d'autres. »

L'emploi de la torture ne date pas de la bataille d'Alger. En 1955, le rapport Wuillaume, longtemps tenu secret, faisait même une étude comparée des méthodes employées, évoquant à mots couverts l'emploi de la « gégène », génératrice d'électricité, dont on posait les électrodes sur le corps. Extraits : *« On recommande les méthodes utilisant l'eau et l'électricité parce que, pourvu qu'elles soient utilisées avec précaution, elles produisent, dit-on, un choc plus psychologique que physique et ne constituent donc pas une cruauté excessive. Selon*

l'opinion de certains médecins qui m'a été communiquée, la méthode du tuyau d'eau, si elle est utilisée comme indiqué ci-dessus, ne fait courir aucun risque à la santé de la victime. Ce n'est pas le cas de la méthode électrique qui peut être dangereuse si on l'utilise sur une personne dont le cœur est affecté de quelque manière. […] J'incline à croire que ces méthodes sont acceptables et que si elles sont utilisées de la manière contrôlée qui m'a été décrite, elles ne sont pas plus brutales que la privation d'aliments, de boisson et de tabac qui a toujours été admise. »

Général Massu : « C'est en 1955-1956 que j'ai vu pour la première fois une gégène. À cette époque, j'étais inspecteur des troupes d'Afrique du Nord et je me baladais depuis le Maroc jusqu'à Tunis en passant par tous les régiments de paras d'Algérie qui étaient à la disposition des commandants de zones et de secteurs. À cette occasion, j'ai vu chez Bigeard employer la gégène. Je suis tombé de haut et j'ai dit : "Mais qu'est-ce que c'est ce truc ? Qu'est-ce que vous faites avec ce malheureux type ?" Il m'a répondu que c'était la seule façon qu'ils avaient en Extrême-Orient, en Indochine, pour faire parler les prisonniers. Je lui ai alors demandé si le général Beaufre, alors commandant à Constantine, était d'accord. Bigeard estimait que Beaufre n'y voyait pas d'objection car lui aussi avait servi en Indochine. Entre juillet 1955, date à laquelle je suis arrivé en Algérie, et 1957, je n'ai plus entendu parler de la gégène. Son emploi a refait surface lors de la bataille d'Alger. Voilà exactement comment ça s'est passé. »

Zhor Zérari : « J'ai été torturée. Enfin, c'est un peu gênant de parler de cela quand on sait que beaucoup de frères et sœurs sont morts sous les tortures. J'ai été torturée dans la même salle qu'une jeune fille de 16 ans, une salle de classe, dans l'école Sarouy. Ils l'ont tellement torturée qu'elle en est morte. Ils l'ont jetée par la fenêtre

pour faire croire qu'elle s'était suicidée. Mon père est mort sous les tortures et porté disparu. »

Albert Camus, *Chroniques algériennes*[1] : « *On doit aborder de front l'argument majeur de ceux qui ont pris leur parti de la torture. Celle-ci a peut-être permis de retrouver trente bombes au prix d'un certain honneur. Mais elle a suscité du même coup cinquante terroristes nouveaux qui, opérant autrement et ailleurs, feront mourir plus d'innocents encore. Même acceptée au nom du réalisme et de l'efficacité, la déchéance ici ne sert à rien qu'à accabler notre pays à ses propres yeux et à ceux de l'étranger.* »

Pierre Vidal-Naquet : « Je ne dirais pas que ce n'est pas efficace. C'est parfois efficace. C'est l'évidence même. Je dirais aussi que ça recrute beaucoup plus de militants pour la cause que l'on combat que cela n'épargne de vies humaines. Je dirais enfin que dans l'immense majorité des cas, ce n'était pas là la question et que l'on finissait par torturer pour torturer. Je dirais enfin ce que m'a toujours dit Paul Teitgen – "que l'on torturait aussi parce qu'on ne voulait pas se donner les moyens d'une police efficace et qu'avec quelques milliers de policiers non tortionnaires, on aurait obtenu probablement autant d'informations qu'avec des parachutistes qui agissaient complètement à l'aveuglette, qui utilisaient simplement des méthodes brutales". Teitgen m'a toujours dit, en tant que technicien de la police, qu'il n'avait cessé de réclamer des renforts policiers, qu'on les lui avait refusés et que s'il les avait eus, très probablement il n'y aurait pas eu besoin de torture. »

En novembre 1956, soit peu avant la bataille d'Alger, Paul Teitgen apprend l'arrestation par la police de Fernand Iveton, militant

communiste farouchement anticolonialiste, qui avait posé deux bombes dans Alger.

Paul Teitgen : « On m'annonce un jour qu'on a trouvé à l'usine à gaz d'Alger un porteur de bombes. Monsieur Builles, commissaire divisionnaire central d'Alger, me dit que cet individu a été surpris en train de poser une bombe et que l'on a trouvé sur lui un document faisant état de deux engins explosifs. Comme il est bien évident qu'il y a urgence à trouver la seconde [bombe], il me demande si l'on peut torturer le terroriste. J'ai répondu qu'il était hors de question de toucher à ce type-là. Il paraît qu'on l'aurait torturé quand même. [Non seulement Iveton sera effectivement torturé, mais il sera également le seul Européen guillotiné de la guerre d'Algérie.] Bien sûr, je dis ça aujourd'hui, mais à cette époque-là je tremblais. Je me souvenais de l'explosion de l'usine à gaz qui avait ravagé la ville où ma sœur habitait. J'étais affolé. Je n'ai pas refusé de livrer Iveton, j'ai interdit de le livrer à la torture. »

Capitaine Léger : « Lorsqu'on sait qu'on a pris quelqu'un qui a fait un attentat, il faut absolument que dans la demi-heure qui suit son arrestation il parle, car il y a un stock de bombes quelque part qui risque d'exploser dans les jours suivants. Et s'il ne parle pas dans la demi-heure, ce stock de bombes est immédiatement déménagé et on ne le trouvera plus. Personnellement, je ne voyais pas du tout d'autre solution. »

Georges Buis, colonel commandant en Algérie les secteurs de Hodna et de Bougie en 1958, futur directeur du cabinet militaire de Christian Fouchet, haut-commissaire en Algérie en 1962 : « Il s'en est fait des tortures. Je ne crois pas qu'on puisse le nier, encore que moi, je n'en aie pas vu. Vous savez, lors de la fameuse bataille d'Alger, il

s'agissait plutôt de bien faire son travail qui était très mal fait par la police. Concernant Massu et ses paras, Dieu sait qu'ils ne me portent pas dans leur cœur et que je ne suis pas non plus un de leurs chantres, mais je dois reconnaître que ce qu'ils ont fait, c'est ce que les autres auraient dû faire. C'est-à-dire que quand on a un renseignement, au lieu de le mettre dans un tiroir, on l'exploite tout de suite. D'ailleurs, on sait très bien que dans ce genre d'opération, quand on tient un bout de fil, la bobine vient assez vite. Il reste que les renseignements ont été obtenus à 90 % par des moyens normaux et probablement à 10 % par des moyens que je réprouve et qui, à mon avis, ne servent à rien. Simplement, les gens galopaient jour et nuit après le moindre indice. C'est comme ça que les choses se faisaient. »

Responsable de nombreuses victimes et de disparus comme Maurice Audin, la torture ébranle profondément l'opinion en métropole, l'administration et l'armée. Paul Teitgen démissionnera. Le général de Bollardière sera condamné à soixante jours d'arrêt de forteresse pour l'avoir dénoncée. Mais dans cette guerre qui fut une guerre du renseignement, elle est utilisée des deux côtés. En 1958, les dirigeants du FLN l'emploient en réaction à l'une des plus extraordinaires et des plus meurtrières opérations de la guerre l'Algérie. Son nom : la « bleuïte ». Son auteur : le capitaine Paul-Alain Léger, qui, à l'époque de la bataille d'Alger, avait réussi à s'emparer de la correspondance d'un chef FLN, le capitaine Mahiouz. Un jour, une militante du FLN, Zohra Tadjer, est capturée à Bordj Menaïel. Le capitaine Léger s'y rend pour chercher à l'utiliser.

Capitaine Léger : « Je suis allé la voir et, suivant mon habitude, j'ai discuté avec elle. Je lui disais que cela ne valait plus le coup, que tout était terminé, qu'il fallait donc travailler avec moi. Elle me

connaissait d'ailleurs, de nom tout au moins. Alors elle m'a dit qu'elle était d'accord et qu'elle était prête à m'accompagner à Alger. Évidemment, cela m'a paru quand même un peu trop rapide. Alors mon adjoint, Zerrouk, l'a un petit peu interviewée. Il était de mon avis, estimant que ce qu'elle demandait c'était surtout de revenir à Alger pour repartir aussi vite que possible. Mais avant de gagner Alger, je l'ai promenée dans ma voiture dans tout le marché de Bordj Menaïel. Je savais très bien que la wilaya, dans les vingt-quatre heures qui suivraient, serait au courant et qu'on saurait que la dénommée Zohra Tadjer était à côté de moi dans mon automobile. Avant de partir, je lui ai montré des lettres que j'avais reçues de la wilaya en lui lisant des passages imaginaires. En revanche, je lui ai montré les signatures avec les tampons. Alors évidemment, elle a pâli. À ce moment-là, le téléphone a sonné. Le téléphone n'était pas sur mon bureau, il se trouvait dans un couloir. Par l'interstice de la porte, j'ai parfaitement vu la fille qui se levait et regardait encore les signatures. Après avoir raccroché, je lui dis : "Alors bon, tu vois les signatures ? – Oui, oui, m'a-t-elle répondu, d'accord, je marche, je travaille avec vous." Je lui ai dit de retourner chez elle, chez sa mère, et de me téléphoner de temps en temps. Elle est partie. Elle m'a téléphoné une fois. Huit ou dix jours après, n'ayant plus de nouvelles, j'ai envoyé des gens chez elle. Sa mère nous a dit qu'elle était partie. Moi, je savais bien où elle était partie. On a eu des nouvelles quelque temps après lorsqu'on a appris qu'elle était remontée au maquis et que là, elle était tombée sur le fameux capitaine Mahiouz dit "Hacène la Torture". Celui-ci l'a évidemment accusée d'être une espionne. Elle s'est défendue comme un beau diable en lui disant : "Écoute, tu m'accuses d'être une espionne, mais alors des espions, autour de toi, il y en a en pagaille. Parce que moi, je sais." Et elle s'est mise à raconter tout ce qui s'était passé dans mon bureau. Mahiouz, qui

n'était pas très intelligent, a voulu en savoir beaucoup plus, et pour cela il n'y avait qu'une seule chose, il fallait la passer à "l'hélicoptère". C'est une torture tout à fait particulière. La pauvre fille a été mise complètement nue, les mains et les chevilles entravées dans le dos, suspendue au-dessus d'un brasero et on la faisait tourner au-dessus du feu, on la descendait petit à petit, on la faisait tourner. Naturellement sous la douleur, elle a raconté… J'ai son compte rendu d'interrogatoire. Elle a raconté toute son histoire, qu'effectivement elle avait été envoyée par le capitaine Léger, qu'elle devait aller ensuite en Tunisie pour y rencontrer Untel, Untel. Elle a donné des mots de passe tout à fait farfelus, des mots de reconnaissance invraisemblables. La malheureuse a été égorgée après. Mais avant, naturellement, elle avait donné les noms non seulement des gens dont elle avait vu la signature sur les lettres, mais elle a aussi donné des noms de gens de sa famille qui habitaient en Kabylie. Ces gens-là ont été arrêtés par le FLN, torturés, et ils ont parlé. Ils ont dit n'importe quoi. Ils ont dénoncé des gens qui n'y étaient strictement pour rien, en général des cadres supérieurs. Quoi qu'il en soit, les purges ont été sanglantes en wilaya III. Amirouche a envoyé une lettre circulaire à tous les commandants de wilayas leur disant qu'il fallait se méfier, qu'il y avait des traîtres partout, qu'il fallait absolument extirper le mal par les moyens les plus terrifiants. C'est ainsi qu'il y a eu environ 4 000 cadres qui ont été éliminés. »

Hocine Mezali, responsable des services de renseignements de la Zone autonome d'Alger : « Il est vrai que la "bleuïte" a été plutôt l'occasion de stimuler encore la méfiance et de revenir au cloisonnement original, même au niveau des wilayas. On ne pouvait plus avoir confiance en quiconque parce que la propagande des Français, plutôt le corps expéditionnaire, sur cette "bleuïte" faisait croire aux gens des wilayas qu'elle avait fait beaucoup de dégâts au

niveau d'Alger alors que ce n'était pas vrai. Si vous voulez, "à la guerre comme à la guerre", chacun utilise les moyens qu'il peut, psychologiques ou pas. »

Ravagé par la « bleuïte », le FLN est d'autant plus affaibli qu'au même moment il est victime de graves querelles internes. Après la disparition de la plupart de ses chefs historiques arrêtés ou tués, Abane Ramdane s'est imposé à sa tête. Début 1958, *El Moudjahid*, le journal du FLN, annonce sa mort : « *Abane Ramdane est mort au champ d'honneur entouré de l'affection et de l'admiration de tous ses frères. Une compagnie de* djounouds [soldats de l'ALN] *était spécialement chargée de sa protection et rien ne laissait prévoir l'accident brutal qui devait l'arracher à la ferveur de l'Algérie combattante. Malheureusement, dans la première quinzaine d'avril, un violent accrochage entre nos troupes et celles de l'ennemi devait mettre la compagnie de protection de notre frère Abane dans l'obligation de participer à l'engagement. Au cours du combat qui dura plusieurs heures, Abane fut blessé. Hélas une grave hémorragie devait lui être fatale. C'est la terrible nouvelle qui vient de nous parvenir. La belle et noble figure d'Abane Ramdane, son courage et sa volonté ont marqué les phases essentielles de la lutte du peuple algérien. Nous pleurons un frère de combat dont le souvenir saura nous guider.* »

En réalité, Abane Ramdane a été exécuté par un dirigeant du FLN, Abdelhafid Boussouf. Mais sa mort au combat est devenue la version officielle en Algérie. Ahmed ben Bella donne son sentiment sur la disparition d'Abane Ramdane.

Ahmed ben Bella : « Abane a vraiment introduit une dimension dangereuse dans la révolution algérienne au niveau de la conception, etc. Il pouvait avoir eu des problèmes avec les gens, mais il fallait

l'écouter, le cas échéant le juger, mais le juger proprement, alors qu'il a été liquidé salement par Boussouf et ceux qui l'accompagnaient. J'étais contre l'exécution. Je ne suis pas pour la liquidation. J'étais contre les égorgements, je l'ai dit. Même lorsqu'on tue, je n'accepte pas qu'on égorge. Un jour, il va falloir parler de tout ça. Nous ne sommes pas des anges. »

Officiellement, Abane est donc mort au champ d'honneur. Ben Bella avoue qu'il a été liquidé. Pour autant, même lorsqu'il devient président, il ne juge pas bon de ressortir son dossier au motif que, dans ce cas-là, il aurait fallu en exhumer beaucoup d'autres. La raison d'État aura donc primé, comme il le confesse volontiers.

Ahmed ben Bella : « On est venu me dire : "Il faut que le dossier Abane soit sorti." J'ai répondu : "Oui, mais alors il faut sortir tous les dossiers parce qu'il n'y a pas de raison." Un type qu'on a liquidé, voilà, c'était un héros, il est mort au champ d'honneur, Abane. Et quand est-ce que nous allons dire la vérité ? »

Après la mise à l'écart du vieux chef nationaliste Messali Hadj qui, dès le début de la guerre, a créé son propre mouvement, le Mouvement nationaliste algérien (MNA), après l'arrestation de Ben Bella en 1956 et la mort d'Abane Ramdane, le nationalisme algérien n'aura donc pas son Nehru, son Hô Chi Minh ou son Bourguiba. La révolution algérienne est une révolution sans tête.

Omar Oussedik, responsable politique de l'Armée de libération nationale : « Nous n'aimons pas le culte de la personnalité. Il est un proverbe qui dit :"Qui veut diriger se met à la tête", c'est-à-dire qu'il soit le premier à affronter le danger. Pourquoi des résistances ont eu des dirigeants, des porte-drapeaux, des hommes qui ont transcendé tous les autres alors qu'en Algérie, il y avait un certain

éparpillement ? Il faut d'abord tenir compte des conditions de lutte. On a un peuple de 10 millions d'habitants qui affronte militairement l'une des plus grandes puissances militaires du monde. Au déclenchement de la lutte armée, 2 800 combattants face à 80 000 soldats. Dans ces conditions, imaginer un centre de décision, un homme au-dessus de tous, était difficile. Le centre de décision aurait pu très facilement être détruit par une concentration de la force militaire. Les responsabilités étaient étalées. Chacun, à quelque niveau qu'il soit, avait le sentiment d'être la révolution. C'était une chose juste parce que tout le monde vivait la révolution. Le culte de la personnalité n'a jamais été quelque chose de très prisé chez nous. Tel est le génie propre de notre peuple. »

La direction du FLN, basée à Tunis, est donc coupée des maquis algériens. D'autant plus que, depuis 1957, une ligne électrifiée, la ligne Morice, sépare hermétiquement l'Algérie de la Tunisie où se trouve une partie de l'Armée de libération nationale, notamment dans le village tunisien de Sakiet Sidi Youssef d'où l'ALN attaque régulièrement les avions français qui survolent la frontière.

Général Edmond Jouhaud, commandant des forces aériennes françaises en Algérie : « Devant ces attaques continuelles, j'ai envoyé le télégramme suivant au général Ély [chef d'état-major des armées] : "Les reconnaissances aériennes sont autorisées jusqu'à la ligne frontière, mais une riposte automatique sera faite dans les trois heures à tout tir en provenance de la Tunisie." Le télégramme est envoyé à l'état-major de la Défense nationale, reçoit l'accord du général Ély, l'accord du président du Conseil, Monsieur Gaillard,

l'accord des Affaires étrangères. Le 8 février 1958, le lieutenant Perchenet, victime de tirs venant de Sakiet, doit se poser en détresse à Tébessa. La réaction française est immédiate. Le colonel Duval, commandant l'aviation de Constantine, envoie sur Sakiet six Corsaire, des avions de l'aéronavale dont la précision de tir est énorme. Il existait, à côté de Sakiet, une mine désaffectée qui servait de refuge aux troupes du FLN. Les photographies aériennes prises avant et après le bombardement montrent que la ville de Sakiet n'a pas été détruite comme on l'a dit. En revanche, la mine désaffectée où se trouvaient les FLN a été complètement détruite par les onze B-26, les huit Mistral et les six Corsaire. C'est précisément là qu'une centaine de fellagas ont été tués. »

Le journaliste, essayiste et écrivain Jean-Pierre Biondi, alors en poste en Tunisie, parle à la radio de l'opération sur Sakiet : *« Ici Jean-Pierre Biondi qui vous parle de Tunis. Je suis rentré dans le courant de la nuit de Sakiet Sidi Youssef que visitent aujourd'hui les membres du corps diplomatique, les chefs de mission consulaires et de nombreux journalistes étrangers. C'est un village désert et obscur abandonné aux soldats en armes que j'ai quitté dans la soirée. Sakiet Sidi Youssef est une agglomération d'environ 1 500 habitants, formée surtout par une rue principale qui est aujourd'hui en majeure partie détruite. Détruite également l'extrémité ouest du village, c'est-à-dire la partie contiguë à la frontière où se trouvent la douane, les bâtiments de la garde nationale, le local de la Croix-Rouge. Par contre, la partie est, celle qui s'enfonce vers l'intérieur de la Tunisie, est intacte. Autant qu'on puisse évaluer les dégâts, le déblaiement n'ayant pas encore commencé, on peut estimer que la moitié du village est détruite. D'après un témoin avec lequel j'ai pu m'entretenir, le bombardement a duré une heure. Il a été effectué par seize bombardiers à double queue B-26 accompagnés de quatre chasseurs à réaction. Au Kef, chef-lieu du gouvernorat dans lequel se*

trouve Sakiet Sidi Youssef, les blessés hospitalisés sont actuellement au nombre de 102, soit 64 hommes, 13 femmes et 25 enfants. Aucun nouveau décès n'a été enregistré aujourd'hui. L'ensemble du pays continue d'être très calme. Ici Tunis, à vous Paris. »

Selon le général Jouhaud, l'ordre d'intervenir sur Sakiet provenait de lui-même et du général Salan. Il confesse ne pas en avoir référé au gouvernement dans la mesure où la riposte devait être immédiate.

Général Jouhaud : « Quand on fait la guerre, on ne peut pas s'adresser au gouvernement. Vous savez ce que c'est. Vous envoyez un télégramme, le chef d'état-major n'est pas là. On attend qu'il revienne. Quand il revient, il s'adresse au ministre. Le ministre n'est pas là, il est à Bordeaux. À son retour, on lui pose la question. Il s'adresse au président du Conseil. Huit jours après, ça n'a plus d'intérêt. »

Quelques jours après le bombardement de Sakiet, le 8 février 1958, le gouvernement de Félix Gaillard qui a succédé à Guy Mollet en mai 1957 et qui, comme ses prédécesseurs, a couvert une opération qu'il n'a pas ordonnée est renversé. Une énième crise ministérielle commence. Les événements du 13 mai à Alger vont y mettre un terme : les jours de la IV^{e} République sont comptés.

1. *Actuelles III. Chroniques algériennes 1939-1958*, Gallimard, collection « NRF », 1958.

CHAPITRE 5

1958

Le 13 mai à Alger

Le 13 mai 1958, sur le Forum d'Alger (siège du gouvernement général), la IV^{e} République agonise. Depuis quatre ans que dure la guerre d'Algérie les gouvernements successifs oscillent entre plusieurs politiques contradictoires, les pratiquant même parfois simultanément. La IV^{e} République est dépassée par les événements, par les pieds-noirs qui lui dictent leur volonté, par les maquis FLN que 500 000 soldats français ne parviennent pas à réduire. Elle ne domine plus non plus l'armée qui reste persuadée d'avoir été trahie en Indochine et à Suez par un régime auquel elle veut tordre le cou. Ancien d'Indochine affecté en Algérie où il finira par rejoindre l'OAS, le capitaine Pierre Sergent témoigne de l'état d'esprit qui règne alors au sein de l'armée, le sentiment de la trahison.

Capitaine Sergent : « N'oubliez pas que nous sommes des anciens d'Indochine et que le sentiment général du corps expéditionnaire est d'avoir été trahi par Paris. Nous avions l'impression d'avoir été envoyés pour un combat que nous ressentions comme un combat juste, mais nous nous sentions en porte à faux par rapport aux événements politiques. Nous rejetions cette république, ce

gouvernement qui n'avait pas été capable de faire que nos camarades soient morts pour quelque chose. Or il y a pas mal de livres qui ont démontré que cette guerre d'Indochine était inutile. Le pouvoir politique est peu à peu devenu ce responsable contre lequel nous avions, comme on dit vulgairement, une dent. »

Or, en mai 1958, le pouvoir politique en métropole est vacant. Après le bombardement du village tunisien de Sakiet Sidi Youssef par l'aviation française, le gouvernement Félix Gaillard est renversé le 15 avril. Pendant près d'un mois, la France reste sans gouvernement. Le 8 mai 1958, René Coty fait appel à Pierre Pflimlin. Mais ce dernier n'a jamais caché son intention d'aboutir à une solution politique en Algérie – ce dont ne veulent ni l'armée ni les pieds-noirs, ni même le ministre résident en Algérie, Robert Lacoste, qui déclare avant de quitter Alger : *« Nous allons vers un Diên Biên Phu diplomatique.* » La France est donc encore sans gouvernement, l'Algérie sans ministre résident. Seuls restent à Alger le commandant en chef, le général Salan, et celui qui est devenu l'idole des pieds-noirs depuis la bataille d'Alger, le général Massu. Jamais le régime n'a été aussi vulnérable, lorsque le 9 mai un communiqué du FLN à Tunis annonce : « *Le 25 avril 1958, le tribunal spécial de l'ALN a condamné à mort pour tortures, viols, assassinats perpétrés contre la population civile du village de Roum-el-Souk, près de La Calle, les militaires français dont les noms suivent : Decourteix René, du 23e RI, Richomme Robert, du 23e RI, Feuillebois Jacques, du 18e dragon. Sa sentence a été exécutée le 30 avril au matin. […]* »

Aussitôt, Paris réplique : *« Le gouvernement français a appris avec indignation l'exécution par le FLN de trois soldats français prisonniers. Il élève contre ce crime odieux une protestation solennelle. Il salue la mémoire de ces martyrs. Le sergent Richomme, le soldat Decourteix du 23e régiment d'infanterie et le dragon Feuillebois du 18e dragon appartenaient à des unités chargées de la protection des populations frontalières. Prétendre qu'ils ont commis des tortures, des viols et des assassinats contre la population qu'ils avaient précisément pour mission de protéger contre les exactions des bandes rebelles constitue un mensonge et une insulte faite à leur honneur. »*

Une manifestation à la mémoire des trois soldats tués par le FLN est aussitôt prévue à Alger. C'est le moment ou jamais de partir à l'assaut du régime. Deux groupes s'y emploient. D'une part, le groupe dit « des sept », qui veut remplacer la IVe République par un régime autoritaire et autour duquel gravitent les organisations d'anciens combattants, les poujadistes du cafetier Joseph « Jo » Ortiz, les mouvements étudiants de Pierre Lagaillarde et de Jacques Roseau, les Unités territoriales (UT) formées de pieds-noirs commandées par le colonel Jean-Robert Thomazo. D'autre part, le gaulliste Léon Delbecque veut profiter des événements pour ramener de Gaulle au pouvoir. Depuis plusieurs semaines déjà, il anime à Alger une antenne mise en place par le ministre de la Défense, Jacques Chaban-Delmas. Son rôle est de convaincre les pieds-noirs, à la fibre gaulliste plutôt tiède depuis la guerre, que seul le général de Gaulle peut maintenir l'Algérie française. Il crée un comité de vigilance et parvient à séduire l'ancien pétainiste Alain de Sérigny, directeur du très influent quotidien *L'Écho d'Alger*, avec lequel il voyage en avion le 9 mai.

Léon Delbecque : « Je suis dans l'avion qui me ramène en France et c'est là qu'on m'apprend par radio que trois soldats viennent d'être

assassinés par le FLN en Tunisie. On m'informe également qu'une manifestation est prévue. Je comprends tout de suite que les choses sont graves. Je décide Sérigny à lancer un appel au général de Gaulle. Je fais savoir également que je ne suis pas d'accord, toujours par radio, pour la date du 12 mai alors retenue pour cette manifestation officielle publique. Pourquoi ? Parce que si des événements doivent survenir en Algérie, ce que je crois, mon instinct me pousse à croire qu'il faut que nous prenions certaines précautions en métropole. Finalement, la date du 13 mai est choisie dans l'avion, de Sérigny étant chargé de faire son appel à de Gaulle. »

Léon Delbecque décide alors de rejoindre le comité de vigilance qui demande *« devant la constitution imminente d'un incontestable gouvernement d'abandon »*, à toute la population d'Alger de se considérer en *« état de mobilisation au service de l'Algérie »*.

Jacques Roseau : « En fait, le 13 mai 1958 a été décidé très vite. En effet, cette décision a été prise le dimanche 11 mai au cours d'une réunion impromptue du comité de vigilance qui s'est réuni à la suite de ce qui se passait à la frontière tunisienne ; c'est ce comité qui a décidé d'organiser une immense manifestation pour le surlendemain. Nous avons été rappelés par téléphone de toute part pour nous retrouver le soir aux alentours de 20 heures au siège des Républicains sociaux. Il y avait là les représentants de tous ces mouvements, dont Delbecque et Neuwirth. Certains de nos compatriotes se sont exprimés très violemment ce soir-là, notamment ceux qui étaient proches de Monsieur Neuwirth, qui représentait la sensibilité dite "gaulliste" ; ils ont parlé de grève générale, de paralysie. On n'a pas évoqué la prise de services publics ce jour-là, mais dans la nuit, je me suis retrouvé chez le colonel Thomazo avec Pierre Lagaillarde. Le colonel Thomazo représentait le général Salan, le patron de l'armée

française en Algérie. Dans les bureaux de l'association des étudiants, Pierre Lagaillarde nous a annoncé, alors que nous étions en train de préparer les dizaines de milliers de tracts, qu'il allait prendre le gouvernement général le surlendemain. Nous étions effectivement effarés parce que s'attaquer au gouvernement général revenait à renverser la IV^{e} République. »

Appel par voiture radio : *« Français d'Algérie, la grève totale a commencé depuis environ déjà un quart d'heure. Les rues sont désertes, les magasins sont fermés à 100 %. À la même heure dans toutes les villes d'Algérie, les rues, les magasins offrent le même spectacle. Français d'Algérie, tout à l'heure, nous nous rencontrerons tous au plateau des Glières par milliers pour manifester contre toute politique d'abandon et contre tout ministre résident ne représentant pas à Alger un gouvernement de salut public seul capable de [redresser la situation]. »*

Jacques Roseau : « On avait appelé toute la jeunesse d'Alger et des environs à se retrouver place Roche, près du lycée Gauthier. Notre cortège s'est ébranlé à 13 heures pour rejoindre le plateau des Glières qui était le lieu du grand rassemblement vers lequel convergeaient les différents cortèges, certains venant de Bab-el-Oued, d'autres de Belcourt avec d'anciens combattants. Les villes et les villages du département d'Alger étaient tous représentés. »

La RTF suit en direct les événements qui se déroulent à Alger ce 13 mai : *« La ville, presque calme au début de l'après-midi, quasiment morte, s'est réveillée brutalement à 15 heures et c'est par centaines, par*

milliers que des groupements patriotiques d'associations, des collégiens, des lycéens affluent maintenant vers ce boulevard Laferrière par la rue Michelet, vers ce plateau des Glières où, vous le savez, les organisateurs des manifestations leur ont demandé de ne se réunir qu'à 17 heures. Ils sont donc en avance de quelque deux heures sur l'horaire fixé par les organisateurs. Et vous avez pu entendre il y a un instant l'une des dix ou douze voitures radio qui ont sillonné pendant toute la matinée Alger. Maintenant, c'est un camion sur lequel ont pris place des parachutistes, des territoriaux et des civils portant des drapeaux, des drapeaux d'anciens combattants, je pense, qui montent vers le monument aux morts, escortés par une véritable marée de personnes, de jeunes gens, de femmes, d'enfants. On voit les têtes qui bougent et qui s'avancent le long du boulevard Laferrière sur le chemin du monument aux morts. C'est véritablement très impressionnant. En face de nous, vous entendez peut-être les coups qui frappent la façade du Journal d'Alger. *En effet, un jeune homme monté sur le balcon est en train de démolir le panneau portant l'inscription "Journal d'Alger" placé sur la façade. Et toujours aux cris de "Algérie française" et d'autres slogans patriotiques, la foule continue à envahir, littéralement, à envahir la place de la poste et le square Laferrière, la foule au sein de laquelle on reconnaît des délégations portant des pancartes, portant des drapeaux, cette foule toujours plus nombreuse, cette foule qui donne une impression extraordinaire de densité. »*

Jacques Roseau : « On est arrivés sous un soleil éclatant. C'était une journée merveilleuse. Vers 14 heures, une foule immense qui s'était rassemblée entre le square Laferrière, le plateau des Glières, la Grande Poste a ensuite déferlé sur le gouvernement général à l'appel de Pierre Lagaillarde. Après les minutes de silence traditionnelles en présence des généraux Salan, Massu et de tous les autres représentants de l'armée de la région militaire d'Alger, Pierre

Lagaillarde, juché sur le monument aux morts, a lancé son appel historique au GG [gouvernement général]. Immédiatement, nous sommes montés en première ligne à l'assaut du gouvernement général avec la foule des lycéens et les éléments durs des mouvements dits activistes, en fait nationaux, pour la défense de l'Algérie française, le MP-13 [Mouvement populaire du 13 Mai], l'Union poujadiste et les anciens combattants. À cet instant, le gouvernement général était protégé par des cordons de CRS et de parachutistes. Dans un premier temps, on s'est heurtés à eux, mais pas trop durement. Toutefois, la foule hésitait à aller plus loin. Ce qui a été le déclic du 13 Mai, ce qui a fait réussir le 13 Mai, c'est que Pierre Lagaillarde, en tenue de parachutiste avec quelques harkis en tenue militaire et armés ainsi qu'avec quelques éléments étudiants, a réussi à s'introduire à l'intérieur du gouvernement général. Il a eu l'idée de génie de grimper dans le GG et de surgir au quatrième ou au cinquième étage en levant les deux bras en V. La foule a été tétanisée quand elle a vu Lagaillarde avec son commando à l'intérieur du bâtiment. Dès lors, rien ne pouvait nous arrêter. On s'est emparés de camions militaires qui se trouvaient sur le Forum, on a enfoncé les grilles et on est rentrés dans le GG. Il faut dire quand même que les parachutistes n'ont pas résisté beaucoup et que la symbiose entre la population française d'Algérie et l'armée a facilité la prise du gouvernement général. »

L'assaut contre le siège du gouvernement général est suivi en direct par la radio. C'est le journaliste Philippe Bernier, un homme ouvertement favorable aux nationalistes, qui tient le micro : *« Au micro, Philippe Bernier qui vous parle d'Alger RTF. Je redescends, il y a*

quelques instants, de ce qu'on appelle ici le GG et qui est le ministère de l'Algérie, le gouvernement général. Vous le savez, la foule en a pris possession vers 18 h 30, forçant les barrages de police, les CRS qui se trouvaient pour la protection des bâtiments administratifs sur le Forum. Les CRS avaient lancé à 18 heures une grenade lacrymogène sur la foule et celle-ci a voulu en tirer en quelque sorte vengeance et s'est ruée à l'assaut du GG. Quelques instants après, le GG était occupé. On voyait sauter des drapeaux tricolores à toutes les fenêtres et de toutes les fenêtres se déversaient des quantités et des quantités de papier, toutes les archives du ministère de l'Algérie. Et remontant un quart d'heure plus tard, je retrouvais la foule massée devant le balcon d'honneur du ministère de l'Algérie et acclamant des personnes, des personnalités qui se trouvaient à ce balcon et qu'il était difficile de distinguer de loin. Au bout de quelques instants, nous avions la chance de pouvoir recueillir les premiers mots de la déclaration du général Massu : "Avec vous au monument aux morts pour saluer la mémoire de nos trois camarades victimes de la barbarie du FLN !" »

Capitaine Léger : « Le général Massu est arrivé. Je me trouvais avec lui quand on est montés au premier étage. Alors là, de tous les étages, ça voltigeait, papiers, machines à écrire, les meubles. Évidemment, il fallait faire très attention à ne pas recevoir une machine à écrire sur la tête quand on traversait la cour. C'est alors que le général Massu m'a dit : "Léger, faites-moi arrêter ce bordel." »

Général Massu : « Le bâtiment était déjà entre les mains des émeutiers. De la fumée sortait des fenêtres, des papiers voltigeaient un peu partout ; on balançait un peu n'importe quoi par les fenêtres. C'était le grand foutoir. J'ai grimpé à toute allure à l'étage de Monsieur Pierre Maisonneuve [directeur de cabinet de Lacoste], lequel ne m'a pas paru du tout en forme. Partout dans les bureaux

alentour se pressait une foule de gens que je ne connaissais pas. J'ai toutefois reconnu Lagaillarde en tenue de parachutiste, ce qui lui avait permis de prendre la tête de la manifestation et d'entraîner les étudiants et aussi d'autres individus. De fait, Il y avait très peu d'étudiants dans le coup. Le général Salan venait d'arriver. Il a essayé de prendre la parole, mais il s'est fait conspuer. Je me suis retrouvé seul au milieu de tous les émeutiers qui vociféraient et disaient : "Nous voulons un gouvernement de salut public. Nous voulons créer un comité de salut public. Il faut que vous veniez avec nous. Il faut que l'armée soit avec nous." J'ai hésité un instant avant de me dire "bon". Je savais que ces gens s'étaient livrés au contreterrorisme de façon violente contre les musulmans ; ils avaient même cherché à assassiner le général Salan en janvier 1957. Il ne faut pas oublier que celui-ci a failli y passer d'un coup de bazooka qui a tué son aide de camp. Je me suis dit qu'avec ces gars-là, on pouvait s'attendre à tout parce que ce sont des super excités. "Si je ne les coiffe pas, il va sûrement se passer des choses désagréables." Alors je me suis décidé à faire le pas. En même temps, j'ai pensé que je tenais peut-être l'opportunité d'honorer ma promesse à l'égard du général de Gaulle que j'avais reçu à Niamey au Niger pendant mon exil. [Massu a dû quitter l'Indochine en 1946 à la demande de l'empereur Bao Dai.] À cette occasion, de Gaulle m'avait demandé mon avis sur l'avenir. Je me souviens lui avoir dit que j'avais toujours regretté qu'il ait quitté le pouvoir et qu'il serait bien qu'il revienne. Ce à quoi il m'avait répondu : "Si je peux vous aider un jour, je le ferai." Ce souvenir m'est revenu à la mémoire cette nuit du 13 mai et j'ai décidé de prendre la tête du comité. J'ai demandé à mon adjoint Trinquier s'il marchait avec moi. Sa réponse fut affirmative. Alors j'ai pris une feuille de papier sur laquelle j'ai écrit "comité de salut public" et j'ai inscrit son nom "colonel Trinquier" juste après le mien. Ducasse m'a

dit qu'il marchait avec nous, tout comme Thomazo qui était très connu à Alger. J'ai demandé s'il y avait d'autres candidats au comité. Lagaillarde évidemment voulait en être, ainsi qu'une bande de zèbres que je n'avais jamais vus, des braves types. Ils avaient l'air sincère. Ils appartenaient tous au secteur tertiaire de l'économie algérienne. J'ai demandé à l'un d'eux [un certain Monsieur Baudier] ce qu'il représentait. "La foule", m'a-t-il répondu ! »

À l'extérieur du siège du gouvernement général, c'est l'effervescence. La foule piétine, chante. La RTF rend compte : *« Ce sont des minutes historiques que nous venons de vivre sur cette place du gouvernement général à Alger où, il y a quelques instants, la proclamation d'un comité de salut public vient d'être lue à la foule par un représentant de la délégation du comité de vigilance. À ce comité de salut public participent, je le rappelle, les autorités civiles et militaires. Dans quelques instants, nous allons en connaître la liste. Tout ce que nous savons pour l'instant, c'est que le général Massu a accepté d'y assumer un rôle. […]* La Marseillaise *s'élève de nouveau. C'est la vingtième, la trentième fois qu'on la chante depuis le début de cette journée qui sera certainement historique. Nous avons tous conscience d'avoir vécu là des minutes très graves et très importantes. Faute de pouvoir enregistrer plus longtemps, je vais être contraint de laisser cette foule face à face avec son destin, piétinant les débris de verre cassé, les débris des voitures, des trente ou quarante voitures officielles qui ont été mises en pièces dans la cour. »*

Général Massu : « Dans le courant de la nuit, le comité s'est gonflé. J'ai tout de suite dit que je voulais que des musulmans y figurent. J'ai réussi à en faire venir cinq. D'autres candidats se sont fait connaître dans la nuit. À partir de 10 h 30 est arrivé le représentant de Chaban-Delmas, le brave Léon Delbecque. Il était un

peu étonné d'avoir été devancé par Lagaillarde et compagnie. Il m'a tout de suite fait comprendre qu'il était gaulliste. Pour ma part, je n'avais jamais fait de politique dans cette aventure et je n'étais pas au courant des fameux treize complots dont Serge Bromberger a parlé dans un de ses bouquins[1]. J'arrivais en toute innocence, simplement, en commandant du corps d'armée d'Alger, responsable de l'ordre, mais ne faisant pas du tout de politique. »

Les gaullistes de Léon Delbecque, qui n'ont pas été mis au courant par Lagaillarde de la prise du gouvernement général, symbole du pouvoir parisien, sont surpris par l'évolution de la situation. Au début de la nuit, ils essaient de s'introduire eux aussi dans le comité de salut public.

Léon Delbecque : « Au milieu d'un vacarme et d'une effervescence invraisemblables, je réussis, avec le général Petit, à arriver dans le bureau de Monsieur de Maisonneuve, c'est-à-dire "le bureau du balcon" comme on l'a appelé, et dans lequel se pressaient au moins dix fois plus de gens qu'il ne pouvait contenir. C'est là que trônait le général Massu qui hurlait en essayant de se faire entendre. En arrivant je tombe sur Neuwirth qui me dit : "C'est le bordel." Immédiatement, je me fais accrocher par Lagaillarde. Il m'informe que j'arrive trop tard et que Massu a pris la tête du comité de salut public. J'essaie à coups de coude de m'approcher de Massu auquel je dis : "Alors mon général, où en êtes-vous ?" Il me tient à peu près les propos que m'avait tenus Neuwirth : "Il faut vider tout ça. Il faut que les gens rentrent chez eux et qu'on en finisse." Après avoir demandé la liste des membres du comité de salut public, je constate que figurent certains militaires, des civils et, surtout, ceux du "groupe des sept" [ultras anti-indépendantistes menés par Lagaillarde et recrutés notamment dans les groupuscules d'extrême droite et chez les

poujadistes]. J'y trouve également les gens de mon équipe, L'Hostis, Vinciguerra, Laquière, qui étaient des gaullistes. Bref, je me sentais terriblement minoritaire. Comment, dans ces conditions, reprendre l'affaire ? Toute l'astuce consistait à faire sortir gentiment les gens qui n'avaient rien à y faire et à laisser rentrer tous ceux du comité de vigilance à qui j'avais donné l'ordre de rejoindre le GG. Une demi-heure, trois quarts d'heure après, une heure peut-être, nous n'étions pas maîtres mais disons que nous avions presque la majorité du comité de salut public entre les mains. »

Jacques Roseau, alors représentant des lycéens dans le comité de salut public : « Personnellement, j'étais très méfiant parce que j'avais vu le jeu des gaullistes qui s'étaient introduits dans nos mouvements. Je percevais parfaitement qu'ils tentaient une opération de politique politicienne et de récupération de notre légitime colère pour faire revenir au pouvoir le général de Gaulle. Or j'étais particulièrement méfiant, averti par ma famille, par des amis, que le général de Gaulle ne serait pas favorable à la sauvegarde de l'Algérie française. J'avais été notamment mis en garde par un père dominicain, le père Sirot, qui avait été l'aumônier des chantiers de jeunesse. Le père Sirot m'avait même dit : "De Gaulle, c'est le diable. Il va y avoir des événements très graves en Algérie. Ils vont se servir de vous pour faire revenir le général de Gaulle au pouvoir et ensuite ils vous bazarderont et on aura perdu l'Algérie." Cette soirée du 13 mai, je la vis donc avec un sentiment de grand bonheur, mais aussi un sentiment de grande inquiétude qui s'est confirmé quand j'ai vu que le comité de salut public s'était formé d'une façon totalement indisciplinée, anarchique. C'est ainsi qu'allaient s'y trouver de simples manifestants qui ne représentaient aucun courant, aucune association, aucun mouvement. Au cours des jours suivants, l'équipe gaulliste va noyauter très habilement le comité de salut public et

s'assurer en son sein d'une majorité pour verrouiller tous les postes-clés comme l'information, qui va revenir à Lucien Neuwirth, la sécurité, qui échoit à Monsieur Dumont. C'est-à-dire des gaullistes. Le secrétariat général du gouvernement général de l'administration française en Algérie revient à André Regard, un homme très proche de Soustelle. Mon appréhension est donc très vite confirmée. Autrement dit, nous avons fait une demi-révolution, mais nous n'avons pas eu la capacité de la verrouiller. »

Au milieu de tous ces complots, un homme reste en retrait : le général Salan. Commandant l'armée en Algérie, il est bien entendu très sollicité. S'il bascule, c'est le putsch. De Paris où l'on s'inquiète, Robert Lacoste téléphone à Massu.

Général Massu : « J'ai commencé à me faire engueuler par Monsieur Lacoste qui m'a dit ne pas comprendre comment j'avais pu prendre la tête d'une manifestation comme celle-là. Je lui réponds que s'il était resté [il a quitté l'Algérie trois jours avant le 13 mai], peut-être que rien ne se serait passé. Par ailleurs, je me suis rendu compte que le général Salan n'a pas repris pied tout de suite. Une de mes premières préoccupations a été d'influencer la population algérienne pour qu'elle révise son premier jugement sur le général, qu'elle avait conspué. Il m'a en effet paru indispensable qu'on renverse un peu l'opinion publique à l'égard de Salan et cela pour la raison que j'ai déjà indiquée. Il me fallait absolument rester dans la hiérarchie. Seul, je ne pouvais pas avoir prise sur une bande de zèbres circonscrits à Alger. Il fallait absolument que le mouvement s'étende à toute l'Algérie, faute de quoi tout cela n'aurait aucun effet sur la métropole. C'est ce que j'ai cherché tout de suite. Mon objectif étant le retour du Général au pouvoir, il fallait donc que tout le monde marche derrière nous. Il était indispensable que je m'inscrive

dans la hiérarchie militaire ; en conséquence, le général Salan devait lui aussi prendre position. J'ai envoyé Trinquier dire au préfet Barret de persuader le général Salan de prendre la tête du mouvement. Monsieur Barret s'est exécuté très courtoisement. Il est monté dans la jeep de Trinquier et s'est entretenu avec le général Salan. J'ignore évidemment le détail de leur conversation, mais j'ai tout lieu de supposer qu'elle a eu une grosse influence sur le comportement du général [Salan] et sur sa reprise en main de l'ensemble du mouvement. »

Le 13 mai, à 23 h 25 très exactement, le général Salan prend la parole au micro de la Radiodiffusion télévision française : *« Algérois, ayant reçu mission de vous protéger, je prends provisoirement en main les destinées de l'Algérie française. Je vous demande de faire confiance à l'armée et à ses chefs et de le montrer par votre calme et votre détermination. »*

Le 14 mai, les actualités de la mi-journée reviennent sur les événements de la veille dans l'émission de Jean Calvel, Paul-Louis Mignon et Maurice Hutin : *« Nous allons naturellement aujourd'hui donner la priorité aux événements politiques en France et en Algérie. Vous savez que ce matin à 2 heures, le gouvernement Pflimlin a été investi par l'Assemblée dans des circonstances graves. Alger connaissait en effet des événements que l'on peut qualifier d'insurrectionnels. Des manifestants s'étaient emparés, dans la soirée, du ministère de l'Algérie, et le général des parachutistes Massu a pris la direction d'un comité dit "de salut public". Depuis 11 heures à Paris, le gouvernement Pflimlin est réuni pour prendre les mesures qui s'imposent. Il y a déjà eu d'ailleurs des opérations de police à Paris et cent cinquante arrestations ont eu lieu parmi les membres des associations d'extrême droite. Nous allons tout de suite vous faire entendre l'appel que le président de la*

République, Monsieur René Coty, a adressé ce matin à l'armée d'Algérie : "Officiers généraux, officiers, sous-officiers, caporaux et soldats servant en Algérie, gardiens de l'unité nationale, je fais appel à votre patriotisme et à votre bon sens pour ne pas ajouter aux épreuves de la patrie, celle d'une division des Français en face de l'ennemi. Tout manquement à la discipline ne peut profiter qu'à ceux qui nous combattent. Chef des armées, en vertu de l'article 33 de la Constitution, je vous donne l'ordre de rester dans le devoir sous l'autorité du gouvernement de la République française." »

Léon Delbecque : « Le 14 mai, nous sommes à deux doigts que tout soit remis en question. L'après-midi, j'apprends incidemment qu'une conférence de presse est convoquée dans les bureaux du général Massu. Sa déclaration laisse entendre que puisqu'il y a un gouvernement qui est formé, le gouvernement Pflimlin, sitôt que le ministre de l'Algérie viendra, le comité de salut public disparaîtra. Selon Massu, la journée du 13 mai constitue un épisode important, tout cela doit servir de leçon mais c'est terminé. J'avertis aussitôt les journalistes que je convoque une conférence de presse au gouvernement général. Là, je tiens des propos tout à fait différents. Je dis qu'il n'est pas question, comme l'a affirmé le général Massu, que le comité de salut public soit dissous, que nous ne reconnaissons pas le gouvernement de Monsieur Pflimlin élu par les communistes. Bref, je dis que le gouvernement de salut public continuera à fonctionner et qu'il fonctionnera jusqu'à l'arrivée du général de Gaulle au pouvoir. »

Le nouveau président du Conseil investi dans la nuit du 13 au 14 est donc refusé par les Algérois. Pflimlin donne pourtant à Salan tous les pouvoirs que celui-ci s'était déjà attribués la veille. Pour que Paris reprenne le contrôle d'Alger, il faut désormais un homme qui

remplisse trois conditions : rassurer les partis politiques parisiens qui craignent un régime autoritaire, remettre l'armée d'Algérie au pas, enfin et surtout, être accepté par les pieds-noirs du Forum. De Gaulle, que l'équipe de Léon Delbecque veut faire revenir au pouvoir, peut remplir la première condition. Mais Salan, qui commande l'armée d'Algérie, n'est pas plus gaulliste que les pieds-noirs. Le 15 mai, tout se joue sur le balcon du gouvernement général.

Jacques Roseau : « Dans les heures qui suivent le 13 mai, nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour que l'irréversible vers le gaullisme ne se fasse pas. Nous avons, en la personne du commandant en chef en Algérie, le général Salan, un homme qui lui aussi se méfie du général de Gaulle et va tout faire pour ne pas engager le processus du 13 mai en sa faveur. Nous, nous souhaitions la constitution d'un gouvernement de salut public pour la sauvegarde de l'Algérie française, un gouvernement composé notamment de Bidault, d'André Morice, de Roger Duchet et de Jacques Soustelle. Tout sera fait dans les heures suivantes pour éviter la récupération par le général de Gaulle. À nos yeux, Salan est l'homme-clé. Nous savons, par le colonel Thomazo, que nous pouvons lui faire confiance, qu'il est totalement acquis à la cause sincère, loyale, déterminée de l'Algérie française. Notre suprême espoir, que partagent un certain nombre de nos amis dirigeants des mouvements nationaux et membres du comité de salut public, est que le général Salan prenne le pouvoir lui-même, à la manière du général Franco en Espagne. »

Léon Delbecque : « Un événement important va se passer le 15 mai alors que le comité de salut public siège depuis tôt dans la matinée. Le général Salan nous rejoint avec la proclamation qu'il affichera quelques heures plus tard sur tous les murs d'Algérie. Au

préalable, il me donne la parole. Après avoir dit qu'il serait peut-être temps d'en appeler au général de Gaulle, je lui demande son avis. Il se lance alors dans un discours improvisé sur la nécessité de changer la Constitution, avant de terminer sur ces mots forts : "Vive l'Algérie française ! Vive la France ! Vive la République ! et vive le général de Gaulle !" Je me souviens de l'ébahissement d'un certain nombre de gens, dont certains étaient loin d'être convertis au gaullisme, en entendant la déclaration du général Salan. Aussitôt, je lui dis en substance : "Mon général, il faut que vous repreniez contact avec la foule. Actuellement, il y a 50 000 personnes sur le Forum. Il faut que vous fassiez ce discours en parlant de l'attachement à l'Algérie française, en parlant de la nécessité de revoir les institutions", etc. Je le conduis dans la foulée sur le balcon et j'annonce : "Ici l'Algérie française. Voici le général Salan", comme à Londres on annonçait "Ici le général de Gaulle". Salan prend alors la parole et répète ce qu'il nous a dit auparavant. Il est applaudi, applaudi, applaudi et termine par : "Vive l'Algérie française ! Vive la République ! Vive la France !" Là, en un quart de seconde, je comprends qu'il n'est pas encore décidé à dire "vive de Gaulle !". Je l'attrape gentiment par le bras et je lui glisse à son oreille : "Mais dites 'vive de Gaulle !'" C'est ce qu'il a fait. »

Jacques Roseau : « Le général Salan arrive. Il fait son discours. Nous sommes quelques-uns autour de lui. Il y a des généraux, il y a Léon Delbecque, Neuwirth et les principaux membres du comité de salut public. Je me trouve à deux mètres du général Salan qui prononce son allocution pour bien dire aux Français d'Algérie qu'il est là pour aller jusqu'au bout et pour sauver l'Algérie française. Il termine son allocution en disant : "Vive la République, vive l'Algérie française et vive la France". Au moment même où il fait demi-tour, je vois son visage plein d'émotion. Je vois les larmes dans ses yeux. Il

vient d'évoquer la tombe de son enfant qui est enterré au cimetière d'Alger, au cimetière de Kouba. C'est un homme qui est bouleversé par l'ovation qu'il vient de recevoir. Au moment où le général Salan retourne vers le bureau, Léon Delbecque en profite pour le prendre par le bras et lui dire (et ça, je suis à côté, je l'entends comme si c'était aujourd'hui) : "Et 'vive de Gaulle !', mon général, et 'vive de Gaulle !'" Salan, qui est un militaire plein de sincérité, qui n'a aucune perfidie en lui, ne se rend pas compte de ce qu'il va commettre à cet instant-là. Croyant que c'est simplement un hommage à un général historique qu'il va rendre, il se retourne vers le micro et hurle à la foule : "Vive le général de Gaulle !" La foule applaudit à tout rompre. Mais il y a là, à côté de nous, des centaines de journalistes non seulement de France, mais du monde entier, qui vont reprendre immédiatement : le général Salan vient d'en appeler au général de Gaulle. »

Le 15 mai sur le Forum, tout vient de basculer. Au moment même où de Gaulle à Paris se déclare *« prêt à assumer les pouvoirs de la République à Alger »*, il vient de se faire acclamer à la fois par Salan qui commande l'armée et par les pieds-noirs du Forum. Il remplit désormais les trois conditions nécessaires au rétablissement de la situation. Dans la course au pouvoir entre les partisans de Salan et les gaullistes, Salan vient d'être battu. De Gaulle a le pouvoir à portée de main. Désormais, l'armée le suivra. Les pieds-noirs le suivront et les partis politiques, qui l'ont chassé du pouvoir douze ans plus tôt, sont prêts à l'y rappeler pour ne pas être jetés à la Seine par les parachutistes. Dans cette affaire une grande absente demeure : la

population musulmane. Le 16 mai, elle arrive à son tour sur le Forum. C'est la fraternisation.

Jacques Delalande rend compte au micro de la RTF de l'arrivée des musulmans sur le Forum : *« Ici Jacques Delalande qui vous parle du balcon du gouvernement général, qui est notre lieu habituel de reportage depuis le 13 mai. Au moment où je prends l'antenne, les délégations commencent à arriver sur le Forum. Il s'agit, aujourd'hui, des délégations des Hauts Plateaux, délégation du Titteri. On m'a annoncé tout à l'heure que ce mouvement de foule a été vraiment immense puisque c'est par camions, par dizaines et par dizaines de camions que les gens des plateaux sont venus sur Alger. Trois trains entiers également ont déversé leurs voyageurs. »*

Capitaine Léger : « Il ne suffit pas que les Européens manifestent. Il faut que les musulmans soient associés. Il n'y avait plus d'attentat depuis pas mal de mois à Alger. Le calme régnait à la Casbah, le commerce était florissant, tout avait repris. Il fallait donc absolument amener les musulmans à participer à toutes ces manifestations. Alors le colonel Trinquier m'a demandé d'organiser ça pour le 16 mai. Le soir même, avec le capitaine Sirvan, nous avons rassemblé tous les chefs de quartier, les chefs d'immeuble de la Casbah, nous leur avons demandé de venir, de rassembler tous les habitants, les hommes – parce qu'on ne demandait pas aux femmes de venir, même s'il y en a beaucoup qui sont venues. Par la suite, on a raconté toutes sortes d'histoires. On a dit qu'on avait forcé les musulmans à venir au GG. Alors moi, je dis une chose : tout ça, c'est très gentil, mais je ne vois pas comment on peut amener des dizaines de milliers de personnes comme ça simplement du jour au lendemain en les forçant. Je peux dire ce qui s'est passé exactement. Les chefs d'immeuble au départ, je l'avoue, n'étaient pas très rassurés. Ils me l'ont d'ailleurs dit en

assemblée plénière : “Écoutez, nous, on ne demande pas mieux, on vous fait confiance. Nous avons confiance en vous autres officiers.” Mais ils avaient peur quand même des Européens. Alors là, on leur a affirmé qu’il n’y avait aucune raison qu’ils aient peur des Européens dans la mesure où, de toute façon, le FLN avait été extirpé d’Alger, et que les Européens ne demandaient pas mieux que de les accueillir. J’ai ajouté : “Moi-même, je serai avec vous et avec les ’bleus de chauffe’ que vous connaissez et qui vous encadreront avec les zouaves, avec les parachutistes. Venez, vous verrez qu’il n’y aura aucun problème, vous serez accueillis à bras ouverts.” Et le lendemain donc, ils étaient nombreux à se rassembler sur la place du gouvernement. »

Général Massu : « C’est bien de la Casbah qu’est parti le premier cortège pour le gouvernement général. Les échanges d’amitié entre le cortège musulman et les pieds-noirs se sont effectués dans les rues montant au gouvernement général. Tout cela s’est passé comme une flambée de poudre noire qui file extraordinairement. Musulmans et Européens se sont rapprochés, se sont embrassés et puis ils sont montés la main dans la main jusqu’au Forum. Là, ils ont été pris en charge par un pilote d’Air Algérie qui faisait partie du comité, un certain Arnoud, un type qui avait beaucoup de cœur et beaucoup de gueule. C’est lui qui a organisé ce qu’il appelait “les chaînes d’amitié”. Il a rassemblé tous ces gens, il les a réunis, il les a déplacés, il les a fait chanter. Et il a obtenu un succès psychologique extraordinaire. »

Jacques Delalande, au micro de la RTF : « *Mademoiselle, je voudrais vous demander : “Vous venez aujourd’hui à cette manifestation des femmes musulmanes ici. Est-ce que vous êtes venue volontairement ou est-ce qu’on vous y a obligée ? – Non, je ne suis pas venue obligée. C’est la troisième fois. Je suis venue avant-hier et puis hier, j’ai été voir*

Soustelle quand il est revenu. Et puis hier, mon père, parce que c'est un ancien combattant. Alors c'est lui-même qui m'avait dit : 'Allez-y avec votre mère et allez-y vous amuser avec les vrais Français.' Nous, en fait, on veut être avec les Français, les vrais Français. Vive l'Algérie française et vive même les soldats qui se sont battus pour nous, ils vont souffrir pour nous. Je demande à Dieu qu'il garde tous les militaires et qu'il leur donne la chance de revenir chez eux." »

Le 17 mai, Jacques Soustelle, ancien gouverneur général très populaire en Algérie, qui a réussi à échapper à la surveillance de la police parisienne, arrive à Alger sur le Forum d'où il s'adresse aux pieds-noirs.

Jacques Soustelle *: « Mes amis, ce qu'il s'est passé et se passe en Algérie est irréversible. On ne reviendra plus en arrière. C'est fini. Voilà le sens de la décision historique à laquelle vous, montagnards du Titteri et d'Aumale, vous êtes venus aujourd'hui vous associer publiquement. À partir du moment où il est entendu que la France ne s'en ira jamais d'ici, que l'Algérie sera à jamais française, eh bien, une France forte peut être aussi, et elle sera, une France généreuse. Mes chers amis, nous touchons au but. Bientôt, le gouvernement de salut public sera une réalité, sous l'égide du général de Gaulle, le chef incontesté qui, hier, nous a rendu nos libertés et notre patrie, et qui, aujourd'hui, s'apprête à nous guider une fois de plus dans le chemin de l'honneur et de la grandeur nationale. Bientôt, c'est d'un seul cœur que cinquante-trois millions de Français depuis la mer du Nord jusqu'au Sahara crieront ensemble "Vive la France ! Vive la République ! Vive l'Algérie française ! Et vive le général de Gaulle !" »*

Pour que l'Algérie reste française, Soustelle et les pieds-noirs appellent donc le général de Gaulle qui, pourtant, à aucun moment pendant ce mois de mai, n'a dévoilé ses intentions sur le destin de l'Algérie. C'est le début d'un tragique malentendu. À Paris, le gouvernement Pflimlin, menacé par un projet d'opération militaire sur la métropole, le plan Résurrection, perdant même le contrôle de la Corse où le 24 mai se sont formés des comités de salut public, s'est enfin résigné à démissionner. Le 1er juin, de Gaulle est investi par l'Assemblée et le 4, il arrive à Alger.

Extrait des *Mémoires d'espoir*[2] du général de Gaulle : « *Quand je parais au balcon du gouvernement général, un déferlement inouï de vivas soulève l'énorme foule qui est rassemblée sur la place. Alors en quelques minutes, je lui jette les mots apparemment spontanés dans la forme, mais au fond bien calculés dont je veux qu'elle s'enthousiasme sans qu'ils m'emportent plus loin que je n'ai résolu d'aller : "Je vous ai compris. Je sais ce qui s'est passé ici." À l'instant même où je prenais la barre, j'étais donc de pied en cap devant ce sujet-là. Il va sans dire que je l'abordais sans avoir un plan rigoureusement préétabli. Les données en étaient trop diverses, trop complexes, trop mobiles pour que je puisse fixer exactement à l'avance les détails, les phases, le rythme de la solution. Mais les grandes lignes étaient arrêtées dans mon esprit. Au reste, dès le 30 juin 1955, alors que la rébellion sévissait sur la plus large échelle, j'avais déclaré dans une conférence de presse où l'on m'interrogeait sur le sujet : "Aucune autre politique que celle qui vise à substituer l'association à la domination en Afrique du Nord française ne saurait être ni valable ni digne de la France."* »

1. Merry et Serge Bromberger, *Les 13 complots du 13 mai ou la délivrance de Gulliver*, Fayard, 1959.

2. *Mémoires d'espoir*, tome 1, *Le Renouveau (1958-1962)*, Plon, 1970.

CHAPITRE 6

1959

L'année des dupes

Le 4 juin 1958, le général de Gaulle est à Alger. Depuis le balcon du gouvernement général, pour la première fois il va s'adresser à la foule massée devant lui sur le Forum et qui, trois semaines plus tôt, l'avait porté au pouvoir. C'est peu de dire que son allocution est attendue : *« Je vous ai compris ! Je sais ce qui s'est passé ici. Je vois ce que vous avez voulu faire. Je vois que la route que vous avez ouverte en Algérie, c'est celle de la rénovation et de la fraternité. […] Eh bien, de tout cela, je prends acte au nom de la France et je déclare, qu'à partir d'aujourd'hui, la France considère que, dans toute l'Algérie, il n'y a qu'une seule catégorie d'habitants : il n'y a que des Français à part entière, des Français à part entière avec les mêmes droits et les mêmes devoirs. […] Français à part entière, dans un seul et même collège ! Nous allons le montrer, pas plus tard que dans trois mois, dans l'occasion solennelle où tous les Français, y compris les dix millions de Français d'Algérie, auront à décider de leur propre destin. […] Ah, puissent-ils participer en masse à cette immense démonstration, tous ceux de vos villes, de vos douars, de vos plaines, de vos djebels ! Puissent-ils même y participer, ceux-là qui, par désespoir, ont cru devoir mener*

sur ce sol un combat dont je reconnais, moi, qu'il est courageux, car le courage ne manque pas sur la terre d'Algérie, qu'il est courageux mais qu'il n'en est pas moins cruel et fratricide ! Moi, de Gaulle, à ceux-là, j'ouvre la porte de la réconciliation. Jamais plus qu'ici et plus que ce soir, je n'ai senti combien c'est beau, combien c'est grand, combien c'est généreux, la France ! Vive la République ! Vive la France ! »

Léon Delbecque : « Tout, tout est bien. Sauf que le général de Gaulle ne dit pas "Algérie française". Il ne prononce pas le mot d'"intégration". Cela a été relevé par beaucoup de membres du comité de salut public et de nombreux militaires. Ces deux mots étaient les sésames de la réconciliation et beaucoup sont marris de voir que ces deux mots magiques n'ont pas été prononcés. »

Témoin de la scène, la journaliste Marie Elbe est sous le balcon du Forum, au premier rang. Elle se trouve avec le capitaine de La Bourdonnais, chef de cabinet du colonel Godard, lequel a été nommé chef de la Sûreté nationale en Algérie en mai 1958.

Marie Elbe : « C'était du délire. Parce que, dans l'esprit des pieds-noirs, de Gaulle n'était pas homme à sacrifier une partie du territoire national. C'était son grand truc. Donc pour nous, c'était le sauveur. Enfin, c'était quand même l'homme du 18 Juin. Il y a eu des gaullistes en Algérie, il y a eu des pétainistes, mais il y a eu des gaullistes aussi. Nous nous étions battus pour la France, et de Gaulle, c'était la France. Alors quand il est arrivé, qu'il a levé ses grands bras et dit : "Je vous ai compris", les pieds-noirs ont traduit : "Je vous ai aimés, je vous aime." On s'est regardés avec La Bourdonnais, on était

contents. Ce qui m'a frappée, lui aussi d'ailleurs, c'est ce qu'il a dit après : "Je sais ce que vous avez voulu faire." Et là, ça m'a un peu chiffonnée. D'ailleurs, je me rappelle qu'on s'est demandé : "Mais si on a voulu, c'est qu'on n'y est pas arrivé. Donc il y a des restrictions dans tout ça." Quoi qu'il en soit, cela a été extraordinaire. Pendant un certain temps, on a vraiment cru que l'Algérie était sauvée. L'état de grâce en quelque sorte. »

Jacques Roseau : « Je me suis trouvé à un mètre cinquante du général de Gaulle quand il a prononcé son fameux discours, ce qui a d'ailleurs suscité en moi une terrible inquiétude parce que je n'ai trouvé, à aucun moment, une dynamique réelle consacrant l'irréversibilité de l'intégration à l'Algérie française. Quand le général de Gaulle est retourné dans le grand bureau du Forum, un de ses aides de camp est venu l'informer que deux de ses ministres, Jacquinot et Lejeune, avaient été isolés par des durs du comité de salut public. Ces derniers estimaient que des ministres de la IV^{e} République, du "système", tel que nous l'appelions à l'époque, ne devaient pas apparaître sur le balcon du Forum. Le général de Gaulle s'est mis dans une rage folle, il a invectivé très durement le général Salan et le général Massu en disant : "Moi, de Gaulle, je n'admets pas un seul instant qu'on puisse me priver de mes ministres dès lors que moi, de Gaulle, j'ai décidé de les avoir à mes côtés. Et avec de Gaulle, ces choses-là ne se reproduiront jamais." J'ai été abasourdi de voir avec quelle violence le général de Gaulle s'en était pris à ces malheureux généraux qui venaient de lui apporter sur un plateau d'argent le pouvoir dans une immense messe de fraternisation, de paix retrouvée en Algérie. »

À aucun moment de Gaulle ne dit « Algérie française ». À aucun moment il ne parle d'intégration. Léon Delbecque, qui a joué un rôle

considérable en faveur du retour du général de Gaulle pendant les événements de mai, s'en inquiète. Il prend ses distances vis-à-vis du Général, auquel il reproche le choix de ses ministres provenant tous du sérail de la IV^{e} République. *« Nous n'avons pas franchi le Rubicon*, dit-il, *pour pêcher à la ligne. »* Le 6 juin, à Oran, de Gaulle lui reproche ses propos.

Léon Delbecque : « Après son discours à Oran, la foule passionnée a crié un peu trop "Vive Soustelle !" plutôt que "Vive de Gaulle !" Le général Salan était de très mauvaise humeur, et disons que j'en ai fait les frais. Il m'apostrophe assez durement à la préfecture : "Je n'aime pas qu'on parle sur ce ton-là au général de Gaulle." Je lui dis que j'ai essayé de calmer les esprits. Ce à quoi il répond : "Vous auriez dû employer d'autres moyens. Je ne suis pas d'accord avec ce discours. Et puis je ne dirai pas 'Vive l'Algérie française'. Je ne le dirai pas." Et ça devant 500 personnes. »

Pourtant, à Mostaganem, le même jour, il prononcera ces mots lourds de signification.

Léon Delbecque : « À Mostaganem, je suis derrière lui. Devant nous, une population qu'on peut évaluer entre 100 000 et 120 000 musulmans, rien que des musulmans plus que chaleureux. Les cris "Vive de Gaulle !" fusent ; bref, un enthousiasme indescriptible. »

La RTF est là aussi pour rendre compte de l'enthousiasme de la foule : *« Alors je vois quelque chose d'extraordinaire, là. Vous avez vu ? Un musulman s'est précipité, a baisé la main du général de Gaulle et la lui secoue avec un bon cœur extraordinaire. Actuellement, le général de Gaulle franchit les quelques escaliers de l'estrade. Le voici qui s'approche et la foule l'acclame. Il lève les deux bras en forme de V qui*

est un signe historique légendaire et qui est sa marque personnelle. Et je vous laisse entendre la foule l'acclamer follement. Le Général prend la parole : […] "J'ai été mandaté pour renouveler ses institutions et pour l'entraîner corps et âme non plus vers les abîmes où elle courait, mais vers les sommets du monde. Merci du fond de mon cœur, c'est-à-dire du cœur d'un homme qui sait qu'il porte une des plus lourdes responsabilités de l'histoire. Merci, merci d'avoir témoigné pour moi en même temps que pour la France. Vive Mostaganem ! Vive l'Algérie française ! Vive la République ! Vive la France." »

Léon Delbecque : « À ma grande stupéfaction, le discours se termine par "Vive l'Algérie française !" Alors là, j'avoue que le ciel me serait tombé sur la tête à ce moment-là, je n'en aurais pas été plus surpris. Comme j'étais juste derrière lui, avec Guichard, il passe obligatoirement devant moi. À cet instant je lui demande : "C'est vrai ou ce n'est pas vrai ?" Je doutais presque l'avoir entendu. Il me répond : "Vous êtes content maintenant, hein ?" S'agissait-il d'une comédie ? De quelqu'un qui s'était laissé entraîner ? Ceux qui étaient ses plus proches ont essayé de dénaturer son propos, ont commencé à raconter qu'il ne l'avait pas dit. On l'a supprimé des bandes, mais il y avait trop de témoins. D'ailleurs, la véritable bande, nous l'avions gardée. On a avancé que c'était peut-être la chaleur qu'il avait rencontrée chez les musulmans. Peut-être même y ai-je été pour quelque chose. Je n'en sais rien. Mais il l'a dit. »

Vincent Monteil, orientaliste, chef du cabinet militaire de Jacques Soustelle en Algérie en 1955 : « Il ne l'a certainement pas dit sur un coup de sang comme on a prétendu qu'il l'aurait fait pour le "Québec libre". Non, c'était parfaitement réfléchi. Il l'a dit parce qu'il prenait la température et qu'il a pensé qu'à ce moment-là il fallait qu'il tienne les gens dans sa main. D'ailleurs, il s'en est très bien expliqué dans ses

Mémoires[1] : « *Ainsi, tenant pour une ruineuse utopie "l'Algérie française" telle qu'au début de mon gouvernement je l'entendais réclamer à grands cris, je comptais aboutir à ceci, qu'à l'exemple de la France, qui, à partir de la Gaule, n'avait pas cessé de rester en quelque façon romaine, l'Algérie de l'avenir, en vertu d'une certaine empreinte qu'elle a reçue et qu'elle voudrait garder, demeurerait, à maints égards, française. Pour accomplir cette politique, telle était ma stratégie. Quant à la tactique, je devrais régler la marche par étapes, avec précaution. Ce n'est que progressivement, en utilisant chaque secousse comme l'occasion d'aller plus loin, que j'obtiendrais un courant de consentement assez fort pour emporter tout. Au contraire, si de but en blanc j'affichais mes intentions, nul doute que sur l'océan des ignorances alarmées, des étonnements scandalisés, des malveillances coalisées, se fût levée dans tous les milieux une vague de stupeur et de fureur qui eût fait chavirer le navire. Sans jamais changer de cap, il me faudrait donc manœuvrer, jusqu'au moment où, décidément, le bon sens aurait percé les brumes. […] Si j'étais allé trop vite, on n'aurait pas suivi.* »

Après Mostaganem, de Gaulle quitte l'Algérie. Pendant un an, sa politique algérienne va rester ambiguë. Il semble d'abord donner satisfaction aux partisans de l'Algérie française lorsque, par exemple, devenu président de la République, il choisit Michel Debré, ardent partisan de l'Algérie française, comme Premier ministre. Mais en même temps, il s'entoure de conseillers comme Bernard Tricot qui sont convaincus de la nécessité d'aboutir à une solution politique en Algérie. Il demande aussi aux militaires de quitter les comités de salut public et, surtout, rappelle Salan en métropole. Celui-ci, depuis le 13 mai, cumule en Algérie les pouvoirs civils et militaires. Les deux fonctions sont désormais séparées. Challe succède à Salan comme commandant en chef tandis que de Gaulle désigne Paul Delouvrier,

qu'il a auparavant envoyé en Algérie pour se rendre compte de la situation, délégué général en Algérie.

Paul Delouvrier : « Je suis revenu en France, j'ai fait mon rapport au général de Gaulle. Il m'a demandé ce que j'en pensais. J'ai commencé brutalement en affirmant que l'Algérie sera indépendante. Il m'a répondu : "Peut-être dans vingt ans." Il ne pouvait pas me dire autre chose. Et ce "peut-être dans vingt ans" m'a convaincu qu'il n'était pas, au sens que le mot revêtait à ce moment-là, "Algérie française". Je crois qu'il a été choqué, au fond, par la brutalité avec laquelle je lui ai répondu ; il a dû se demander si j'aurais, en quelque sorte, la diplomatie nécessaire pour être là-bas. Ce n'est qu'après trois jours de réflexion qu'il m'a convoqué de nouveau : cette fois, il souhaitait que je remplace le général Salan qui, lui, était destiné à recevoir une nouvelle mission en métropole. C'est là que je me suis permis de lui dire que je n'étais pas de taille pour cette mission. Il a clos l'entretien en me disant sèchement : "Vous grandirez." Finalement, il s'était déterminé. »

Bernard Tricot : « Il m'a parlé sommairement, globalement, de ce qu'il voulait faire en Algérie. Et ce qu'il m'a dit à l'époque était surtout négatif. En substance, son point de vue était le suivant : "Aucun parti n'est encore pris en ce qui concerne l'avenir de l'Algérie pour la bonne raison qu'on ne peut pas prendre de parti en dehors de la volonté des gens. Or comme nous ne savons pas dans la guerre actuelle ce que veut la majorité de la population algérienne, qui est d'ailleurs divisée entre Européens et musulmans, les musulmans manquant eux-mêmes d'unité, eh bien, il faut d'abord créer des conditions qui permettent à ces gens de s'exprimer d'une façon aussi libre que possible. Et quand ce sera fait, on verra." Il m'a donné quelques autres indications, mais pas fondamentales. Alors, j'en ai

conclu qu'il voulait maintenir ouvert un éventail de solutions. Il ne repoussait pas l'intégration. Du moins, il ne m'a pas dit qu'il la repoussait. Mais il m'a dit que ça n'était pas la doctrine officielle, que pour le moment, la doctrine officielle, c'était d'aller vers une situation qui permettrait aux Algériens de s'exprimer et pour cela, de faire toutes sortes de réformes économiques, sociales, administratives et politiques. »

Le général de Gaulle à Constantine : *« Pour l'Algérie, quel est l'avenir auquel la France l'appelle ? Algériennes, Algériens, je suis venu ici pour vous l'annoncer. C'est la transformation profonde de ce pays si courageux, si vivant, mais aussi si difficile et souffrant qu'il faut réaliser. Cela veut dire qu'il est nécessaire que les conditions de vie de chacune et de chacun s'améliorent de jour en jour. Cela veut dire que l'Algérie tout entière doit avoir sa part de ce que la civilisation moderne peut et doit apporter aux hommes en fait de bien-être et de dignité. »*

À la suite de ce discours, le plan dit « de Constantine » est donc mis en chantier. Il a pour ambition de moderniser l'Algérie en cinq ans. Il prévoit la création de 400 000 emplois, la distribution aux musulmans de 250 000 hectares de terres nouvelles, le développement des infrastructures routières, industrielles et scolaires du pays. Il s'agit en fait d'essayer de détacher la population du FLN qui, le 19 septembre 1958, a créé au Caire le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) et placé à sa tête le modéré Ferhat Abbas. Le 23 octobre, lors d'une conférence de presse, de Gaulle tente de passer au-dessus du GPRA et d'entrer directement en contact avec les maquis de l'Armée libération nationale, l'ALN, en proposant aux combattants de cesser le feu.

Le général de Gaulle : « *Que vienne la paix des braves ! Et je suis sûr que les haines iront en s'effaçant. J'ai parlé de la paix des braves. Qu'est-ce à dire ? Tout simplement ceci. Que ceux qui ont ouvert le feu le cessent et qu'ils retournent sans humiliation à leur famille et à leur travail. On me dit : "Mais comment peuvent-ils faire pour arranger la fin des combats ?" Je réponds : "Là où ils sont organisés pour la lutte, sur place, il ne tient qu'à leur chef de prendre contact avec le commandement." La vieille sagesse guerrière utilise depuis très longtemps, quand on veut que se taisent les armes, le drapeau blanc des parlementaires. Et je réponds que, dans ce cas, les combattants seraient reçus et traités honorablement.* »

Quelques jours après cette proposition, en décembre 1958, les paras de Massu capturent un des officiers les plus célèbres de l'Armée de libération nationale, le commandant Azzedine.

Commandant Azzedine : « À l'époque, j'étais responsable militaire de la wilaya IV. Il y a eu un ratissage monstre au cours duquel j'ai été arrêté. Il se trouve que je n'étais pas avec mon unité, le commando Ali Khodja, mais en inspection dans une infirmerie. C'est là que j'ai été surpris à la tête d'un groupe de *moussebline* [terme désignant les combattants qui ont rejoint des formations paramilitaires, aussi bien urbaines que rurales]. J'ai fait évacuer l'infirmerie et les blessés et j'ai organisé le combat avec les *moussebline*. Mais le groupe a été décimé et j'ai été blessé au bras gauche. Dès que les soldats ont su qu'ils avaient capturé Azzedine, ils ont crié victoire et ont voulu me retourner. »

Général Massu : « On me l'a amené après qu'il a été fait prisonnier par un de mes régiments. Comme c'était le moment où le général de Gaulle parlait de "la paix des braves", j'ai essayé de jouer cette carte.

Avant de le renvoyer chez lui, je lui ai d'abord montré Alger devenue une ville calme à l'apparence prospère, sans aucune explosion, sans un coup de fusil. Car pendant toute cette période, le FLN ne s'est pas manifesté. Il aurait pu faire exploser tout ce qu'il voulait si vraiment il avait encore été puissant. Il a cru à ce moment-là que sa cause était foutue ; il a pensé que le Général allait faire une Algérie française et qu'il avait perdu. De cela, je suis certain. Je l'ai renvoyé chez lui au commandement de la wilaya IV en disant : "Écoutez, le Général vous offre la paix par la voie militaire, entendons-nous et cessons de nous entretuer." Azzedine s'est conduit comme un petit salaud. En effet, il est revenu une première fois pour me rendre compte qu'il avait eu du mal à toucher ses compatriotes. Je l'ai alors confié à un de mes officiers, un certain Marion. C'est lui qui a eu le courage, le culot de l'accompagner dans le bled pour qu'il retrouve les siens. »

Commandant Azzedine : « Vous savez, la révolution algérienne, c'est une révolution où tout le peuple était en quelque sorte responsable de cette révolution ; en clair, tout le peuple était engagé. Qu'Azzedine soit arrêté ou non, la révolution devait continuer. Mais le devoir d'un révolutionnaire est de retrouver sa liberté, de reprendre le combat. Massu m'a proposé la trahison. Moi, je n'ai pas respecté la parole donnée à Massu. Mais la parole que j'ai donnée à la révolution, je l'ai respectée. La parole donnée à tout un peuple, je l'ai respectée jusqu'à la fin, jusqu'à aujourd'hui. Massu a voulu faire de la politique, mais en ce qui concerne l'affaire Azzedine, lui, il l'a eu dans le baba. Moi, je suis retourné au combat. »

Général Massu : « Sur le moment, il ne nous a pas du tout donné l'impression d'un type prêt à nous tromper. Même s'il nous a dupés, ça le regarde. Nous étions parfaitement lucides et dans notre bon

droit puisque je cherchais à arrêter la guerre. Je crois que le but de la guerre, c'est de s'arrêter un jour, non ? »

Commandant Azzedine : « La politique, "la paix des braves", qu'est-ce que ça voulait dire pour nous ? Une reddition tout simplement. Imaginez un peu, je retourne au maquis et je rassemble mes hommes pour leur dire : "Maintenant, on descend. Voilà, la guerre est finie !" Mais on m'aurait fusillé comme traître ; ce qui aurait été juste parce que les gens qui étaient au maquis ne se battaient pas pour Azzedine ou pour Si Mohamed ou pour X ou Y, ils se battaient pour libérer le pays, pour une cause. Au lieu d'être mangés en méchoui, on allait être mangés en ragoût. Dans une guerre révolutionnaire, l'arme la plus importante contre l'adversaire perfide, c'est la perfidie. On ne peut pas dire : "Messieurs les Français, tirez les premiers !" Non. On dit : "Bonjour monsieur" et, avec un petit couteau ou un petit calibre, on tue celui qui a une mitraillette ou une mitrailleuse pour la lui enlever. Lorsqu'on a demandé à Ben M'hidi pourquoi il utilisait des bombes cachées dans des couffins, il a répondu, avant qu'il ne soit liquidé : "Donnez-nous vos avions et vos chars, on vous donnera volontiers nos couffins." »

Mouloud Mammeri, *L'Opium et le Bâton*[2] : *« Aux chants de tant de sirènes nous sommes restés sourds. Ils ne parvenaient pas à accrocher nos regards fuyants. Et quand, par hasard, cela leur arrivait, c'était pour y lire des lueurs de haine. Alors ils ont été déçus. Ils ont pensé que nous étions ingrats. Et puisque nous étions insensibles au charme, il ne leur restait plus qu'à employer l'autre méthode. Depuis trois ans, nous sommes recherchés, emprisonnés, battus, torturés, tués de toutes les manières pour que nous nous rendions à la raison ou à la force, séduire ou réduire, mystifier ou punir. Depuis que le monde est monde, aucun*

pouvoir n'a jamais su sortir de la glu de ce dilemme. Tous n'ont jamais eu à choisir qu'entre ces deux pauvres termes : l'opium ou le bâton. »

Après l'opium de « la paix des braves », la France choisit alors le bâton. C'est le plan Challe. Ratissant l'Algérie d'ouest en est, le général Challe, nouveau commandant en chef, inflige des pertes considérables à l'ALN. Un reporter de guerre témoigne d'un de ces combats qui déciment les soldats ennemis : *« Les alentours de la grotte sont nettoyés au lance-flammes afin de pouvoir surveiller l'entrée de celle-ci et, dès qu'il est possible d'attaquer la grotte au bazooka, celui-ci entre en action sous la protection de plusieurs PM [pistolets-mitrailleurs], car il faut couvrir le tireur au lance-roquettes qui travaille forcément à découvert. Et constamment, un groupe reste près du* half-track, *prêt à toute éventualité. […] Au bout d'un petit moment, un groupe rebelle, probablement sonné par les explosions et les gaz lacrymogènes, tente une sortie massive. Pris en recueil par les éléments du 6e BCA placé en bouclage sud, une quinzaine sont abattus. En continuant toujours des tirs nourris au PM par les éléments du 6e BCA et par l'adjonction de plusieurs charges explosives, nous investissons la grotte. Deux hors-la-loi sont trouvés complètement hagards, blessés par les projections de rochers. »*

Les opérations Étincelle, Pierres précieuses et l'opération Jumelles en Kabylie déciment les maquis de l'ALN où se trouve Boualem Oussedik, directeur du service de propagande et d'information de la wilaya IV aux côtés du commandant Azzedine.

Boualem Oussedik : « Avec l'arrivée du général de Gaulle, les conditions de lutte sont devenues beaucoup plus dures. Il y a eu une intensification de la guerre. J'ai vécu les différents plans Challe, que ce soit le plan Challe en Oranie, le plan à la lisière de l'ex-wilaya V, le

plan Couronne, les plans Courroie, Jumelles, Pierres précieuses. Je peux vous dire qu'à ce moment-là, la guerre a pris un caractère extrêmement difficile pour nous. Sur le terrain – je m'exprime en tant que maquisard –, les conditions de lutte sont devenues terribles. Le rouleau compresseur du plan Challe nous a occasionné beaucoup de difficultés. »

Ahmed Ben Bella : « Personne ne nous a fait la guerre autant que de Gaulle. Personne ne nous a fait plus de mal que lui. Pour nous, la guerre n'est pas terminée. Il y a des enfants qui meurent encore à ce jour, victimes de mines posées dans le cadre du plan Challe sur des centaines et des centaines de kilomètres à nos frontières. Quand j'étais au pouvoir, tous les jours, des enfants sautaient sur ces mines. On nous a bien communiqué les plans des champs de mines après la guerre, mais ces engins bougent avec le terrain. C'est pourquoi ces cartes, ces plans ne sont d'aucune utilité. Je le répète, quand j'étais au pouvoir, tous les jours, je dis bien tous les jours, j'avais des télégrammes faisant état d'enfants sautant sur ces mines. Donc, de Gaulle nous a fait une guerre impitoyable. Pourtant, c'est un homme qui avait une autre dimension, un adversaire que je respecte beaucoup. »

Jules Roy, *Mémoires barbares*[3] : *« Pourquoi donc traiter avec un ennemi dont on admet qu'il est vaincu ou qu'il va l'être ? Parce que dans une guerre civile, les armes ne tranchent jamais un problème. Si la victoire d'un parti n'emporte pas l'adhésion profonde sans laquelle rien de durable ne s'établit. Notre collaboration avec l'Algérie doit reposer sur le principe d'un libre choix et non sur des obligations incompatibles avec*

la dignité d'un peuple. Et qu'est-ce qu'une victoire militaire dans une guerre comme celle-là ? L'armée française entend mener une guerre subversive, mais en juger les résultats sur un plan traditionnel. Les barrages ont-ils jamais pu empêcher les idées et les mots d'ordre de passer ? Le terrorisme et les attentats cesseront-ils aux barbelés ? Pour que cette guerre s'arrête, il faut aussi que le FLN veuille l'arrêter. Sinon dans un siècle, la France devra maintenir encore 400 000 hommes en Algérie. »

Sur le terrain, en Algérie, la victoire de Challe est incontestable. Mais sur la scène internationale, le GPRA est en train de gagner la bataille politique engagée par le FLN dès le début de la guerre. À l'ONU où s'active efficacement M'Hamed Yazid, le GPRA peut maintenant compter sur le soutien d'un nombre croissant de pays. D'autre part, le FLN décide de porter la guerre en France métropolitaine. Il peut déjà s'appuyer sur une bonne partie des 400 000 Algériens qui y travaillent et qui versent au FLN une partie de leurs revenus. Mais le transfert de ces fonds en Algérie via la Suisse est difficile. Il est assuré par un réseau de soutien au FLN, les « porteurs de valises » de Francis Jeanson, chargés de transporter les billets récoltés ainsi que les faux papiers.

Francis Jeanson : « Ils [les billets] étaient rassemblés dans les différentes villes où il y avait des Algériens ; ils étaient collectés par des militants algériens et fourrés en vrac dans des valises avec juste un petit papier indiquant le montant global. Ces valises nous étaient amenées par des agents de liaison, en général français. Ces derniers ne dépendaient pas du réseau, mais devaient retrouver des gens du réseau à Paris où ils leur remettaient les valises en question. La vérification des sommes contenues dans les valises montrait que ce vrac correspondait exactement à l'indication fournie sur le petit bout

de papier. Cette exactitude a toujours constitué à mes yeux un véritable émerveillement. Notre travail consistait à remettre de l'ordre dans tout cela, à faire des liasses correctes et à fourguer l'ensemble à une filière, que je ne peux pas vous désigner, mais qui nous permettait d'obtenir un transfert en Suisse. »

Le réseau Jeanson s'est en fait organisé un an plus tôt, en 1957, lorsque Francis Jeanson a été un des premiers en métropole à aider activement le FLN. Il revient sur la manière dont s'est décidée la mise en place du réseau des porteurs de valises.

Francis Jeanson : « Cette décision, nous l'avons prise ensemble, les Algériens et moi. Il y avait alors deux possibilités. L'une était que les responsables algériens reprennent à leur compte les aides fournies par des Français et qu'ils organisent ce soutien avec ces derniers. Cette manière de procéder présentait, selon moi, l'inconvénient de faire perdre la valeur symbolique d'un réseau français. Pour ma part, je souhaitais, symboliquement, qu'il y ait un réseau français qui travaille pour l'ensemble des responsables algériens du FLN en France. Il était important qu'on puisse dire que la France n'avait pas été uniquement ce qu'elle était sur le plan officiel, mais qu'il y avait un avenir entre le peuple algérien et le peuple français. Je ne pouvais pas supporter l'idée que nous étions, nous Français, en train de cautionner ce que j'avais vu. »

Alors que la France est en guerre contre le Front de libération nationale, aider le FLN peut s'apparenter à une trahison. Francis Jeanson s'en explique.

Francis Jeanson : « On peut le dire et on doit le dire. J'en suis parfaitement conscient et j'en étais parfaitement conscient à l'époque. Mais ça me paraissait indispensable. Je veux dire que j'ai toujours

pensé qu'il y avait deux sortes de trahison : une trahison, je dirais, purement négative parce que le traître, à ce moment-là, est quelqu'un qui cherche seulement ou à sauver sa peau ou à acquérir des avantages à titre personnel. Il y a aussi une trahison positive. Autrement dit, je crois qu'aucune société, aucun groupe social n'a de chances de survie, d'avenir s'il n'y a pas en son sein des traîtres, c'est-à-dire des gens qui l'obligent à contester ses propres valeurs ou son endormissement. Je crois que notre société actuelle est dans cette situation et qu'elle aurait bien tort de rejeter des gens venus de l'extérieur et qui la perturbent. Le problème est toujours le même : il faut que nous soyons perturbés. C'est capital. Sinon, on meurt sur pied. Je pense que nous avons, tous ensemble, les gens du réseau, accompli une espèce de trahison positive, oui, du genre de celles qui me paraissent indispensables. »

On a objecté à Francis Jeanson qu'il ne s'agissait pas là seulement d'une trahison intellectuelle. Car en permettant ainsi, même modestement, au FLN, de continuer à se battre en Algérie, le réseau est comptable de la mort de soldats français.

Francis Jeanson : « Je sais, on m'a reproché en particulier la mort de deux soldats français à un moment donné. En tout cas, cela ne nous échappait pas. Mais de toute manière, je pense que le peuple algérien se serait battu sans nous, il y serait parvenu aussi. Pour nous, le problème, ce n'était pas de mettre en balance des soldats français et des millions d'Algériens. Ce n'était pas de nous demander si nous avions raison ou tort de faire ça, c'était de soutenir au maximum une lutte qui nous paraissait nécessairement juste. Il y a un moment où on ne peut plus se demander dans quel camp on se trouve du point de vue des structures, du point de vue de la carte d'identité ou des

choses comme ça. Il faut se demander dans quel camp on se trouve du point de vue humain. »

En Algérie même, le FLN reçoit une aide inattendue, celle d'une partie du clergé derrière l'archevêque d'Alger, Monseigneur Léon-Étienne Duval, et l'abbé Scotto, pied-noir, curé de Bal-el-Oued. C'est ainsi qu'un des premiers numéros du journal du FLN, *El Moudjahid*, est imprimé chez un prêtre, l'abbé Jules Declercq.

Monseigneur Duval : « L'abbé Declercq était un prêtre extrêmement généreux. Alors il recevait chez lui tout le monde, aussi bien les musulmans que les chrétiens. Et dans un esprit de charité, il avait accepté de prêter son appareil de polycopie pour imprimer les premiers numéros du *Moudjahid*. »

Dans la mesure où *Moudjahid* signifie « combattant de la foi », on peut objecter que cette foi n'est pas la même que celle dont Monseigneur Duval est le ministre.

Monseigneur Duval : « Il faut savoir que la guerre d'Algérie n'a pas été une guerre religieuse. Il n'y a pas eu la guerre de l'islam contre l'Église catholique. C'était une guerre d'ordre politique. Elle s'est située sur le plan civique et politique. L'abbé Declercq a accepté d'imprimer ces numéros du *Moudjahid* parce que dans ces numéros, il était précisément question de justice, de justice à promouvoir, d'évolution pour un peuple qui en avait besoin. Mais il n'y avait pas dans ces numéros une prise de position strictement religieuse contre la religion catholique. D'ailleurs, les dirigeants du FLN ont dit maintes fois que leur guerre n'était pas une guerre contre les chrétiens. »

Abbé Scotto, curé de Bab-el-Oued : « La grande chance du diocèse d'Alger, c'est qu'on a eu à notre tête comme archevêque Monseigneur Duval. Cet homme était une conscience. Très vite Monseigneur Duval a pris position sur un plan humanitaire, avant même les événements [usage de la torture]. Et quand il a fallu dénoncer la torture, sa réaction a été immédiate. De plus, cet archevêque a fait tout ce qu'il a pu pour éclairer son clergé. J'ai en particulier souvenir d'une rencontre. Un jour, tous les prêtres d'Alger sont convoqués à l'archevêché. On y va. Mais au lieu de nous faire entrer au salon, on nous amène à la chapelle où Monseigneur Duval arrive, revêtu de sa mosette, la crosse à la main et l'étole pastorale ; une certaine solennité règne donc. Mais ce n'était pas uniquement pour faire les prières. Certes, on a prié au début. J'entends encore tinter le carillon qui était dans la chapelle. Pendant une heure, le cardinal nous a fait un exposé sur le thème suivant : "Il n'y a pas de détonant plus néfaste que le blocage du spirituel et du temporel." Il a développé cette idée avec clarté dans un silence de mort. Lorsqu'il a terminé, je n'ai pas pu m'empêcher de dire à mes voisins, qui peut-être n'étaient pas tout à fait de mon avis : "Écoutez, si nous, nous ne voyons pas clair, c'est que nous avons quelque chose aux yeux et nos fidèles auront toujours des excuses. Nous, non." »

Monseigneur Duval : « Ma position, comme celle des évêques d'Algérie, était que l'Algérie devait être la terre de la cohabitation, cohabitation entre la population musulmane et la population chrétienne. Vous me direz que nous nous sommes trompés. Je crois que nous ne nous sommes pas trompés, car il est incontestable, on le reconnaît maintenant, que si la cohabitation avait été acceptée de

part et d'autre, certaines difficultés d'ordre économique et social auraient été évitées à l'Algérie. »

Monseigneur Duval a eu à plusieurs reprises l'occasion d'intervenir pour demander la clémence pour un certain nombre de condamnés à mort musulmans du FLN, au risque d'être accusé de défendre des terroristes ?

Monseigneur Duval : « Nous avons pris la défense de plusieurs personnes et je demeure personnellement hostile à la peine de mort à l'égard de quiconque. Même pour celui qui a commis des actes jugés sévèrement par la société, la peine de mort est à exclure, car l'homme ne peut pas, ne doit pas disposer de la vie de son semblable. La vie de son semblable est à Dieu. Je ne veux pas approuver celui qui pose une bombe. J'ai même souvent condamné les actes de terrorisme proprement dits. Mais l'État doit défendre la justice et l'État ne doit pas modeler son action sur celle de ceux qu'il appelle des terroristes. »

Abbé Scotto : « Je ne peux pas dire que j'aie apporté une aide réelle, concrète au FLN. D'ailleurs, je m'en suis expliqué un jour avec un responsable du FLN. Je lui ai dit qu'il y a des services que je ne rendrais jamais parce qu'ils sont contraires à ma conscience. Il m'a répondu : "Mais on n'attend pas autre chose de toi (car il me tutoyait) que ce que tu es. Prêche ce que tu prêches, la paix, la justice", etc. D'ailleurs, on ne m'a jamais demandé de service que j'aurais dû refuser, comme notamment des dépôts d'armes. Que j'ai hébergé des gens en danger, oui. Et je ne m'en repens pas. Des contacts, j'en ai eu. Là, ça me gênerait de donner des noms. Je vous le dis simplement. Croyez-moi, j'en ai eu pas mal. Et je ne le regrette pas car dans ces contacts les échanges étaient vraiment loyaux et en

même temps fraternels. C'est pourquoi je refuse l'image qu'ont donnée de moi un certain nombre de médias, qu'ils soient de droite pour m'aplatir ou de gauche pour m'exalter, celle d'homme politique, non. Je n'ai voulu qu'être prêtre. L'ai-je été suffisamment ? Je n'en sais rien. Et aujourd'hui, je ne veux rien d'autre. Cela suffit à mon bonheur, cela a donné un sens à ma vie. »

Beaucoup de pieds-noirs ont reproché à Monseigneur Duval d'avoir été complaisant avec le FLN au point de le surnommer « Mohamed Duval ».

Monseigneur Duval : « Ce en quoi ils m'ont rendu un très grand service. Ce surnom "Mohamed Duval", en fait, m'a fait plaisir parce qu'il a prouvé une chose : c'est que l'Église catholique n'est pas un ghetto. Elle n'est pas une chapelle fermée. Elle est ouverte à tout le monde. Elle doit être accueillante pour n'importe qui, quelle que soit sa position religieuse. »

Certains, jusque dans les allées du pouvoir à Paris, restent dubitatifs à l'égard du plan de Constantine. Sera-t-il suffisant pour en terminer avec la guerre, sera-t-il de nature à conclure cette « paix des braves » dont le général de Gaulle a parlé ?

Bernard Tricot : « Je me souviens qu'avec des amis de la présidence de la République et d'autres aussi, vers les mois d'avril, mai, juin 1959, nous avons réfléchi en nous demandant : "Est-ce que la voie dans laquelle nous sommes engagés, celle du plan de Constantine, remarquablement dirigé par Paul Delouvrier avec beaucoup de courage, beaucoup de ténacité, est-ce que cet effort va nous mener vraiment au retour à la paix ?" Or la paix, nous en avions besoin parce que l'opinion publique allait se lasser ; parce que notre armée s'usait dans une guerre qui n'était pas du tout une guerre

moderne et que pour mettre notre défense à niveau, il fallait changer complètement les structures et les idées directrices de l'armée. Tout cela ne pouvait pas se faire avec une armée qui continuerait à batailler dans les djebels. Il fallait aussi se dire que le général de Gaulle représentait pour notre pays une chance. N'oublions pas que c'était un homme âgé et qu'on ne pouvait pas compter sur dix ans de gouvernement du général de Gaulle pour conduire une évolution lente en Algérie et déboucher ensuite sur une solution qui nous donnerait satisfaction. Il y avait beaucoup de raisons, outre le fait que l'on tuait beaucoup de monde tous les jours, dans les deux camps, pour souhaiter la paix. Il fallait trouver, comme le Général l'avait dit en 1958, une issue pour que les gens puissent s'exprimer. Je me souviens avoir écrit qu'il fallait envisager une autre étape. Pour autant, je ne crois pas avoir prononcé le mot "autodétermination" ni le mot "référendum". Je parlais de "consultation", etc. Mon idée était sans doute encore un peu floue alors que celle du Général progressait. Peut-être a-t-il utilisé ma note. Vous savez, ce n'était pas le genre de patron qui vous dit : "J'ai lu votre papier, c'est très intéressant, je le retiens." Quand il avait lu un papier, il voyait ce qui lui paraissait bon, ce qui lui paraissait mauvais et il retenait ce qui était bon. Il l'amalgamait avec ses propres idées et un jour, on constatait qu'il avait adopté telle solution. Alors, si on était un peu vaniteux, on pouvait essayer de se dire : "Ah, tout de même, cette idée, c'est moi qui l'ai suggérée", mais on n'en était jamais sûr. D'ailleurs, ça n'avait pas d'intérêt. Ce qui avait de l'intérêt, c'était la décision prise. J'ai peut-être joué un rôle. Je ne le dissimule pas du tout et je n'en ai pas du tout honte car je crois que j'avais raison. Mais il est tout à fait possible que le général de Gaulle serait arrivé à la même solution sans ses conseillers. »

En août 1959, le général de Gaulle rend visite à l'armée d'Algérie. Au cours de cette tournée des popotes, avant de prendre la parole le 30 août à Tébessa, il rencontre le général Buis, alors colonel dans les monts du Hodna, avec qui il survole cette région en hélicoptère.

Georges Buis : « On était tous les deux seuls dans l'hélicoptère qu'on appelait la "banane VIP". Et là, de Gaulle, qui somnolait un peu, regarde le bas, contemple cette montagne triste, désertique, et quelques villages disséminés, et me dit : "Est-ce que vous pensez que ces maires élus pour cinq ans auront convaincu leurs électeurs d'être partisans de l'Algérie française et non plus d'autre chose, de la rébellion ?" Je lui réponds que tout cela me semble impossible. À mon grand étonnement, il abonde en mon sens avant de me demander comment je vois les choses. Je lui dis qu'il faudrait offrir l'autodétermination. Et, encore une fois, à ma grande stupéfaction, il poursuit : "J'irai beaucoup plus loin." »

Général de Gaulle : *« Je suis sûr de rencontrer le sentiment de tous en disant que ce qui nous préoccupe d'abord, ce à quoi nous voulons arriver d'abord, c'est à la paix. Ensuite, ensuite une ère nouvelle commencera. Elle a commencé pour la France. Elle commencera pour l'Algérie. Les Algériens feront leur destin eux-mêmes. »*

1. *Op. cit.*
2. *L'Opium et le Bâton*, Plon, 1965 ; Seuil, « Points », 2012.
3. *Mémoires barbares*, Albin Michel, 1989.

CHAPITRE 7

1960

Le temps des barricades

Après son arrivée au pouvoir en juin 1958, le général de Gaulle, craignant les réactions de l'armée d'Algérie et des pieds-noirs, entretient l'ambiguïté sur sa politique algérienne pendant plus d'un an. Mais le 16 septembre 1959, au cours d'une allocution radiotélévisée prononcée à l'Élysée, il dissipe l'équivoque : « *Compte tenu de toutes les données algériennes, nationales, internationales du problème, je considère comme nécessaire que ce recours à l'autodétermination soit proclamé aujourd'hui. […] Au nom de la France et de la République, en vertu du pouvoir que m'attribue la Constitution de consulter les citoyens, pourvu que Dieu me prête vie et que le peuple m'écoute, je m'engage à consulter les Algériens dans leurs douze départements au sujet du destin qu'ils veulent adopter. En fait de destin politique, chacun sait qu'on peut en imaginer trois. Eh bien, les trois solutions concevables seront l'objet de la consultation. Ou bien la sécession, où certains croient trouver l'indépendance. Alors la France quitterait les Algériens qui auraient manifesté la volonté de se séparer d'elle. Ils organiseraient sans elle le territoire où ils habitent, les ressources dont ils peuvent disposer, le gouvernement qu'ils souhaitent.*

Pour ma part, je considère qu'un tel aboutissement serait invraisemblable et désastreux. […] Ou bien la francisation complète telle qu'elle est d'ailleurs impliquée dans l'égalité des droits, les Algériens pouvant accéder à toutes les fonctions politiques, administratives, judiciaires, entrer dans tous les services publics. […] Ou bien le gouvernement des Algériens par les Algériens, appuyé sur l'aide de la France et en union étroite avec elle pour l'économie, l'enseignement, la défense, les relations extérieures.[…] »

Dans l'armée, ce discours est diversement accueilli. Néanmoins, même parmi ceux qui plus tard rejoindront l'Organisation armée secrète (OAS), il s'en trouve qui jugent qu'il y a dans l'intervention du chef de l'État matière à espérer. Ce n'est pas le cas du capitaine Sergent.

Capitaine Sergent : « À la fin de ce discours, je dis au colonel Dufour : "Eh bien, l'Algérie, c'est foutu. D'ores et déjà, je pense que le drapeau du FLN flotte sur Alger." Pourtant, le colonel Dufour, qui plus tard passera dans l'OAS, donc un farouche partisan de l'Algérie française, me répond : "Mais, Sergent, vous exagérez. Il peut y avoir des solutions intermédiaires comme le propose de Gaulle. Son discours est profondément politique et notamment habile." Le commandant Verguet, futur général quatre étoiles, est sur la même ligne. Il m'a dit à l'époque : "Mais, Sergent, on va même arroser le discours du général de Gaulle." Il nous a même offert un cognac ! Je n'ai pas bu ce cognac, je pensais que la guerre était perdue pour la France car en proposant les trois options, le général de Gaulle donnait raison aux rebelles. À partir du moment où il envisageait l'autodétermination, il reconnaissait *de facto* une certaine légitimité au combat de nos adversaires devenus nos ennemis. »

Général Massu : « Les pieds-noirs étaient très dubitatifs à l'égard du Général. Jusqu'à l'arrivée de l'équipe de Delbecque, Neuwirth et compagnie, j'étais le seul gaulliste d'Alger. Dans l'armée il n'y avait effectivement pas de gaullistes en dehors de moi. Très rapidement, mes camarades m'ont dit : "Vous savez, je crois qu'on est embarqués sur une voie dangereuse, loin de celle que nous espérons." Ils ont rapidement compris que nos espoirs ne seraient pas réalisés par le général de Gaulle. En ce qui nous concerne, nous avions le nez sur nos affaires militaires. Quant au Général, il ne voyait pas les choses sur le même plan que nous. Aujourd'hui je le comprends très bien, mais sur le moment ça nous a fait un coup. »

Jean-Claude Pérez, futur chef de la branche armée de l'Organisation armée secrète : « Alors là, commence la vie de dingue. Ça a été le moment le plus actif de ma vie. Je crois que j'ai fait une réunion par jour sinon deux, partout, dans toutes les caves d'Alger, dans tous les bistrots d'Alger, le dimanche à la campagne. J'entendais démontrer que la seule chose vraie que de Gaulle avait dite était que le sort de l'Algérie devait être déterminé par le comportement des Algériens. Je n'ai cessé de dire : "Comme vous êtes algériens français, le sort de l'Algérie dépend de vous et de personne d'autre." Je pensais qu'il allait y avoir une espèce de mobilisation de masse de toute la population française d'Algérie. Ce fut un échec total. »

Si en Algérie les réactions sont plus que réservées, en revanche, à Tunis la proposition du général de Gaulle est favorablement accueillie par le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) présidé par Ferhat Abbas.

Ferhat Abbas : « *Le président de la République française a solennellement reconnu, au nom de la France, dans sa déclaration du*

16 septembre 1959, le droit des Algériens à l'autodétermination. Le Gouvernement provisoire de la République algérienne, reconnu à ce jour par de nombreux États, est le dépositaire et le garant des intérêts du peuple algérien jusqu'à ce que celui-ci se soit librement prononcé. Il dirige et contrôle la résistance du peuple algérien et la lutte libératrice de l'Armée de libération nationale. Donc, il ne peut y avoir qu'avec son accord retour à la paix. Celle-ci peut être immédiate. À cet effet, le Gouvernement provisoire de la République algérienne est prêt à entrer en pourparlers avec le gouvernement français afin de discuter des conditions politiques et militaires du cessez-le-feu, des conditions et des garanties de l'application de l'autodétermination. »

Le discours du 16 septembre 1959 sur l'autodétermination bouleverse complètement les données du problème algérien. Entre de Gaulle d'une part, les ultras et une partie de l'armée d'autre part, la rupture est définitivement consommée. Dans l'armée, autour du très gaulliste général Massu, commandant le corps d'armée d'Alger, les colonels Argoud, Gardes et Godard s'agitent et complotent ouvertement avec les partisans de l'Algérie française que sont le Front national français (FNF), de Jo Ortiz, Jean-Claude Pérez et Jean-Jacques Susini et une milice pied-noire, les Unités territoriales (UT) de Sapin-Lignières. Ils peuvent enfin compter sur de nombreux responsables politiques métropolitains, tels le député Pierre Lagaillarde qui a pris d'assaut le gouvernement général le 13 mai 1958, ou, au sein du mouvement gaulliste lui-même, Jacques Soustelle, devenu ministre dans le gouvernement de Michel Debré.

Jacques Soustelle : « J'avais donc écrit une lettre de démission à Debré. Celui-ci, dans tous ses états, me répond dans un courrier dont la teneur est la suivante : "Il n'est pas question un instant d'État algérien, il n'est pas question un instant de traiter avec la rébellion,

vos soupçons ne sont pas fondés", etc. Quelques jours plus tard, il y a eu l'affaire des barricades provoquée d'abord par l'affaire Kempski. Il n'est pas douteux que Massu soit tombé dans un piège, un piège qui lui a été tendu en utilisant un Allemand, mais à l'initiative de personnages bien français du Quai d'Orsay. Ce sont eux qui ont exigé d'abord de Challe, puis de Massu que ce Kempski soit reçu. »

Le 18 janvier 1960, Massu accorde une entrevue à Hans Ulrich Kempski, journaliste au quotidien ouest-allemand *Süddeutsche Zeitung*, dans laquelle il fait part de ses réserves sur la conduite des affaires algériennes par le général de Gaulle. Ce faisant, il commet une infraction envers le devoir de réserve imposé aux militaires.

Général Massu : « À l'époque, nous étions très inquiets sur l'avenir de l'Algérie parce que nos espoirs d'une Algérie française – une chimère évidemment, mais alors nous ne nous en rendions pas compte – s'évanouissaient. J'avoue qu'à ce moment-là je comprenais d'autant moins la politique du général de Gaulle que ce n'était pas pour ça qu'on l'avait rappelé. Tout cela me ressortait un peu par tous les pores de la peau. Par ailleurs, je me méfiais beaucoup des journalistes et jusqu'alors j'avais refusé de recevoir qui que ce soit. Un beau jour, on m'a invité à m'entretenir avec ce Kempski, c'était presque un ordre. On m'a dit qu'il s'agissait d'un journaliste allemand, un ancien parachutiste, qui voulait faire une enquête sur l'Algérie. Le texte devait m'être soumis avant parution. Donc, tout était fait pour me mettre en confiance. Il y a des gens qui s'imaginent que c'est Argoud qui a monté le coup pour me faire partir. Argoud était un acharné, un révolutionnaire. Dans le contexte, il était certainement très en avance, très en pointe. Quoi qu'il en soit, j'ignore comment cette interview a été préparée. Ou est-ce que Paris a trouvé que j'avais trop d'influence sur les pieds-noirs et a voulu que je

m'en aille ? Bref, j'ai reçu ce type et je lui ai parlé de ce qui se passait, tout en étant parfaitement respectueux à l'égard du Général même si j'ai dit que j'avais du mal à comprendre sa politique algérienne. Mais le lendemain, à Tunis, il a sorti un scoop, une bombe qui a provoqué une vive émotion à Paris. Monsieur Debré a envoyé à Monsieur Delouvrier l'ordre de me rappeler à Paris où le Général a pris la décision de me maintenir en France. Challe m'a défendu en disant que je lui étais utile à Alger, mais le général de Gaulle s'est montré inflexible. »

Donc, le 18 janvier, Massu s'entretient avec Kempski. Extraits : « Kempski : *"Quel est le souci majeur de l'armée ?"* Réponse de Massu : *"Que le gouvernement nous aide à voir clair dans l'avenir afin que nous parvenions à maintenir l"Algérie française'."* Kempski : *"Le président de Gaulle doit avoir des conceptions honnêtes à ce sujet ?"* Massu : *"Je n'en sais rien et s'il en a une, ce n'est certainement pas la nôtre. De Gaulle ne comprend pas les musulmans. Si nous continuons ainsi, on interprétera notre attitude comme une faiblesse."* Kempski : *"L'armée d'Algérie a-t-elle le pouvoir d'imposer ses conceptions en ce qui concerne la conduite de la guerre ?"* Massu : *"L'armée a la force, et si elle ne l'a pas montrée jusqu'à présent c'est parce que l'occasion ne s'est pas encore présentée, mais elle le fera si la situation l'exige. Nous ne comprenons plus la politique du président de Gaulle. L'armée n'a pas pu prévoir qu'il pratiquerait une telle politique. Cela ne vaut pas seulement pour la politique algérienne du Président, dont le plan de Constantine approuvé par l'armée paraît sans objet depuis qu'il est devenu évident que les peuples africains ne songent à utiliser l'autodétermination qui leur est accordée que pour quitter tôt ou tard la Communauté. Notre plus*

grande déception a été de voir le général de Gaulle devenir un homme de la gauche.” Kempski : *“C’est pourtant vous et vos amis qui l’avez appelé au pouvoir au moment du 13 Mai ?”* Massu : *“De Gaulle était le seul homme à notre disposition. L’armée a peut-être commis une faute.”* »

Capitaine Sergent : « Massu est un militaire qui ne déguise pas sa pensée. Bien qu’il soit mécontent de la politique du Général, il n’en demeure pas moins d’une fidélité totale vis-à-vis de sa personne. De plus, Kempski lui a fait dire des âneries qu’il n’avait jamais proférées. À un certain moment, Kempski lui pose une question sur le mode de vie des gens. Massu lui répond : “Par exemple, dans les montagnes de Kabylie, il y a des chênes, ces chênes donnent des glands, avec ces glands on peut nourrir des animaux et avoir du bétail.” Kempski lui a fait dire qu’“avec les glands on allait nourrir les indigènes”. Vous comprenez ? Des choses comme ça. Alors cela a fait évidemment beaucoup de bruit. Massu a été rappelé et de Gaulle lui a interdit de retourner à Alger. »

Dans ses *Mémoires*[1], le général de Gaulle revient sur l’affaire Kempski et le rappel du général Massu : *« Au début de 1960, à mesure que s’accentue l’adhésion nationale, on voit se former au contraire, à l’horizon algérien, le nuage précurseur d’un orage. Celui-ci éclate en effet. L’incident qui fait tomber la foudre est un entretien qu’un journaliste allemand a, dans le courant de janvier, obtenu par surprise du général Massu, commandant le corps d’armée d’Alger où il est très populaire, et dans lequel ce valeureux soldat, mon compagnon de toujours, s’est laissé aller à déblatérer à l’encontre de ma politique. Bien que je comprenne que celle-ci puisse chagriner un homme comme celui-là, si je la fais, en suis-je moi-même heureux ? Bien que je mesure l’influence qu’exerce le milieu qui l’entoure, bien que je tienne compte du*

démenti partiel, et surtout de l'assurance de fidélité qu'il a prise sur lui de publier, j'estime nécessaire de sanctionner son incartade. »

Général Massu : « Je n'ai été reçu par le Général qu'autour du 20 janvier. Je lui ai dit que j'avais été traité comme le dernier des derniers et que je ne méritais pas cela. J'ai ajouté que je ne voyais pas pourquoi ma parole avait moins de poids que celle d'un journaliste bavarois. Il ne m'a pas reproché mes idées, mais de les avoir exprimées. L'entretien a pris un ton un peu aigre. La colère montait en moi. Puis je lui ai dit que du temps de Napoléon, les grognards avaient l'habitude de parler franchement à leur empereur, et que je m'apercevais maintenant que c'était fini, que l'on ne pouvait plus dire la vérité. Je me suis levé et lui ai dit que les choses ne se seraient d'ailleurs pas passées de cette façon-là s'il n'avait pas été entouré d'une bande de cons. De Gaulle s'est levé lui aussi et m'a dit que c'était vrai. Il a tapé sur la table et a cassé sa montre. Quand il m'a donné congé, il m'a tendu une main gluante. Il avait eu chaud, moi aussi d'ailleurs. C'était fini. »

« Vous avez été le torrent et la digue », a dit de Gaulle à Massu après le 13 mai 1958. En rappelant Massu en métropole en janvier 1960, de Gaulle fait sauter la digue. Le dimanche 24 janvier, tandis que Lagaillarde et les étudiants s'enferment dans la faculté d'Alger, le FNF de Jo Ortiz et les UT de Sapin-Lignières déferlent dans les rues d'Alger pour obtenir le retour de Massu et faire un nouveau 13 Mai en essayant de faire basculer l'armée commandée par le général Challe. À la tête du cortège venant de Bab-el-Oued se trouve Jean-Claude Pérez.

Jean-Claude Pérez : « Le 24 janvier devait donc être une gigantesque manifestation de masse. Je me souviens que c'est moi qui

ai conduit le cortège de Bab-el-Oued à la Grande Poste. Là, dans la rue de la Marne, plusieurs compagnies du 3e RPIMa étaient échelonnées. Je ne sais pas si vous voyez ce que c'est, plusieurs compagnies de parachutistes déployées en profondeur dans une rue. Ces gens, qui n'étaient pas des rigolos, se demandaient un petit peu ce qu'il fallait faire. Par chance, ils n'étaient pas armés de fusils ; comme tous les parachutistes, ils étaient équipés soit de PM, soit de carabines, mais ils n'avaient pas de grosses massues pour nous taper dessus. Par ailleurs, tous leurs camions se trouvaient alors sur la place du lycée d'Alger. Il a fallu enfoncer tout ça. On était déjà 20 000 avenue du 8-Novembre. C'est là que nous nous sommes regroupés avant de poursuivre et d'arriver devant la préfecture, rue Alfred-Lelluch, défendue par des gendarmes mobiles. Dès lors, cela a été une infâme bagarre. Mais personne n'a perdu son sang-froid, il n'y a pas eu de coups de feu de tirés. Ça s'est passé à coups de crosse. Il y a eu des blessés. J'ai eu les ongles des pieds arrachés par les coups de crosse que j'ai reçus sur les talons. On était impitoyablement matraqués. Nous sommes arrivés là-haut complètement éreintés avec tout le cortège. Nous disposions, en tête des manifestants, d'un bélier formé de 200 territoriaux à casque lourd ; avec son drapeau français, il impressionnait les gendarmes. C'était quand même quelque chose qui, sentimentalement, pouvait heurter ceux qui étaient chargés de nous empêcher d'avancer. De fait, c'est ce bélier qui nous a permis de passer. Une fois arrivés là-haut, on m'a demandé de prendre la parole alors que j'étais complètement vidé ; j'étais obligé de dire aux gens d'aller chercher tous les pantouflards qui étaient chez eux, de vider les cinémas et les stades pour amener le plus de monde possible aux barricades. Je suis sûr que le général Crépin, le colonel Fonde et le lieutenant-colonel Debrosse n'auraient jamais fait charger les gendarmes s'il y avait eu les centaines de milliers de personnes

attendues à ce moment-là. J'insiste parce que, deux heures plus tard, la manifestation aurait réussi et Challe se serait trouvé face à 300 000 ou 400 000 personnes. Il leur fallait absolument empêcher cela. Je pense que c'est la raison fondamentale de l'incident tragique qu'a représenté la charge des gardes mobiles. »

Capitaine Léger : « Vers 18 h 20, j'ai entendu une explosion du côté de l'avenue Pasteur. J'ai vu les gendarmes mobiles qui chargeaient en descendant les escaliers entre le monument aux morts et l'avenue Pasteur. D'abord on a commencé à crier "les CRS !" Entre les CRS et les gendarmes mobiles, les gens ne faisaient pas beaucoup de différence. J'ai vu les gendarmes qui lançaient des grenades lacrymogènes, ce qui est habituel dans une opération de maintien de l'ordre. Mais, de là où nous nous trouvions, c'est-à-dire assez loin, il nous a semblé que les gendarmes épaulaient et tiraient. Lorsque l'on voit quelqu'un qui épaule un fusil, qui tire, on ne sait pas si c'est une grenade ou autre chose. Les gens ont commencé à se coucher en criant "ils tirent, ils tirent !" Pris de panique, les manifestants ont commencé à se disperser. Au même moment, deux fusils-mitrailleurs ont ouvert le feu du haut des immeubles qui se trouvaient au-dessus de la barricade ; c'était donc les activistes d'Ortiz qui tiraient du balcon. »

Paul Delouvrier, délégué général du gouvernement : « Alors que cette fusillade a finalement dispersé progressivement la foule, nous avons appris que Lagaillarde et Ortiz étaient restés en retrait pendant la journée. Tout à coup, on apprend que Lagaillarde se trouve dans ce qu'on appelle les facultés et qu'Ortiz a décidé de le rejoindre avec quelques manifestants pour s'y enfermer. Ma réaction a été de dire à Challe qu'il fallait tout de suite les déloger, faute de quoi, il y aurait d'autres morts. Je suggère donc à Challe de prendre les dispositions

en ce sens. Ce qu'il a fait. Mais ses ordres n'ont pas été suivis. Quand j'ai vu, vers 10 heures du soir, que les facultés étaient toujours tenues par Ortiz et Lagaillarde, j'ai demandé à Challe de convoquer celui qui commandait les parachutistes à Alger. C'est ainsi qu'est arrivé le brave général Gracieux (un nom admirable !), lequel a dit que ce n'était pas la peine de donner un ordre, car il ne serait pas obéi. »

Capitaine Sergent : « Tous les chefs militaires présents étaient décidés à ne pas intervenir contre les barricades. D'ailleurs, s'ils avaient reçu du gouvernement Debré l'ordre de détruire les barricades, d'entrer dans le réduit et d'affronter les pieds-noirs, aucun chef militaire présent, pas plus le commandant du 1er RCP que le 1er REP et tous les régiments qui étaient rameutés autour des barricades n'auraient donné l'ordre d'entrer par la force dans ce réduit. »

Dans cette soirée du 24 janvier 1960, autour des barricades dressées par Ortiz et Sapin-Lignières, on relève huit morts chez les manifestants, quatorze chez les gendarmes. Dans la soirée, Ortiz s'adresse aux Algérois depuis le balcon du bâtiment dans lequel il se trouve : *« Je vous demande d'observer pour leur mémoire une minute de silence. Et maintenant, je vais vous demander une chose encore. Que tous ceux qui en ont la possibilité, bien sûr, restent avec nous pendant cette nuit comme ils étaient sur le Forum le 13 mai. L'ordre de grève ayant été donné comme illimité, il va sans dire, bien sûr, que demain, pas un seul magasin, pas une seule administration ne doivent fonctionner. Je tiens à dire aussi, et cela, vous l'aviez compris, que dans la minute de silence que vous avez observée toutes les victimes de cette tuerie étaient comprises. »*

À 20 heures, le général Challe s'adresse aux Algérois : *« Alors que l'armée et ses chefs ont, pendant la journée du 24, tout fait pour maintenir l'ordre sans molester les manifestants, à la tombée de la nuit, des émeutiers qui avaient patiemment attendu pour perpétrer leur mauvais coup, ont attaqué et tiré sur les forces de l'ordre. Ces forces de l'ordre, qui ont jusqu'à présent protégé l'Algérie contre les fellaghas, comptent ce soir des tués et des blessés. L'émeute ne triomphera pas contre l'armée française. Je fais converger des régiments de l'intérieur sur Alger. L'ordre sera maintenu. Avec l'accord du délégué général du gouvernement, je considère la ville en état de siège. Tout rassemblement de plus de trois personnes est interdit. C'est tout. »*

Paul Delouvrier, délégué général du gouvernement en Algérie : « Au soir de ce dimanche, outre les morts vraiment nombreux, je dois dire que Challe et moi n'étions pas fiers, car le maintien de l'ordre était en vérité le maintien du désordre. Je voudrais indiquer un autre fait majeur dont on ne s'est pas tout à fait rendu compte en métropole. Pendant près de trois jours, une véritable partie de bras de fer m'a opposé au général Challe. Je n'ai pas quitté le quartier général. Je couchais dans le même bureau que lui, je ne le quittais pas d'une semelle. Au fil du temps, la partie de bras de fer s'exprimait ainsi : je me sentais de plus en plus prisonnier de l'armée, car personne en son sein ne m'obéissait. D'ailleurs, je n'avais pas à les commander directement. Leur aurais-je demandé que la réponse aurait été "J'obéirai au général Challe", c'était logique. Paris ne se rendait pas compte qu'il avait un délégué général prisonnier. Quant à Challe, son problème était de se faire obéir par cette armée. Il en était, en vérité, prisonnier lui aussi puisqu'il ne voulait pas donner d'ordres. »

À Paris, dans la nuit du dimanche 24 au lundi 25, le général de Gaulle parle à la télévision, avant de réunir, le lundi après-midi à l'Élysée, un Conseil des ministres extraordinaire : *« L'émeute qui vient d'être déclenchée à Alger est un mauvais coup porté à la France. Un mauvais coup porté à la France en Algérie. Un mauvais coup porté à la France devant le monde. Un mauvais coup porté à la France au sein de la France. J'adjure ceux qui se dressent à Alger contre la patrie, égarés qu'ils peuvent être par des mensonges et par des calomnies, de rentrer dans l'ordre national. Rien n'est perdu pour un Français quand il rallie sa mère, la France. »*

Jacques Soustelle : « L'objet principal de ce Conseil des ministres a été de savoir si oui ou non le Premier ministre, qui était donc Michel Debré, se rendrait à Alger pour voir les gens de là-bas et notamment pour s'entretenir avec les colonels. En vérité, le Conseil se partageait nettement en deux fractions. Les uns estimaient hors de question de discuter ; les autres pensaient que rien n'empêchait de parler avec des gens qu'ils tenaient, après tout, pour de bons Français. Inutile de vous préciser que j'étais proche des partisans du dialogue. Malraux par exemple, avec qui j'ai longtemps été en très bons termes, mais qui dérivait complètement sous l'empire d'une espèce de mythologie gaulliste ou gaullienne, est allé jusqu'à dire : "Après tout, on a des chars. Pourquoi est-ce qu'on ne les utilise pas ?" Sur quoi j'ai dit que la bombe atomique était toute prête à Reggane, pourquoi ne pas s'en servir à Alger ? Évidemment cette plaisanterie de mauvais goût a été mal prise. Il était donc évident, à partir de ce moment-là, que ma place n'était plus dans ce gouvernement. »

Paul Delouvrier : « Pendant ce temps-là, en ville, le pouvoir penchait du côté de Lagaillarde et Ortiz. Le maire d'Alger a reçu Monsieur Lagaillarde au conseil municipal, dans une espèce d'attente

incertaine. Puis Debré est venu dans la nuit du lundi au mardi, avec Guillaumat, pour haranguer les officiers qui entouraient Challe. J'ai refusé d'être là, d'y assister. En sortant de cette réunion où il s'était fait interpeller, Debré m'a dit : "Vous avez une junte de colonels !" Je lui ai répondu que ce n'était pas moi qui avais une junte de colonels, mais que c'était lui. »

Capitaine Sergent : « Je crois que c'est la visite de Michel Debré qui a peut-être provoqué ma prise de position, qui fera que j'irai très loin dans le combat pour l'Algérie française, jusqu'à l'OAS. Lorsque Debré est arrivé, nous lui avons réservé une véritable mise en scène. Les parachutistes se sont légèrement écartés des barricades et nous avons pris des dispositions de combat. À l'époque, des hommes comme Julien Besançon, d'Europe n° 1, qui couvrait tous les événements, ont commencé à dire que les parachutistes s'apprêtaient à attaquer les barricades. Or, cette nuit-là, je m'en souviendrai toujours, un jeune pied-noir a été pris de panique, a sauté du troisième étage d'un immeuble qui était tenu par Ortiz et s'est écrasé sur le sol. Il est mort sur le coup. C'était la preuve que la disposition de combat que nous avions prise avait une très forte influence sur la population. À ce moment-là, nous avons vu arriver des gens, notamment des femmes qui pleuraient en disant : "Tout de même, mon capitaine, vous n'allez pas tuer mes petits gars, mon garçon, ils sont de l'autre côté." J'ai alors compris tout le drame qui se jouait dans cette Algérie française, entre cette population qui ne méritait pas le sort qui lui était réservé par la politique et les gens qui se trouvaient de l'autre côté des barricades. Je me suis juré de ne jamais tirer ou de faire tirer contre les barricades. Ensuite, dès le lendemain, j'ai proposé au colonel Dufour d'aller moi-même chez Ortiz, c'est-à-dire de faire basculer ma compagnie ; tous les officiers et sous-officiers étaient d'accord pour se montrer solidaires des barricades,

pour montrer au pouvoir qu'une partie de l'armée française était avec ces gens qui se tenaient de l'autre côté des barricades. »

Pendant trois jours, les 25, 26 et 27 janvier 1960, la situation reste inchangée à Alger. On attend le discours que doit faire de Gaulle le vendredi 29. Tout repose sur les épaules du délégué général du gouvernement, Paul Delouvrier, et sur celles du général Challe, commandant en chef. S'ils passent du côté des insurgés, Paris, comme en 1958, perd le contrôle de l'Algérie, et de Gaulle doit renoncer à sa politique algérienne ou s'en aller. Le 27 janvier, Delouvrier reçoit la visite du colonel Argoud.

Paul Delouvrier : « Alors il y a eu un instant en suspens extraordinaire. Le mercredi j'ai convoqué tous les colonels commandant les régiments, y compris les nouveaux. Je leur ai demandé s'ils étaient prêts à tirer si j'en donnais l'ordre. Ils m'ont répondu qu'ils obéissaient au général Challe. Puis, le dernier que j'ai reçu, le colonel Argoud, m'a dit très calmement que la situation était tout à fait en ordre, qu'ils attendaient le discours du général de Gaulle, que si ce discours était mauvais, ce serait la rébellion. En revanche, si ce discours était bon, les choses iraient différemment. Je lui ai dit : "Mais, Argoud, vous savez qu'il sera mauvais, ce discours. Le Général ne va pas céder à quelques colonels." À ce moment-là, je note qu'on ne savait pas qui était le prisonnier de l'autre. On se parlait tout à fait, je dirais, en gens du monde, comme des individus qui ont simplement une différence de point de vue. Mais en fait, j'étais prisonnier. Alors Argoud m'a dit que ce qui leur manquait, c'était un civil pour régler les affaires à Paris. J'ai rétorqué : "Vous n'avez pas de civil pour régler les affaires à Paris ? Et Monsieur Soustelle, tout cela ne sert à rien ?" Argoud m'a répondu que le seul civil qui ait du caractère, c'était moi, que je n'avais qu'à venir avec

eux et que tout serait réglé. Vous croyez que je lui ai dit qu'il était fou ! Pas du tout. Je l'ai remercié de sa confidence avant de le raccompagner très gentiment. En descendant l'escalier du quartier Rignot, je l'ai remercié d'avoir été aussi clair avec moi et l'ai prié de me laisser réfléchir. C'est Argoud qui m'a déterminé à partir d'Alger et à faire ce discours à la radio, diffusé le soir du 28 janvier : *"Officiers, sous-officiers et soldats, dans votre recherche du chef qui sauvegardera les idées de l'armée, vous risquez de l'opposer au chef qui commande à Paris, disons-le brutalement, à vous qui aimez le langage clair. Certains vont oser demander au général commandant en chef de désobéir au président de la République. Mais ici, écoutez-moi bien, on ne peut plus refaire le 13 Mai. Vous ne referez pas le 13 Mai. Il n'y a pas de De Gaulle en réserve. Et si le président de la République rentrait à Colombey* [-les-deux-Églises, lieu de sa résidence personnelle]*, la France pardonnerait-elle à son armée ? Je m'adresse maintenant aux Européens d'Algérie et avant tout aux Algérois. Si je dois rejoindre le général Challe à son nouveau PC pour retrouver, moi aussi, ma liberté de commandement, je vous laisse, Algérois, le dépôt le plus sacré qu'un homme puisse avoir : sa femme et ses enfants. Veillez sur Mathieu, mon dernier fils. Je veux qu'il grandisse, symbole de l'indéfectible attachement de l'Algérie à la France. Ce dépôt sacré me donne le droit de vous parler de tous points, de toutes villes d'Algérie, comme si je n'avais pas quitté Alger. Et voilà ce que j'ai à vous dire. Je m'adresse à vous tout d'abord, Ortiz, Lagaillarde, et vous, Sapin-Lignières, chef des UT* [Unités territoriales]*, et tous ceux qui sont enfermés dans la faculté comme l'Alcázar de Tolède, prêts à mourir. Je crie à la métropole que je salue votre courage, enfants de la patrie. Eh bien, Ortiz, Lagaillarde, Sapin-Lignières et tous les autres, vous allez réussir. Demain vous allez réussir si vous m'écoutez aujourd'hui. Demain, Algérois, si vous me suivez, demain ou après-demain ou dans les jours suivants, je serai à nouveau*

parmi vous, ayant, grâce à vous, remis de l'ordre, remis en ordre les affaires d'Algérie pour que la France sauve et garde l'Algérie. Nous visiterons l'Alcázar des facultés, nous serrerons la main à Ortiz, à Lagaillarde et à vous, Sapin-Lignières, chef des UT. 'Rien n'est perdu pour un Français quand il rallie sa mère, la France', a dit le général de Gaulle dans son allocution de dimanche. Alors nous irons tous ensemble au monument aux morts pleurer et prier les morts de dimanche, morts à la fois pour que l'Algérie reste française et pour que l'Algérie obéisse à de Gaulle." »

Jean-Claude Pérez : « Avec l'histoire de "Je vous confie Mathieu", il nous l'a bien mis. Pardonnez-moi, mais je ne vois pas d'autre expression. C'est Delouvrier qui a gagné l'affaire des barricades pour de Gaulle, et c'est lui qui à ce moment-là, du point de vue historique, porte la responsabilité, peut-être, de l'échec d'une opération qui aurait pu être une chance de succès pour les tenants de l'Algérie française. »

Bernard Tricot : « À Paris, nous n'avons pas compris tout d'abord ce discours. Mais après coup, j'ai pensé que c'était nous qui avions eu tort et que Paul Delouvrier avait raison. En face d'une population algéroise extrêmement tendue, extrêmement inquiète et nerveuse, et en même temps généreuse et chaleureuse, Delouvrier a parlé à cœur ouvert, en employant des arguments qui ne sont pas du tout des arguments de bureau ou de salon parisien. »

Paul Delouvrier : « Dans la nuit qui a suivi, les femmes d'Alger ont téléphoné dans les facultés, aux Unités territoriales de Sapin-

Lignières, qui s'y était retranché avec Ortiz et Lagaillarde. En substance, ces femmes ont dit : "Ça suffit ! Vous avez fait les drôles pendant un certain nombre de jours. Allez, rentrez chez vous ce soir !" Le vendredi matin, jour où le général de Gaulle devait parler, les barricades étaient vidées aux trois quarts. »

Le 29 janvier, le général de Gaulle s'adresse donc à la nation à la télévision : *« Si j'ai revêtu l'uniforme pour parler aujourd'hui à la télévision, c'est pour marquer que je le fais comme étant le général de Gaulle aussi bien que le chef de l'État. J'ai pris au nom de la France la décision que voici. Les Algériens disposeront librement de leur destin. Or, deux catégories de gens ne veulent pas de ce libre choix. D'abord l'organisation rebelle qui prétend ne cesser le feu que si, au préalable, je traite avec elle, par privilège, de l'avenir politique de l'Algérie, ce qui reviendrait à la bâtir elle-même comme la seule représentation valable et à l'ériger par avance en gouvernement du pays. Cela, je ne le ferai pas. D'autre part, certains Français de souche exigent que je renonce à l'autodétermination, que je dise que tout est fait, que le sort des Algériens est d'ores et déjà décidé. Cela, non plus, je ne le ferai pas. Mais alors, pour imposer à la France, à l'État, à moi-même leurs prétentions, certains à Alger sont entrés en insurrection. Ils ont tiré sur le service d'ordre. Ils ont tué de bons soldats. Ils se dressent en armes contre l'autorité de la France. Eh bien, mon cher et vieux pays, nous voilà donc, encore une fois, ensemble devant une lourde épreuve. En vertu du mandat que le peuple m'a donné et de la légitimité nationale que j'incarne depuis vingt ans, je demande à tous et à toutes de me soutenir quoi qu'il arrive. Et tandis que des coupables qui rêvent de devenir des usurpateurs invoquent comme prétexte de leurs actes la décision que j'ai prise à propos de l'Algérie, qu'on sache bien et qu'on sache partout que je n'y reviendrai pas. Céder sur ce point et dans ces conditions, ce serait brûler les atouts que nous avons encore en Algérie. Et puis, ce serait*

abaisser l'État devant l'outrage qui lui est fait et la menace qui le vise. Après quoi, la France ne serait plus qu'un pauvre jouet disloqué sur l'océan des aventures. Une fois de plus, j'appelle tous les Français, quels qu'ils soient, où qu'ils soient, à se réunir à la France. Vive la République ! Vive la France ! »

Paul Delouvrier : « Il est normal que la presse métropolitaine ait dit après coup : "Le Général a parlé, tout est rentré dans l'ordre." Je considère donc cette récupération par le pouvoir comme normale. Je suis néanmoins obligé de dire que le Général a parlé le vendredi soir et que le samedi matin, les barricades étaient toujours tenues par Lagaillarde et Ortiz. Le samedi, elles étaient encore entre leurs mains. Ce n'est que dans la nuit du samedi au dimanche qu'Ortiz s'est enfui et que Lagaillarde seul a eu le courage de rester pour se rendre, d'une façon que l'on a pu trouver un peu trop élégante et qui m'a d'ailleurs valu beaucoup d'engueulades du général de Gaulle au cours de la nuit. Mais quand, à 11 heures, j'ai pu lui dire que Lagaillarde se rendait, il a prononcé ces mots : "Merci Delouvrier." Il ne me l'a dit qu'une fois, mais il me l'a dit ce jour-là. »

Le lundi 1er février à 11 heures donc, après une semaine de résistance, Lagaillarde se rend après avoir obtenu de l'armée les conditions d'une reddition honorable.

Capitaine Sergent : « La reddition a été tout un problème puisque vous savez qu'Ortiz a disparu pendant la nuit qui a précédé cette reddition ; quant à Lagaillarde, très militaire, il a voulu les honneurs de la guerre et, surtout, il a souhaité conserver ses armes et sortir en

défilant. Le colonel Dufour du 1er REP avait obtenu que les gens de Lagaillarde constituent un commando – le commando Alcázar – intégré à une unité parachutiste et destiné à se battre contre les fellaghas. Tout cela faisait partie du marchandage en vue de la reddition des barricades. En ce qui me concerne, lorsque j'ai vu Lagaillarde arriver à la tête de ses troupes en défilant j'ai fait présenter les armes, car je pensais que c'était la fin de l'Algérie française. Mon salut était moins pour Lagaillarde que pour une certaine idée que je me faisais de l'Algérie française, laquelle me paraissait décidément vouée à la mort. À ce moment-là, le colonel Dufour, qui était encore plus Algérie française que moi, m'a dit : "C'est fini, nous avons gagné." Je lui ai demandé ce qu'il croyait avoir gagné puisqu'il était allé à Alger voir de Gaulle qui n'avait rien changé. "Si, si, nous avons gagné, m'a-t-il répondu en substance, nous avons marqué un point et, croyez-moi, la politique d'après ne sera pas celle d'avant." Pour ma part, je ne voyais pas du tout ce que nous avions gagné et je lui ai dit que nous avions perdu un point dans le combat de l'Algérie française. »

Jean-Claude Pérez : « J'ai refusé de défiler. La première raison, c'est que je n'aime pas défiler d'une manière ridicule. Je veux dire que je n'ai jamais été entraîné à défiler, je n'ai jamais été fantassin, j'ai toujours été médecin et s'il y a une chose dont j'ai horreur dans la vie, c'est de passer pour un con. Je m'excuse, mais c'est comme ça. Aller défiler devant des légionnaires qui vous font la haie en ayant l'air cloche, j'ai horreur de ça. Deuxièmement, défiler revenait à se rendre à des hommes qui nous auraient vaincus. Je ne m'estimais pas vaincu, je ne m'estimais pas vainqueur. Je pensais que l'affaire allait continuer et qu'il ne fallait surtout pas donner une impression de reddition. C'était un repli de ma part. Sans doute un repli un peu sournois parce que j'avais des consignes à donner. Bon. J'ai fait ça

pendant douze heures et le lendemain matin, j'ai rejoint Zéralda. J'ai fait partie de ce commando qui, après, a été appelé le "commando Alcázar" parce que c'est Delouvrier qui a lancé le mot. On est partis avec une section, je crois, de la 3e compagnie du 1er REP. On nous a mis dans un petit coin bien tranquille au-dessus de Djidjelli, pas loin de ma ville natale, Bougie. Tout s'est bien passé parce que rien ne s'est passé. Mais dans une guerre comme celle-là, il n'y a pas de front, il n'y a pas de ligne de feu. On était sur un piton à faire les guignols. »

Bernard Tricot, conseiller technique chargé de l'Algérie auprès du général de Gaulle : « De Gaulle avait contre lui une coalition d'une population et d'une armée. Il est évident que pour gagner son pari qui était l'indépendance de l'Algérie, il fallait qu'il mate d'abord les uns et ensuite les autres. Il s'est justement trouvé qu'au point de vue historique, il a d'abord maté la population française d'Algérie et qu'ensuite, on le verra, il matera l'armée. »

Pour la première fois depuis le début de la guerre d'Algérie, Paris n'a pas cédé devant la pression des pieds-noirs et de certains éléments de l'armée qui ont appris qu'ils n'avaient plus en face d'eux un pouvoir invertébré. Mais si la semaine des barricades a dressé les Français d'Algérie contre la métropole, elle a aussi profondément divisé le mouvement gaulliste, que de nombreux partisans de l'Algérie française vont quitter. Après Léon Delbecque, l'homme-clé du 13 Mai, c'est le tour de Jacques Soustelle, qui avait rallié de Gaulle en juin 1940. Après les barricades, le 9 février 1960, il quitte le gouvernement et rencontre de Gaulle pour la dernière fois.

Jacques Soustelle : « Ça a duré deux minutes. En substance, il m'a dit que nos positions étaient trop différentes pour que nous puissions demeurer ensemble. Je lui ai répondu qu'il était dommage qu'il n'ait

pas attendu quelques jours de plus, car cela aurait fait vingt ans que j'étais avec lui. Il a fait le geste que l'on fait pour éloigner une mouche. »

Depuis maintenant six ans que dure la guerre d'Algérie, l'opinion en métropole a rapidement évolué. Après avoir approuvé la politique de fermeté de la IV^e^ République, une partie de plus en plus importante de la population métropolitaine veut que cette guerre se termine, comme en témoigne le manifeste que signent 121 intellectuels en septembre 1960. Parmi eux, Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Françoise Sagan, Simone Signoret et l'avocat Pierre Vidal-Naquet. *« […] Les soussignés, […], déclarent : Nous respectons et jugeons justifié le refus de prendre les armes contre le peuple algérien. Nous respectons et jugeons justifiée la conduite des Français qui estiment de leur devoir d'apporter aide et protection aux Algériens opprimés au nom du peuple français. La cause du peuple algérien, qui contribue de façon décisive à ruiner le système colonial, est la cause de tous les hommes libres. »*

Pierre Vidal-Naquet : « Vers la fin de juin ou début juillet 1960, j'ai vu arriver Jean Pouillon des *Temps modernes* avec un texte qui s'appelait *Appel à l'opinion*. Je l'ai lu attentivement, enfin, j'en lisais beaucoup. Vous savez, des manifestes, il y en avait à la pelle. Celui-là m'a paru particulièrement vigoureux, mais je l'ai signé absolument sans hésiter. À la suite de cela, j'ai été suspendu. Ce qui m'a beaucoup surpris. Je disais à l'époque, en vieux dreyfusard que j'étais, que nous cherchions un *J'accuse*. On ne savait pas si le document des 121 marcherait. Personne ne pouvait le savoir. Or, voilà que brusquement le gouvernement décide d'employer l'artillerie lourde, c'est-à-dire de suspendre un certain nombre d'enseignants et d'interdire de télévision des personnalités. Pendant deux mois de crise, septembre

et octobre 1960, on n'a véritablement parlé que de ça. Cela a été le seul exemple d'une transformation de la parole en acte que j'aie connue à cette époque. »

Sous la pression de la communauté publique métropolitaine et surtout de la communauté internationale, dont le GPRA obtient un soutien de plus en plus affirmé, de Gaulle cherche maintenant à négocier. Le 14 juin 1960, à la télévision, il parle pour la première fois d'« Algérie algérienne » : « *[…] Une fois de plus, au nom de la France, je me tourne vers les dirigeants de l'insurrection. Je leur déclare que nous les attendons ici pour trouver avec eux une fin honorable aux combats qui se traînent encore, régler la destination des armes, assurer le sort des combattants. Ensuite, tout sera fait pour que le peuple algérien ait la parole dans l'apaisement. La décision ne sera que la sienne. Mais je suis sûr pour ma part qu'il prendra celle du bon sens, accompli en union avec la France, et dans la coopération des communautés – la transformation de l'Algérie algérienne en un pays prospère et fraternel. […]* »

1. *Op. cit.*

CHAPITRE 8

1961

Le putsch

Le 14 juin 1960, de Gaulle a lancé un nouvel appel au Gouvernement provisoire de la République algérienne pour négocier un cessez-le-feu. Jusque-là, le GPRA avait refusé. Certain désormais que de Gaulle souhaite l'indépendance de l'Algérie, il n'éprouve pas le besoin de négocier ce qu'il doit de toute manière obtenir. Pourtant le 19 juin, Ferhat Abbas, président du GPRA, accepte des pourparlers. Il sait que dans les rangs de l'Armée de libération nationale, décimée par l'armée française, beaucoup envisagent d'arrêter le combat. Le 28 mars 1960 avait commencé en effet un des épisodes les plus mystérieux de la guerre d'Algérie, l'affaire Si Salah. Ce jour-là, à la sous-préfecture de Médéa, le colonel Mathon, membre de l'état-major du Premier ministre Michel Debré, et Bernard Tricot, conseiller du général de Gaulle pour les affaires algériennes, rencontrent trois hommes : Si Lakhdar, Halim et Abdelatif, envoyés par Si Salah, chef de la wilaya IV, la région d'Alger.

Bernard Tricot : « Le soir tombait. À un moment donné, nous avons vu la porte du jardin s'ouvrir. On avait demandé qu'il n'y ait

personne, aucun garde, pas de concierge. C'est alors que nous avons vu arriver trois silhouettes montant le perron. C'étaient eux. Pour ma part, je n'avais encore jamais eu d'entretien avec des chefs de la rébellion ; il en allait de même pour Mathon et le préfet. Inutile de préciser que nos visiteurs n'avaient pas l'habitude de fréquenter des préfectures. J'ai proposé que nous fassions un peu connaissance avant de parler de la cessation des combats. Aussi leur ai-je dit en substance : "Nous sommes des adversaires, nous pouvons très bien nous massacrer mutuellement. Vous souhaitez que l'on parle, eh bien, on va parler. Mais avant de parler de choses précises, si on parlait un petit peu de l'évolution de l'Algérie, de l'avenir, de la façon dont vous voyez les choses, de l'état d'esprit de vos camarades des maquis, etc. Cela nous permettrait peut-être de mieux nous comprendre." Alors nous avons eu un entretien plutôt positif. Il y en avait un notamment qui m'intéressait plus que les autres, Si Lakhdar. Celui-ci m'a expliqué qu'ils en avaient assez de la guerre, mais qu'ils ne renonçaient pas à leurs idées. Toutefois, puisque de Gaulle avait proposé l'autodétermination, on pouvait essayer de voir ce que cela donnerait et étudier les conditions d'un cessez-le-feu. Ils ont fait montre d'une certaine distance, de façon plus franche que je ne l'aurais cru, à l'égard de la direction du FLN à l'extérieur. Si Lakhdar m'a dit à peu près ceci : "Eux, n'est-ce pas, ils continuent la guerre avec intransigeance et, au fond, avec une certaine indifférence. Ils sont en Tunisie, si je peux dire, les pieds au chaud. Ils ont les honneurs d'un gouvernement puisqu'ils sont reconnus comme gouvernement par beaucoup de pays arabes, ils peuvent attendre. Mais nous qui voyons nos camarades tués par l'armée française, qui voyons la répression, qui voyons combien pour tant de familles privées du mari, du père, la vie est difficile, nous aimerions bien que cela puisse cesser." »

Le 15 avril, Si Salah adresse un message chiffré au Gouvernement provisoire de la République algérienne : *« Puisqu'il semble définitivement établi que nous n'entretiendrons entre nous qu'un langage de sourds, nous nous permettons de vous envoyer ce dernier message. Vous avez interrompu radicalement tout acheminement de compagnies et de matériel de guerre depuis 1958. La wilaya I n'a pas de chef. La wilaya III non plus. Vous n'avez rien fait pour soulager cette dernière. Vous avez de tout temps méconnu la situation du peuple et de l'Armée de libération nationale. Vous êtes enlisés dans la bureaucratie. Nous ne pouvons plus, en aucune manière, assister les bras croisés à l'anéantissement progressif de notre chère ALN. »*

Bernard Tricot : « À partir de là, nous avons eu des discussions sur la manière d'organiser un cessez-le-feu qui ne soit pas une reddition, qui ménage totalement l'honneur des combattants du maquis, mais qui en même temps apporte des garanties à la France et à l'armée française. Nous nous sommes séparés après un premier entretien qui n'était pas mauvais. Nous en avons eu un autre par la suite, un troisième et là, j'ai eu l'impression que nous commencions à piétiner. Au retour d'un second ou troisième voyage, je ne sais plus, je me rappelle avoir dit au colonel Mathon : "Écoutez, il me vient une idée que vous allez peut-être trouver bizarre, mais j'ai l'impression qu'il faut que nous imaginions quelque chose qui persuade ces hommes de surmonter les difficultés auxquelles ils se heurtent. Il faut trouver quelque chose d'assez spectaculaire et sérieux pour avancer. Je ne vois qu'une chose, c'est de leur proposer de rencontrer le général de Gaulle." »

Le 10 juin 1960, en pleine nuit, Si Salah, Si Mohamed et Si Lakhdar pénètrent dans le plus grand secret à l'Élysée où les

attendent le général de Gaulle et son aide de camp, le colonel de Bonneval.

Bernard Tricot : « Nous sommes arrivés à l'Élysée où, visiblement, Gaston de Bonneval n'aimait pas cela du tout ; et ce d'autant plus que les fouiller était hors de question. Auraient-ils eu l'idée de descendre le Général ? Ce n'était pas vraisemblable. Quoi qu'il en soit, on a pris le risque et on a eu tout à fait raison. Alors je vois encore ces gens entrer dans le bureau du Général. Bonneval restait derrière la porte avec un pistolet en poche. Le général de Gaulle s'est levé et leur a dit : "Nous sommes adversaires, c'est pourquoi je ne vous serre pas la main, mais je vous salue. Je sais que vous voulez aboutir à un cessez-le-feu en Algérie, eh bien, nous allons en parler." Tout le monde s'est assis, Mathon et moi de part et d'autre du général de Gaulle et les chefs rebelles en face de nous. Le Général leur a rappelé quelle était sa politique, etc. Les autres ont expliqué ce qu'ils voulaient faire. Il a été question des garanties ; il s'est dit que les armes ne devaient pas être rendues mais entreposées en terrain neutre. À la fin de l'entretien, en descendant dans l'ascenseur avec nos visiteurs, je leur ai demandé s'ils étaient satisfaits. Je me rappelle que Si Mohamed lui-même m'a dit : "Oui, c'est, pour nous, une grande garantie d'avoir entendu directement le général de Gaulle." »

Après cette entrevue, la seule que de Gaulle ait jamais eue avec un dirigeant de la révolte algérienne, Si Salah rencontre d'autres dirigeants de l'Armée de libération nationale. Mais il a du mal à les convaincre de cesser le feu. Dans les maquis, certains considèrent que

Si Salah a flanché. C'est notamment le cas de Si Azzedine, commandant de l'ALN, chef de la Zone autonome d'Alger.

Si Azzedine : « Pour ma part, je qualifie cette initiative de faiblesse. À l'époque, Salah était à la tête du conseil de la wilaya IV. La "bleuïte" battait alors son plein, le quadrillage était très important, la bouffe se faisait rare. Sur le plan militaire, vraiment nous étions au creux de la vague. Par la suite, l'ALN s'est adaptée. Je crois que le conseil de la wilaya IV, pas seulement Salah, a faibli. Toutefois, des officiers subalternes et même les officiers supérieurs ont exigé du conseil de la wilaya IV de revenir aux positions initiales, celles du Front de libération nationale, c'est-à-dire poursuivre la guerre jusqu'à l'indépendance totale. Ce faisant, ils ont repris la ligne de la direction. »

Boualem Oussedik, lieutenant dans la wilaya IV : « Si Salah était un homme d'une grande générosité et d'un patriotisme à toute épreuve. D'ailleurs, il n'y a pas d'affaire Si Salah. Il y a eu une affaire qui concernait un certain nombre de responsables qui, à un moment donné, à partir d'une analyse personnelle, ont pris certaines initiatives. C'était selon moi une erreur sur le plan politique, mais de là à leur contester leurs qualités de patriote, non. Je n'irai pas jusque-là. Le général de Gaulle, me semble-t-il, a pris des dispositions pour qu'il n'y ait pas de rescapés. »

Peu de temps après, tous les témoins algériens de l'entrevue de l'Élysée disparaissent. Trahis par Si Mohamed, Si Salah et Si Lakhdar sont tués dans des circonstances encore mal connues. Si Mohamed lui-même est victime d'une opération menée par les parachutistes. Certains ont soupçonné le général de Gaulle d'avoir souhaité leur

disparition pour mener à bien les négociations avec le Gouvernement provisoire de la République algérienne.

Bernard Tricot : « On s'est demandé si le Général avait fait tout ce qu'il fallait pour exploiter cette affaire. On a dit que de Gaulle avait eu tort de continuer à parler avec le GPRA et de recevoir Si Salah et ses compagnons en vue d'un cessez-le-feu. Selon moi, nous n'avons jamais été sûrs d'aboutir avec les gens de la wilaya IV. Certes, cela représentait une carte possible, mais ce n'était pas la seule. De toute façon, cela ne nous amenait la paix que dans une partie de l'Algérie, alors que l'on cherchait un cessez-le-feu total. Il était donc dans notre intérêt de ne pas renoncer à un cessez-le-feu global avec le FLN tout en gardant possible une solution moins satisfaisante, celle d'un cessez-le-feu partiel avec la wilaya IV et peut-être la wilaya III. Or, le général de Gaulle, dans l'entretien qu'il avait eu à l'Élysée avec les gens de la wilaya IV, leur avait dit très clairement : "Je suis heureux de m'entretenir avec vous mais je ne renonce pas aux efforts que je fais pour aboutir à un cessez-le-feu global concernant l'Algérie. Je renouvellerai prochainement mes propositions publiquement dans un discours, et si le GPRA ne répond pas une fois de plus ou répond d'une façon pas sérieuse, nous reprendrons les conversations avec vous." »

Après le discours du 14 juin et pendant l'affaire Si Salah, des pourparlers ont été en effet engagés à Melun le 25 juin 1960. Mais ils ont été rompus le 29, la délégation algérienne ayant refusé deux exigences de De Gaulle : que le cessez-le-feu soit un préalable aux négociations et qu'il puisse négocier avec d'autres tendances que le Front de libération nationale. Le 4 novembre 1960, de Gaulle aborde alors une nouvelle étape de sa politique algérienne en parlant pour la première fois de « République algérienne » : *« Les dirigeants rebelles,*

installés depuis six ans en dehors de l'Algérie, et qui, à les entendre, le sont encore pour longtemps, se disent être le gouvernement de la République algérienne, laquelle existera un jour mais n'a encore jamais existé. »

La formule « République algérienne » provoque de violentes réactions aussi bien en métropole, dans l'entourage immédiat du général de Gaulle, qu'en Algérie où l'on procède à d'importantes mutations. Le commandant en chef, le général Crépin, est remplacé par le général Gambiez, tandis qu'à Paul Delouvrier succède un nouveau délégué général, Jean Morin, qui accueille en décembre 1960 le général de Gaulle. Celui-ci, en effet, dans la perspective du référendum qui doit avoir lieu en janvier suivant sur sa politique algérienne, se rend en Algérie où il est violemment accueilli par les Européens. Mais à Alger même, les musulmans descendent aussi dans les rues en brandissant des drapeaux du Front de libération nationale.

Jean Morin : « Ces manifestations ont été rapidement prises en main par des délégués du FLN. Quant aux drapeaux verts, ils ont été évidemment l'un des éléments qui ont beaucoup marqué à la fois les populations, les autorités, les journalistes et les paras. Ce qui a donné lieu à certains incidents, notamment dans un ou deux quartiers où la 10e DP était en contact avec les musulmans. On m'a téléphoné pour me dire que la situation devenait très grave. En effet, n'oublions pas que pour le para qui lutte depuis des années dans un bled, chaque fois qu'il aperçoit un drapeau vert, son réflexe est de tirer. Aussi, quand il voit ce même drapeau dans un faubourg d'Alger, pour lui, il s'agit de l'ennemi. J'ai donc demandé au général Crépin de faire relever les éléments de la 10e DP par des CRS ou des gardes mobiles.

L'idée était de montrer qu'il était question du maintien de l'ordre et non de la guerre dans les rues d'Alger. »

En dépit des précautions prises par Jean Morin, les manifestations provoquées par le passage du général de Gaulle en Algérie ont fait cent vingt morts, sans empêcher le référendum prévu le 8 janvier 1961 et par lequel, des deux côtés de la Méditerranée, 75 % des Français approuvent la politique algérienne de De Gaulle.

Pour les pieds-noirs et certains éléments de l'armée, le seul moyen d'empêcher cette politique est de prendre le pouvoir en Algérie.

Général Jouhaud : « Un certain nombre d'officiers se sont dit qu'il fallait faire un coup de force comme au 13 mai, mettre l'armée aux barricades, prendre le pouvoir en Algérie pour obliger le gouvernement à modifier sa politique et, dans la mesure du possible, se débarrasser de De Gaulle. Donc, quelques officiers, en particulier le colonel Roux et le général Faure, se sont mis à prospecter à droite et à gauche. Pour ma part, j'ai cherché à prendre la température de l'armée afin de savoir sur quels concours compter. N'oublions pas que beaucoup de jeunes officiers s'interrogeaient sur les raisons pour lesquelles ils se battaient depuis l'Indochine où ils avaient perdu des tas de camarades. Sait-on, par exemple, le sacrifice des jeunes officiers ? Je parle des promotions qui sont sorties après 1945 ; elles ont perdu pratiquement un officier sur cinq. Quel est le corps de fonctionnaires, quel est le corps d'industriels, qui accepterait de voir un ingénieur, un fonctionnaire sur cinq tué dans les dix ans qui suivent ? De cela, les hommes politiques ne se rendent pas compte. »

En avril 1961, le capitaine Pierre Sergent est de ceux qui participent à la préparation du putsch. Il revient sur les conditions

dans lesquelles le coup de force a vu le jour et le choix de celui qui en prendrait la tête.

Capitaine Sergent : « La préparation de ce putsch n'était pas autre chose que la préparation de la prise du pouvoir par l'armée pour conserver l'Algérie dans un ensemble français. Le premier problème qui s'est posé à tous ces officiers – notamment les colonels Argoud, Broizat, Gardes, Lacheroy – qui se retrouvaient clandestinement dans une des salles de l'École militaire, a été de s'accorder sur le nom d'un général capable de prendre en main le mouvement. On a songé d'abord à Massu, récusé rapidement par certains. D'ailleurs, lui-même n'a pas voulu marcher. Ensuite, il a été question du général Salan, trouvé trop politique par d'autres. On lui attribuait des amitiés socialistes ou socialisantes, ce qui était aux yeux de beaucoup un péché capital. En fin de compte, le nom du général Challe a été retenu ; il a accepté de coiffer l'ensemble de l'opération. »

Général Jouhaud : « Le 26 mars 1961, je suis allé à Lyon où se trouve Challe, avec André Regard, un haut fonctionnaire de l'administration des finances. J'avais téléphoné au général Challe que je le retrouverais à la gare Perrache. De là nous partons en voiture et, dans une petite rue très discrète, nous discutons. J'informe Challe des moyens dont on dispose et lui indique que tout est prêt. Je lui fais savoir qu'il est le seul chef faisant l'unanimité dans l'armée de terre. S'il veut en prendre la tête, c'est possible. Dans le cas contraire, il est inutile d'en parler. Le général Challe me dit qu'il doit rentrer à Paris, réfléchir et donner sa réponse. À Paris, il voit le colonel Georges de Boissieu qui l'assure que toute l'armée sera derrière lui. De Boissieu

reviendra par la suite sur cette affirmation mais, à ce moment-là, il confirme à Challe que l'armée est bien derrière lui. Peu après, le 2 avril me semble-t-il, Challe me dit qu'il est d'accord pour prendre la tête de l'opération. De son côté, le général Faure, rentré d'Espagne, lui montre une lettre dans laquelle le général Salan, mis au courant des préparatifs, donne le commandement militaire de l'opération au général Challe, se réservant le commandement civil de l'opération. Le général Challe, dédaigneux, prend la lettre, la froisse, la jette par terre et me dit qu'on ne se parle pas comme ça entre amis. Donc, le général Challe était le chef de l'opération et le général Salan n'avait qu'à le suivre. »

Capitaine Sergent : « Pendant cette préparation, il y a eu évidemment beaucoup de conversations sur la façon dont se passerait la prise de pouvoir. Je crois que le moment capital qui va commander tout le reste, sans doute même l'OAS [Organisation armée secrète], c'est le choix du texte du discours que prononcerait le général Challe après la prise du pouvoir à Alger en avril 1961. Deux textes ont été proposés au général Challe. Le premier était un texte assez long sur la légitimation du mouvement. C'est-à-dire que le général Challe prenait en main le destin de la France pour faire l'Algérie française dans un contexte global. Si je voulais choisir un exemple historique, ce texte était un peu ce qu'avait déclaré de Gaulle à Londres en 1940 en disant que Pétain trahissait la France ; en clair, de Gaulle était un général légitime et donc, en tant que tel, dépositaire de la légitimité française. Le second, qui ne faisait que deux feuillets, se résumait à ceci : "Nous allons rétablir la paix en Algérie, prouver à la France que l'Algérie peut rester française et proposer cette Algérie pacifiée au général de Gaulle." J'étais totalement opposé à ce texte. Mais je n'étais qu'un simple capitaine face à mes anciens, des colonels pleins et des généraux, voire des généraux d'armée, et je n'ai pas assez

défendu mon opinion ; je pensais néanmoins que l'on faisait une erreur monumentale. À partir du moment où l'on acceptait ce texte, nous n'étions plus que des officiers factieux. La légitimité restait à Paris. Il ne s'agissait plus d'un putsch, c'est-à-dire d'une prise de pouvoir, mais seulement, au fond, d'un règlement de consciences. Je crois que jusqu'à la fin de mes jours, je resterai persuadé que les officiers généraux qui ont pris en main cette affaire ont plutôt voulu libérer leurs consciences vis-à-vis des populations qu'ils s'étaient engagés à défendre que sauver l'Algérie dans un ensemble français cohérent. Je persiste à penser que c'est le moment tout à fait fondamental de la préparation de ce que l'on appellera à tort le "putsch". »

Général Jouhaud : « L'opération a eu lieu dans la nuit du 21 au 22 avril. Je me trouvais à ce moment-là particulièrement surveillé par la police, deux inspecteurs me suivaient du matin au soir dans Alger. Il est vrai que j'avais incité les Français d'Algérie à répondre "non" au référendum de 1960. Dans la nuit du 21 au 22, je vais rejoindre Challe à son PC à El Biar où je trouve Zeller, un certain nombre d'officiers et des civils. On attendait avec attention l'arrivée des parachutistes. Les premiers attendus étaient les hommes du 1er régiment étranger de parachutistes sous le commandement de Saint-Marc. Vers 1 heure du matin, on entend le bruit des camions amenant les parachutistes du 1er REP. On s'est dit : "Pourvu que cela se passe bien." Ils devaient investir Alger avec les commandos de l'air. À 4 heures, un officier arrive en jeep et nous informe que le palais d'Été, le commandement de l'état-major interarmées, le gouvernement général, les casernes sont sous nos ordres. Tout est donc paré. Il ajoute que le général Gambiez est arrêté, de même que Jean Morin et le général Vézinet. Tout était par conséquent, si j'ose dire, en ordre. »

Jean Morin : « Le commandant du palais est venu me demander ce qu'il fallait faire. Nous avons donné instruction d'ouvrir le feu sur quiconque essayerait de pénétrer dans le bâtiment. Quelques minutes après, il m'a expliqué qu'il n'avait rien pu faire. En effet, les paras n'étaient pas entrés par la porte d'honneur, mais avaient franchi les murs d'enceinte. Vers 2 heures du matin, un homme s'est présenté comme étant le commandant Forhan. Il demande à me voir. Je l'ai fait recevoir par mon directeur de cabinet. Il a dit qu'il était chargé par le général Challe d'assurer ma protection puisque ce dernier avait pris le commandement en chef en Algérie ; Challe s'était installé au quartier Rignot, dans le bureau du général Gambiez. Quelques minutes après l'arrivée du commandant Forhan, je suis remonté dans mon appartement où j'ai eu la possibilité, ce qui, je crois, a été alors très utile, de téléphoner entre 2 h 15 et 5 h 30 du matin. En vérité, le téléphone n'avait pas encore été coupé. Mais quand ils sont venus, très agités, me demander où était le téléphone, j'ai répondu qu'il se trouvait à la poste. Donc, j'ai eu au [bout du] fil Michel Debré et, avec plus de difficulté, l'Élysée, tout d'abord en la personne de Geoffroy de Courcel, le secrétaire général. Celui-ci m'a dit que le général de Gaulle allait me parler. Mais Paris était déjà informé car, vers minuit, j'avais appelé le directeur général de la Sûreté pour lui demander d'envoyer d'urgence des CRS par avion. Finalement, les gens du 1er régiment étranger de parachutistes se sont énervés. Vers 5 heures du matin, ils ont découvert le poste et coupé les fils. Dès lors, il devenait impossible de téléphoner. »

On entend à la RTF : *« Cette nuit, des militaires ont occupé des bâtiments publics et notamment ceux de l'Agence France Presse et ceux de la radio. Monsieur Jean Morin, délégué général du gouvernement, Monsieur Robert Buron, ministre des Travaux publics, qui se trouvait en*

mission à Alger et le général Gambiez, commandant en chef interarmes en Algérie, ont été aussitôt appréhendés. Ils sont gardés à vue au palais d'Été. Cependant ce n'est que peu après 8 heures du matin que la population d'Alger s'est rendu compte du coup d'État. En ce moment, en effet, Radio Alger, qui jusque-là était restée muette, a repris ses émissions par une proclamation signée par les généraux rebelles et qui annonçait que "l'armée a pris le pouvoir en Algérie et au Sahara". Or, jusqu'ici, seule Alger se trouve sous leur contrôle. »

Général Jouhaud : « Dans la rue, les gens nous regardaient passer sans manifester parce que personne n'était au courant. C'est quand la radio a annoncé "Allô, allô, ici Radio France. L'armée vient de prendre le pouvoir" que les Algérois ont appris que l'armée avait pris le commandement en Algérie. Cela a été une grande surprise, mais rien de comparable avec l'enthousiasme du 13 mai. Ils avaient l'impression que tout s'était fait sans eux. Ils en étaient un peu navrés. »

Le 22 avril 1961 à 6 h 30, le général d'armée Maurice Challe s'adresse aux forces françaises d'Algérie sur les ondes de la radio : *« Officiers, sous-officiers, gendarmes, soldats, marins, aviateurs des forces armées d'Algérie, ici le général Challe qui vous parle. Je suis à Alger avec les généraux Zeller et Jouhaud et en liaison avec le général Salan pour tenir notre serment. Le serment de l'armée de garder l'Algérie pour que nos morts ne soient pas morts pour rien. Un gouvernement d'abandon a prôné successivement l'Algérie française, l'Algérie dans la France, l'Algérie algérienne, l'Algérie indépendante associée à la France. Il s'apprête aujourd'hui à livrer définitivement l'Algérie à l'organisation extérieure de la rébellion. Voudriez-vous renier vos promesses, abandonner nos frères musulmans et européens, abandonner nos cadres, nos soldats et nos supplétifs musulmans à la*

vengeance des rebelles ? Voulez-vous que Mers-el-Kébir et Alger soient, demain, des bases soviétiques ? Voulez-vous, une fois de plus, la dernière, ramener votre drapeau ? Alors, vous auriez tout perdu, même l'honneur. Mais je vous connais tous. Je sais quels sont votre courage, votre fierté, votre sens de l'honneur et du devoir. La discipline qui fait notre force ne saurait, en aucun cas, conduire au déshonneur. L'armée est avant tout au service de la France et garante du territoire national. L'armée ne faillira pas à sa mission. Et les ordres que je vous donnerai n'auront jamais d'autres buts. »

Général Jouhaud : « Le dimanche matin, le général Salan arrive d'Espagne et nous rejoint. Nous formons alors ce "quarteron", comme l'appellera le général de Gaulle. »

Article 1er : L'état de siège est ordonné par le commandement militaire sur toute l'étendue des départements français d'Afrique du Nord.

Article 2 : En conséquence, tous les pouvoirs dont l'autorité civile était revêtue partent tout entiers à l'autorité militaire.

Signé : généraux Challe, Jouhaud, Salan, Zeller

Tandis que Jean Morin prisonnier est envoyé à Aïn Salah dans le Sud saharien, Louis Joxe, ministre des Affaires algériennes, fait un voyage éclair en Algérie pour empêcher les ralliements aux quatre putschistes qui, ayant pris leur retraite ou démissionné, tel le général Challe, ancien commandant en chef en Algérie, n'ont plus de commandement. Beaucoup d'officiers hésitent, comme le général Gouraud à Constantine. Mais très peu d'entre eux basculent. La radio

d'Alger prise par les insurgés est rebaptisée « Radio France ». La liste des unités qui ont choisi de rejoindre les putschistes est lue sur les ondes : *« De nombreuses unités se sont ralliées au général Challe. Ces unités, en voici quelques-unes : le 6e BCA, le 7e BCA, le 273e RIMa, la 16e DB, le 1er REP, le 7e RC, le 1er REP, la 10e et la 25e BP, le 2e et le 7e REI, le 1er escadron saharien porté de la Légion, la demi-brigade de fusiliers-marins. »*

Général Georges Buis : « Dans l'armée il y a un responsable, c'est celui qui commande. Sur l'Algérie, je suis formel. Si les choses sont allées aussi loin, la faute en revient aux généraux qui commandaient. Mais au moment du putsch, il a suffi que le général Ailleret, qui avait un petit commandement, que le général Fourquet, à la tête lui aussi d'un commandement ordinaire, disent "non" pour que personne ne bouge chez eux. D'ailleurs qui a bougé en fin de compte alors que trois ou quatre gloires étoilées ont appelé à la rébellion ? Deux ou trois régiments ont bougé. En réalité, l'initiative venait du colonel et les officiers suivaient couci-couça. C'était leur rêve de faire un putsch à l'espagnole. Qui a bougé sur ces dizaines de milliers de sous-officiers, sur ces deux ou trois milliers d'officiers ? Il en a bougé trente ou quarante ! Il faut quand même revenir aux réalités ! »

Général Michel Fourquet : « Tout d'abord, on ne savait pas très bien ce qui se passait. J'étais à Constantine où régnait le calme. Mais, lorsque les nouvelles sont arrivées, nous avons commencé à comprendre un peu ce qui se tramait. Très vite, le premier ou le deuxième jour au matin, l'un de mes officiers m'a prévenu qu'un petit détachement de la 10e division parachutiste se dirigeait vers mon bureau pour me "faire aux pattes". Il est vrai que l'on connaissait ma position. Mes officiers m'avaient demandé ce que je pensais de ce putsch. Je leur avais dit clairement qu'il ne pouvait pas être question

une seule seconde que l'on puisse obéir aux quatre généraux, que nous avions un gouvernement, qu'il venait d'y avoir un vote sur l'Algérie, que le pays s'était donc prononcé. J'avais ajouté que le gouvernement avait donné ses instructions et qu'il était hors de question d'aller à son encontre. Par conséquent, les quatre généraux en question, quels que soient leurs motifs – qui étaient d'ailleurs très honorables –, ne pouvaient faire qu'un mauvais coup. Tout cela, bien entendu, se savait ; d'où le détachement de la 10e DP pour me neutraliser, comme on dit en bon langage. »

Capitaine Sergent : « Je pense que l'armée dans son ensemble avait rejoint le général Challe. Mais il fallait la mobiliser concrètement. Comme le disait Henri IV, "en temps de crise, c'est le cul sur la selle que l'on conquiert son royaume". Il ne fallait pas que Challe continue de se servir du téléphone, mais qu'il aille plutôt voir les troupes sur place et les galvanise. Par exemple, j'ai suivi de très près comment s'est passée l'affaire du général Gouraud. Le général Zeller, sans doute l'homme ayant le plus de caractère de toute cette opération, a bondi dans un avion et est allé lui-même remettre le général Gouraud devant ses propres responsabilités, de façon à ce qu'il s'engage comme il l'avait promis. Sans le déplacement du général Zeller, le général Gouraud aurait peut-être continué à hésiter. C'est exactement l'exemple qui prouve que le général Challe n'a pas fait ce qu'il aurait dû faire. »

Le 23 avril, à 20 heures, le général de Gaulle prend la parole. Dans les cantonnements, tous les transistors sont ouverts : « *Un pouvoir insurrectionnel s'est établi en Algérie par un* pronunciamiento *militaire. […] Ce pouvoir a une apparence : un quarteron de généraux en retraite. Il a une réalité : un groupe d'officiers, partisans, ambitieux et fanatiques. Ce groupe et ce quarteron possèdent un savoir-faire limité*

et expéditif. Mais ils ne voient et ne connaissent la nation et le monde que déformés au travers de leur frénésie. Leur entreprise ne peut conduire qu'à un désastre national. […] Voici que l'État est bafoué, la nation bravée, notre puissance dégradée, notre prestige international abaissé, notre rôle et notre place en Afrique compromis. Et par qui ? Hélas, hélas, hélas, par des hommes dont c'était le devoir, l'honneur, la raison d'être de servir et d'obéir. Au nom de la France, j'ordonne que tous les moyens, je dis tous les moyens, soient employés partout pour barrer la route à ces hommes-là en attendant de les réduire. J'interdis à tout Français, et d'abord à tout soldat, d'exécuter aucun de leurs ordres. […] Devant le malheur qui plane sur la patrie et devant la menace qui pèse sur la République, ayant pris l'avis officiel du Conseil constitutionnel, du Premier ministre, du président du Sénat, du président de l'Assemblée nationale, j'ai décidé de mettre en œuvre l'article 16[1] *de notre Constitution. À partir d'aujourd'hui, je prendrai, au besoin directement, les mesures qui me paraîtront exigées par les circonstances. Par là même, je m'affirme, en la légitimité française et républicaine qui m'a été conférée par la nation, que je maintiendrai quoi qu'il arrive, jusqu'au terme de mon mandat ou jusqu'à ce que viennent à me manquer soit les forces soit la vie, et que je prendrai les moyens de faire en sorte qu'elle demeure après moi. Françaises, Français, voyez où risque d'aller la France par rapport à ce qu'elle était en train de redevenir. Françaises, Français, aidez-moi !* »

Dans ce putsch sans effusion de sang, l'arme essentielle du pouvoir fut le transistor. Le discours du général de Gaulle est écouté dans toutes les casernes d'Algérie et mobilise les soldats contre les officiers tentés de se rallier à Challe. En métropole aussi, l'opinion se

mobilise lorsqu'est invoqué le risque d'une opération organisée sur la France par les généraux rebelles.

Capitaine Sergent : « Nous autres jeunes officiers, nous ne demandions qu'une chose, une intervention ! Mais malheureusement j'avais appris que le général Challe n'avait pas l'intention de faire une opération sur Paris ; ce qui rend grotesques les réflexions de Michel Debré appelant le peuple français à se rendre sur les aéroports, où risquaient d'arriver les parachutistes, à pied et en voiture ! Je me rappelle cette fameuse intervention qui nous a semblé complètement ridicule. »

Le 22 avril, Michel Debré s'adresse à la population dans le cadre du journal télévisé de 20 heures : *« Des renseignements nombreux, précis et concordants permettent au gouvernement de penser que les auteurs du coup d'État d'Alger envisagent, à très brève échéance, une action de surprise et de force sur la métropole et en particulier sur la région parisienne. Des avions sont prêts à lancer ou à déposer des parachutistes sur divers aérodromes afin de préparer une prise du pouvoir. Je tiens à dire aux Français, et notamment aux habitants de la région parisienne, que le gouvernement a pris des mesures pour s'opposer à cette entreprise. Des ordres ont été donnés aux unités de repousser par tous les moyens, je dis bien par tous les moyens, cette folle tentative. Les vols et les atterrissages sont interdits sur tous les aérodromes de la région parisienne à partir de minuit. Dès que les sirènes retentiront, allez-y, à pied ou en voiture, convaincre des soldats trompés de leur lourde erreur. Il faut que le bon sens vienne de l'âme populaire et que chacun se sente une part de la nation. »*

Sur le terrain, les choses ne se déroulent pas du tout comme pouvaient l'espérer les généraux putschistes. Les défections se

multiplient. À la radio, le reporter Pierre Fromentin s'en fait l'écho : *« Les autorités civiles et militaires d'Oranie et du Constantinois ont aujourd'hui assuré le général de Gaulle et le gouvernement de la République de leur loyalisme et de leur volonté de n'obéir qu'aux autorités légales. Tandis que, par sa démonstration à Mers-el-Kébir, la marine stationnée en Algérie prouvait, en repoussant les parachutistes, qu'elle aussi était loyale, l'escadre de Méditerranée recevait l'ordre d'appareiller. [Le gouvernement] a conservé aujourd'hui son calme résolu et les dernières nouvelles qui lui sont parvenues d'Algérie, si elles n'ont pas atténué sa vigilance déterminée, lui ont apporté l'espoir de voir les parties de l'Algérie encore contrôlées par les chefs de la sédition revenir dans l'ordre républicain. »*

Le 25 avril 1961, isolé, n'arrivant pas à faire basculer l'armée, le général Maurice Challe décide de se rendre.

Capitaine Sergent : « Le général Zeller, assis, rougeoyant comme il était toujours, avait un visage tout à fait dramatique. J'étais debout devant son bureau quand il m'a dit que le général Challe avait décidé de se rendre. J'avoue que je m'y attendais si peu – le mouvement n'avait que quatre jours d'existence – et j'ai pris cette information comme un coup de poing à l'estomac ; je me suis presque senti défaillir devant l'énormité de cette nouvelle. Le général Zeller, qui s'est aperçu du coup qu'il venait de me porter, m'a demandé ce que je comptais faire avec mes camarades. Je lui ai répondu : "Mon général, je suis venu sans billet de retour, donc j'irai jusqu'au bout, je serai solidaire jusqu'au bout de la population malheureuse d'Algérie." Le général Zeller m'a simplement dit : "Je vous remercie, Sergent, c'est tout ce que je voulais savoir." Les généraux ont accepté d'aller une dernière fois sur le Forum à la rencontre de la foule. Je me rappellerai toujours que les micros avaient été coupés. Aussi s'agitaient-ils

comme des pantins désarticulés, sans paroles, ce qui avait quelque chose de grotesque. Peu après, je les ai vus assis sur les fauteuils de la grande salle du gouvernement général. Il y avait Challe, toujours la pipe au bec, le général Salan, le commandant de Saint-Marc et un tas d'officiers qui les avaient rejoints. Je me suis planté devant le général Challe en lui disant qu'il fallait continuer le combat. "Pour moi, Sergent, c'est fini, m'a-t-il dit, j'irai rendre compte de mes actes au général de Gaulle." Je lui ai rétorqué que notre devoir était de continuer. Et il m'a répondu que j'avais peut-être raison. Je me suis mis en civil avant de rejoindre la foule avec mon fidèle adjoint, le lieutenant Godot. Nous sommes rentrés dans la clandestinité pour d'autres activités. »

Le renoncement du général Challe passe difficilement. Au point qu'on a dit que le capitaine Sergent avait même envisagé du tuer le chef des putschistes.

Capitaine Sergent : « C'est exact. Le général Challe a eu de la chance. En effet, j'avais retiré mes équipements militaires. Je les avais déposés avec mon pistolet sur une armoire dans le bureau du colonel Broizat. Je pense que si j'avais eu mon pistolet sur moi, je serais rentré par la porte d'à côté et je l'aurais descendu. J'étais vraiment bouleversé par la fin d'une opération qui me semblait ne pas avoir été menée à son terme. En fait, j'ai compris que Challe ne pouvait pas vraiment gagner. »

Général Jouhaud : « Le mardi, le général Challe décide d'abandonner et se met à la disposition de la justice. Challe, Salan et

moi partons. Le général Zeller, qui avait un costume civil, s'était fondu dans la foule. Mais nous qui étions en tenue, nous rejoignons le 1er REP en partance pour Zéralda. Si je ne me suis pas rendu, la raison est bien simple. Je savais que les Français d'Algérie, mes compatriotes, allaient souffrir. Je pensais qu'il y aurait peut-être une autre occasion, que l'armée pourrait se manifester de nouveau. D'autre part, je ne voulais pas que mes compatriotes souffrent sans que je ne sois à leurs côtés. »

Bien sûr, la reddition de Challe, la fin de l'aventure des putschistes, est suivie par la radio : *« Ici France V, Radiodiffusion télévision française. La situation est redevenue normale à Alger. Nous prions instamment la population algéroise de rentrer chez elle. Algérois, Algéroises, rentrez chez vous ! »*

Général Fourquet : « Autant j'étais opposé, totalement opposé, pour les raisons de fond à toute cette aventure, autant je pense qu'il serait injuste de ne pas dire pourquoi des gens comme Challe et Jouhaud s'y sont embarqués. D'abord il y a la tradition. La deuxième chose, sans doute la plus importante, est que les officiers, les sous-officiers sur le terrain se sont engagés vis-à-vis de la population algérienne. Ils avaient pris des engagements personnels. Alors, imaginez que vous ayez pris des engagements à l'égard d'une population plus ou moins fruste, puis tout d'un coup, vous apprenez que vous devez les laisser tomber. Cela explique beaucoup, à 90 % peut-être, le putsch des généraux. »

Quelles que soient les motivations des putschistes, il reste que le coup d'État a fait long feu. Le capitaine Sergent donne son sentiment sur les raisons de cet échec.

Capitaine Sergent : « Le manque de caractère du général Challe a pesé dans l'échec d'avril. La rencontre de deux caractères, celui du général de Gaulle d'un côté, et celui du général Challe de l'autre, a tourné à l'avantage du Président. De Gaulle était un homme d'une telle stature qu'on ne pouvait pas "s'amuser" avec lui. Ou bien on le renversait, ou bien on le brisait, mais en aucun cas on ne pouvait s'amuser à vouloir le chatouiller, l'égratigner, car nous savons bien que le personnage avait une telle dimension historique que c'est lui qui nous briserait, qui nous écraserait. On a beaucoup parlé de l'importance des transistors dans cette affaire. Il ne faut pas, bien sûr, la minimiser, mais en fait, le transistor n'a fait que refléter, aux yeux du contingent, le caractère des deux protagonistes. D'un côté, de Gaulle donnant, au nom de la France, l'ordre aux troupes de ne plus obéir aux officiers factieux ; de l'autre, le général Challe dont les propos ne pouvaient qu'être perçus comme faibles par rapport à ceux du général de Gaulle. Je crois que c'est comme cela que se résume la situation. »

1. L'article 16 de la Constitution autorise, en cas de nécessité, le président de la République à exercer des « pouvoirs exceptionnels ». De Gaulle, après le putsch, maintiendra l'application de l'article 16 jusqu'au 29 septembre.

CHAPITRE 9

1961

L'OAS

En février 1961, deux mois avant le putsch, un groupe, exilé à Madrid à la fin de l'année 1960 pour échapper au procès de la semaine des barricades, se forme autour du général Raoul Salan, de Pierre Lagaillarde et de Jean-Jacques Susini et porte sur les fonts baptismaux l'OAS. Sa profession de foi : « *Français de toutes origines, la dernière heure de la France en Algérie est la dernière heure de la France dans le monde, la dernière heure de l'Occident. Aujourd'hui, tout est près d'être perdu ou sauvé. Tout dépend de nos volontés, tout dépend de l'armée nationale. Nous savons que l'ultime combat approche. Nous savons que ce combat, pour être victorieux, exige l'unité la plus totale, la discipline la plus absolue. Aussi, tous les mouvements nationaux clandestins et leurs organisations de résistance ont décidé de joindre unanimement leurs forces et leurs efforts dans un seul mouvement de combat : l'Organisation armée secrète, OAS. […]* »

Capitaine Sergent, responsable de l'OAS en métropole : « Pour ma part, je considère que l'OAS a été l'armée des Français d'Algérie. Sa seule justification a été de donner la voix à la population d'Algérie, à

des gens qui n'avaient pas droit au chapitre, un peu à la manière dont l'ALN [Armée de libération nationale] avait permis au FLN [Front de libération nationale] de se faire entendre. »

Jean-Claude Pérez, chef de la branche armée de l'OAS : « C'est Yves Godard qui a créé l'organigramme de l'OAS. Il avait la manie des papiers, des organisations clandestines, des codes, etc. Il ne faisait que ça, refusant de voir du monde. Salan aussi, on ne le voyait que rarement. Mes relations avec Salan n'ont pas toujours été faciles. Il faut dire qu'il subissait des influences occultes, si tant est que l'on puisse avoir barre sur un homme comme lui. Il reste que chaque général disposait de sa petite cour. Il y a toujours des gens dont le génie est de plaire au patron du moment. Moi j'étais assez libre, le petit FTP [franc-tireur et partisan] chahuteur, celui qui n'admet pas trop qu'on lui dise ce qu'il doit faire. En clair, j'étais assez rebelle au commandement. Cela s'est très vite arrangé et les grandes branches de l'OAS ont vu le jour. Il y avait "l'organisation des masses" [OM], dirigée par Jean Gardes, "l'action politique et la propagande [APP]", aux mains de Jean-Jacques Susini, et "l'organisation du renseignement et des opérations" [ORO] qu'on m'a donnée. J'avais donc en charge l'organisation des combats à proprement parler. »

Capitaine Sergent : « Tout de suite après l'échec du putsch, nous nous sommes retrouvés pour discuter avec Jean-Claude Pérez, Jean-Jacques Susini, le général Gardy, Nicole Bésineau, le lieutenant Degueldre et le lieutenant Godot ; des gens prêts à mettre leur peau au bout de leurs idées. J'avais été frappé par la réaction des pieds-noirs qui estimaient à l'unanimité que l'Algérie, c'était la France. À leurs yeux, aucune partition n'était possible. Je me souviens avoir dit au cours d'une de ces réunions, dramatique d'ailleurs : "Mais enfin, vous me faites marrer. La France vous dit merde, c'est le moment de

lui dire merde aussi.” (Je cite mes propres paroles.) En fait, cela voulait dire, la France vous refuse, c’est le moment de faire une Algérie algérienne, mais avec tout le monde. Presque une partition vis-à-vis de la métropole. Face à ce blocage complet, psychologique, manifesté par les pieds-noirs, j’en ai conclu que c’était à Paris que nous devions agir et non à Alger. C’est la raison pour laquelle j’ai choisi de mener le combat en métropole. »

Jean-Claude Pérez : « Il me semble que l’OAS a été un regroupement de retardataires. C’est en 1955 qu’il aurait fallu la créer, parce qu’une organisation clandestine de cette envergure ne se met pas en place en un an, il lui faut des années. Il faut des années avec des déboires, des massacres, des coups durs, des pertes pour que tout se mette en place. Si l’OAS avait pu vivre trois ans, si les négociations avaient été retardées d’un an, il est possible que l’affaire eût tourné autrement ; ce qu’ils ont bien compris en France, quand ils ont accéléré le processus de négociation. Cette espèce de volonté jusqu’au-boutiste aurait dû se manifester six ans plus tôt. »

Le 15 mars 1961, un double communiqué diffusé à Paris et à Tunis, siège du Gouvernement provisoire de la République algérienne, fait état d’une prochaine rencontre officielle qui doit se tenir à Évian. La première phase des négociations commence le 20 mai. La radio couvre l’événement en direct : *« Inter-Actualités. Au micro Jacqueline Baudrier. Il y a exactement quatre-vingt-quinze minutes que la conférence d’Évian est ouverte. Et dès le début des pourparlers, le gouvernement français a annoncé d’importantes, de très importantes décisions. D’abord, le gouvernement a ordonné*

l'interruption des opérations offensives sur l'ensemble du territoire algérien à partir d'aujourd'hui, 20 mai, à 18 heures. Les forces de l'ordre n'entreront désormais en action qu'en cas de légitime défense ou pour la poursuite des auteurs d'attentats. Cette interruption est prévue pour une période d'un mois. Elle sera suspendue ou au contraire prorogée suivant l'évolution de la situation. Autre décision, en Algérie le délégué général a reçu instruction d'accélérer les mesures de libération que le gouvernement a déjà prises en faveur d'internés et de prisonniers. 6 000 libérations sont prévues au cours des quatre semaines à venir. En outre, dans un grand nombre d'arrondissements, les autorités prendront les mesures nécessaires pour rétablir la circulation normale des personnes et des biens. »

L'OAS, à la tête de laquelle sont placés les généraux Salan et Jouhaud, passés dans la clandestinité après le putsch, s'est fixé pour premier objectif d'empêcher les négociations prévues au mois de mai à Évian. Pour faciliter le déroulement des tractations, de Gaulle fait libérer 6 000 prisonniers du Front de libération nationale et décrète une trêve unilatérale en Algérie. Il espère en retour l'arrêt des opérations menées par l'Armée de libération nationale. Mais cette manœuvre se heurte au refus du GPRA, qui ne veut pas entendre parler de cessez-le-feu avant la conclusion d'un accord politique. Si bien que lorsque les pourparlers commencent à Évian le 20 mai 1961, Ferhat Abbas, président du GPRA, ne se fait guère d'illusion sur leur issue. C'est ainsi qu'il déclare : *« La négociation n'est pas la paix. Bien sûr, nous souhaitons que les prochains entretiens aboutissent à cette paix ardemment désirée par les peuples algérien et français. Mais personne ne doit ignorer que les forces colonialistes n'ont pas désarmé vu que la négociation peut être longue et difficile. Elle risque même d'échouer à cause de certaines convoitises et des intransigeances*

possibles de l'impérialisme français. Aussi avons-nous le droit de pleurer notre peuple. La guerre d'Algérie peut encore durer. »

Les négociations menées du côté français par Louis Joxe assisté de Bernard Tricot butent surtout sur deux problèmes : l'avenir des pieds-noirs en Algérie et la question du Sahara.

Bernard Tricot, conseiller technique chargé de l'Algérie auprès du général de Gaulle : « Le général de Gaulle a vraiment tenté de laisser le Sahara en dehors des accords, parce que le Sahara, c'était important et intéressant, parce qu'il y avait les centres d'essais nucléaires et bien sûr parce qu'il y avait le pétrole. C'était en soi assez raisonnable de laisser le Sahara en dehors de la négociation, dans la mesure où l'appartenance algérienne du Sahara n'était pas du tout évidente. Quand on regarde une carte de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie, on voit bien que les frontières de l'Algérie vont en s'élargissant à l'est et à l'ouest au détriment du Maroc et de la Tunisie. Certes, on peut dire : "Ah oui, mais alors tout ce Sahara est en effet algérien." Mais c'est très artificiel. C'est l'administration française qui avait en fait rattaché le Sahara à l'Algérie. Alors, nous avons beaucoup discuté avec les gens du Front de libération nationale, sans réussir à les convaincre ; c'était devenu pour eux un point de fixation. Le Sahara faisant partie de l'Algérie, ils estimaient ne pas avoir le droit de sacrifier quoi que ce soit du territoire algérien. »

Le 13 juin 1961, les deux délégations étant incapables de s'entendre, les premières négociations d'Évian sont ajournées. Elles reprennent à Lugrin (Haute-Savoie) en juillet, et pour les mêmes raisons, elles échouent. Le 31 juillet suivant, Krim Belkacem, chef de la délégation algérienne, tient une conférence de presse : *« Les pourparlers d'Évian puis ceux de Lugrin nous ont montré en réalité ce*

qu'il en était. Nous avons trouvé les interlocuteurs français figés dans leurs positions, n'abordant les problèmes véritables que pour tenter de les dénaturer. Nous nous sommes trouvés en face d'un gouvernement français qui veut bien décoloniser, mais à moitié. C'est-à-dire maintenir l'Algérie sous une domination coloniale à peine déguisée. »

Après l'échec des négociations, le Gouvernement provisoire de la République algérienne durcit sa position. D'autant que la France brandit en cas d'échec la menace d'un projet de partition de l'Algérie. Cette attitude a pour effet de rendre plus intransigeant le comportement du FLN. En août 1961, le modéré Ferhat Abbas est remplacé à la tête du GPRA par un partisan de la fermeté, Ben Khedda. De son côté, en Algérie, l'OAS multiplie les initiatives pour mobiliser les pieds-noirs, auxquels elle demande de manifester leur détermination dans les rues d'Alger en créant des embouteillages monstres, en scandant « Algérie française » à coups de casserole et en se mettant à l'écoute des émissions pirates qu'elle diffuse à partir du mois d'août.

Dans cette « guerre des ondes », l'OAS parvient à émettre sur la fréquence des émissions officielles, notamment celle de France V. La station atteste de ce piratage : *« Ici Alger. Vers 13 heures, les émissions de France V ont été interrompues à la suite de la destruction des câbles électriques d'alimentation des émetteurs de Ouled Fayet et des Eucalyptus qui sont les deux émetteurs de France V. Une émission fut diffusée immédiatement après la coupure sur une fréquence très voisine de celle de France V. Un speaker anonyme a pris la parole pour annoncer la mobilisation prochaine par l'OAS de 100 000 Français d'Algérie. Puis, l'ex-général Salan a pris à son tour la parole, mettant en cause la politique du général de Gaulle et affirmant que l'Algérie resterait française. L'émission a pris fin aux environs de 13 h 15. Elle a donc duré*

près d'un quart d'heure, La Marseillaise *et* Le Chant des Africains *alternaient avec les déclarations enregistrées. Ici Alger, à vous Paris. »*

Malgré les attentats meurtriers dont elle s'est rendue coupable, l'OAS sait qu'elle peut s'appuyer sur la majorité des pieds-noirs qui croient qu'après l'échec de la semaine des barricades de 1960 et du putsch de 1961, elle reste le seul moyen de garder l'Algérie française.

Jean Morin, délégué général du gouvernement en Algérie : « Il est difficile de parler de popularité. D'une part, le noyau agissant de l'OAS est assez réduit. D'autre part, il est évident que les Européens d'Algérie ont été déçus par le putsch. En effet, ils auraient plutôt souhaité la réussite de l'opération Challe que le succès de l'OAS. À sa tête se trouvent d'abord des militaires, ce sont les Salan, les Gardy, les Godard, les Argoud. Certes, c'est aussi Susini, Pérez. Mais pour le reste, il s'agit de seconds couteaux, des anciens des FAF [Front pour l'Algérie française, créé le 15 juin 1960], des hommes comme Camille Vignau et Robert Martel. Toutefois, il est sûr que les gens considéraient que c'était très bien qu'on se batte pour l'Algérie française. Aussi n'oublions pas qu'il était très amusant de faire sonner les casseroles de foire, un jeu auquel tout le monde se livrait volontiers. Aller dénoncer l'OAS ? Il n'en était absolument pas question chez les pieds-noirs. À partir du moment où personne ne veut vous dénoncer et que vous êtes quand même suivi dans vos manifestations, vous ne pouvez pas demander beaucoup plus. »

Général Jouhaud, adjoint de Salan à la tête de l'OAS : « Les objectifs de l'OAS étaient les suivants : arriver à mobiliser la population ; essayer de trouver dans l'armée – étant donné que l'inéluctable, c'est-à-dire l'indépendance de l'Algérie, progressait tous les jours plus rapidement qu'on ne le pensait – un certain nombre

d'unités qui se joignent à nous ; former un gouvernement algérien pour mettre la métropole en face de ses responsabilités. On peut m'objecter qu'il s'agissait là d'une vue de l'esprit. Quoi qu'il en soit, nous avions la population complètement en main. Aucun doute à ce sujet. Ainsi, à Oran, je faisais pratiquement ce que je voulais. Par ailleurs, sur le plan militaire, j'ai eu l'impression à un moment donné que le 5e [régiment] étranger, des éléments du 2e [régiment] étranger, les groupes musulmans, les GMS [groupes mobiles de Salan], des unités des fusiliers-marins nous rejoindraient en Algérie. Ils avaient pris part à l'opération du 13 Mai, la population s'étant alors, dans son ensemble, mobilisée à notre demande. »

Jean-Claude Pérez : « En s'implantant peu à peu dans la population, l'OAS commençait à acquérir une structure révolutionnaire. C'était la preuve, malheureusement tardive, que si la population d'Algérie avait voulu s'organiser quelques années auparavant, beaucoup de choses se seraient passées différemment. Et je ne parle pas du pouvoir de séduction qu'exerçait l'OAS en France vis-à-vis de gens prêts se compromettre. Donc, à la question de savoir si c'était un combat désespéré, je réponds par "non". En effet, à un moment donné, on sentait que les gens ne savaient pas trop ce que tout cela allait devenir. Il y a eu des livres, certains écrits par des policiers, disant que l'OAS avait été noyautée, qu'il y avait des taupes en son sein. C'est vrai, mais il ne s'agissait pas de taupes clandestines. Ces gens nous disaient qu'ils jouaient un double jeu parce qu'ils avaient affaire à des chefs qui ne savaient pas trop si l'OAS allait gagner ou perdre ; en conséquence, ils se ménageaient une espèce de virginité *a posteriori*. De même, des hauts fonctionnaires nous ont donné des renseignements précieux ; des gens appelés à exercer le pouvoir à des échelons extrêmement élevés nous ont dit comment flinguer Untel et Untel, ce qu'on appelait une "opération ponctuelle".

Une opération de ce type se décidait différemment selon les cas. Soit cela venait de chez nous, c'est-à-dire de mon échelon. On disait : "Untel est très dangereux pour telle et telle raison. Il faut le repérer et l'éliminer." Ou bien des gens nous informaient qu'Untel avait fait ceci ou cela, et nous demandions le feu vert pour pouvoir agir. Mais il nous arrivait parfois d'être mis devant le fait accompli. N'oublions pas que les liaisons pour se contacter les uns les autres, c'était tout un monde. À l'époque, Alger était méthodiquement quadrillée. Comme j'étais connu comme le loup blanc, je ne pouvais pas me permettre de me balader à découvert. Pour transmettre des instructions, pour venir au comptage, pour avoir des réunions, il fallait prendre des tas de précautions, se déguiser, gagner des appartements où des caches se trouvaient ménagées. C'était effroyable, une vie infernale. »

Pour mener à bien une « opération ponctuelle », un « flingage » donc, il est nécessaire de disposer de renseignements fiables et solidement étayés. Le « bulletin de renseignement » y pourvoit : *« Cornu Georges, 3 chemin des Glycines, Alger. Se déplace toujours sur moto de marque Ariel, immatriculée 659 BC 9A. Communiste notoire et propagandiste acharné. Cet individu a été mis à la porte plusieurs fois à la suite de sa propagande en faveur du PCA, Parti communiste algérien. Se targue d'avoir énormément voyagé et de tout connaître, mais en fait, n'a aucun métier dans les mains. Par contre, possède une langue qui, dans nos intérêts, aurait sacrément besoin d'être raccourcie. »*

Marie Elbe, journaliste à *L'Écho d'Alger* : « Tout le monde tuait. À la fin, des horreurs ont été commises des deux côtés. Je ne veux pas du tout excuser ou justifier l'OAS. Mais je ne suis pas plus épouvantée par l'OAS que par le FLN. Des pieds-noirs ont été enlevés à la périphérie des quartiers franco-musulmans ou même ailleurs. Dans les derniers temps, on ne vivait plus dans les quartiers musulmans.

Les Européens se repliaient sur le centre de la ville et les musulmans occupaient les zones périphériques. J'ai vu un Européen saigné à blanc, vidé de son sang. Ils ont rendu le cadavre avec une pancarte "Merci au sang versé pour le FLN". »

Mouloud Feraoun écrit dans son *Journal*[1] en date du 26 septembre 1961 : *« Ces casseroles, ces sifflets, ces klaxons "Algérie française" ont quelque chose d'émouvant. Cela a duré deux heures sans une seconde d'interruption. Ce n'est plus de l'hystérie, mais un cri désespéré, interminable, qui remue les plus endurcis. Voilà comment on est balancé continuellement entre deux mondes qui s'entretuent, pleurent, souffrent, appellent en vain au secours. Cris dérisoires des casseroles, quête pathétique d'un impossible miracle. Cela ne me fait pas oublier les autres, les miens qui n'en finissent pas de tomber, de se faire haïr et ne parviendront sans doute jamais à émouvoir leurs vis-à-vis. Car il y a longtemps qu'on se refuse à les prendre pour des hommes. Chez l'Européen, le découragement est immense. Il ne croit plus à l'Algérie française. On sent partout un vent de débâcle et la ville se plonge peu à peu dans une indéfinissable tristesse. La tristesse visible des rues, des magasins vides ou éventrés, la tristesse invisible des douleurs cachées et des appréhensions obscures, des terreurs inavouées, des paniques justifiées. »*

Mouloud Feraoun sera assassiné le 15 mars 1962 par l'OAS, dont le chef s'exprime régulièrement dans des émissions pirates.

Raoul Salan, le 9 octobre 1961 : *« La France dans sa majorité comprend que quelque chose d'essentiel est en cours, mais ce n'est pas sur le niveau dont on parle tant. Des officiers traînés sur le banc de la justice spéciale, et qui clament leur foi, fixent la profondeur du drame que vit le pays. Les mécontentements qui s'élèvent de toute part*

confirment la cohésion nationale dans l'opposition. Et puis enfin, le seul fait que je puisse prendre la parole sur les antennes mêmes de la Radiotélévision officielle, n'est-ce pas une des preuves éclatantes que le pouvoir se meurt lentement, abandonné de tous ? »

Le général Salan, qui s'exprime régulièrement sur les ondes, Jean-Claude Pérez, chef de la branche armée de l'OAS, qui contrôle les commandos Delta de Roger Degueldre, vivent au milieu des Européens comme des poissons dans l'eau. En revanche, le délégué général, Jean Morin, installé aux environs d'Alger, à Rocher-Noir, est très isolé. Pour lutter contre l'OAS qui dispose de complicités évidentes dans la police, le gouvernement s'appuie en Algérie sur une organisation gaulliste, le Mouvement pour la Communauté (MPC), et y envoie discrètement des gendarmes de métropole, ceux de la mission C (C comme « choc ») de Michel Hacq. À la tête de ceux auxquels Lucien Bodard donne le nom de « barbouzes » se trouve le secrétaire général du MPC, Lucien Bitterlin.

Lucien Bitterlin : « La naissance du MPC, c'est d'abord une réaction de la base. De fait, on n'a pas toujours bien compris que ce n'était pas le pouvoir qui nous confiait une mission. Nous étions un certain nombre de militants concernés, établis en Algérie, dont des gaullistes, des anciens des Forces françaises libres ou de la Résistance, des gens comme Le Tac ou d'autres, qui avions choisi de vivre en Algérie. Nous estimions que le pouvoir ne faisait peut-être pas tout ce qu'il fallait pour convaincre les Français et les Algériens de l'évolution de la situation. Nous pensions aussi que le parti gaulliste en Algérie n'était pas aussi dynamique, aussi lucide qu'il aurait dû l'être ; il y avait donc une carence qu'il fallait combler. Nous nous sommes réunis avec quelques amis pour faire des propositions. Il apparaît dès lors que nous devons disposer d'une structure indépendante, l'idée

étant de persuader les Français d'Algérie de rester dans le cadre d'une Algérie indépendante. Il est donc nécessaire de lutter contre l'OAS qui va conduire à la ruine non seulement l'Algérie mais également la France. Il nous faut convaincre les Algériens que cette Algérie nouvelle, associée à la France dans le cadre d'une coopération digne des deux pays, représente l'avenir. Mais très vite, après les premières manifestations, c'est-à-dire les collages d'affiches, les distributions de tracts, nous avons été amenés à constituer autour du MPC des équipes chargées de la protection des responsables. De son côté, le gouvernement, via son délégué, nous demande de voir s'il n'est pas possible d'obtenir des renseignements contre l'OAS. Il faut garder à l'esprit que nous allons nous présenter en Algérie sans équivoque, sans ambiguïté, avec la croix de Lorraine et le drapeau tricolore. Tout cela va causer un certain choc dans la communauté algérienne et susciter, bien sûr, l'hostilité de tous les partisans de l'Algérie française ralliés à l'Organisation armée secrète. Le gouvernement était quasiment isolé en Algérie, on le sait trop peu. Pratiquement, la police locale avait baissé les bras, victime ou complice de l'OAS. Les Renseignements généraux avaient complètement disparu. À partir du moment où notre action politique et celle de la police française de la mission C dirigée par Michel Hacq tendent à se confondre, nous allons être affublés de l'étiquette de "barbouzes". »

Jean-Claude Pérez : « Je ne sais pas si on nous a envoyé des gens capables de nous faire du mal ou si on ne nous les a pas envoyés pour se faire tuer. Moi je suis persuadé que c'est la deuxième hypothèse qui est la vraie. D'ailleurs, ils se sont trop manifestés en arrivant. Par définition, un barbouze, on ne le voit pas. Une caserne de barbouzes, c'est une connerie ; un cantonnement d'agents spéciaux, c'est une aberration. C'est tout juste s'ils ne mettaient pas : "Ici barbouzes, si vous voulez nous tirer dessus, mettez-vous là plutôt que là." Certes,

ils nous ont fait quelques misères, mais j'estime que ces gens ont été exploités pour se faire zigouiller à la place des gendarmes. Quant au rôle que j'aurais joué dans les attentats dont ils ont été victimes, il reste très exagéré. Compte tenu des fonctions que j'occupais, je n'étais pas dans la rue avec un flingue. Parfois, un gars venait pour me dire qu'il avait repéré tel machin, tel truc et qu'il attaquerait le soir. Je n'allais pas donner un conseil à un type dont c'était la spécialité. »

Lucien Bitterlin : « Yves Le Tac, qui a reçu plusieurs balles dans la peau, et Gaston Pernot, victime d'un jet de grenades sur son lit d'hôpital, ont été les premières victimes de l'OAS. D'autres ont été assassinés à Orléansville. Plusieurs de nos militants ont été pris sous le feu des tireurs de l'OAS. Pour ma part, j'ai été blessé en sortant de chez moi par un commando Delta. Je dois d'avoir eu la vie sauve à mon ami André Goulet qui conduisait la voiture ; lui-même a été traversé de part en part. Les tueurs de l'OAS avaient vidé quatre chargeurs de pistolets-mitrailleurs sur nous. Vous savez, dans le feu de l'action, vous tirez si vous êtes attaqué. Vous ne pouvez pas dire "Tirez les premiers !" Quand on vous tire dessus, vous tirez. La guerre civile est ainsi ; c'est assez atroce. L'action terroriste peut prendre d'autres formes, comme les opérations de plasticage que l'on va commettre à partir de décembre 1961, après que la Sécurité militaire nous a donné des petits paquets de plastic avec des détonateurs et des mèches lentes. On les a notamment posés devant des cafés connus comme fiefs de l'OAS. C'est ainsi que nous avons fait sauter un certain nombre de cafés comme le Tonton Ville ou l'Otomatic, en plein secteur OAS. L'OAS avait pour but de créer un climat de terreur chez les Algériens pour montrer que c'étaient les Français d'Algérie qui tenaient le haut du pavé. Derrière tout cela, il y avait une espèce de chantage, de racket, de collecte de fonds. En faisant sauter les

cafés ou les établissements proches de l'OAS, nous déclenchions une certaine panique ou du moins un désarroi manifeste dans la communauté de ses sympathisants. C'était le contrefeu de l'incendie qui avait été allumé. Était-ce un bien, était-ce un mal ? Toujours est-il que nous avons fait ce genre d'opérations à la demande de la Sécurité militaire pour bien montrer que l'OAS n'était pas seule sur place et qu'il fallait compter avec un autre courant, un courant français anti-OAS. »

Entre deux attentats, entre deux coups de main, l'OAS continue de faire entendre sa voix sur les ondes de la radio : *« Ici Radio France. Aujourd'hui 9 octobre, l'Organisation armée secrète a interrompu les émissions de la radio gaulliste pour vous faire entendre la voix de l'Algérie française. À partir de demain, Radio France émettra aux heures d'information, en lieu et place de France V ou sur des longueurs d'onde voisines. Soyez tous à l'écoute ! Ayez confiance ! L'OAS vaincra pour la France et l'Algérie française. »*

En janvier 1962, dix-neuf membres du MPC sont tués par l'OAS dans le local de leur mouvement à Alger. Mais la France métropolitaine n'est pas épargnée non plus par ce climat de guerre civile. L'OAS s'y manifeste, ainsi que le FLN qui, le 17 octobre 1961 à Paris, organise une manifestation de travailleurs musulmans contre le couvre-feu qui leur est imposé.

Pierre Vidal-Naquet : « Dans toute cette guerre d'Algérie, le souvenir qui pour moi reste le plus dramatique n'est pas Charonne, le 8 février 1962, dont on a beaucoup parlé et dont on parle encore de temps en temps, mais le 17 octobre 1961. Je me souviens, nous étions réunis dans cette pièce où vous vous trouvez et c'était le jour où nous avions publié dans *Le Monde* un communiqué de protestation

contre les tortures infligées aux gens de l'OAS. Et voici que l'un d'entre nous, Jacques Panijel, arrive bouleversé et dit : "Mais vous savez ce qui se passe ? Les Algériens déferlent dans le centre de Paris, ils sont accueillis de la façon dont vous pouvez imaginer." Que s'était-il passé ? Il y avait eu des actes terroristes de part et d'autre à Paris. D'une part, les harkis et les policiers français rossaient, torturaient, éventuellement tuaient, jetaient à la Seine un certain nombre d'Algériens ; d'autre part, les Algériens abattaient, tuaient un certain nombre de policiers. Le préfet Papon a cru trouver une solution en imposant un couvre-feu aux Algériens, couvre-feu qui ne pouvait pas ne pas apparaître comme une mesure purement et simplement raciste. Les Algériens, à l'époque, étaient citoyens français. C'était donc une sorte de chasse au faciès qui s'organisait. Pour protester, les Algériens organisent le 17 octobre une énorme manifestation silencieuse sans armes. D'ailleurs, les gens étaient fouillés avant d'aller sur les lieux de la manifestation par les responsables du FLN ; on ne leur permettait même pas d'avoir le moindre canif sur eux. Ils s'y rendaient nombreux, des hommes, des femmes, des enfants. Ils ont été accueillis d'une façon inimaginable. Par des coups, par des coups de feu, par des projections dans la Seine. L'affaire a été tellement dramatique qu'il y a eu quand même plusieurs centaines de morts. On a reconnu officiellement deux morts ! Nous avons su par des sources très proches de l'Inspection générale des services qu'il y avait eu environ 350 morts le 17 octobre et les jours suivants. Voilà ce que fut ce 17 octobre, un des épisodes les plus brutaux et les plus oubliés de la guerre d'Algérie. Je vous mets au défi d'interroger cinquante personnes et d'en trouver plus d'une ou deux qui saura ce

que ce fut le 17 octobre 1961, un des jours de honte de notre histoire. »

Autour de Pierre Sergent qui l'organise sur le même modèle que l'OAS en Algérie, l'OAS en métropole se manifeste de diverses manières. Elle obtient le soutien de nombreux intellectuels et hommes politiques de droite et multiplie les attentats. Mais son action devient vite incontrôlée lorsqu'en décembre 1961, le général Salan envoie en France André Canal, dit « le Monocle », qui remet en cause l'autorité du capitaine Sergent.

Capitaine Sergent : « Pour montrer qu'il y avait un véritable cerveau à la tête de l'organisation, nous avons développé la tactique des attentats simultanés. Il s'agissait de frapper au même moment aussi bien à Marseille, à Bordeaux et à Lille. Pendant plusieurs mois, cette tactique a été couronnée de succès, et l'organisation s'est donc fait entendre de la population ; sans doute une partie de celle-ci s'est mobilisée contre nous, mais peu importe. En effet, il reste une vieille règle de la propagande qui dit que l'essentiel est qu'on en parle. Par la suite, il y a eu divergence. Pour ma part, j'ai créé des commandos d'action, c'est-à-dire des gens qui devaient mener des actions ponctuelles, comme on disait à l'époque, et donc ne prendre pour cibles que les responsables d'en face. Toute une partie de l'organisation n'était pas d'accord avec moi ; certains faisaient semblant mais continuaient de poser des bombes un peu partout, les fameuses "nuits bleues". Il était bien évident qu'un jour ou l'autre arriverait un incident. C'est la raison pour laquelle j'ai essayé de faire arrêter André Canal car ce qu'il continuait de faire me semblait

extrêmement dangereux pour l'organisation et pour les buts recherchés. »

André Canal arrive en France en décembre 1961 sur ordre de Salan, qui lui donne aussi le commandement de l'OAS. Aux yeux du capitaine Sergent, il s'agit là d'une erreur préjudiciable pour l'organisation.

Capitaine Sergent : « Malheureusement, il avait dans la poche un accréditif du général Salan qui lui donnait des pouvoirs considérables en métropole. Comme cet homme était efficace, il est arrivé avec un matériel conséquent, notamment de l'explosif en quantité industrielle. Rien ne pouvait l'arrêter. Pour ma part, il s'agit d'un des points noirs de la stratégie de l'OAS, et je persiste à penser que c'était une erreur fondamentale ; de fait, ce qui devait arriver est arrivé : un beau jour, une explosion a blessé une petite fille, et nos adversaires de l'époque ont saisi l'occasion pour retourner l'opinion publique contre nous. »

C'est le 7 février 1962 que la petite Delphine Renard est victime d'un attentat dirigé contre Malraux, lui déchirant l'œil droit. Le lendemain, sur les ondes de la radio, Jacqueline Baudrier se fait l'écho de l'émotion suscitée par cet attentat : *« Quelles sont donc les conséquences psychologiques de l'offensive du plastic ? Cela paraît clair et je doute que ce soit le but recherché par l'Organisation armée secrète. On constate en effet une véritable mobilisation de l'opinion métropolitaine que certains, d'ailleurs, cherchent visiblement à exploiter à des fins politiques qui vont bien au-delà de l'affaire algérienne. Quoi qu'il en soit, il y a unanimité contre cette violence aveugle dans toute la presse parisienne. Ce matin, l'indignation s'exprime en termes véhéments et la première édition de* France-Soir *montre déjà qu'il en*

sera de même dans tous les journaux de l'après-midi. Je vous donne le titre de son éditorial : "Ce sont des assassins". Quoi qu'en dise l'OAS, le plastic tue et tue aveuglément, aussi bien que les attentats du FLN : des innocents, des vieillards et des enfants. Je vous rappelle en effet que les dix attentats au plastic d'hier à Paris ont fait une dizaine de blessés, dont cette petite fille de 4 ans, qui avait le seul tort d'habiter dans la même maison que Monsieur André Malraux.

"Daniel Pouget, vous êtes allé ce matin prendre de ses nouvelles à l'hôpital Cochin où elle est soignée, comment va-t-elle ?

— En effet, Jacqueline Baudrier, je suis allé ce matin à l'hôpital Cochin, au service d'ophtalmologie dirigé par le professeur Auffray. La petite Delphine a passé une nuit relativement calme et la première opération tentée hier semble avoir réussi. Mais de toute façon, les médecins qui sont actuellement à son chevet ne peuvent et ne veulent se prononcer avant une huitaine de jours."

— Eh bien, en signe de protestation contre cette offensive du plastic, je vous rappelle qu'il devait y avoir aujourd'hui plusieurs manifestations organisées d'une part devant le domicile du professeur Vedel et d'autre part à la Bastille. Or, je reçois à l'instant une précision du ministère de l'Intérieur, un rappel plus exactement. Toutes les manifestations sur la voie publique sont interdites. En conséquence, la manifestation prévue ce soir à 18 h 30 à la Bastille par les organisations syndicales, la CFTC, l'Unef, la CGT, et par certains partis politiques, en particulier le Parti communiste et le Parti socialiste unifié, ne pourra avoir lieu. De même, est interdite aussi la manifestation projetée par les étudiants devant le domicile du professeur Vedel. »

Après l'attentat contre André Malraux dont est victime la petite Delphine, et malgré l'interdiction du ministre de l'Intérieur, Roger Frey, les organisations de gauche manifestent quand même à la Bastille. Au métro Charonne, une charge de la police provoque un mouvement de panique et la mort de huit manifestants qui tentaient de se réfugier dans la bouche de métro. Le pourrissement de la situation en Algérie comme en métropole conduit de Gaulle à accélérer la reprise des négociations. Pour y parvenir, il renonce au Sahara. Certains éléments du Gouvernement provisoire de la République algérienne, craignant les progrès de l'OAS en Algérie, sont eux aussi favorables à la reprise des pourparlers. Mais il faut convaincre les éléments durs du FLN, hostiles à toute concession. C'est pourquoi avant de reprendre les négociations, une délégation du GPRA menée par Bentobal et Krim Belkacem rencontre les cinq dirigeants du FLN détenus au château d'Aulnoy ; elle leur soumet les propositions que compte faire le GPRA aux pourparlers qui doivent se tenir dans le Jura, aux Rousses, quelques jours plus tard. Ahmed Ben Bella, prisonnier depuis 1956, participe à la rencontre.

Ahmed Ben Bella : « Jusqu'à présent, nous avions été tenus à l'écart des négociations engagées à Évian. Un beau jour, nous avons été contactés par des éléments du GPRA, notamment Bentobal et Krim. Nous nous sommes rendu compte à ce moment-là que les premiers accords étaient inacceptables. Et nous avons eu des discussions très chaudes avec nos amis, je peux le dire maintenant. Certains de ceux qui sont venus, Bentobal notamment, nous avaient dit que la guerre était perdue pour nous. Je me rappelle lui avoir dit en substance : "C'est toi qui es perdu, ce n'est pas nous, si tu tiens ce langage, c'est que tu es le mal, ce n'est pas notre peuple. En tout cas, je ne signerai jamais un pareil document." »

Malgré les réticences de Ben Bella à la réunion des Rousses, les négociateurs français menés par Louis Joxe et la délégation algérienne conduite par Krim Belkacem s'entendent et décident de se retrouver à Évian quelques jours plus tard pour conclure enfin un accord contre lequel allait se déchaîner la violence de l'OAS : *« Ici Radio France, la voix de l'Algérie française. Ainsi, ces messieurs du gouvernement, Joxe en tête, sous les ordres de leur maître, de Gaulle, paradent sur les écrans de télévision et se glorifient d'avoir signé un accord avec les assassins du FLN pour mieux étouffer la voix de l'Algérie française. Du moins, tel est dans leur esprit le processus du désengagement de la France, c'est-à-dire de l'aliénation de tous ses devoirs envers les populations de confession chrétienne, musulmane ou israélite qui sont encore placées sous son contrôle. Ainsi, ces messieurs les valets espèrent, par le biais de leur déclaration mensongère, amener les rebelles des palaces de Tunis, du Caire et de Rabat à s'engager dans la voie des négociations tout en leur faisant miroiter l'indépendance de l'Algérie. Une Algérie que de Gaulle, ce traître à la patrie, a juré de larguer à tout prix pour se débarrasser définitivement des Français européens et musulmans fidèles qu'ils ne veulent à aucun prix voir s'intégrer dans une France hexagonale réduite à l'état de petite nation n'ayant plus voix au chapitre dans le concert européen et, à plus forte raison, dans le concert mondial. Quoi que vous fassiez, de Gaulle, Debré, Joxe ou Frey, plus connu sous le nom de "Roger la Honte", vous trouverez sur votre route des hommes décidés à lutter jusqu'au bout pour la victoire de la vraie France, derrière leur chef, le général Salan, qui lui au moins n'a jamais trahi le serment fait en 1958 et depuis 1954 par les forces armées françaises de conserver cette portion du territoire national à la France. L'OAS n'abandonnera pas la lutte. Les chiens aboient, la caravane passe. L'OAS vaincra, soyez-en certains. Vive l'Algérie française ! Vive le général Salan ! Vive la France ! »*

Le 18 mars 1962, les accords d'Évian qui mettent donc un terme au conflit algérien sont enfin conclus. Bernard Tricot se trouve parmi les signataires.

Bernard Tricot : « Ce n'était pas la joie, c'était un mélange bizarre. Il y avait l'idée que cette épreuve, qui durait depuis huit ans, s'achevait. Nous étions dans l'illusion, car nous croyions qu'elle allait s'achever. Or, les massacres des deux côtés ont continué pendant des mois. Elle s'achevait, mais d'autre part, cela avait été si pénible, si long, il avait fallu renoncer à tant de choses et on sentait qu'il y avait tant de menaces qui pesaient encore que nous n'étions pas réellement joyeux. Alors, pour la première fois, les deux délégations se sont serré la main. Je vois encore toutes ces mains qui se rapprochent par-dessus la table, qui s'entrecroisent, qui se serrent, qui se retirent. Oui, il y avait là un moment, sans doute, d'émotion. Mais je crois que des deux côtés, on sentait qu'il y avait tant d'obstacles à vaincre que c'était la gravité qui l'emportait. »

Pour autant, l'OAS n'entend pas désarmer. À la radio, le général Gardy affirme en effet sa détermination et lance un ultimatum : *« […] Français de toutes origines et de toutes confessions qui vivez sur le sol de notre Algérie, Européens et musulmans, civils et militaires, l'heure est venue. La trahison gaulliste est consommée, l'entente est scellée entre un pouvoir d'imposture et l'ennemi implacable auquel il veut livrer cette terre et ses habitants, citoyens français. Sous le couvert d'illusoires garanties qui seraient balayées par le futur État FLN comme chiffon de papier, ce qu'elles sont et rien d'autre, uniquement destinées à sauver la face à notre dictateur, celui-ci a décidé l'abandon. Conçu par ce vieillard dément, soutenu par une mafia d'intrigants serviles, ce faux-semblant de paix, cette capitulation honteuse ne se fera pas. Le peuple français d'Algérie se dresse pour la résistance. Les forces de l'ordre, gendarmes*

mobiles, CRS et unités de quadrillage sont invités à se refuser à toute action dans le secteur délimité par la caserne Pélissier, la caserne d'Orléans, Climat-de-France et Saint-Eugène. Quarante-huit heures de réflexion sont laissées aux officiers, sous-officiers et soldats qui, à partir du jeudi 22 mars 1962 à zéro heure, seront considérés comme des troupes ennemies au service d'un gouvernement étranger. […] »

Faute d'avoir pu empêcher la signature des accords d'Évian, l'OAS essaie désormais de les rendre inapplicables et de mobiliser la population contre les forces de l'ordre. Le 23 mars, à 10 heures, place Desaix à Bab-el-Oued, le commando Alpha de Jacques Achard, conformément à l'ultimatum, tire sur un camion de l'armée, tuant sept soldats. Aussitôt le quartier de Bab-el-Oued est bouclé, l'armée et l'aviation interviennent. Pour rompre l'encerclement de Bab-el-Oued, le responsable de l'OAS à Alger, le colonel Vaudrey, demande à la population d'Alger de manifester : *« Une opération monstrueuse sans précédent dans l'histoire est engagée depuis trois jours contre nos concitoyens de Bab-el-Oued. On affame 50 000 femmes, enfants, vieillards encerclés dans un immense ghetto. La population du Grand Alger ne peut rester indifférente. En une manifestation de masse pacifique et unanime, tous les habitants de Maison-Carrée, Hussein-Dey et El Biar rejoindront, ce lundi à partir de 15 heures, ceux du centre pour gagner ensemble et en cortège, drapeau en tête, sans aucune arme, sans cri, par les grandes artères, le périmètre du bouclage de Bab-el-Oued. Non, les Algérois ne laisseront pas mourir de faim les enfants de Bab-el-Oued. Ils s'opposeront jusqu'au bout à l'oppression sanguinaire du pouvoir fasciste. Il va de soi que la grève sera générale à partir de 14 heures. Faites pavoiser ! »*

Pour briser l'encerclement de Bab-el-Oued, l'OAS lance donc dans les rues des civils. Si les manifestants franchissent les barrages qui

entourent le quartier, l'OAS a gagné. Ce lundi 26 mars, tout repose sur les épaules d'un jeune lieutenant du 4e régiment de tirailleurs, le lieutenant Ouchène, qui se trouve rue d'Isly, près de la Grande Poste. À 14 h 50, c'est le drame. Une rafale de fusils-mitrailleurs est tirée sur ces hommes qui ripostent aussitôt. La fusillade fait 46 morts et 200 blessés. Elle apprend aux pieds-noirs que l'OAS, qui les a entraînés dans cette manifestation, ne peut plus faire reculer un pouvoir déterminé à faire appliquer les accords d'Évian. Compromise par l'action de l'OAS, la population pied-noire commence déjà à quitter l'Algérie.

1. *Journal 1955-1962*, Seuil, collection « Méditerranée », 1962.

CHAPITRE 10

1962

Les derniers jours

1962. Plus d'un million de pieds-noirs sont sur le point de quitter l'Algérie après la signature, le 18 mars, des accords d'Évian. Ceux-ci prévoyaient un cessez-le-feu à partir du lendemain, un référendum sur l'indépendance en France puis en Algérie ainsi que la mise en place d'un exécutif provisoire présidé par Abderrahmane Farès. Il y a aussi des garanties pour les pieds-noirs et les intérêts français en Algérie. Mais à peine sont-ils signés que les accords d'Évian deviennent caducs pour deux raisons. D'abord, parce que l'OAS, qui veut les rendre inapplicables, intensifie ses attentats terroristes. Ensuite, parce qu'au sein du Gouvernement provisoire de la République algérienne, profondément divisé mais pourtant signataire avec la France des accords d'Évian, quelques dirigeants – et non des moindres – sont bien décidés à ne pas les appliquer. Parmi eux, le chef de l'Armée de libération nationale, Houari Boumédiène, et Ahmed ben Bella, le futur président de la République algérienne, qui ne croit pas au maintien des pieds-noirs dans une Algérie indépendante.

Ahmed ben Bella : « Je ne pouvais pas concevoir une Algérie avec 1 500 000 pieds-noirs. Il ne s'agit pas d'un acte de rejet, je vous assure. Je pense que les pieds-noirs ont été des victimes. J'ai d'ailleurs des amis parmi eux. Mais, lucidement, ils n'étaient pas compatibles avec le projet de mon Algérie, une Algérie révolutionnaire, une Algérie qui allait vers des options socialistes, une Algérie disposée à combattre l'impérialisme. Non seulement pour l'Algérie, mais pour les autres pays, nous avons fait cela [passer outre les garanties accordées aux pieds-noirs]. On ne pouvait pas avoir la prétention de faire l'Algérie telle que je la concevais avec un système de type Rhodésie. »

Pourtant, les pieds-noirs sont dans leur très grande majorité des gens simples, vivant le plus souvent pauvrement. Les « gros colons » ne représentaient qu'une petite partie des Européens d'Algérie.

Ahmed ben Bella : « Ils étaient quand même une vingtaine de mille et disposaient de trois millions d'hectares. Que serait cette Algérie où les meilleures terres du pays, qui avaient été spoliées, resteraient entre les mains des colons ? J'ai dit très franchement au général de Gaulle que nous allions faire la réforme agraire. Il m'avait répondu : "Mais enfin, les accords d'Évian, c'est Monsieur Gorse" [ambassadeur de France en Algérie de 1963 à 1967]. Je lui ai fait comprendre que les accords d'Évian n'était pas le Coran ni la Sunna, et que nous allions les changer parce qu'ils n'étaient pas acceptables. »

Bernard Tricot, conseiller technique pour les affaires algériennes auprès du général de Gaulle : « Il y a deux choses qui ont fait que les accords d'Évian sont devenus très vite théoriques. D'une part, le FLN n'a pas voulu – ou n'a pas su – mettre fin aux attentats. Ce qui créait d'ailleurs autour de la négociation d'Évian une atmosphère

déplorable et assez irréaliste. On parlait de garanties, de paix, et chaque soir on apprenait que des gens avaient été encore massacrés. D'ailleurs, les tueries se sont poursuivies après. Ainsi, des chefs du FLN ont continué à enlever et à tuer en dépit des ordres. D'autre part, l'OAS a pratiqué ce qu'on a appelé la "politique de la terre brûlée". En clair, cela revenait à dire : "Vous voulez faire la paix avec les musulmans, vous voulez mettre fin à l'Algérie telle que nous l'avons connue et aimée ? Eh bien, nous la détruisons." »

Jean Scotto, curé de Bab-el-Oued : « Les attentats se multipliaient. Je n'étais plus curé de Bab-el-Oued, j'exerçais mon ministère dans un autre endroit, très dur. Je me demandais si ces accords allaient aboutir. Le 19 mars, je suis sorti dans la rue, le cœur gonflé d'espoir, non sans me demander comment les Algériens réagiraient. Je ne connaissais pas tous les Algériens, bien sûr, mais beaucoup me connaissaient. Je me disais que la guerre était finie ; on s'était donné des coups, mais maintenant je nourrissais une espèce d'espoir. Je pardonnerai aux personnes, car on doit toujours leur pardonner. Mais en ce qui concerne un mouvement comme l'OAS, non ! Je l'accuse non seulement de ces crimes contre les Algériens, mais aussi d'avoir tué l'âme de mon peuple pied-noir. »

Les attentats redoublent à Alger où, pour la seule journée du 20 mars, on dénombre quarante actions du FLN qui font 30 morts et 124 blessés. La radio rend compte du climat de terreur qui s'est installé : *« À Alger, des attentats de ce matin, attentats à l'arme à feu contre des musulmans. Un mort à Bab-el-Oued, un blessé à Hussein-Dey. Les musulmans hésitent à reprendre leur travail, à travailler et à*

traverser les quartiers européens. C'est ainsi qu'à Alger, à la Régie des transports, 8 employés musulmans sur 1 200 se sont présentés pour prendre leur service. Ces défaillances n'entraînent d'ailleurs aucune perturbation dans les transports en commun. La Régie s'est organisée pour assurer quand même le transport des Algérois sur les principales villes. Ici Alger, à vous Paris. »

Mouloud Feraoun, *Journal*[1], 14 mars 1962 : *« À Alger, c'est la terreur. Les gens qui sont obligés de sortir sortent sans trop savoir s'ils vont revenir ou tomber dans la rue. Nous en sommes tous là. Les courageux et les lâches. Au point que l'on se demande si tous ces qualificatifs existent vraiment ou si ce ne sont pas des illusions sans véritable réalité. On ne distingue plus les courageux des lâches. À moins que nous soyons tous à force de vivre dans la peur devenus insensibles et inconscients. Bien sûr, je ne veux pas mourir et je ne veux absolument pas que mes enfants meurent. Mais je ne prends aucune précaution particulière, en dehors de celles qui depuis une quinzaine sont devenues des habitudes : limitation des sorties, courses pour acheter en gros, suppression des visites aux amis. Mais chaque fois que l'un d'entre nous sort, il décrit au retour un attentat ou signale une victime. »*

Le lendemain du jour où il écrit ces lignes, Mouloud Feraoun est assassiné par l'OAS qui contrôle les villes à majorité européenne : Alger, où règnent les commandos Delta de Roger Degueldre, et Oran, où l'OAS est dirigée par le général Jouhaud qui sera arrêté le 25 mars. Le même 25 mars, arrive en Algérie le dernier représentant de la France, le haut-commissaire Christian Fouchet qui, de Rocher-Noir près d'Alger, dirige la lutte anti-OAS et s'adresse aux pieds-noirs : *« […] Aujourd'hui, en cette première journée où j'exerce réellement mes fonctions de haut-commissaire, je veux vous dire simplement ceci. Aux Français d'Algérie d'abord, parce que vous êtes en*

ce moment ceux qui souffrent le plus. Je viens ici pour vous aider. Rien n'est perdu, rien n'est perdu, si vous avez les yeux ouverts. L'attachement émouvant que vous avez pour votre pays, comment ne pas le comprendre, comment ne pas le partager ? Mais ceux qui vous disent de vous abandonner aux tentations du désespoir vous mentent et vous trahissent. Je vous le dis parce que je viens d'en faire l'expérience vécue. Sachez que le monde entier, je dis bien le monde entier, toutes les nations du monde pratiquement sans exception se ligueraient contre vous si vous vouliez revenir, tenter de revenir sur ce qui a été décidé et conclu. Vous lancer dans cette erreur terrible, ce serait vous attirer la fureur du monde et vous en seriez les principales et les premières victimes. Et puis surtout, vous vous sépareriez de la France. Car, ceux qui vous disent que votre avenir est de vous insurger contre la République et de protéger des assassins et de tirer sur des gendarmes et des soldats français sont des fous et des criminels. Pour eux, qu'ils le sachent, il n'y a plus de salut. Mais vous, au nom du ciel !, ne vous solidarisez pas avec eux ! Chassez-les ! »

Général Jouhaud : « J'ai été arrêté le 25 mars et je suis arrivé le 26 mars 1962 à la [prison de la] Santé. J'ai subi deux interrogatoires de trois heures par deux juges différents, l'un sur l'OAS et l'autre sur le putsch. Le 11 avril, je me suis retrouvé devant le tribunal. L'instruction a été remarquablement rapide étant donné qu'il n'a fallu que trois semaines pour passer devant le tribunal. Songez qu'à l'heure actuelle, vous entendez parler de procès qui durent depuis cinq ans parce qu'il manque une pièce. En ce qui me concerne, il n'y avait pas besoin de pièces, il y avait des faits. Le tribunal était composé d'un certain nombre de gens choisis par le pouvoir. Le 13 avril, je suis condamné à la peine capitale. Je souris, je hausse les épaules. À la Santé, je tombe sur le directeur qui me dit qu'il va me mettre dans une autre cellule. Je lui demande pourquoi et il me répond qu'il s'agit

d'une cellule de condamné à mort et que je n'ai pas le droit de retourner dans les cellules de l'étage. J'insiste, je dis qu'il est tard, que cela peut attendre le lendemain. Je tenais à regagner ma cellule parce que j'y avais dissimulé une lame de rasoir que je comptais bien utiliser. Sans le savoir, le directeur de la Santé m'a sauvé la vie. »

L'arrestation de Jouhaud, puis le 7 avril, celle du chef des commandos Delta, Roger Degueldre, et enfin, le 20 avril, celle du général Salan, ne mettent pas un terme à la terreur. Livrés à eux-mêmes, les chefs de l'OAS multiplient les attentats, notamment contre les musulmans, essayant ainsi de provoquer des affrontements entre les communautés et de pousser l'armée française à intervenir, ce que les accords d'Évian lui interdisent. Mais certains responsables de l'OAS réprouvent bientôt un combat qu'ils jugent désormais inutile et même dangereux pour l'avenir des pieds-noirs en Algérie. C'est le cas de Sarradet, Leroy et Villard qui prennent contact avec les autorités françaises. Les deux derniers sont assassinés par l'OAS.

Jean-Claude Pérez, chef de la branche armée de l'OAS : « Leroy et Villard n'ont pas été assassinés, ils ont été exécutés. Leroy était venu nous menacer, disant qu'il était d'accord pour la partition et qu'il était disposé à nous imposer sa volonté. Ils ont été tués, non pas parce qu'ils ont trahi, mais en raison de leur comportement qui, à ce moment-là, pouvait entraîner une catastrophe terrible. L'OAS aurait pu mourir trois mois plus tôt ! Aurait-ce été un bien ou un mal ? Je n'en sais rien. Il reste qu'à l'époque les ordres étaient d'éliminer toute forme de rébellion. Ces gens-là n'ont pas trahi, ils ont voulu imposer à l'OAS, en pleine période de danger, une ligne de conduite qui n'était pas celle de l'état-major. Je le regrette. Oui, je regrette tout ce qui a été fait pour rien, je regrette d'avoir été responsable de morts d'hommes pour… un rêve. Peut-être ! Je n'en sais rien. À ce moment-

là, j'étais sincère. Je sais que j'étais absolument sincère et que je pensais me battre vraiment pour mon pays. Je regrette sincèrement les morts que j'ai provoquées. Maintenant, sachant ce que je sais, si c'était à refaire, je ne le referais pas. Parce que cela n'en vaut pas la peine. »

Convaincu qu'il est temps d'en finir avec le terrorisme à ses yeux sans issue, et partisan de construire, par une action militaire, une République pied-noire, Jean Sarradet rencontre Vincent Monteil, conseiller technique du haut-commissaire Christian Fouchet.

Vincent Monteil : « Je suis alerté un beau jour par un prêtre que je ne connaissais pas, un pied-noir. Celui-ci me donnait rendez-vous à Alger, en plein fief OAS, dans un immeuble où j'ai rencontré Jean Sarradet. Il aurait pu s'agir d'un piège ; il se trouve que cela n'a pas été le cas. Sarradet dirigeait un des "commandos Z" qui étaient parmi les plus meurtriers de l'OAS. Il vivait avec une femme, Anne Loesch, qui a d'ailleurs écrit ses mémoires sous le titre *La Valise et le Cercueil*[2]. Je l'ai donc vu avec ce curé à trois reprises. En substance il m'a dit qu'on ne pouvait pas continuer ainsi, que l'OAS commettait des crimes sans arrêt. Il a ajouté que lui-même se sentait menacé et qu'il voulait rompre tout contact avec l'organisation. Finalement, le 7 juin, il donne une conférence de presse dans laquelle il se dissocie complètement de ses compagnons. Aussitôt condamné à mort par l'OAS, il va trouver refuge du côté de Rocher-Noir où il me fait part de ses exigences. Il demandait que ses hommes gardent leurs armes, une somme d'argent raisonnable de façon à pouvoir payer leur solde, mais surtout, il voulait des cartes d'identité de policier français pour ses camarades. Évidemment, ce n'était pas possible. Quoi qu'il en soit, il a abandonné complètement le combat. Cela montre qu'il y avait des gens dans l'OAS qui se posaient des questions. »

Alors que les défections commencent à gagner les rangs de l'OAS, l'organisation continue sa guerre des ondes dans un langage codé qui n'est pas sans rappeler le mode opératoire de la Résistance lors de la Seconde Guerre mondiale : *« Et voici quelques messages personnels. Le four est trop chaud, les petits pains vont brûler. Suze et Saint Jeannot font un mélange hardi. Le micro est particulièrement sensible. Nautilus fera surface à l'aube. »*

Traquée par la police, par l'armée et par le FLN dirigé à Alger par le commandant Azzedine, unanimement condamnée en France, perdant le contrôle des pieds-noirs dont certains quittent déjà l'Algérie, l'OAS cherche à négocier avec le GPRA présidé alors par Ben Khedda. Contre l'avis de Jean-Claude Pérez, chef de la branche armée de l'OAS, Jean-Jacques Susini, qui a succédé à Salan à la tête de l'organisation, prend contact avec le docteur Chawki Mostefaï, membre du FLN au sein de l'exécutif provisoire. Mais en même temps, pour se donner plus de poids, l'OAS intensifie son action terroriste, malgré l'ordre du général Jouhaud qui, de sa prison en France, lui demande de cesser le combat : *« Lorsqu'un chef estime que la bataille est sans issue, lorsqu'il a conscience que tout a été tenté pour vaincre, que l'honneur est sauf, il est pour lui un moment douloureux, tragique, c'est d'arrêter les combats. Il faut chercher avec nos ennemis d'hier un terrain d'entente qui permet à tous les Français de continuer à vivre sur leur terre natale en toute dignité. Il importe que l'action de l'OAS cesse au plus tôt. C'est son chef qui le demande à ceux qui se sont spontanément mis sous ses ordres. »*

L'OAS a beau tenter de prendre langue avec le GPRA et le FLN, son discours jusqu'au-boutiste s'apparente à la politique de la terre brûlée, comme l'atteste cet extrait d'une émission radiodiffusée : *« Si*

nous n'obtenons rien, si Monsieur Ben Khedda déclare s'en tenir aux accords d'Évian qui ne nous satisfont nullement et si le président du GPRA prétend, ce faisant, ne pas vouloir devenir un marchand de tapis, notre rédemption, qu'il le sache bien, et ses amis avec lui, est absolument conforme. Nous avons prouvé, et nous prouverons encore, que nos équipes spéciales obéissent strictement aux ordres qui leur sont donnés. Déjà, certaines industries sont détruites, il nous faut aller plus loin. Nous procéderons alors vraiment à la politique de la terre brûlée. Nous incendierons tous les puits de pétrole et tous les puits de gaz. Nous minerons les barrages, nous détruirons les usines électriques, les usines gazières. Nous indiquerons à chaque particulier d'avoir sous la main une vingtaine de litres d'essence pour brûler tous les meubles qu'ils ne pourront pas emporter. Une chose est donc certaine : nous ne laisserons rien ici si nous devons partir. »

Jean-Claude Pérez : « On m'avait demandé de radicaliser les actions terroristes pour conférer plus de force à cette négociation. Il s'agissait de donner l'impression que l'OAS était disposée à aller jusqu'au bout, quitte à faire d'Alger un véritable champ de massacre. Il fallait tenter ce bluff pour le succès des pourparlers. L'affaire s'est compliquée avec la capitulation des [commandos] Delta. Lorsqu'ils ont décidé de cesser le feu, je les ai réunis pour leur dire qu'ils auraient au moins pu m'en parler avant de mettre bas les armes. J'ai rédigé une lettre à tous mes adjoints et à mes subordonnés en leur disant pour quelle raison j'avais décidé de partir et de transférer ailleurs notre potentiel de combat. Je suis parti le 14 juin, abandonné par les miens. Je ne voulais pas compromettre la vie de ceux qui allaient rester mais leur laisser le temps de se sauver, la frontière étant restée ouverte. Il n'y a pas eu d'opérations visant à les empêcher de partir. En ce qui me concerne, je ne pense pas qu'on m'aurait laissé prendre le large sans me rattraper. On m'aurait flingué à vue.

D'ailleurs, pendant les dernières journées que j'ai passées à Alger, je n'ai cessé de changer de planque sans arrêt. J'étais "balancé" par tout le monde ; j'étais l'homme qu'il fallait apporter dans la corbeille de mariage, l'homme à abattre. »

Le 17 juin 1962, le docteur Mostefaï, membre de l'exécutif provisoire du FLN, annonce aux pieds-noirs l'accord conclu avec l'OAS : *« Je sais le désarroi dans lequel vous êtes. Vous vous posez des questions sur votre avenir dans ce pays. Sur votre sécurité, sur le respect de votre personnalité et de votre dignité d'homme. Vous êtes probablement meurtris parce que vous pensez que l'avenir de l'Algérie se fait et se fera sans vous et même contre vous. Tels sont les sentiments d'un grand nombre d'entre vous. Ces sentiments ont été exprimés par les dirigeants des organisations syndicales et professionnelles et en particulier par les dirigeants de l'OAS avec lesquels nous nous sommes entretenus. Et si j'ai participé à tous ces entretiens, c'est parce que leur utilité a été reconnue par les dirigeants algériens dont vous entendiez recevoir les assurances nécessaires. L'entente et la paix sont donc possibles. Tout de suite. Sachons saisir ensemble l'occasion qui s'offre à nous de ramener la concorde nécessaire entre tous les Algériens. »*

En moins d'un an, l'OAS a tué près de 2 400 personnes. Trois mois après le cessez-le-feu du 19 mars, le 17 juin 1962, la guerre d'Algérie se termine donc réellement. Mais trop tard pour les Européens et les harkis compromis par l'action de l'OAS et qui craignent les représailles du FLN. Notamment à Oran, où se multiplient les disparitions et les massacres. Quelques Européens accusent l'armée

française, commandée par le général Fourquet, de les avoir abandonnés.

Général Fourquet, commandant de l'ensemble des forces armées en Algérie en 1962 : « Le terme d'abandon ne correspond pas à la situation. Il ne faut pas oublier que les accords d'Évian prévoyaient l'arrêt des opérations offensives. C'est-à-dire que l'armée française s'était engagée à ne plus opérer d'actions contre les guérillas ou contre les éléments de l'ALN. Chacun sait que dans une situation d'insécurité, quand on n'attaque pas, la sécurité diminue instantanément. »

Pierre Laffont, journaliste, député d'Oran de 1958 à 1961 : « Les massacres d'Oran ont été des mouvements spontanés. Le FLN n'y est pour rien. On a attendu pendant plusieurs jours avant de fêter l'indépendance. Alors, les gens étaient excités, ils avaient gagné, ils avaient bu. Tout d'un coup, ils se sont répandus dans les rues et ont commencé à tirer sur tous les Européens qu'ils croisaient. Selon moi, il y a eu 1 200 morts à Oran ce jour-là. Personne n'en parle jamais, mais c'est quand même la plus grande catastrophe de la guerre. Que s'est-il passé ? Le général Katz, qui commandait à Oran, a attendu sept heures pour faire sortir ses troupes. D'ailleurs, dès que les troupes françaises ont été à pied d'œuvre, tous les émeutiers se sont égaillés dans la nature et l'ordre est revenu. Alors comprenez que les Français d'Algérie, qui ont vu qu'on les avait laissés pendant sept heures à la merci de gens sans foi ni loi, aient quand même trouvé que la pilule était amère. »

Capitaine Khelif, commandant de la 4e compagnie du 30e bataillon de chasseurs portés : « J'étais le seul officier français de souche nord-africaine dans cette unité d'élite. Selon des renseignements en ma possession, des membres du FLN ramassaient, dans Oran et sur les routes alentour, les pieds-noirs et bien sûr les musulmans qui étaient pro-français, pour les emmener dans des camions et les fusiller avant de les jeter dans le petit lac. Celui-ci aurait été cimenté. Je préfère parler au conditionnel puisque je ne l'ai pas vu de mes yeux. J'ai téléphoné à l'adjoint du colonel commandant le secteur, qui était mon patron hiérarchique le plus élevé. Cet adjoint m'a dit qu'il comprenait très bien ce que je ressentais et qu'il me laissait faire selon ma conscience. Non sans ajouter qu'il ne m'avait rien dit. J'ai considéré cette réponse comme un feu vert ou comme un encouragement. J'ai alors embarqué la moitié de ma compagnie et je me suis dirigé vers le point de regroupement, devant l'ancienne préfecture d'Oran. J'ai effectivement vu une colonne de femmes, d'enfants et de vieillards, des centaines, qui étaient gardés par une section du FLN et qu'on s'apprêtait à embarquer pour une destination inconnue. Devant la préfecture, il y avait un planton ; je lui ai demandé où se trouvait le préfet. Il m'a montré un monsieur, petit, costaud, chéchia rouge, qui grimpait les escaliers de la préfecture. En trois enjambées, j'ai rejoint le préfet et lui ai dit qu'il disposait de trois minutes pour faire libérer tous ces gens-là, sinon je ne répondais plus de rien. Le préfet ne m'a pas répondu. Il est redescendu avec moi, il a été voir le patron de la section du FLN. La palabre n'a pas duré longtemps. Les gars du FLN sont montés dans leurs camions et sont partis. Le préfet est venu avec moi et a dit à tous ces braves gens, des pieds-noirs, qu'ils étaient libres. »

Général Fourquet : « Voir s'effondrer toute une population qui tout d'un coup s'est rendu compte que c'était l'indépendance a été pour

moi vraiment affreux. Il s'agit de la période la plus douloureuse que j'aie eu à vivre dans ma carrière. En refusant d'y croire jusqu'au dernier moment, les pieds-noirs ont été saisis de panique et, brusquement, ils ont voulu partir. »

Jean Brune : *« Il nous sera difficile de retrouver la même douceur de vivre. Loin des steppes du sud embrasées par la lumière qui ronge les couleurs, les consume, et n'en laisse traîner sur les horizons incandescents que des reflets fanés à peine ravivés par les aurores et les crépuscules. Quand les djebels découpés sur les ciels violets ressemblent à des scories oubliées à la gueule d'un four. Difficile de vivre loin des hautes plaines de l'Oranais ou du Constantinois sur lesquels le vent pétrit les champs de blé comme les vagues de la mer et inspire à l'esprit une dimension de la liberté. Ces paradis dont on nous a chassés, ce bonheur des terres incendiées, des ciels incandescents, des horizons de métal et des mosaïques bleus jonchées de fleurs de jasmin. Nous tenterons de les troquer contre d'autres bonheurs. »*

Marie Elbe : « Nous avons quitté Alger le 23 juin 1962. Je suis allée chercher mes parents dans le bled. La veille, maman, qui était naïve, s'imaginait qu'elle allait pouvoir emporter ses meubles. Elle ne se rendait pas compte de ce qui se passait. Quand je suis arrivée, mes parents m'ont dit qu'il y avait eu des youyous toute la nuit, c'était horrible. Bien sûr le village était infiltré par le FLN. C'était la fin, on était à une semaine de l'autodétermination. Alors, nous avons fait nos bagages. L'atmosphère était tellement épouvantable que j'ai dit à mes parents : "On va partir tout de suite, on va prendre un taxi, ce n'est pas la peine d'attendre le train, on n'emporte rien." Les meubles étaient en paquets, tout était prêt. Maman avait préparé en pleurant nos déguisements de marquis, ceux de nos 10 ans. De nouveau j'ai dit qu'on emporterait trois fois rien. Vous savez, on vit ce genre de

situation dans un état second. Lorsque vous quittez votre maison parce que les Allemands arrivent, cela vous semble une évidence. Mais dans l'Algérie de juin 1962, notre départ me paraissait absolument idiot : on partait, on partait, voilà ! En me retournant une dernière fois, j'ai vu le casque colonial blanc de mon père, l'ombrelle de ma mère, et je me suis dit que ce n'était pas possible, que j'avais passé ma vie dans cette maison ; et nous partions ! Maman est descendue avec son petit chapeau et son sac, très digne, puis au moment de monter dans le taxi, elle a vu les gars du FLN en face, elle est allée vers eux et leur a dit une chose idiote : "Au revoir messieurs, nous rentrons chez nous et je vous souhaite bien du plaisir !" Je me demande pourquoi, je ne sais pas, il fallait qu'elle dise quelque chose. Alors, nous sommes montés dans l'auto et nous sommes partis. Elle nous disait d'ailleurs en descendant les escaliers : "Je vous en prie, ne pleurez pas, ne pleurez pas, tenons-nous bien droits !" »

Entre mars et septembre 1962, l'Algérie semble se vider de sa population européenne. Très peu de pieds-noirs ont réussi à déménager. Au contraire, la plupart sont partis avec le minimum, soit quelques valises, dès qu'ils ont obtenu un passage maritime ou un billet d'avion. Il en est qui pensent revenir plus tard pour effectuer un déménagement en bonne et due forme. Pour sa part, Marie Elbe sait que le départ est définitif, qu'il s'agit d'un aller sans retour.

Marie Elbe : « Mes parents pleuraient, maman ne voulait pas le croire. À ses yeux, ce n'était pas possible. Elle m'a dit qu'elle ne voulait pas laisser ses morts ! Nous avons réussi à avoir des places dans les soutes, à l'instar de la majorité des pieds-noirs qui partaient à ce moment-là, comme nous, avec des valises. Le matin de l'embarquement, une foule immense, énorme se pressait sur le quai. J'étais parvenue à avoir une cabine pour mes parents sur l'*El*

Mansour. Je n'oublierai jamais le moment où j'ai vu monter mon père et ma mère sur la passerelle. Il m'a semblé qu'ils n'étaient plus rien, rien d'autre que deux vieillards. À cet instant, j'ai compris que tout était fini. Quoi qu'il arrive, quoi qu'on fasse, quoi qu'on me raconte, ai-je songé, tout cela n'est pas pensable. »

Omar Oussedik, membre du Gouvernement provisoire de la République algérienne : « Ils sont partis. Ils n'ont jamais voulu être nos égaux. C'est pour cela qu'ils sont partis. Ils ne voulaient pas être nos égaux, c'est un constat. Il ne s'agit pas de vouloir ou de ne pas vouloir. Ils sont partis, c'est tout. »

Ahmed ben Bella : « Un Français pied-noir ne peut pas accepter une Algérie libre où il n'est plus psychiquement, socialement ce qu'il était. À sa place, j'aurais fait la même chose, j'aurais réagi comme lui, je le dis franchement. On lui a menti pendant cent trente-trois ans. Ils n'oublieront jamais le pays. Plus tard j'ai eu l'occasion de rencontrer un ancien de l'OAS au Mont-Saint-Michel. Il m'a invité à partager un repas. Il m'a expliqué ce qu'il était devenu. Bien sûr, je l'ai compris. Mais ces gens-là ont été trompés. À qui la faute ? »

L'immense majorité des pieds-noirs a dû quitter l'Algérie. Parmi ceux qui sont restés, il y a Monseigneur Duval.

Monseigneur Duval : « Je suis resté parce que je suis évêque. L'évêque porte un anneau. L'anneau signifie l'alliance, le mariage si vous voulez. L'évêque est lié au peuple que Dieu lui a confié. Quand je suis venu en Algérie en 1947, j'y suis venu avec la volonté de n'en partir jamais. L'Algérie est devenue indépendante, j'ai pensé que c'était une raison pour rester. Rester fidèle au peuple algérien. Si je suis venu ici, ce n'est pas seulement pour les chrétiens, je suis venu ici pour porter témoignage de la charité du Christ auprès de toute la

population du pays. Par conséquent, l'Algérie étant devenue indépendante, c'était une raison de plus pour moi de rester. C'est pour cela que je suis resté. Un bon nombre de prêtres également sont restés ; les évêques, tous. »

Jean Scotto, curé de Bab-el-Oued : « Cela a été vraiment pour moi une souffrance intense. Je me souviens que je suis resté trois semaines sans dormir, tellement je souffrais de la multiplication des attentats. Je me demandais où nous arriverions. Finalement, nous sommes arrivés à la veille du scrutin de l'indépendance. Lors d'une réunion d'équipe avec mes prêtres, j'ai dit que je me sentais comme un homme vaincu. J'avais rêvé à la réconciliation, j'avais rêvé d'un peuple nouveau dans une Algérie nouvelle, dans un pays neuf. Mais cela n'a pas eu lieu, puisque la plupart des chrétiens sont partis. »

C'est donc dans une Algérie désertée par un grand nombre d'Européens que le 1er juillet 1962, le référendum prévu par les accords d'Évian se déroule. Une majorité écrasante d'électeurs se prononce pour l'indépendance de l'Algérie. C'est la fin d'une guerre qui n'a jamais voulu dire son nom et à l'issue de laquelle le bilan des pertes humaines reste encore très controversé. La France reconnaît la mort de 23 000 soldats, 3 000 pieds-noirs et quelque 200 000 musulmans. Mais les autorités algériennes donnent le chiffre de 1 000 000 de morts, sans compter les massacres de plusieurs dizaines de milliers de harkis. Début juillet, l'entrée du GPRA en Algérie provoque des manifestations de joie. Mais en France, la fin de la tragédie algérienne bouleverse tout le monde. Y compris ceux qui avaient souhaité mettre un terme à une guerre sans issue. Parmi eux, Bernard Tricot.

Bernard Tricot : « C'est d'abord la tristesse. C'est aussi le sentiment que cette affaire française en Algérie a été largement ratée. Que nous n'avons pas eu, jusqu'aux décisions souvent pénibles mais courageuses du général de Gaulle, que nous n'avions pas eu de politique continue. Que nous avons perdu des occasions. Après, je crois vraiment que cette affaire était perdue parce que le sentiment nationaliste algérien s'était considérablement renforcé. De plus, l'Algérie n'était pas seule dans le monde. Il y avait les voisins marocains et tunisiens qui pendant ce temps-là accédaient à l'indépendance. Il était probablement trop tard pour trouver des solutions raisonnables. De sorte que oui, c'est la tristesse qui l'emporte. »

Paul Delouvrier, délégué général du gouvernement en Algérie de 1958 à 1960 : « On m'a demandé de servir mon pays. J'avais confiance en le général de Gaulle, lui seul pouvait nous tirer d'affaire. Enfin, l'histoire le dira ! Peut-être s'agissait-il d'un service aussi grand que celui qu'il a rendu en faisant le discours du 18 juin. »

Kateb Yacine : « Cela n'a jamais été une lutte contre la France. La plupart des Algériens pensent également ainsi. On se connaît, on sait très bien que ce n'est pas la France qui a été impliquée, mais l'impérialisme français. C'est autre chose. Bien sûr, il y a eu un choc entre nos deux peuples : il y a eu une conquête militaire, c'est sûr, il y a eu, tout aussi sûrement, une tentative de dépersonnalisation. Mais à quelque chose malheur est bon. Nous avons quand même vécu ensemble, longtemps. Dès le début, nous avons tous subi une histoire

qui nous échappait. Il faut l'assumer. Maintenant, nous faisons connaissance. »

Omar Oussedik : « Les conditions de lutte étaient excessivement difficiles. Nous n'avions pas d'industrie de guerre, la France en avait une. Nous n'avions pas d'aviation, pas de blindés, pas de marine de guerre. Nous ne possédions au début que des fusils de chasse et quelques fusils de guerre. Mais nous avions foi en la justesse de notre cause. Nous nous inscrivions aussi dans l'histoire. Nous n'étions pas des passéistes. Il faut que les gens sachent que l'épopée de notre peuple a été une très grande épopée qui reste un des moments forts de l'histoire de l'humanité. Il faut aimer farouchement la liberté pour résister comme on l'a fait pendant sept ans et demi à une armée qui avait des traditions militaires honorables. Ils ont été mes adversaires, nous nous sommes battus. C'étaient des guerriers. Le Français se bat bien. Mais les Algériens aussi savent se battre. »

Le 5 juillet 1962, les Algérois descendent dans les rues pour fêter l'indépendance de leur pays. Une manifestation enregistrée en direct à la radio : *« Des camions, des autocars, des automobiles chargés à bloc de musulmans, de jeunes hommes, de garçons, d'enfants circulent dans le centre de la ville en criant "FLN yahia !" Évidemment tout ça nous rappelle étrangement le slogan "Algérie française", ça se prononce exactement sur la même modulation et produit un effet assez curieux dans ces quartiers européens où ce vieux slogan "Algérie française" a si souvent retenti. Mais je vous le répète, tout cela est peut-être très bruyant, mais tout cela se fait absolument sans incidence. La population européenne regarde au balcon. Les passants européens sont un peu inquiets quand même et essayent de sourire pour montrer qu'ils ne sont pas hostiles. Mais de part et d'autre, il n'y a pas de geste et il n'y a pas d'attitude hostiles. Aux différents carrefours de la ville, des soldats en*

armes de l'ALN, mitraillette à la main, assurent la protection, nous ont-ils dit, des Européens au cas où quelques perturbateurs essayeraient d'exploiter cette manifestation. Par ailleurs, à tous les carrefours se trouvent également des membres du FLN, brassard à la manche, qui assurent la circulation. Mais devant nous, un incident, un soldat de l'ALN, mitraillette à la main, en tenue de parachutiste, casquette Bigeard, arrête un camion bourré d'enfants et leur interdit de klaxonner, leur interdit de manifester et leur demande de circuler dans le silence. Le soldat a été assez, disons, assez énergique. Les enfants ont baissé la tête. Le camion repart et, vous entendez peut-être, les slogans semblent un peu moins forts. »

Général Georges Buis, directeur du cabinet militaire de Christian Fouchet, dernier haut-commissaire en Algérie : « Il y a eu la fantasia en pleine nuit et tout le monde, y compris ma bonne, tirait des coups de feu en l'air. Comme les balles filaient partout, j'ai dit aux gendarmes de surtout ne pas répondre. Tout le monde était dehors et hurlait sa joie. »

Yacef Saadi, chef de la Zone autonome d'Alger en 1957, écrivain, cinéaste : « L'indépendance, c'était le grand jour, sans aucun doute. Après, c'est le bilan, le souvenir des morts, et puis on oublie. Mais on n'oublie pas les morts ; ils reviennent de temps en temps … J'ai donné un sens à ma vie, c'est tout. C'étaient les plus belles années de ma vie, finalement, parce qu'il y avait le risque. Maintenant, j'ai troqué la mitraillette pour la plume, j'écris. »

Commandant Azzedine, commandant de l'Armée de libération nationale : « Ce n'est pas donné à n'importe quelle génération de mener un combat libérateur. J'en garde un très grand souvenir. Il ne se passe pas un jour sans que je me rappelle mes compagnons de

combat qui ont disparu. Ce fut un moment très grand, le déclenchement, le combat libérateur, l'indépendance. Pour un révolutionnaire, ces souvenirs demeurent jusqu'à sa fin. Il faut vivre cela pour comprendre, pour prendre la mesure de la folie, de la liesse qui s'est emparée de tout un peuple au moment de l'indépendance. Les gens n'avaient pas dormi pendant deux ou trois jours. C'était vraiment extraordinaire. »

Omar Oussedik : « C'était le jour rêvé. Après cela, on pouvait mourir. On a vécu ce jour, on a vécu pendant trois jours sans dormir. Celui qui a vécu ces journées parmi les Algériens peut partir, il a vu le drapeau flotter sur la capitale, il a vu l'exécutif revenir dans la capitale. On était réconciliés avec notre histoire. »

Le 1er juillet 1962, trois mois après celui qui s'était tenu en France le 8 avril, et conformément aux accords d'Évian, un autre référendum était organisé en Algérie. Par six millions de voix contre dix-sept mille, les Algériens votèrent pour l'indépendance de leur pays. Deux jours plus tard, un communiqué laconique de la présidence de la République mettait fin à sept ans et huit mois de guerre et à cent trente-deux ans de présence française en Algérie.

« Par le référendum du 8 avril 1962, le peuple français a approuvé les déclarations gouvernementales du 19 mars 1962, qui prévoit le cas où les populations algériennes choisiraient de constituer un État indépendant coopérant avec la France. En conséquence, le président de la République déclare que la France reconnaît solennellement l'indépendance de l'Algérie. »

1. *Journal 1955-1962*, Seuil, collection « Méditerranée », 1962.

2. Plon, 1963.

Repères biographiques

FERHAT ABBAS

Il voit le jour à Taher le 24 août 1899 dans une famille de douze enfants. Pendant ses années d'études de pharmacie à la faculté d'Alger (1924-1933), il écrit des articles pour différents journaux et milite au sein du Mouvement de la jeunesse algérienne, au nom de l'égalité des droits dans le cadre de la souveraineté française. Pharmacien installé à Sétif, il entre activement en politique et adhère à la Fédération des élus des musulmans du département de Constantine avant de fonder en 1938 son propre parti, l'Union populaire algérienne. Il sert dans l'armée française lors de la Seconde Guerre mondiale et publie, en février 1943, le *Manifeste du peuple algérien* dans lequel il demande un nouveau statut pour l'Algérie. Cela lui vaut d'être assigné à résidence jusqu'en 1944. Tenu pour responsable des émeutes de Sétif en mai 1945, il est arrêté. Après sa libération en 1946, il fonde l'Union démocratique du Manifeste algérien (UDMA) et est élu député de Sétif du deuxième collège de la seconde Assemblée constituante. Impuissant à faire entendre sa voix, il démissionne en 1947 et se consacre au journal *Égalité* qu'il a fondé en septembre 1944 et dans les colonnes duquel il durcit ses positions, annonçant dès 1953 une rupture imminente et définitive. Deux ans plus tard, le Front de libération nationale (FLN) lance ses premières

actions armées qui marquent le début de la guerre. En mai 1956, il rejoint le FLN et devient membre du Conseil national de la révolution algérienne (CNRA) et président du premier Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) en septembre 1958. Au moment de l'indépendance, il rallie les partisans de Ben Bella non sans s'opposer au principe du parti unique. Président élu de la première Assemblée nationale constituante (ANC), il proclame la naissance de la République algérienne démocratique et populaire. Opposé à la politique de « soviétisation » de Ben Bella, il est exclu du FLN et emprisonné en 1963. Il recouvre la liberté en mai 1965, peu avant le putsch de Boumédiène (juin). Il est assigné une nouvelle fois à résidence après avoir adressé en mars 1976 un « appel au peuple algérien » en faveur d'une démocratisation du régime. Libéré en juin 1978, il recevra deux ans plus tard la médaille du Résistant des mains du président Chadli Bendjedid. Ferhat Abbas meurt à Alger le 24 décembre 1985.

JACQUES ACHARD

Né en 1924 à Tresques, dans le Gard, maquisard à 16 ans, capitaine parachutiste et chevalier de la Légion d'honneur à 24 ans, il est conseiller provincial au Tonkin dans les années 1949-1950. Il y devient membre du cabinet du général Salan, commandant en chef en 1952-1953. On le retrouve aux côtés de Salan en Algérie comme membre de son cabinet de 1956 à 1958 ; il reprend du service comme capitaine avant d'être nommé sous-préfet de Guelma. En juillet 1959, Yves Guéna, haut-commissaire en Côte-d'Ivoire, prend Achard comme directeur de cabinet. De retour en Algérie, il épouse la cause de l'OAS. Le 20 mars 1962, une proclamation signée Achard, responsable pour l'OAS du quartier de Bab-el-Oued, prétend interdire

toute action à l'armée et aux forces de l'ordre. Ce sera le massacre de la rue d'Isly, le 26 mars. Achard est arrêté le 7 avril et transféré à Paris et condamné à mort. Amnistié comme bien des responsables de l'OAS, il meurt en 1984.

ALI LA POINTE

De son vrai nom Ali Amara, il naît le 14 mai 1930 à Miliana au sein d'une famille pauvre. Après avoir exercé divers petits travaux, il tourne proxénète avant d'être emprisonné pour coups et blessures volontaires et violences à agent, puis pour tentative d'homicide en 1953. La Toussaint rouge le trouve incarcéré. Encouragé par des militants du FLN, il s'évade, prend fait et partie pour la cause nationaliste et revient à Alger. En 1955 on le retrouve au côté de Yacef Saadi. Il va prendre une part active à la bataille d'Alger avant d'être accusé de l'assassinat d'Amédée Froger, le président des maires d'Algérie. Les hommes du capitaine Léger finissent par loger sa planque. Il est tué lors de l'assaut le 9 octobre 1957 dans la casbah d'Alger.

JEAN AMROUCHE

Né le 6 février 1906 en Algérie au sein d'une famille berbère christianisée, il suit des études supérieures en France. Il enseigne les lettres dans divers lycées de Tunisie et d'Algérie. Au mitan des années 1930, il publie ses premiers poèmes. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il rejoint les milieux gaullistes à Alger. Il réalise des émissions littéraires à la radio, à Tunis, Alger puis à Paris. Lors de la guerre d'Algérie, il sert d'intermédiaire entre les instances du FLN et le général de Gaulle. Renvoyé de Radio France par Michel Debré,

Jean Amrouche ne cessera à la radio suisse de plaider de 1958 à 1961 la cause algérienne. Il meurt d'un cancer le 16 avril 1962, quelques semaines après le cessez-le-feu.

ANTOINE ARGOUD

Il naît le 26 juin 1914 à Darney dans les Vosges. Sorti brillamment de Polytechnique en 1934, il sert dans l'armée d'armistice en Afrique du Nord, puis participe aux combats de la Libération jusqu'en Allemagne. Il rallie la cause des putschistes du 13 mai 1958 mais, déçu par la politique algérienne du général de Gaulle, il rejoint l'OAS. Condamné à mort pour avoir pris part au putsch des généraux à Alger en 1961, il s'enfuit en Espagne, puis gagne l'Italie et enfin l'Allemagne. Il est enlevé à Munich par des barbouzes et ramené à Paris. Condamné à la réclusion criminelle à perpétuité en décembre 1963, il est libéré en juin 1968. Le colonel Antoine Argoud meurt à Épinal le 10 juin 2004.

AZZEDINE (COMMANDANT)

De son vrai nom Rabah Zérari, il naît le 8 août 1934 à Bougie, en Petite Kabylie. Orphelin à 3 ans, il est élevé par son frère aîné, Saïd, membre du Parti du peuple algérien (PPA). Les événements du 1er novembre 1954 le poussent à rejoindre l'insurrection. Très vite, il passe pour un maître de la guérilla et les nombreuses blessures qu'il a reçues forcent le respect de ses compagnons d'armes. Arrêté en 1958, il est « retourné » et accepte donc de se rallier à « la paix des braves ». Renvoyé dans sa wilaya puis à Tunis où il est censé y prêcher la fin des combats, il se « retournera » à nouveau pour reprendre des responsabilités au sein du FLN. C'est ainsi qu'il recrée au début de

1962 la Zone autonome d'Alger (ZAA) afin de faire échec à l'OAS. Le 5 juillet, il déclare Alger ville ouverte. Mais le spectacle des affrontements fratricides qui accompagnent les premiers mois de l'indépendance le conduit à quitter l'armée de libération et la vie politique. Lors de la commémoration du 50e anniversaire des accords d'Évian, en mars 2012, il déclare : « La crise de l'été 1962 a été la source de tous nos maux, l'indépendance a commencé par un coup d'État. » Il est l'auteur de *On nous appelait fellaghas* (Stock, 1976) et de *Et Alger ne brûla pas* (Stock, 1980).

AHMED BEN BELLA

D'origine marocaine par ses parents, il naît le 25 décembre 1916 à Marnia, non loin de Tlemcen, dans le nord-ouest de l'Algérie. Il se distingue lors de la Seconde Guerre mondiale comme sous-officier, ce qui lui vaut d'obtenir la médaille militaire des mains mêmes du général de Gaulle en avril 1944. Profondément marqué par les massacres de Sétif, il rejoint le Parti du peuple algérien (PPA) et le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) de Messali Hadj. Arrêté en 1950 à Alger pour avoir attaqué la poste d'Oran, il est condamné à sept ans de prison. Il s'évade en 1952 et trouve refuge en Égypte. Le vol qui le conduit en Tunisie le 22 octobre 1956 en compagnie de Mohamed Boudiaf, Hocine Aït Ahmed, Mohamed Khider et Mostefa Lacheraf est détourné par l'aviation française. De nouveau emprisonné, il est libéré en 1962 au lendemain des accords d'Évian. Rentré à Alger, il devient président du Conseil en septembre de la même année. Élu président de la République algérienne en septembre 1963, il met fin aux insurrections en Kabylie et muselle les opposants politiques. Parallèlement, il se rapproche de la Chine et de l'Union soviétique et

entreprend une politique d'arabisation de l'enseignement. Le 19 juin 1965 il est renversé à l'issue du coup d'État conduit par Houari Boumédiène. Assigné à résidence, il recouvre la liberté en octobre 1980 et s'exile en Suisse l'année suivante où il s'emploie, à travers son Mouvement pour la démocratie en Algérie, à critiquer la politique du président Chadli Bendjedid. De retour en Algérie en septembre 1990, il se retire de la vie politique et se consacre aux grandes questions internationales. Il prend notamment le parti de Saddam Hussein lors de la guerre menée contre l'Irak après l'invasion du Koweit. Lorsqu'il meurt le 11 avril 2012 à Alger, le gouvernement algérien décrète un deuil national de huit jours.

MOSTEFA BEN BOULAÏD

Il voit le jour le 5 février 1917 à Arris au sein d'une famille aisée des Aurès. Engagé sur le front d'Italie lors de la Seconde Guerre mondiale, il se distingue par son courage et obtient la médaille militaire et la croix de guerre 1939-1945. De retour en Algérie, il milite au sein du Parti du peuple algérien (PPA) fondé par Messali Hadj, puis dans les rangs du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) et prend une part active dans l'Organisation spéciale (OS), la branche armée du MTLD. Membre fondateur du Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA), il devient membre du « comité des six » du FLN (Mohamed Boudiaf, Larbi Ben M'hidi, Rabah Bitat, Didouche Mourad et Krim Belkacem) lorsque le FLN se substitue au CRUA en octobre 1954. Il est à la tête des opérations dans l'Aurès lors du déclenchement de la Toussaint rouge le 1er novembre 1954. Arrêté en Tunisie le 11 février 1955, condamné à mort, il s'évade de la prison de Constantine. Il rejoint le maquis et trouve la mort le 22 mars 1956 dans l'explosion d'un poste

radio piégé parachuté par l'armée française ; c'est du moins la version officielle.

BENYOUCEF BEN KHEDDA

Fils d'un cadi, juge musulman, il naît le 23 février 1920 à Berrouaghia, à 100 kilomètres au sud d'Alger. Il rencontre plusieurs figures du nationalisme algérien au cours de ses études et rejoint le Parti du peuple algérien (PPA) en 1942. Il subit la torture pour s'être opposé à la conscription des Algériens envoyés combattre en Allemagne. Diplômé en pharmacie en 1951, il devient membre du comité central du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). Arrêté en novembre 1954, il recouvre la liberté l'année suivante et rejoint le Front de libération nationale (FLN), devenant alors le conseiller d'Abane Ramdane à Alger. Membre du Conseil national de la révolution algérienne (CNRA) aux côtés d'Abane Ramdane, de Larbi Ben M'hidi et de Krim Belkacem. Il quitte précipitamment Alger au lendemain de l'assassinat de Ben M'hidi en mars 1957. Après s'être rendu à plusieurs reprises à l'étranger pour le compte du FLN, il est nommé président du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) le 9 août 1961. Il participe aux derniers rounds des négociations et proclame le cessez-le-feu la veille du 19 mars 1962. Lors de la « crise de l'été 1962 » (la lutte pour le pouvoir entre « l'armée des frontières » du colonel Boumédiène qui soutient Ben Bella, et le GPRA), soucieux d'éviter un bain de sang, il se retire au profit de Ben Bella. En 1976, il signe un manifeste en faveur d'une Assemblée nationale constituante élue au suffrage universel, ce qui lui vaut d'être placé sous surveillance. Il se prononce pour un rapprochement entre les islamistes et les nationalistes partisans d'un projet de société

islamique. L'association qu'il fonde dénonce l'état d'exception proclamé en janvier 1992 à la suite de la victoire des candidats islamistes lors du premier tour des élections législatives. Il meurt à Alger le 4 février 2003. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *Les Accords d'Évian* (Paris, Publisud, et Alger, OPU, 1986), *L'Algérie à l'indépendance. La crise de 1962* (Alger, Éd. Dahlab, 1997) et *Alger, capitale de la résistance. 1956-1957* (Alger, Éd. Houma, 2002).

LARBI BEN M'HIDI

Il naît en 1923 à Aïn M'lila, au sud de Constantine, dans une famille aisée comptant cinq enfants, dont il est le cadet. Il suit une scolarité brillante avant de rejoindre en 1939 les rangs des scouts musulmans algériens dont il est chef de groupe. Comptable dans l'administration de Biskra, il se rapproche de l'Association des oulémas, devient membre du Parti de peuple algérien (PPA) et adhère au mouvement des Amis du Manifeste et de la Liberté (AML) fondé par Ferhat Abbas. Arrêté au lendemain des massacres de Sétif (8 mai 1945), il rejoint le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) et devient un cadre actif de l'Organisation spéciale (OS), la branche armée du MTLD. Il participe à la fondation du Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA) qui se transforme en octobre 1954 en Front de libération nationale (FLN) et va déclencher l'insurrection le 1er novembre 1954. De 1955 à 1957, Ben M'hidi est en charge de l'Oranie, plus précisément de la wilaya V, la plus vaste des sept wilayas, unités territoriales ou régions militaires de l'Armée de libération nationale. En 1957, il passe le commandement de la wilaya V à Abdelhafid Boussouf et rejoint le Conseil national de la révolution algérienne (CNRA). À la tête de la Zone autonome d'Alger, il prend une part active aux attentats

déclenchés dans la capitale, mais il tombe aux mains des parachutistes le 23 février 1957 et succombe aux interrogatoires dans la nuit du 3 au 4 mars. Dans son livre *Services spéciaux. Algérie 1955-1957* (Perrin, 2001), le général Aussaresses reconnaît avoir procédé à l'exécution sommaire, par pendaison maquillée en suicide, de Larbi Ben M'Hidi. Celui-ci, considéré comme un héros national en Algérie, a été surnommé le « Jean Moulin algérien ».

MARCEL BIGEARD

Né le 14 février 1916 à Toul, il est mobilisé en 1939 dans l'infanterie et se porte volontaire pour les corps francs. Fait prisonnier par les Allemands au moment de l'armistice, il parvient à s'évader en novembre 1941 et gagne le Sénégal, puis le Maroc et, enfin, l'Algérie où il suit un entraînement pour des missions de sabotage en France. Il est parachuté en août 1944 en Ariège, où il dirige un maquis de la Résistance. À la fin de la guerre, il part pour l'Indochine, à la tête d'un bataillon de parachutistes. Largué sur Diên Biên Phu en mars 1954, il combat jusqu'à la chute du camp retranché le 7 mai 1954. Fait prisonnier par le Viêt-minh, il rentre en France après quatre mois de captivité et reprend ensuite du service chez les parachutistes en Algérie, où il arrive en octobre 1955. Il participe à la bataille d'Alger, pour laquelle l'armée française sera par la suite accusée d'avoir utilisé la torture, pratique que Bigeard justifiera, en 2000, comme étant « un mal nécessaire ». De 1971 à 1973, il commande les forces françaises dans l'océan Indien et finit sa carrière comme commandant de la IV^{e} région militaire à Bordeaux. Grand-croix de la Légion d'honneur, croix de guerre, membre du Distinguished Service Order britannique ainsi que commandeur de la Legion of Merit américaine, il laisse plusieurs d'ouvrages, dont *Ma vie pour la France* (Éd. du Rocher,

2010) et *Crier ma vérité* (Éd. du Rocher, 2002). Il meurt le 18 juin 2010 à Toul.

RABAH BITAT

Né le 19 décembre 1925 à Aïn Kerma, il suit sa scolarité à Constantine puis travaille dans une usine de tabac. Très tôt, il milite dans les rangs du Parti du peuple algérien (PPA) de Messali Hadj et rejoint le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). Sa participation à l'attaque de la poste d'Oran le 5 avril 1950 lui vaut une condamnation de dix ans de prison par contumace. Membre fondateur du Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA), il devient membre du « comité des six » du FLN (Mohamed Boudiaf, Larbi Ben M'hidi, Ben Boulaïd, Didouche Mourad et Krim Belkacem) lorsque le FLN se substitue au CRUA en octobre 1954. Dès la création du FLN, il est nommé responsable de la zone IV (Algérois) et déclenche la lutte dans cette zone lors de la Toussaint rouge, le 1er novembre 1954. Arrêté le 16 mars 1955, il est condamné à la prison à perpétuité. Malgré son emprisonnement, il est désigné par le FLN comme membre du Conseil national de la révolution algérienne et du Comité de coordination et d'exécution. De même, il est nommé ministre d'État dans le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) en 1958. Il recouvre la liberté au lendemain du cessez-le-feu, en mars 1962. Vice-président dans le gouvernement de Ben Bella en septembre 1962, il démissionne deux mois plus tard. Il prend le parti de Boumédiène lors du coup d'État du 19 juin 1965 et obtient un poste de ministre sans portefeuille. Au lendemain de la mort de Boumédiène, le 27 décembre 1978, il assure la présidence de la République par intérim. Président de l'Assemblée nationale à plusieurs reprises, il démissionne le 3 octobre 1990, manifestant ainsi

son opposition à la politique du président Chadli Bendjedid. Partisan d'Abdelaziz Bouteflika dès 1999, il est chargé de plusieurs missions à l'étranger. Il décède à Paris le 10 avril 2000.

LUCIEN BITTERLIN

Né le 15 juillet 1932, il arrive en Algérie en mars 1960 pour plaider la cause d'une Algérie algérienne sur les ondes de la radio – il a été auparavant producteur à la RTF. Il devient le secrétaire général du Mouvement pour la Communauté (MPC). Créé le 9 juillet par les gaullistes afin de servir de couverture aux opérations menées par les « barbouzes », le MPC vise à éliminer les membres de l'Organisation armée secrète (OAS) à la fin de la guerre d'Algérie. Parmi les opposants actifs à l'OAS, il est l'un des rares à l'avoir revendiqué dans deux ouvrages aux titres sans ambiguïté : *Histoire des « barbouzes »* (Éd. du Palais-Royal, 1972) et *Nous étions tous des terroristes : l'histoire des barbouzes contre l'OAS en Algérie* (Éd. du Témoignage chrétien, 1983). Président de l'Association de solidarité franco-arabe fondée en 1967, il fait montre d'un prosélytisme avéré en faveur de la cause palestinienne.

ROBERT BONNAUD

Né le 13 novembre 1929 à Marseille au sein d'une famille modeste, il fait la connaissance au lycée Périer de Pierre Vidal-Naquet, qu'il sauve de l'arrestation lors d'une rafle en mai 1944. Agrégé d'histoire en 1952, adhérent au Parti communiste, il est envoyé en Algérie en 1956 au titre du rappel des réservistes. Il en retire un profond dégoût pour les méthodes de l'armée française et prend fait et cause pour les nationalistes. Il quitte le PC en 1957, mais

continue de soutenir le FLN, ce qui lui vaut un an de prison entre juin 1961 et juin 1962. Il occupe divers postes d'enseignant et rédige plusieurs ouvrages, dont *Itinéraire* (Minuit, 1962), *Les Succès de l'échec. Où va l'histoire ?* (Arcantère, 1993), *La Cause du Sud. L'Algérie d'hier et d'aujourd'hui, la Palestine, les nations… Écrits politiques 1956-2000* (L'Harmattan, 2001). Il s'éteint le 22 janvier 2013 à Paris.

MOHAMED BOUDIAF

Né le 23 juin 1919 à Ouled Madi, il effectue ses études à M'sila et devient en 1942 commis aux écritures au service des contributions à Jijel. Il sert sur le front d'Italie lors de la Seconde Guerre mondiale. Au lendemain des massacres de Sétif de 1945, il adhère au Parti du peuple algérien (PPA) et occupe une place importante dans l'Organisation spéciale (OS), la branche armée du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). Le gouvernement français ayant dissous l'OS, Boudiaf est jugé et condamné par contumace pour ses activités militantes. À l'appel du MTLD, il rejoint la France en 1953, puis rentre en Algérie en mars 1954 où il participe à la création du Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA) dont il assure la présidence et qui se fixe comme objectif l'indépendance de l'Algérie. En août 1954, on le retrouve dans les rangs du Conseil national de la révolution algérienne (CNRA). Le 22 octobre 1956, il est capturé avec ses compagnons à la suite de l'arraisonnement par l'aviation française de l'avion qui les menait du Maroc vers la Tunisie. Le 20 septembre 1962, il fonde le Parti de la révolution socialiste (PRS). En juin 1963, il est arrêté et exilé dans le Sud algérien où il reste détenu pendant trois mois, puis il rejoint le Maroc. À partir de 1972, il se déplace entre la France et le Maroc pour le compte du PRS tout en animant la revue *El Djarida*. En 1979,

après la mort de Houari Boumédiène, il dissout le PRS et se consacre à ses activités professionnelles en dirigeant à Kénitra, au Maroc, une briqueterie. Le 14 janvier 1992, après la démission du président Chadli Bendjedid, il prend la tête du Haut Comité d'État, organe chargé provisoirement de la gestion de l'État. Il meurt assassiné le 29 juin 1992 à Annaba.

HOUARI BOUMÉDIÈNE

Il naît le 23 août 1932 près de Guelma. Profondément marqué par les événements de Sétif, il rejoint le MTLD avant de commander la wilaya V, puis devient chef d'état-major de l'ALN en 1960. Ministre de la Défense au lendemain de l'indépendance, vice-président du gouvernement en 1963, il renverse le président Ben Bella deux ans plus tard. Désormais président de la République, il met en place un régime militaire, lequel suscite une opposition interne qu'il réprime durement. À la tête de l'État, il pratique une politique d'arabisation et de nationalisation. Celui qui fut un représentant important du mouvement des non-alignés meurt à Alger le 27 décembre 1978.

GEORGES BUIS

Né à Saigon le 24 février 1912, scolarisé en métropole, il intègre Saint-Cyr en 1932. Affecté au Liban en juillet 1940, il prend une part active dans la campagne de Syrie et rejoint la 2^{e} division blindée créée au Maroc avec laquelle il participe aux campagnes de France et d'Allemagne en 1944-1945. En août 1945, il est en Indochine. On le retrouve ensuite au Maroc (1947-1950), en Iran et en Afghanistan (1951-1954). Directeur en 1962 du cabinet militaire du haut-commissaire en Algérie Christian Fouchet, il est ensuite nommé

général de brigade et commandant de la 3e brigade blindée (1963-1965) puis de la 1re division à Trèves et de la zone Nord Forces françaises en Allemagne (1966-1968). Promu général de division en 1968, il dirige les études du Centre des hautes études militaires (CHEM) en 1969. Il prend ensuite la direction de l'Institut pour les hautes études de défense nationale (IHEDN). Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *La Grotte* (Julliard, 1961), *Les Fanfares perdues* (Seuil, 1973), *D'un silence à l'autre* (Régine Deforges, 1991). Il est mort à Paris le 12 juin 1998.

PHILIPPE CASTILLE

Né le 23 mars 1926 à Mailly-Champagne, dans la Marne, membre de la Résistance lors de la Seconde Guerre mondiale, il est l'un des fondateurs de l'Organisation de résistance de l'Algérie française (ORAF) au printemps 1956. Le 16 janvier 1957, il participe à la tentative d'assassinat de Salan – affaire dite « du bazooka ». Il est condamné à dix ans de prison. Libéré pendant la semaine des barricades (janvier 1960), il gagne l'Espagne et y rencontre Salan qui lui pardonne l'attentat de janvier 1957. De retour en France, il continue de poser des bombes pour le compte de l'OAS. Il est arrêté pour avoir organisé la « nuit bleue » qui embrase Paris du 17 au 18 janvier 1962. Condamné une nouvelle fois, il est gracié en mai 1968 sur intervention du général Massu auprès du général de Gaulle lors de « l'éclipse » de ce dernier à Baden-Baden.

MAURICE CHALLE

Né le 5 septembre 1905 au Pontet, dans le Vaucluse, il intègre Saint-Cyr en 1923 et choisit l'aviation à sa sortie. Il fait la campagne

de France en 1940, se rallie au général de Gaulle au lendemain de l'appel du 18 juin et participe à la campagne d'Allemagne (1944-1945). Il exerce divers commandements entre 1949 et 1958. Général d'armée aérienne, il est nommé en octobre 1958 adjoint du général Salan, alors commandant en chef des forces françaises en Algérie ; et lui succède le 12 décembre de la même année. Rappelé à Paris en 1960, il devient commandant en chef des forces alliées de l'OTAN pour l'Europe. Il est mis en disponibilité à sa demande en janvier 1961 avant de prendre la tête du putsch d'avril 1961 aux côtés de Salan, Zeller et Jouhaud. Il est arrêté, destitué, emprisonné à la Santé et condamné à quinze ans de détention criminelle. Il est libéré en décembre 1966 et amnistié en 1968. Notamment grand-croix de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, titulaire de la médaille de la Résistance, il est l'auteur de *Notre révolte* (Presses de la Cité, 1968). Il décède à Paris le 18 janvier 1979.

ROGER DEGUELDRE

Né le 19 mai 1925, il rejoint la Résistance en 1942, puis participe à la guerre d'Indochine où il obtient la médaille militaire pour son courage et est décoré de la Croix de guerre des théâtres d'opérations extérieurs. Il sert ensuite en Algérie où il est nommé chevalier de la Légion d'honneur. Partisan de l'Algérie française, il crée en 1961 les commandos Delta, bras armés de l'OAS. Il est arrêté le 7 avril 1962 et condamné à mort en dépit de la plaidoirie de son avocat, Me Tixier-Vignancour, qui argue que Salan, son supérieur, a été épargné. Il est exécuté au Fort d'Ivry le 6 juillet de la même année.

LÉON DELBECQUE

Il voit le jour le 27 août 1919 à Tourcoing dans une famille d'ouvriers. Résistant lors de la Seconde Guerre mondiale, délégué du département du Nord pour le RPF (1947-1953), il entre dans le cabinet de Jacques Chaban-Delmas, chargé de développer une antenne du ministère de la Défense à Alger. Il joue un rôle de premier plan dans la journée du 13 mai 1958, favorisant ainsi le retour du général de Gaulle. Membre du comité central de l'Union pour la nouvelle République (UNR), parti destiné à soutenir l'action du général de Gaulle, il quitte la formation pour manifester son attachement à l'Algérie française. Officier de la Légion d'honneur, titulaire de la croix de guerre 1939-1945, de la médaille de la Résistance et de la croix de la Valeur militaire, il est l'auteur d'un récit sur les événements du 13 mai 1958 publié dans l'ouvrage collectif de Gilbert Guilleminault, *De Bardot à de Gaulle, le roman vrai de la IV^e^ République* (Denoël, 1972). Il décède le 9 décembre 1991 à Tourcoing.

JEAN DELEPLANQUE

Né en 1919, il a 20 ans lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate. Il passe aussitôt dans la Résistance. En poste en tant que sous-préfet en Algérie avec Soustelle, il joue un rôle de premier plan dans l'échec du massacre de Batna le 1^er^ novembre 1954. Il poursuit ensuite sa carrière au service de l'État en intégrant les rangs de la préfectorale. Il est alors amené à côtoyer Maurice Bourgès-Maunoury, le général de Gaulle, Michel Poniatowski, Pierre Messmer et François Mitterrand. Passé dans le secteur privé, Jean Deleplanque a notamment été administrateur de Cartier.

PAUL DELOUVRIER

Né le 25 juin 1914 à Remiremont, dans les Vosges, il rejoint la Résistance en 1942 après être passé par l'école d'Uriage. Inspecteur des finances, il occupe plusieurs postes sous la IV^{e} République avant d'être nommé en 1958 par le général de Gaulle délégué général du gouvernement en Algérie. Il lui revient de donner corps, entre 1958 et 1960, au plan dit « de Constantine » qui, en promouvant la valorisation des ressources de l'Algérie, vise à l'affaiblissement politique du FLN. De 1961 à 1969, il occupe la fonction de délégué général au district de la région de Paris, ce qui lui vaut d'être considéré comme le père des « villes nouvelles ». Président d'Électricité de France, il termine sa carrière à la tête de l'Établissement public du parc de la Villette, où il contribue à créer la Cité des sciences et de l'industrie et la Géode. Il décède à Provins le 16 janvier 1995.

MOURAD DIDOUCHE

Il naît le 13 juillet 1927 au sein d'une famille modeste à El Mouradia, un quartier d'Alger. Il suit ses études dans la capitale en nourrissant très tôt une profonde aversion à l'égard du colonialisme. C'est ainsi qu'il rejoint dès 1942 le Parti du peuple algérien (PPA). Cinq ans plus tard, il participe à la création de l'Organisation spéciale (OS), la branche armée du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). En 1950, lors du démantèlement de l'OS, il échappe au coup de filet et écope d'une condamnation par contumace. En 1953, alors que les tensions entre Messali Hadj et le comité central du parti s'exacerbent, il part pour la métropole où il devient l'adjoint de Mohamed Boudiaf au sein de la Fédération du

MTLD en France. De retour en Algérie en mars 1954, il prend une part active à la création du Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA). En juin de la même année, il figure en bonne place dans le premier Conseil de la révolution et est désigné comme responsable de la zone II (Constantinois). Il compte au nombre des rédacteurs de la « déclaration du 1er novembre 1954 » qui pose et justifie le déclenchement de la Toussaint rouge. Celui que l'écrivain Yves Courrière a surnommé « le Saint-Just de la révolution » meurt à 28 ans le 18 janvier 1955 lors de combats qui se déroulent non loin de Constantine.

LÉON-ÉTIENNE DUVAL

Né le 9 novembre 1903 à Chênex, en Haute-Savoie, il est ordonné prêtre en 1926. Chanoine, vicaire général et directeur des œuvres, il est nommé évêque de Constantine et d'Hippone (Bône) en 1947. Il devient ensuite archevêque d'Alger en mars 1954, quelques mois avant la Toussaint rouge (1er novembre). Il répond favorablement à l'*Appel pour une trêve civile* lancé par Albert Camus le 22 janvier 1956. Parallèlement, il prend fait et cause en faveur de l'autodétermination des Algériens. C'est ainsi qu'il choisit d'intervenir pour obtenir la grâce de plusieurs condamnés à mort à la suite d'un attentat meurtrier. Dès lors, la population algérienne le désigne sous le nom de « Mohamed Ben Duval ». Le 22 février 1965, le pape Paul VI le fait cardinal tandis qu'il reçoit la nationalité algérienne l'année suivante sans en avoir formulé la demande. Il est admis à la retraite en 1988. Il s'éteint à Alger le 30 mai 1996.

RAYMOND DUVAL

Il naît le 19 septembre 1894 à Montpellier. Saint-cyrien en 1912, il se distingue lors de la Grande Guerre. Après plusieurs missions en Sibérie, en Syrie et en Algérie dans l'entre-deux-guerres, il participe à la pacification du Haut-Atlas au Maroc. Il rejoint la Résistance en novembre 1942, participe au débarquement de Provence en août 1944 et aux opérations dans les Vosges. Commandant en chef de la division territoriale de Constantine, il prend une part active dans la répression sanglante des manifestations de Sétif en mai 1945. Commandant supérieur des troupes de Tunisie (1945-1949), puis des troupes du Maroc (1949-1955), il s'éteint dans le crash de son avion le 20 septembre 1955 alors qu'il mène des opérations de maintien de l'ordre dans les contreforts de l'Atlas marocain.

MARIE ELBE

Elle voit le jour à Boufarik en 1926. Dès le début de la guerre d'Algérie, elle s'attache en tant que journaliste à suivre le destin des pieds-noirs. En poste à *L'Écho d'Alger*, elle devient la chroniqueuse de la SAS des Beni Douala. Les SAS sont les célèbres « sections administratives spécialisées » dont la mission consiste à rétablir le contact avec la population, en liaison étroite avec l'armée, et à réactiver l'administration sous toutes ses formes. Elle voit dans la réussite des SAS la preuve que la France peut encore espérer rattraper le temps perdu, réparer les injustices de la société coloniale et, *in fine,* que l'Algérie peut rester attachée à la France. Elle est l'auteur d'un roman, *À l'heure de notre mort* (Albin Michel, 1965), consacré au drame des petits colons contraints au déracinement ou à la mort, devant choisir entre la valise et le cercueil.

MOULOUD FERAOUN

Il naît le 8 mars 1913 à Tizi Hibel, en Grande Kabylie. Devenu instituteur en 1935 grâce à une bourse, il enseigne dans différentes localités d'Algérie. Parallèlement, il commence à écrire son premier roman, *Le Fils du pauvre* (1939), qui obtient le Grand Prix de la ville d'Alger. Il entretient à partir de 1951 une correspondance avec Albert Camus. En 1953, son ouvrage, *La Terre et le Sang* (Seuil), est récompensé par le Prix du roman populiste. Deux ans plus tard, on le retrouve inspecteur des centres sociaux créés par Germaine Tillion. Il meurt assassiné par l'OAS le 15 mars 1962, soit quatre jours avant le cessez-le-feu. Son *Journal*, qui court sur la période 1955-1962, sera publié après son décès (Seuil, 1962).

CHRISTIAN FOUCHET

Né le 17 novembre 1911 à Saint-Germain-en-Laye, licencié en droit et diplômé d'études politiques, il rejoint la Résistance dès 1940. Il occupe diverses fonctions pour le compte du ministère des Affaires étrangères et adhère au Rassemblement du peuple français (RPF) en 1951. Ministre chargé des Affaires marocaines et tunisiennes dans le cabinet de Pierre Mendès France entre juin 1954 et février 1955, il est nommé haut-commissaire en Algérie en mars 1962, quelques jours après les accords d'Évian et quelques jours avant le massacre de la rue d'Isly. Commandeur de la Légion d'honneur, médaillé de la Résistance, titulaire de nombreuses décorations étrangères, il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *Au service du général de Gaulle* (Plon, 1971) et *Les lauriers sont coupés* (Plon, 1971). Il sera ministre à plusieurs reprises, notamment ministre de l'Intérieur lors des événements de mai 1968. Il meurt à Genève le 11 août 1974.

MICHEL FOURQUET

Né le 9 juin 1914 à Bruxelles, il opte à sa sortie de Polytechnique en 1935 pour l'armée de l'air. À la tête d'une escadrille en 1939-1940, il sollicite sa radiation en janvier 1941, rejoint la Résistance dans le cadre des Forces aériennes françaises libres et se distingue lors du débarquement du 6 juin 1944. Membre de l'état-major particulier du général de Gaulle, commandant en chef en Algérie d'octobre 1960 à juillet 1962 du groupement aérien tactique n° 1, de la 5e région militaire et de l'ensemble des forces armées, il est appelé ensuite au poste de secrétaire général de la Défense nationale (1962-1965). Nommé délégué ministériel à l'armement en 1968, il devient chef d'état-major des armées jusqu'au 9 juin 1971, date à laquelle il prend sa retraite. Il meurt le 20 novembre 1992 à Neuilly-sur-Seine.

AMÉDÉE FROGER

Il naît à Philippeville (Skikda) le 23 ami 1882. Licencié en droit, il est mobilisé dans les zouaves lors de la Grande Guerre. Blessé à plusieurs reprises, il s'installe à Boufarik au lendemain du conflit. Président du conseil général de la Mitidja entre 1937 et 1944, il est élu délégué de la 14e circonscription en 1948 lors de la création de l'Assemblée algérienne. Profondément attaché à sa terre natale, il restera tout au long de son existence un partisan de l'Algérie française. Il meurt à Alger le 28 décembre 1956. Son assassinat a été attribué à Ali la Pointe.

FERNAND GAMBIEZ

Né à Lille le 27 février 1903, Saint-Cyrien, il sert d'abord au Maroc avant de commander une unité de choc lors de la Seconde Guerre mondiale, laquelle participe à la libération de la Corse. Il sert en Indochine avant d'être envoyé en Algérie où il prend la tête de la 11e division d'infanterie en 1957-1958. Commandant en chef du corps d'armée à Oran en 1959, inspecteur général de l'Infanterie l'année suivante, il est nommé commandant en chef des forces armées en Algérie en 1961. En avril de la même année, il est arrêté à Alger par les généraux putschistes. Membre du Conseil supérieur de la guerre, il dirige l'Institut des hautes études de Défense nationale en 1962. Il décède le 29 mars 1989 à Saint-Mandé.

JEAN GARDES

Il naît à Paris le 4 octobre 1914. Saint-Cyrien, il est blessé grièvement lors de la campagne d'Italie en 1944. On le retrouve en Indochine sous les ordres du général Salan. Partisan de l'Algérie française, il est membre actif de l'OAS et à ce titre dirige le maquis de l'Ouarsenis. Condamné par contumace à la peine de mort par le Haut tribunal militaire le 11 novembre 1961 après l'échec du putsch des généraux d'avril de la même année à Alger. Amnistié, il continue son action au sein de diverses associations et sera, notamment, président de l'Association des combattants de l'Union française. Il meurt le 18 juillet 2000.

PAUL GARDY

Né le 18 août 1901, saint-cyrien, il sert au Levant à partir de 1925, puis au Maroc (1927) et en Tunisie (1929). Il participe aux opérations de mai-juin 1940, rejoint ensuite l'Afrique du Nord, prend

part à la campagne de Tunisie, puis à celle de France en juin 1944. Blessé, il est cité deux fois à l'ordre de l'armée et promu officier de la Légion d'honneur. Il exerce divers commandements prestigieux au cours des années 1950 avant de collaborer à la préparation du putsch d'avril 1961 et de rejoindre le général Raoul Salan au sein de l'OAS. Après avoir pris en charge la région d'Alger, il part pour Oran où il demeure jusqu'à la fin de juin 1962. Condamné à mort par contumace, il se réfugie en Argentine où il décède dans un accident de chemin de fer à Rosario le 27 octobre 1975.

FRANCIS JEANSON

Né à Bordeaux le 7 juillet 1922, il doit interrompre ses études de philosophie pour des raisons médicales. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il part en Espagne pour échapper au STO et rejoint les Forces françaises libres d'Afrique du Nord. Il devient journaliste en 1945 au quotidien *Alger républicain* et gérant de la revue *Les Temps modernes*. Au lendemain du déclenchement de la guerre d'Algérie, il épouse la cause des nationalistes et fait de la lutte contre le colonialisme le combat de sa vie. Figure paradigmatique de l'intellectuel engagé, il crée en octobre 1957 le réseau Jeanson, celui des « porteurs de valises », chargé notamment de la collecte des fonds pour le FLN. Après le démantèlement du réseau, il est condamné en 1960 par contumace à dix ans de prison. Amnistié en 1966, il est nommé par André Malraux à la direction de la maison de la culture de Chalon-sur-Saône et s'implique également dans le milieu psychiatrique. Il s'éteint à Arès, en Gironde, le 1er août 2009 en laissant une œuvre considérable, dont *L'Algérie hors la loi* (Seuil, 1955) en collaboration avec sa femme Colette, *Notre guerre* (Minuit, 1960), qui sera saisi dès sa parution, *La Révolution algérienne.*

Problèmes et perspectives (Feltrinelli, 1962), *Sartre dans sa vie* (Seuil, 1974), *Discours sans méthode* avec Henri Laborit (Stock, 1978) et *Éloge de la psychiatrie* (Seuil, 1979).

EDMOND JOUHAUD

Benjamin d'une famille de six enfants, il naît le 2 avril 1905 près d'Oran. Saint-cyrien, il choisit l'armée de l'air et sert en Afrique-Occidentale française. Il rejoint la Résistance en 1943, occupe ensuite divers commandements, en Tunisie, en Allemagne et en Algérie où il prend en 1957 la direction de la 5e région aérienne, ce qui le place sous les ordres du général Raoul Salan. Il participe au putsch d'avril 1961 aux côtés de Salan, Zeller et Challe. Après l'échec de ce coup de force, il devient l'adjoint de Salan à la tête de l'OAS. Arrêté le 25 mars 1962, il est condamné à mort le 13 avril, une peine qui est commuée en détention perpétuelle le 28 novembre 1962. Gracié en 1967, puis amnistié en 1968, il retrouve ses prérogatives en 1982. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *Ô mon pays perdu. De Bou-Sfer à Tulle* (Fayard, 1969), *Ce que je n'ai pas dit – Sakiet, OAS, Évian* (Fayard, 1977) et *Serons-nous enfin compris ?* (Albin Michel, 1984). Il meurt le 4 septembre 1995 à Royan.

LOUIS JOXE

Il naît le 16 septembre 1901 à Bourg-la-Reine. Étudiant brillant – il est agrégé d'histoire et de géographie –, Louis Joxe délaisse l'enseignement pour se tourner vers le journalisme. Secrétaire d'État aux Affaires étrangères et ministre de l'Air dans le cabinet de Pierre Cot en 1932, il est révoqué en 1940. Il rejoint la Résistance et devient secrétaire général du Comité français de libération nationale de 1942

à 1944, puis secrétaire général du Gouvernement provisoire de la République française en 1944. Ambassadeur de France en 1959, il occupe divers postes ministériels dans les gouvernements de Michel Debré et de Georges Pompidou. Il sera le principal négociateur des accords d'Évian. Au lendemain de l'indépendance de l'Algérie, il est en charge de la gestion du rapatriement des pieds-noirs et des harkis. On le retrouve ensuite comme membre du Conseil constitutionnel, poste qu'il occupe jusqu'en 1989. Il meurt à Paris le 6 avril 1991.

YACINE KATEB

Né en 1929 à Constantine dans une famille de lettrés, il entre en 1934 dans l'école coranique de Sedrata. Il intègre l'année suivante l'école française de Lafayette, puis devient interne au lycée de Sétif. Arrêté lors de la répression sanglante des manifestations de mai 1945, il épouse aussitôt la cause nationaliste. Libéré au bout de deux mois, mais renvoyé du lycée de Sétif, il est accepté dans celui de Bône (Annaba) et publie son premier recueil de poèmes. Il entame une série de conférences pour le compte du Parti du peuple algérien (PPA). À Paris en 1947, il se fait remarquer en prononçant une conférence sur Abd el-Kader et rejoint le Parti communiste algérien. En 1948, il publie *Nedjma ou le Poème ou le Couteau* au Mercure de France. On le retrouve entre 1949 et 1951 comme journaliste au quotidien *Alger républicain* pour le compte duquel il réalise de grands reportages. Docker à Alger en 1952, il s'installe ensuite à Paris où il se lie notamment avec Armand Gatt. La pièce qu'il publie en 1954, *Le Cadavre encerclé*, est interdite par les autorités. Soumis à l'étroite surveillance de la Direction de la surveillance du territoire (DST), il survit en exerçant divers petits métiers en France et aussi en Belgique, en Yougoslavie, en Italie et en URSS. De retour en Algérie

au lendemain de l'indépendance (1962), après un court séjour en Égypte, il reprend sa collaboration à *Alger républicain* tout en effectuant plusieurs séjours à Moscou, en France et en Allemagne. Dès lors, son œuvre lui vaudra d'être considéré comme l'un des fondateurs de la littérature maghrébine moderne de langue française, initiateur aussi du renouveau du théâtre algérien en arabe parlé. Il est le lauréat de nombreuses récompenses, dont le prix Jean-Amrouche, décerné par la ville de Florence (1963), le prix Lotus, décerné par les écrivains afro-asiatiques dont les œuvres embrassent les luttes des peuples du tiers-monde (1975), le premier prix du Lion pour le théâtre, le Grand Prix national des lettres décerné par le ministère de la Culture en France (1987) et la médaille d'honneur décernée à titre posthume par le jury du Festival international du théâtre expérimental du Caire (1991). Il meurt à Grenoble le 28 octobre 1989.

RABAH KHELIFF

Ce fils d'officier français naît en 1933 en Kabylie, à Rébeval. Enfant de troupe, il s'engage en 1951 pour participer à la guerre d'Indochine et survit à la bataille de Diên Biên Phu. Il combat aux côtés des forces françaises en Algérie et devient après l'indépendance une figure incontestée des harkis. On lui doit la création de l'Union nationale des anciens combattants français musulmans. Commandeur de la Légion d'honneur et de l'ordre national du Mérite, il est l'un des fondateurs de la mosquée de Lyon. Il s'éteint le 3 novembre 2003 dans cette même ville.

RENÉ KOVACS

Né en 1924 en Algérie, il suit des études de médecine. Membre des services spéciaux de la France libre, fondateur avec Jean Ortiz, Philippe Castille et Michel Fechoz de l'Organisation de résistance de l'Algérie française (ORAF) au printemps 1956, il est l'un des initiateurs de la tentative d'assassinat de Salan le 16 janvier 1957 (affaire dite « du bazooka »). Arrêté, il est condamné à mort mais profite d'une mise en liberté provisoire pour s'échapper en Espagne. Il mettra en cause, sans aucune preuve, Michel Debré, l'accusant d'être le commanditaire de l'affaire du bazooka. Amnistié et gracié après 1968, il reprend l'exercice de la médecine.

BELKACEM KRIM

Il voit le jour le 15 décembre 1922 à Oued Ksari, en Kabylie. Il manifeste très tôt une sympathie pour les idées nationalistes, à la grande inquiétude de son père, fonctionnaire placé à la tête d'un douar par l'administration française. À l'initiative de ce dernier, il rejoint l'armée en juillet 1943. Membre du Parti du peuple algérien (PPA), il s'attire l'attention des autorités françaises en mars 1947 et gagne le maquis. Convaincu d'être l'auteur de plusieurs meurtres, il est condamné à mort par contumace en 1950. Représentant du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) pour la Kabylie, il fait montre d'un activisme avéré. En août 1954, il rompt avec Messali Hadj, fondateur du PPA et du MTLD, et prend fait et cause pour le Front de libération nationale (FLN). Lors de la Toussaint rouge, le 1er novembre 1954, il est le responsable de toute la Kabylie. À l'issue du congrès de la Soummam qui se déroule dans sa zone en août 1956, il devient une figure de proue du Conseil national de la révolution algérienne (CNRA) et du Comité de coordination et d'exécution (CCE), organe central de la direction du

FLN. Particulièrement actif dans la lutte contre l'armée française, Krim s'emploie également, au nom du FLN, à décapiter le Mouvement national algérien (MNA) qui a pris la suite du MTLD. À partir de novembre 1956, il est chargé de créer la Zone autonome d'Alger (ZAA) afin de superviser la guérilla urbaine dans la capitale. Lors de la formation du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), structure qui remplace le CCE en septembre 1958, il devient vice-président et ministre des Forces armées. Il lui appartient de signer les accords d'Évian le 18 mars 1962. S'ouvre alors la lutte contre Ben Bella. Mais la victoire de ce dernier contraint Krim Belkacem à se retirer de la vie politique. Le putsch de Boumédiène du 19 juin 1965, auquel il s'oppose, le ramène sur la scène algérienne. Accusé d'être à l'origine d'un attentat contre Boumédiène en avril 1967, il est condamné à mort par contumace alors qu'il gagne à la hâte le Maroc. En 1968, il crée le Mouvement démocratique pour le renouveau algérien (MDRA) dont il entend faire l'instrument de la lutte contre Boumédiène. Il est retrouvé mort étranglé à Francfort sur ordre du président algérien. Enterré à Francfort, il est réhabilité en 1984 et repose depuis au carré des Martyrs à Alger.

ROBERT LACOSTE

Il naît dans une famille modeste à Azérat, en Dordogne, le 5 juillet 1898. Employé à la Caisse des dépôts et consignations après des études de droit, il se fait connaître comme syndicaliste. Résistant de la première heure, il est nommé ministre de la Production industrielle par le général de Gaulle en septembre 1944. Il rejoint alors les rangs socialistes, occupant plusieurs fonctions ministérielles. Nommé ministre résident en Algérie en février 1956 par Guy Mollet,

il entend faire de la colonie un État démocratique multiracial. Il crée les centres d'assignation à résidence, approuve les zones de pacification et d'opération du général Beaufre, lesquelles justifient les regroupements de population. Une partie de la gauche le dénonce comme « ministre de la Torture ». Trois jours avant les événements du 13 mai 1958, il quitte Alger en évoquant la crainte d'un « Diên Biên Phu diplomatique ». En novembre 1960, il signe un manifeste favorable au maintien de la France en Algérie et prend la défense du général Salan lors du procès de celui-ci en 1962. Robert Lacoste a été pendant plus de trente ans président du conseil général de la Dordogne, maire de la commune d'Azérat, plusieurs fois député puis sénateur de ce département de 1945 à 1983. Il meurt le 8 mars 1989 à Périgueux.

PIERRE LAFFONT

Héritier par sa mère d'une longue lignée de journalistes, il voit le jour à Marseille le 12 mars 1913 où son père préside la Compagnie générale transatlantique. Quand la famille s'installe à Oran, son père est nommé représentant du gouverneur général de l'Algérie, Charles Jonnart. Pierre Laffont dirige *L'Écho d'Oran* à partir de 1945, crée en 1948 *L'Écho Dimanche* et *L'Écho Soir* en 1949. Il entre en politique à la naissance de la V^{e} République, est élu député d'Oran-Campagne en 1958 sur la liste du docteur Sid Cara et siège à ses côtés à l'Assemblée nationale. Il démissionne de son mandat en 1961 et assure la présidence du syndicat des quotidiens jusqu'en 1962. Il décède à Paris le 17 mars 1993. On lui doit notamment une *Histoire de la France en Algérie* (Plon, 1980).

PIERRE LAGAILLARDE

Il voit le jour le 15 mai 1931 à Courbevoie. Fils d'avocats établis à Blida, il est âgé d'un an lorsque ses parents se fixent à Alger. Il suit ses études à l'université d'Alger et exerce comme avocat à la cour de Blida. Il effectue son service militaire en Algérie et est démobilisé en 1957. Cette année-là, il préside l'Association générale des étudiants d'Algérie (Agea). Le 13 mai 1958, on le trouve aux côtés des généraux Salan, Jouhaud, Gracieux et de l'amiral Auboyneau lors de la fameuse journée qui a pour but d'imposer un changement de politique allant dans le sens du maintien de l'Algérie au sein de la République française. Il devient alors membre du comité de salut public d'Alger présidé par Salan. Le 24 janvier 1960, il prend la tête de l'insurrection armée en protestation de la politique d'autodétermination définie par le général de Gaulle (semaine des barricades). Incarcéré pendant neuf mois à la prison de la Santé, il réussit pendant son procès à s'enfuir en Espagne en décembre 1960. L'année suivante, il crée à Madrid l'Organisation armée secrète (OAS) avec Jacques Susini et Raoul Salan. Il est arrêté dans la capitale espagnole et placé en résidence surveillée dans une des îles Canaries. Gracié en 1968, il rentre en France où il reprend ses activités d'avocat. Il meurt le 17 août 2014 à Auch. On lui doit « *On a triché avec l'Honneur* ». *Texte intégral de l'interrogatoire et de la plaidoirie des audiences du 15 et 16 novembre 1960* (La Table Ronde, 1961).

PAUL-ALAIN LÉGER (CAPITAINE)

Issu d'une famille de militaires, il naît en 1920 à Azemmour, au Maroc. Le 11 novembre 1940 à Paris, il manifeste avec une poignée de lycéens à l'Arc de Triomphe contre l'occupant allemand. Il a 19 ans

lorsqu'il décide de gagner l'Algérie. Après le débarquement allié de novembre 1942 en Afrique du Nord, il rejoint les Forces françaises libres à Londres. Après deux séjours en Indochine, il opère pour le compte du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) lors de l'expédition de Suez en 1956. De retour en Algérie, il forme le Groupe de renseignement et d'exploitation (GRE) spécialisé dans l'infiltration et l'intoxication du FLN à Alger. Il contribue également à la création du dispositif de protection urbaine (DPU), dont le rôle est prépondérant dans le démantèlement de la Zone autonome d'Alger. Au cours des événements du 13 mai 1958, il est l'un de ceux qui prennent une part active dans les manifestations de fraternisation qui conduisent la population de la Casbah sur le Forum d'Alger. Il est emprisonné au lendemain du putsch des généraux d'avril 1961. Finalement muté en Mauritanie, il y reste jusqu'en 1965, puis quitte l'armée. Il publie *Aux carrefours de la guerre* (Albin Michel, 1989). Il décède à Paris le 31 décembre 1999.

JACQUES MASSU

Né le 5 mai 1908 à Châlons-sur-Marne dans une famille de militaires, il choisit l'infanterie coloniale à sa sortie de Saint-Cyr. L'armistice de 1940 le surprend au Tchad d'où il rallie le général de Gaulle. Il prend part à la campagne du Fezzan en Libye et à celle de Tunisie. Il débarque en Normandie le 1er août 1944, participe à la libération de Paris et de Strasbourg. Il embarque en septembre 1945 pour Saigon, libère la Cochinchine et dirige les opérations de Buôn Ma Thuôt à Nha Trang. Il part pour le Tonkin avec Leclerc et entre à Hanoi en mars 1946. Promu colonel, il rentre en France en novembre 1946. Un mois plus tard, il retourne en Indochine après le coup de force viêt-minh. Jacques Massu est ensuite affecté au 3e bureau de

l'Inspection de forces d'Afrique du Nord, toujours auprès de Leclerc. Il débarque à Suez en 1956 avec la 10e DP (la « division Massu »), puis est chargé en 1957 du commandement militaire du territoire de la zone Nord-Algérois, qui comprend l'agglomération d'Alger. Il livre alors « la bataille d'Alger ». Chargé des fonctions de préfet d'Alger en juin 1958, le général Massu reçoit le commandement du corps d'armée d'Alger en décembre 1958. Il quitte l'Algérie en janvier 1960. Jacques Massu a été accusé par d'anciens combattants FLN d'avoir légitimé la torture, voire même d'y avoir participé. Dans un entretien télévisé en 1971, il déclarera : « J'ai dit officiellement que je reconnaissais l'existence de la méthode et que je la prenais sous ma responsabilité. » Grand-croix de la Légion d'honneur, Compagnon de la Libération, croix de guerre 1939-1945, croix de guerre des TOE (théâtres d'opérations extérieurs), il décède le 26 octobre 2002 à Conflans-sur-Loing, dans le Loiret.

MOULAY MERBAH

Il voit le jour le 23 août 1913 à Reibell, à 200 kilomètres au sud d'Alger. Membre du Parti du peuple algérien (PPA), il est emprisonné en novembre 1944 pour activités nationalistes. Libéré en mars 1945, il est de nouveau arrêté au lendemain des manifestations du 8 mai 1945. Relâché à la faveur de l'amnistie de l'été 1946, il entre au comité central du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) en décembre 1948. Plusieurs fois emprisonné pour atteinte à la sûreté de l'État entre 1953 et 1955, il quitte l'Algérie et milite au sein du Mouvement national algérien (MNA) en France. En septembre 1957, il rédige un aide-mémoire sur la question algérienne qui est présenté à l'ONU. De retour à Alger en octobre

1962, il prend contact avec le bureau politique du FLN dans l'idée de réconcilier les nationalistes algériens. Il s'éteint le 19 décembre 1997.

AHMED MESLI, DIT « MESSALI HADJ »

Né à Tlemcen le 6 mai 1898 dans une famille modeste, il suit ses études primaires dans un établissement français. Élève prometteur, il quitte pourtant l'école en 1916 et effectue son service militaire à Bordeaux. Lorsque l'Étoile nord-africaine (ENA) voit le jour en 1926, à l'initiative des milieux communistes alors très attentifs à l'organisation des « travailleurs coloniaux » en métropole, Messali Hadj en devient une figure importante. En février 1927, lors du congrès de la Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale qui se tient à Bruxelles, il exige l'indépendance de la colonie algérienne et des protectorats tunisien et marocain : « L'indépendance de l'un de ces trois pays n'a de chance d'aboutir que dans la mesure où le mouvement libérateur de ce pays sera soutenu par les deux autres. » Après la dissolution de l'ENA par le Front populaire, il fonde en France le Parti du peuple algérien (PPA) le 11 mars 1937. Interdit en septembre 1939, le PPA renaît en 1946, toujours à l'initiative de Messali Hadj, sous le nom de Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). Il devient le chef de l'Organisation spéciale (OS), la branche armée du MTLD, puis fonde en 1954 le Mouvement national algérien (MNA). Le MNA s'oppose violemment au Front de libération nationale (FLN) créé en Algérie le 10 octobre 1954 pour mener la lutte contre la France coloniale. Dès lors, le MNA et le FLN vont s'affronter pour prendre le contrôle en France des nationalistes algériens dans ce que l'on désignera comme les « guerres des cafés ». Finalement, Messali Hadj se résout à appeler ses partisans à déposer les armes, signant ainsi la victoire du FLN. Le FLN

accède au pouvoir lors de l'indépendance de l'Algérie et s'emploie alors à occulter sa lutte avec le MNA. C'est ainsi que Messali Hadj échappera à toute poursuite et obtiendra la nationalité algérienne. Toutefois, les autorités lui refusent à trois reprises son passeport algérien avant de le lui accorder en avril 1974 alors que l'état de santé du fondateur du PPA est critique. De fait, il décède le 3 juin de la même année à Gouvieux, une commune française de Picardie.

HOCINE MEZALI

Il naît en 1938 à Bordj Menaïel, dans la wilaya de Boumerdès. Journaliste (*APS*, *El Moudjahid*, *Horizons*), il écrit ses premiers articles dans le périodique *L'Ouvrier algérien* qui, en 1962, devient l'organe de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA). Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *Alger. Trente-deux siècles d'histoire* (Alger, Enag-Synergie, 2002) et *La Tentation du double jeu* (Alger, Éd. Mille-feuilles, 2008).

GUY MOLLET

Il naît le 31 décembre 1905 à Flers (Orne) dans une famille modeste. Pupille de la nation, il adhère à la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) en 1923. Licencié en anglais, il commence une carrière de professeur. Mobilisé en 1940, fait prisonnier, libéré un an plus tard, il rejoint la Résistance et participe aux combats de la Libération. En 1946, il est élu député du Pas-de-Calais et devient secrétaire général de la SFIO. Plusieurs fois ministres entre 1946 et 1951, il s'affiche comme un européen convaincu. Nommé chef du gouvernement en 1956 par René Coty, il se présente comme un partisan d'une paix négociée en Algérie : pour

lui, la guerre est « imbécile et sans issue », l'indépendance tombant sous le sens. Le 6 février 1956, sa visite à Alger tourne à l'émeute, organisée par les partisans de l'Algérie française. Sa mission de détente a échoué. Comme l'écrira l'historien Jean-Pierre Rioux : « Le gouvernement a subi la loi de l'émeute, la guerre est relancée, la République est prisonnière d'Alger. » Dès lors, il met en œuvre une politique répressive, refusant toute négociation avant la conclusion d'un cessez-le-feu. Ému par la torture, il tente d'y mettre un terme, sans effet. Le cabinet qu'il dirige tombe en juin 1957. Il se rallie en 1958 au général de Gaulle et participe à la rédaction de la Constitution de la V^{e} République. Il soutient François Mitterrand lors de l'élection présidentielle de 1965 et adhère en 1969 au Parti socialiste. Il décède le 3 octobre 1975 à Paris.

VINCENT MONTEIL

Il naît le 27 mai 1913 à Paris. Saint-cyrien en 1935, il choisit de servir dans le bureau des Affaires indigènes au Maroc. Il rejoint en 1943 les Forces françaises libres et participe à la campagne de France en 1944. En 1948, il fait partie du contingent français de l'ONU en poste en Palestine, puis prend part à la guerre d'Indochine, commandant d'un bataillon formé de nombreux soldats musulmans. On le retrouve dans le bataillon français engagé en Corée en 1953. L'année suivante, il est en Tunisie où il collabore à la rédaction des accords de l'indépendance. En février 1955, il est nommé chef du cabinet militaire du nouveau gouverneur général de l'Algérie, Jacques Soustelle. Convaincu que le conflit algérien ne peut avoir qu'une solution politique, il démissionne de son poste après les événements du 20 août 1955 dans le Nord-Constantinois. Il quitte l'armée pour prendre la direction du Centre d'étude et de perfectionnement de

l'arabe moderne ouvert par le ministère des Affaires étrangères à Bikfaya, au Liban. En 1960, il soutient à la Sorbonne une thèse sur l'arabe moderne. Il fait un bref retour en Algérie en 1962 comme membre du cabinet de Christian Fouchet. Un temps détaché militaire en Indonésie, il prend la direction de l'Institut français d'Afrique noire de Dakar ; c'est là qu'il publie son ouvrage le plus célèbre, *L'Islam noir* (Seuil, 1964). Linguiste, humaniste, ethnologue, il se convertit à l'islam en 1976 et publie deux ans plus tard *Dossier secret sur Israël. Le terrorisme* (Guy Authier). Considéré comme un immense orientaliste, il meurt à Paris le 27 février 2005.

JEAN MORIN

Né le 23 juin 1916 à Melun, il est diplômé de l'École libre des sciences politiques et de l'Institut des statistiques avant de devenir auditeur à la Cour des comptes en 1941. Membre du comité national judiciaire du Conseil national de la Résistance (CNR) pendant la guerre, il occupe entre 1945 et 1960 des postes de responsabilité, notamment comme préfet et conseiller à la Cour des comptes. Nommé par le général de Gaulle délégué général en Algérie en décembre 1960, succédant ainsi à Paul Delouvrier, il est arrêté lors du putsch d'avril 1961 par un commando de parachutistes et va connaître quelques jours de détention dans le sud du pays. Il aura servi en Algérie au plus fort des massacres perpétrés par le FLN et l'OAS. Grand-croix de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance, auteur de *De Gaulle et l'Algérie. Mon témoignage, 1960-1962* (Albin Michel, 1999), il s'éteint le 6 septembre 2008.

CHAWKI MOSTEFAÏ

Né le 5 novembre 1919 à M'Sila, il entreprend des études de médecine à Alger et se spécialise dans l'ophtalmologie à Paris. Membre de la jeunesse de la SFIO à Sétif en 1936, il rejoint le Parti du peuple algérien (PPA) en 1940. Élu délégué à l'Assemblée algérienne de 1948 à 1951 dans la circonscription de Constantine, il démissionne du PPA en mai 1951 en raison de son opposition à la ligne défendue par Messali Hadj. Nommé commissaire politique auprès de Krim Belkacem en 1955, il est chargé des forces combattantes de l'Armée de libération nationale (ALN) ; il assure en même temps les fonctions de rédacteur en chef du journal du FLN, *Résistance algérienne*. Par la suite, il est entre autres chargé par le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) de négocier avec l'OAS, notamment avec Jean-Jacques Susini. Le docteur Mostefaï, à qui on reprochera longtemps ces négociations avec l'OAS, vit entre Paris et Alger.

JOSEPH ORTIZ

Il naît le 4 avril 1917 à Guyotville, dans la banlieue ouest d'Alger. Pupille de la nation, il participe à la campagne de Belgique lors de la Seconde Guerre mondiale. Prisonnier en Allemagne, il s'évade du stalag en avril 1941. Après avoir dirigé deux agences immobilières à Alger, il achète un garage, puis le café Le Forum. Arrêté à la suite de « l'affaire du bazooka » (attentat contre Salan le 16 janvier 1957), on le retrouve en janvier 1960 aux côtés de Pierre Lagaillarde pour organiser la semaine des barricades du 24 janvier 1960, une insurrection qui a pour but de faire basculer l'armée dans le camp des pieds-noirs. Ce responsable de l'OAS en France s'enfuit alors en

Espagne. Condamné par contumace en 1961, amnistié en 1968, il s'installe alors à Toulon où il fonde un mouvement de soutien aux rapatriés. Il y décède le 15 février 1995.

AMAR OUAMRANE

Il naît en 1916 à Frikat, à une centaine de kilomètres au sud-est d'Alger au sein d'une famille pauvre. Il intègre l'Académie militaire de Cherchell d'où il sort avec le grade de sergent. Les événements de Sétif, en août 1945, le poussent à prendre fait et cause pour la cause nationaliste. Membre du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, adjoint de Krim Belkacem, il est arrêté. Il entre dans la clandestinité après son évasion. Au lendemain de la Toussaint rouge, il prend la tête de la wilaya IV (Algérois), puis devient colonel de l'Armée de libération nationale. En 1960, Ouamrane est désigné comme représentant du Front de libération nationale. Il meurt le 28 juillet 1992 à Alger.

BOUALEM OUSSEDIK

Il voit le jour le 29 septembre 1929 à Sidi Namane, non loin de Tizi Ouzou. Étudiant brillant, il rejoint très tôt les rangs de l'insurrection et participe à la lutte de libération au sein de la Zone autonome d'Alger. Il assure ainsi la direction du service de propagande et d'information de la wilaya IV aux côtés du commandant Azzedine. En 1959, il se rend en Tunisie où il fait la rencontre du psychiatre et écrivain Frantz Fanon avec lequel il sillonne l'Afrique. Il est nommé ambassadeur du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) au Mali et en Suède.

Au lendemain de l'indépendance, il occupe divers postes au sein du gouvernement. Il décède à Alger le 27 novembre 2013.

OMAR OUSSEDIK

Né en 1923 à Aïn El Hammam, dans la wilaya de Tizi Ouzou, il poursuit des études supérieures avant de rejoindre en 1945 le Parti du peuple algérien (PPA) fondé par Messali Hadj en 1937. À partir de 1947, il représente le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) dans la région de Kabylie et devient l'un des promoteurs de l'Organisation spéciale (OS), la branche armée du MTLD. Arrêté et torturé par les autorités françaises en 1948, il est libéré en 1951 et choisit de s'installer en France. On le retrouve en Algérie en 1955 après qu'il a rejoint le Front de libération nationale (FLN) comme membre du Conseil national de la révolution algérienne (CNRA). À ce titre, il lui revient d'épurer en 1958 et 1959 la wilaya IV des éléments jugés peu fiables par le FLN. Il occupe le poste de secrétaire d'État dans la première mouture du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) jusqu'en 1960, date à laquelle il est chargé de mission par le FLN à Conakry, en Guinée. Au lendemain de l'indépendance en 1962, il est nommé ambassadeur en URSS, en Bulgarie, en Inde puis en Italie. Il s'éteint à Alger le 13 juin 1992.

JEAN-CLAUDE PÉREZ

Il naît le 17 janvier 1928 à Bougie, en Petite Kabylie. Docteur en médecine en 1954, il exerce comme généraliste à Bab-el-Oued. Sans étiquette politique, il épouse la cause des partisans de l'Algérie française et prend une part active dans le fonctionnement de

l'Organisation-Renseignement-Opération (ORO), mouvement de liaison, d'information et de communication interne de l'Organisation armée secrète (OAS). Il connaît la prison à diverses reprises entre 1957 et 1965 et est condamné à mort par contumace pour son implication au sein du commandement de l'OAS. Il est également impliqué dans « l'affaire du bazooka », nom donné à l'attentat manqué contre le général français Raoul Salan à Alger, le 16 janvier 1957. On lui doit plusieurs ouvrages dans lesquels il défend ses positions, dont *Le Sang d'Algérie* (Éd. du Camelot et éd. de la Joyeuse Garde, 1992) et *Vérités tentaculaires sur l'OAS et la guerre d'Algérie* (2 tomes, Éd. Dualpha, 2008).

PIERRE PFLIMLIN

Il naît le 5 février 1907 à Roubaix, suit sa scolarité en Alsace et devient docteur en droit. Avocat en 1933, magistrat en 1941, il débute en politique en 1945 en tant que député du Bas-Rhin. Plusieurs fois ministre entre 1947 et 1958, il devient président du Conseil le 13 mai 1958 alors qu'un comité de salut public, ouvertement en faveur de l'Algérie française, et dont le général Massu a pris la direction, s'est constitué à Alger. Pflimlin démissionne deux semaines plus tard pour faciliter le retour du général de Gaulle aux affaires. Il manifestera son désaccord avec ce dernier sur la politique européenne en démissionnant de ses fonctions de ministre de la Coopération le 15 mai 1962. Président du Parlement européen de 1984 à 1987, il quitte la vie politique à la fin de sa présidence. Il est notamment l'auteur de *Mémoires d'un Européen* (Fayard, 1991). Il meurt le 27 juin 2000 à Strasbourg.

ABANE RAMDANE

Il naît le 10 juin 1920 à Azouza, dans la wilaya de Tizi Ouzou. Engagé lors de la Seconde Guerre mondiale sur le front italien, il rejoint le Parti du peuple algérien (PPA) de Messali Hadj. En 1948, il devient chef de wilaya dans la région de Sétif puis dans l'Oranie et intègre l'Organisation spéciale (OS), la branche armée du MTLD. Arrêté en 1950, il est jugé l'année suivante après avoir subi la torture et condamné à cinq ans d'emprisonnement. Passant de prison en prison, il finit par être transféré en Alsace dans un établissement de haute sécurité. Il entame alors une longue grève de la faim et échappe de peu à la mort. Il est libéré le 18 janvier 1955 et assigné à résidence à Azouza. Il gagne très vite la clandestinité et lance, le 1er avril, un « appel à l'union du peuple algérien », second acte de naissance du Front de libération nationale. Il assure la liaison avec la représentation du FLN du Caire et les fédérations de France, de Tunisie et du Maroc. De ce fait, rien ne lui échappe concernant les grandes questions d'ordre interne et international. Il participe à la création du journal clandestin *El Moudjahid*, tout en s'attaquant aux organisations rivales, dont l'Union syndicale des travailleurs algériens (USTA) et le Mouvement national algérien (MNA). Il lui appartient de déclencher avec Larbi Ben M'hidi et Yacef Saadi la bataille d'Alger. Sous la pression des hommes de Massu, il doit quitter l'Algérie pour le Maroc. Son opposition à Ben Bella et à Krim Belkacem aboutit à son assassinat le 24 ou le 26 décembre 1957 dans une ferme proche de Tétouan, au Maroc. Son corps, disparu, est symboliquement rapatrié en Algérie en 1984, pour être inhumé au carré des Martyrs du cimetière d'El Alia à Alger.

JACQUES ROSEAU

Descendant de colons partis en 1848 s'installer à Novi, à une centaine de kilomètres d'Alger, il y voit le jour en 1938. Lorsque les événements d'Algérie se précipitent, son père, enseignant à l'Institut agronomique d'Alger, l'envoie en métropole. De retour à Alger, il crée l'Association des lycéens. Il prend une part active lors de la journée du 13 mai 1958. Proche de l'OAS, il condamne néanmoins les attentats aveugles. Au lendemain des accords d'Évian, ses parents débarquent à Marseille. Si la famille reste dans la Citée phocéenne, Jacques Roseau « monte » à Paris. En 1970, il crée l'Association des fils de rapatriés, puis en 1976 le Recours, qui devient Recours-France. Lors des élections municipales de 1977, il apporte son soutien aux quelques candidats qui se sont engagés à soutenir la communauté pied-noire. Celui qui incarne le combat des rapatriés, hésitant entre l'esprit de revanche et la volonté de tourner la page, meurt assassiné par un ancien membre de l'OAS le 5 mars 1993 à Montpellier.

YACEF SAADI

Issu d'une famille originaire de Kabylie, il naît le 20 janvier 1928 à Alger. Apprenti boulanger dans la Casbah, il adhère au Parti du peuple algérien (PPA) et rejoint le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) qui lui succède après la dissolution du PPA. Il sert entre 1947 et 1948 dans l'Organisation spéciale (OS), l'aile armée du MTLD, gagnant la France après le démantèlement de l'OS, où il reste jusqu'en 1952. De retour en Algérie, il renoue avec sa profession de boulanger. En 1954, il rencontre Rabah Bitat, l'un des membres fondateurs du Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA), qui le présente à Krim Belkacem. Il devient dès lors l'un des conseillers militaires et politiques de la zone algéroise. Après avoir rejoint en 1955 les rangs du FLN, qui succède au CRUA, il est

envoyé en Suisse dans le cadre d'une mission de liaison avec Ben Bella. Expulsé par les autorités suisses, il est arrêté à Orly par la police française et transféré à la prison d'Alger. Il est libéré en septembre 1955 sous la condition d'informer la DST sur les activités du FLN à Alger. De fait, de nombreux partisans de Messali Hadj, hostiles au FLN, vont tomber entre les mains de la police française. Mais Yacef Saadi plonge bientôt dans la clandestinité, parvient à se « blanchir » aux yeux du FLN et devient le second de Larbi Ben M'Hidi. Désigné en mai 1956 comme chef militaire de la Zone autonome d'Alger, il remplace Ben M'hidi à la mort de ce dernier en février 1957. Le 3 juillet 1957, il rencontre Germaine Tillion à Alger et se dit prêt à faire cesser les attentats aveugles en échange d'un arrêt des exécutions capitales. Il est capturé le 24 septembre suivant par les parachutistes et condamné à mort. Toutefois, il sera libéré au lendemain des accords d'Évian du 18 mars 1962. Il fonde ensuite une société de production cinématographique, Casbah Films, qu'il finance par des capitaux algériens et yougoslaves. En 1962, il publie *Souvenirs de la bataille d'Alger* (Julliard), ses mémoires de la bataille qu'il a rédigés au cours de son incarcération. En 1966, il coproduit avec le réalisateur italien Gillo Pontecorvo le film *La Bataille d'Alger* dans lequel il joue son propre rôle. Yacef Saadi est nommé sénateur par le président Bouteflika le 6 janvier 2001.

RAOUL SALAN

Il voit le jour le 10 juin 1899 à Roquecourbe, dans le Tarn. Saint-cyrien, il se distingue lors de la Grande Guerre. Volontaire pour le Levant, il est grièvement blessé lors de la campagne de Cilicie, le 24 octobre 1921. Il sert en Indochine dans les années 1920 puis est détaché au ministère des Colonies en 1934. Cité deux fois à l'ordre du

régiment en juillet 1940 pour sa conduite sur la Somme, il est promu officier de la Légion d'honneur. Nommé colonel en juin 1943 après avoir servi en Afrique-Occidentale française, il arrive à Alger en août 1943 où il est chargé de l'action psychologique. Il participe au débarquement de Provence en août 1944. Devenu général de brigade en décembre 1944, il participe aux combats autour de Colmar. En octobre 1945, il retrouve l'Indochine et commande en 1947 les troupes françaises pour le nord du Vietnam. Général de division en septembre 1947, il est nommé commandant en chef en Indochine en janvier 1952. Il est affecté en Algérie en décembre 1955 en tant que commandant interarmées de la 10e région militaire à Alger. Au cours des événements de mai 1958, il rallie le général de Gaulle, facilitant ainsi le retour de ce dernier au pouvoir. Farouche partisan de l'Algérie française, il prend la tête de l'OAS après l'échec du putsch du 21 avril 1961 qu'il conduit avec les généraux Challe, Zeller et Jouhaud. Arrêté le 20 avril 1962, il est condamné à la détention criminelle à vie. Il est libéré par grâce présidentielle le 15 juin 1968 et réhabilité en 1982. Il meurt à Paris le 3 juillet 1984. On lui doit notamment *Mémoires. Fin d'un empire* (4 volumes, Presses de la Cité, 1970-1974).

JEAN SCOTTO

Né en 1913, il intègre très tôt le séminaire et est ordonné prêtre en juin 1936. Il s'engage lors de la Seconde Guerre mondiale et participe au débarquement de Provence en août 1944. Il reprend ensuite ses activités paroissiales et est nommé curé d'Hussein-Dey, dans la banlieue d'Alger, en 1948. Favorable à la cause des nationalistes, il s'attire les foudres des autorités françaises en Algérie. Il poursuit son action comme curé de Bab-el-Oued et se prononce contre les manifestations en faveur de l'Algérie française tout en

dénonçant l'usage de la torture. Nommé curé d'El Harrach en 1961, il acquiert la nationalité algérienne au lendemain de l'indépendance. Il est fait évêque de Constantine et de Bône (Annaba) en 1970. Il prend sa retraite en 1983 et décède en 1993.

PIERRE SERGENT (CAPITAINE)

Il voit le jour le 30 juin 1926 à Sèvres. Il fait ses premières armes à 17 ans dans la Résistance. Saint-cyrien en 1949, il est affecté en Algérie. Il sert de 1951 à 1953 en Indochine comme parachutiste où il est grièvement blessé, puis de nouveau en Algérie. Au lendemain du putsch manqué d'avril 1961, il rejoint l'OAS dont il devient le responsable pour la métropole. Condamné à mort à deux reprises, il échappe à la police. Amnistié en 1968, il est élu en 1986 député des Pyrénées-Orientales sous l'étiquette du Front national. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur la guerre d'Indochine et sur la guerre d'Algérie, dont *Le Malentendu algérien* (Fayard, 1974) et *Lettre aux officiers* (Fayard, 1975). Il décède à Perpignan le 15 septembre 1992.

SI LAKHDAR

De son vrai nom Mokrane Saïd, il naît le 6 novembre 1934 à Guergour, au sein d'une famille pauvre. Dès le déclenchement de la lutte armée, il rejoint le Front de libération nationale (FLN) qui le charge de l'organisation armée des maquis, dans la région de Palestro – Aïn Bessem. Il se distingue en combattant les forces françaises installées dans l'est du département d'Alger. Commandant adjoint du colonel Si M'hamed Bougara, il rédige un guide du combattant, *De la guerre à la guérilla*. Encerclé dans le djebel où il se trouve dans la nuit du 4 au 5 mars 1958, il est mortellement touché par une balle.

SI M'HAMED

De son vrai Ahmed Bougara, il voit le jour le 2 décembre 1928 à Khemis Miliana, en Petite Kabylie. Membre des scouts musulmans, il rejoint le Parti du peuple algérien (PPA) en 1944. Arrêté en août 1945 au lendemain du massacre de Sétif, il devient membre de l'Organisation spéciale (OS), la branche armée du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). De nouveau arrêté en 1950, placé en résidence surveillée jusqu'en 1954, il s'évade et rejoint le maquis du djebel Amrouna. Nommé chef de la wilaya IV (Algérois) en 1958, il prend part à de nombreuses batailles, notamment dans les montagnes de Médéa, de Blida et de Khemis Miliana. Il tombe au combat le 5 mai 1959 à Ouled Bouachra.

SI SALAH

De son vrai nom Ben Rabah Mohamed Zamoun, il voit le jour en 1928 à Aïn Taya, non loin d'Alger. Il rejoint très tôt l'Organisation spéciale (OS), la branche armée du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), ce qui lui vaut d'être emprisonné et torturé, en vain. Libéré, il participe à la Toussaint rouge, le 1er novembre 1954. Il est condamné à la peine capitale par contumace. Nommé en 1957 adjoint du colonel Boumédiène, alors chef d'état-major général, il prend l'année suivante la tête de la wilaya IV (Algérois) et s'implique personnellement dans l'opération d'infiltration et d'intoxication à grande échelle montée par les services secrets français. Il s'agit notamment de dresser des listes de prétendus collaborateurs algériens de l'armée française et de les communiquer aux chefs de l'Armée nationale de libération pour y pratiquer des purges internes. Le 10 juin 1960, à la suite de la

proposition de « la paix des braves », il décide d'ouvrir des négociations directes avec les autorités françaises. À cet effet, il se rend secrètement à l'Élysée et négocie directement avec le général de Gaulle un possible cessez-le-feu. Convoqué un an plus tard par le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) basé en Tunisie, il trouve la mort le 20 juillet 1961 après être tombé dans une embuscade tendue par des soldats français. Ses derniers mots seront : « De Gaulle nous a trahis. C'est lui le responsable de mon sort. » Certains officiers en voudront au général de Gaulle de n'avoir pas saisi cette occasion de négocier avec l'ALN ; à cet égard, « l'affaire Si Salah » apparaît comme l'un des ressorts du putsch d'avril 1961.

JACQUES SOUSTELLE

Il naît le 3 février 1912 à Montpellier. Normalien, diplômé d'ethnologie, professeur agrégé de l'université, docteur ès lettres, spécialiste des civilisations de l'Amérique, sous-directeur du musée de l'Homme, chargé de cours au Collège de France, Jacques Soustelle entre en politique par le biais de la Résistance. En effet, il rejoint les Forces françaises libres après l'armistice de juin 1940. Le général de Gaulle le charge d'une mission diplomatique en Amérique latine (1941) puis le nomme commissaire général à l'Information l'année suivante. En 1943, il devient directeur général des Services d'action en France, à Alger. Ministre des Colonies en 1945, il accepte le poste de gouverneur général de l'Algérie en 1955. Partisan de l'intégration des Algériens à la citoyenneté française, il devient très vite un adversaire déterminé du FLN. Sans participer directement aux événements du 13 mai 1958, il œuvre pour le retour du général de Gaulle. De retour à Paris en février 1956, il opte définitivement pour la défense de l'Algérie française, prend fait et cause pour l'OAS (sans

jamais en être membre), ce qui lui vaut d'être exclu de l'UNR (Union pour la nouvelle République), parti gaulliste fondé en octobre 1958. Le 15 septembre 1958, il échappe à un attentat en plein cœur de Paris. Bien qu'il n'ait pas trempé dans le putsch des généraux du 21 avril 1961, il se sent menacé et choisit de quitter la France pour l'Italie. Après plusieurs séjours à l'étranger, il rentre en France en 1968 après avoir écrit plusieurs ouvrages scientifiques. Il enchaîne alors les missions les plus prestigieuses pour le compte de la France et multiplie les titres honorifiques. Il est élu à l'Académie française en juin 1983. Il est mort le 6 août 1990 à Neuilly-sur-Seine.

JEAN-JACQUES SUSINI

Il voit le jour le 30 juillet 1933 à Alger. Membre dès 1948 du Rassemblement du peuple français (RPF), parti créé en avril 1947 par le général de Gaulle, il s'affiche comme l'un des plus virulents partisans d'un coup de force contre la IV^{e} République. Proche de l'extrême droite, il fonde le Mouvement national étudiant. Président de l'Association générale des étudiants d'Algérie (Agea), il participe activement à la semaine des barricades, ce qui lui vaut d'être arrêté en janvier 1960 et emprisonné. Relâché, il gagne l'Espagne où il crée avec Salan, Ortiz et Lagaillarde l'Organisation armée secrète (OAS). De retour à Alger lors du putsch d'avril 1961, il s'enfuit en Italie après l'échec de celui-ci. Il va y demeurer cinq ans durant sous une identité d'emprunt. Il lui revient d'assurer la direction de l'OAS après l'arrestation de Salan et de Jouhaud. Il est condamné à mort par contumace pour son implication dans l'attentat contre le général de Gaulle à Toulon en août 1964. Bénéficiant de l'amnistie décrétée par le chef de l'État en 1968, mais convaincu d'avoir commandité un braquage, il connaît de nouveau l'arrestation en 1970 avant d'obtenir

son acquittement. Candidat malheureux sous l'étiquette du Front national lors des élections législatives de 1997, il est l'auteur d'une *Histoire de l'OAS* (Éd. du Château, Genève, 1963, La Table Ronde, 1964).

PAUL TEITGEN

Il naît en 1919 à Colombe-lès-Vesoul, en Haute-Saône. Résistant et déporté à Dachau lors de la Seconde Guerre mondiale, il est nommé secrétaire général de la police à Alger pendant la guerre d'Algérie. Dans le courrier qu'il adresse à Robert Lacoste le 24 mars 1957, il dénonce l'emploi de la torture par l'armée française et souligne que « la France risque de perdre son âme ». Il présente aussitôt sa démission. Celle-ci est rejetée et il reste secrétaire général quelques mois encore. Toutefois, les exactions se poursuivant, il refuse de cautionner plus longtemps ces pratiques et choisit de quitter ses fonctions le 12 septembre 1957. Il reste cependant en Algérie et devient adjoint au directeur de l'action sociale. Il est membre du comité de salut public. À son retour en France, il est envoyé au Brésil pour six mois. Il y demeure deux ans sans traitement. En 1960, il intègre le Conseil d'État. Il décède en 1991 dans son village natal.

JEAN-ROBERT THOMAZO

Il naît le 14 janvier 1904 à Dax dans une famille de propriétaires terriens. Saint-cyrien comme son père, il participe à la campagne du Rif en 1926-1927. Il prend part à la campagne d'Italie lors de la Seconde Guerre mondiale où il est grièvement blessé au visage (d'où son surnom « Nez-de-cuir »). De 1946 à 1953, il sert en Indochine. En 1956, le colonel Thomazo intègre l'unité territoriale blindée qui

intervient en Algérie dans la lutte contre les fellaghas. Vice-président du groupe UNR (Union pour la nouvelle République) à l'Assemblée nationale, il quitte en octobre 1959 la formation gaulliste, manifestant ainsi son attachement à l'Algérie française. Il préside l'année suivante le Front pour l'Algérie française (FAF), créé le 16 juin, qui passe pour un véritable précurseur de l'OAS. Il décède à Paris le 10 avril 1973.

GERMAINE TILLION

Elle naît le 30 mai 1907 à Allègre, dans la Haute-Loire. À partir de 1926, elle entreprend des études universitaires en archéologie, préhistoire et histoire de l'art, puis suit des cours à l'Institut d'ethnologie et au Collège de France. Sa première mission ethnographique en décembre 1934 la conduit dans la région des Aurès, dans le Sud algérien, pour étudier la société des Chaouias ; elle y reste jusqu'en février 1937. Engagée dans la Résistance dès la débâcle française de juin 1940, elle est déportée au camp de concentration de Ravensbrück en octobre 1943. Elle revient en France en juillet 1945 et retrouve son poste au CNRS où elle choisit de passer dans la section d'histoire moderne, se consacrant à l'étude de la Résistance et de la déportation. Parallèlement, elle participe à la commission créée par l'ancien déporté David Rousset, qui lutte contre les camps de concentration toujours en activité, notamment dans les pays communistes en Europe et en Asie. Le 25 novembre 1954, elle est chargée par François Mitterrand, ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Mendès France, d'une mission d'observation en Algérie. Trois mois plus tard, Jacques Soustelle, gouverneur général de l'Algérie, l'intègre dans son cabinet, la chargeant des affaires sociales et éducatives. À ce poste, elle met sur pied le projet des

centres sociaux, lieux laïcs rassemblant des Algériens et des Français qui prennent en compte les aspirations et les besoins des populations en les y associant. Avec le rappel de Soustelle et la nomination de Robert Lacoste, elle ne se reconnaît plus dans la politique algérienne de Paris. En juin 1957, en pleine bataille d'Alger, elle obtient de Guy Mollet, président du Conseil, de visiter les lieux de détention en Algérie. Le 3 juillet, elle rencontre Yacef Saadi à Alger, lequel s'engage à mettre fin aux attentats aveugles en échange d'un arrêt des exécutions capitales. Maurice Bourgès-Maunoury, président du Conseil, la charge de rencontrer un membre du Comité de coordination et d'exécution (CCE), organe central de décision du FLN. Le 9 août, elle rencontre de nouveau Saadi, aucun membre du CCE n'ayant pu ou voulu répondre à « l'invitation ». Saadi est arrêté le 22 septembre ; elle plaide en sa faveur, témoignant à décharge lors du procès de celui-ci en juillet 1958. En 1959, elle entre dans le cabinet du ministre de l'Éducation nationale et prend en charge la question de l'enseignement en milieu carcéral. Elle reprend ses activités universitaires au début de 1960, multipliant les travaux sur les sociétés méditerranéennes ; son séminaire d'ethnologie consacré au Maghreb à l'École pratique des hautes études connaît un grand succès. Elle est élevée à la dignité de grand-croix de la Légion d'honneur en 1999. Elle meurt le 19 avril 2008 à Saint-Mandé. Elle entre au Panthéon le 27 mai 2015, au cours d'une cérémonie à laquelle assiste Yacef Saadi.

BERNARD TRICOT

Il naît le 17 juin 1920 à Aurillac. Conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République en 1959, il participe aux négociations secrètes entre le général de Gaulle et le

FLN entre 1959 et 1962. Conseiller d'État en 1967, il est de retour à l'Élysée en tant que secrétaire général de la présidence. Il lui revient d'organiser le départ du chef de l'État pour Baden-Baden lors de la crise de mai 1968. L'opinion publique découvre cet homme de l'ombre en 1985 à la faveur de l'épisode du *Rainbow Warrior*. Il s'éteint le 8 juin 2000 à Paris.

JEAN VAUJOUR

Il voit le jour le 27 octobre 1914 à Tulle. Chef de cabinet de préfet en 1937, il entame sa carrière dans la préfectorale. En 1942, il s'engage dans la Résistance et se charge du départ pour Londres des personnalités qui entendent rejoindre la France libre. Brièvement interné en Espagne en juin 1944, il part pour Alger. Nommé directeur de la Sûreté générale en Algérie en juin 1953, il devient un témoin privilégié du début de la guerre d'Algérie. De retour à Paris en 1955, il est désigné comme conseiller technique au cabinet du ministre de l'Algérie. Directeur général de la Sonacotra durant près de trois ans, il revient à Alger quelques mois en 1960 au titre de directeur des cabinets civil et militaire de Paul Delouvrier, délégué général du gouvernement en Algérie. Il décède le 28 mars 2010. On lui doit notamment *De la révolte à la révolution. Aux premiers jours de la guerre d'Algérie* (Albin Michel, 1986).

PIERRE VIDAL-NAQUET

Il naît à Paris le 23 juillet 1930. Historien spécialiste de la Grèce antique, c'est aussi un intellectuel engagé dans son siècle. Il milite en effet très tôt contre le colonialisme et dénonce l'usage de la torture en Algérie. À la fin de 1957, il se lance dans l'élucidation de l'affaire

Audin, du nom d'un mathématicien assistant à l'université d'Alger, tombé aux mains des parachutistes et « disparu ». Un livre, interdit dès sa parution en 1958, en sort, *L'Affaire Audin* (Minuit). Signataire du « manifeste des 121 », pétition sur le droit à l'insoumission pour les appelés du contingent envoyés en Algérie, il est temporairement suspendu par le ministère de l'Éducation. Il se distingue aussi comme un virulent contempteur du négationnisme, donnant sur la question un ouvrage lumineux, *Les Assassins de la mémoire* (Seuil, 1995). Officier de la Légion d'honneur et commandant de l'ordre du Phénix en Grèce, il s'éteint à Nice le 29 juillet 2006.

ANDRÉ ZELLER

Né à Besançon le 1er janvier 1898, il se distingue à plusieurs reprises dans la Grande Guerre. En 1920, il sert en Syrie et entre à l'École supérieure de guerre en 1931. Il répond favorablement à l'appel du 18 juin, demande sa mutation en Afrique du Nord et devient directeur militaire des transports à Alger en septembre 1940, puis chef d'état-major du général Mast, commandant de la division d'Alger. Il participe à la campagne de Tunisie de novembre 1942 à mai 1943 puis sert en Italie de décembre 1943 à juillet 1944. Il est du débarquement de Provence en août 1944 et combat dans les Vosges, prend une part active à la « course au Rhin » et à la réduction de la poche de Colmar. Il exerce diverses responsabilités d'état-major jusqu'en 1956, année où il démissionne de son poste de chef d'état-major de l'armée pour protester contre la diminution des effectifs en Algérie. Réintégré le 1er juillet après le retour du général de Gaulle, il reprend ses fonctions de chef d'état-major jusqu'en 1959. Sa participation au putsch d'avril 1961 lui vaut d'être condamné à quinze ans de prison. Libéré en 1966, il est gracié en 1968. Grand

officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, croix de guerre des TOE, croix de guerre 1939-1945, croix de la Valeur militaire, il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *Dialogues avec un lieutenant* (Plon, 1971) et *Soldats perdus* (Librairie Perrin, 1977). Il s'éteint le 18 septembre 1979 à Paris.

Les grandes dates de la guerre d'Algérie

1954

La nuit du 31 octobre au 1er novembre marque le début de l'action armée pour l'indépendance et la naissance du FLN. La rébellion, bien que faiblement armée, commet des attentats qui, à l'exception de la région des Aurès, ne provoquent que des dégâts matériels. Les esprits des Européens et des administrateurs en sont pourtant particulièrement frappés.

1er novembre

Une vague d'attentats contre les Français en Algérie, notamment dans l'Aurès et en Kabylie, marque le début de la guerre. Cette journée passera dans l'histoire comme la « Toussaint rouge ». Peu avant, le 10 octobre, Mohamed Boudiaf, Ben Boulaïd, Didouche Mourad, Larbi Ben M'Hidi, Krim Belkacem et Rabah Bitat ont achevé le texte qui va donner naissance au FLN.

5 novembre

Le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), fondé en 1946 après la dissolution du Parti du peuple

algérien (PPA), est à son tour dissous. Le même jour, le gouvernement français envoie des renforts en Algérie.

8 novembre

Le Parti communiste français se prononce pour la reconnaissance des droits du peuple algérien, mais contre la lutte insurrectionnelle.

12 novembre

Le président du Conseil, Pierre Mendès France, annonce « une répression sans faiblesse car elle est sans injustice ».

décembre

Fondation du Mouvement national algérien (MNA) par Messali Hadj en complète rivalité avec les responsables du FLN.

1955

Face aux « événements », le gouvernement réplique par une répression militaire et lance aussi quelques tentatives de réformes dans le dessein de renouer le dialogue avec les Algériens. Mais l'année 1955 voit le fossé se creuser entre les deux communautés alors que, de part et d'autre, les massacres se font de plus en plus nombreux.

25 janvier

Jacques Soustelle est nommé gouverneur général de l'Algérie en remplacement de Roger Léonard.

23 février

Edgar Faure forme le nouveau gouvernement après la chute du cabinet Mendès France le 6 février et obtient l'investiture par 369 voix contre 210. Le même jour, Soustelle établit un programme de 6 milliards de franc d'investissements en Algérie.

31 mars

L'état d'urgence est instauré dans les Aurès et en Grande Kabylie.

19 mai

Paris décide le rappel des disponibles et l'envoi de renforts en Algérie. Les effectifs de l'armée sont portés à 100 000 hommes.

8 juillet

À l'initiative du FLN, l'Union générale des étudiants musulmans d'Algérie (Ugema) voit le jour. Il s'agit de mobiliser les étudiants autour de l'objectif fondamental de la révolution : l'indépendance nationale.

20 août

Le Constantinois est en proie à de violentes émeutes qui font 123 morts, dont 71 Européens. La répression se solde officiellement par 1 273 morts ; bien davantage selon le FLN.

30 août

Face à l'extension de la rébellion armée, l'état d'urgence est instauré sur tout le territoire algérien.

11 septembre

Première manifestation à Paris des appelés du contingent qui refusent de partir en Algérie. Le même jour, alors que la question algérienne est inscrite à la 10e session de l'Assemblée générale de l'ONU, les commerçants d'Alger se mettent en grève.

12 septembre

Le Parti communiste algérien est dissous ; il se rapproche alors de plus en plus du FLN.

26 septembre

Hostiles à la politique d'intégration, les élus musulmans du groupe des « 61 » décident de ne pas participer aux travaux de l'Assemblée algérienne ; Soustelle ajourne la session. Le même jour, Soustelle crée les sections administratives spécialisées (SAS) dont la mission vise « la reprise en main de la population » afin de pallier « la carence presque généralisée du renseignement, tant politique qu'opérationnelle ».

11 octobre

À l'issue d'un débat d'interpellation sur l'Algérie, l'Assemblée nationale vote la confiance au cabinet d'Edgar Faure par 308 voix contre 254.

26 novembre

L'ONU ayant décidé de ne pas se saisir pour le moment de la question algérienne, la délégation française, qui avait quitté l'Assemblée générale le 30 septembre, reprend sa place.

12 décembre

Encouragé par l'Assemblée algérienne, le gouvernement décide de reporter les élections en Algérie. Les élus de l'Union démocratique du Manifeste algérien (UDMA) de l'Assemblée algérienne démissionnent.

20 décembre

L'Express reproduit des photographies prises en août et montrant l'exécution d'un rebelle algérien par un gendarme auxiliaire français.

1956

Élu sur un programme de retour à la paix, le gouvernement Guy Mollet finit par mobiliser le contingent et les réservistes. Peu à peu, le FLN parvient à réaliser l'unité du peuple algérien ; il se dote d'une plate-forme politique et réorganise les forces militaires de l'ALN. Toutefois, le FLN connaît d'importantes dissensions qui se traduisent par des règlements de comptes.

7 janvier

Les oulémas, docteurs de la loi musulmane, juristes et théologiens, publient un manifeste en faveur de l'indépendance algérienne.

19 janvier

À Montpellier, des incidents opposent des étudiants métropolitains et des étudiants musulmans algériens.

20 janvier

Tlemcen est le théâtre de violentes manifestations après l'assassinat du *chahid* (« martyr ») Benaouda Benzerdjeb – un

médecin proche du FLN – par des gendarmes de la brigade de Sebdou, une commune de la wilaya de Tlemcen.

1er février

Guy Mollet succède à Edgar Faure à la tête du gouvernement. Il dirige une coalition, le Front républicain, réunie sur un programme de modernisation économique et sociale et de paix négociée en Algérie.

2 février

Jacques Soustelle quitte Alger et ses fonctions de gouverneur général de l'Algérie. Il cède la place au général Catroux qui n'exercera jamais ce mandat.

6 février

Guy Mollet est accueilli à Alger par de virulentes manifestations d'hostilité. C'est la « journée des tomates ». Il déclare que « la France doit rester en Algérie et elle y restera ». Le même jour, Catroux démissionne. Il cède la place à Robert Lacoste qui est nommé ministre résident.

28 février

Guy Mollet lance un appel solennel aux Algériens en faveur d'un cessez-le-feu.

12 mars

L'Assemblée nationale vote par 455 voix contre 76 la loi sur les pouvoirs spéciaux pour l'Algérie. Robert Lacoste, ministre résident,

dispose de pouvoirs quasi dictatoriaux.

23 mars

Le gouvernement adopte une série de décrets économiques et sociaux pour l'Algérie prévoyant notamment l'expropriation et la redistribution des terres.

11 avril

Le Conseil des ministres décide le rappel des disponibles. Le service militaire est porté à vingt-sept mois ; 70 000 hommes de la classe 1952 sont appelés. Entre janvier et juillet 1956, les effectifs armés en Algérie passent de 200 000 à 400 000 hommes. Parallèlement, l'Assemblée algérienne est dissoute.

18 mai

Dix-neuf militaires sont massacrés près de Palestro (Kabylie) par une section de l'Armée de libération nationale (ALN).

19 mai

L'Union générale des étudiants musulmans d'Algérie (Ugema) invite les étudiants et les intellectuels à grossir les rangs du FLN et de l'ALN.

23 mai

En désaccord avec la politique algérienne du gouvernement, Pierre Mendès France donne sa démission de ministre d'État sans portefeuille. La politique de « coopération généreuse » qu'il défend

est bien contraire au renforcement militaire qu'opère le gouvernement de Guy Mollet.

26 mai

Les dirigeants du FLN réunis au Caire font de nouveau savoir que la solution de la « crise » algérienne passe par une reconnaissance du droit à l'indépendance.

7 juin

Opération « Basque » en Grande Kabylie : quelque 6 000 soldats de l'armée française sont engagés contre les combattants de l'ALN.

1er juillet

Les membres du Parti communiste algérien (PCA) rejoignent les rangs du FLN.

5 juillet

Les Algériens décrètent une grève générale en métropole et dans le département d'Alger.

18 juillet

Le Yougoslave Tito, l'Égyptien Nasser et l'Indien Nehru condamnent la politique française en Algérie.

20 août

Ouverture du congrès de la Soummam (FLN), en Kabylie. On y définit les objectifs de la guerre tout en fixant les conditions du

cessez-le-feu. Le FLN s'affirme comme le seul et unique représentant du peuple algérien.

7 septembre

Guy Mollet se rend à Alger pour discuter avec Robert Lacoste des divers projets de statut.

24 septembre

Abderrahmane Farès, ancien président de l'Assemblée algérienne et longtemps partisan du processus d'intégration, se déclare en faveur d'un dialogue avec le FLN.

30 septembre

Deux attentats du FLN dans des cafés d'Alger font un mort et soixante-deux blessés.

16 octobre

L'*Athos,* un cargo en provenance d'Égypte chargé d'armes destinées à la rébellion, est arraisonné au large des côtes d'Oran.

22 octobre

Les autorités françaises détournent un DC-3 de la Royal Air Maroc qui transporte plusieurs dirigeants du FLN de Rabat à Tunis. L'avion est dérouté sur Alger : Ahmed Ben bella, Mohamed Khider, Mohamed Boudiaf, Hocine Aït Ahmed, Mostefa Lacheraf sont arrêtés. En représailles, plusieurs dizaines de Français sont tués à Meknès, au Maroc.

29 octobre

Guy Mollet et Robert Lacoste lancent un nouvel appel en faveur d'un cessez-le-feu.

1er novembre

À l'occasion du deuxième anniversaire du déclenchement de l'insurrection, une grève générale paralyse l'Algérois. Le même jour, les premiers attentats à la bombe sont déclenchés par le FLN. En réponse, des civils français procèdent à des « ratonnades » dans Alger.

6 novembre

L'expédition de Suez prend fin.

15 novembre

Le général Raoul Salan est nommé commandant en chef en Algérie. Le même jour, l'ONU inscrit la question algérienne à son ordre du jour.

5 décembre

Le gouvernement français décide de dissoudre les conseils généraux et les municipalités de plein exercice, c'est-à-dire celles qui, comme les communes métropolitaines, étaient régies par la loi de 1884.

28 décembre

Amédée Froger, président de la Fédération des maires d'Algérie, est assassiné à Alger. Ses obsèques, le lendemain, entraînent de violents incidents et font plusieurs victimes musulmanes.

1957

La guerre gagne en intensité et les attentats visent de plus en plus les villes. En janvier commence la bataille d'Alger qui oppose les parachutistes de Massu aux indépendantistes du FLN. Dès lors, l'armée, acquise pour beaucoup de ses cadres à la cause des pieds-noirs, va intervenir en dehors de tout cadre légal, employant des méthodes inavouables.

7 janvier

Le général Massu, commandant de la 10e division parachutiste, est chargé du maintien de l'ordre de l'agglomération algéroise. Son arrivée marque le début de la bataille d'Alger.

9 janvier

Dans sa « déclaration d'intention » sur l'Algérie, Guy Mollet parle d'égalité des droits des deux communautés, de large autonomie de gestion et des liens indissolubles avec la France.

16 janvier

Le général Salan échappe à un attentat au bazooka.

20 janvier

Les travailleurs algériens en France se mettent en grève.

26 janvier

Un attentat à Alger fait quinze morts et soixante-huit blessés.

28 janvier

Le FLN lance un mot d'ordre de grève de huit jours, qui seront émaillés d'incidents divers ; la grève est modérément suivie.

15 février

À l'issue d'un débat de onze jours, l'Assemblée générale de l'ONU vote à l'unanimité une résolution de conciliation exprimant « l'espoir d'une solution pacifique, démocratique et juste » de la question algérienne.

23 février

Larbi Ben M'Hidi, membre du comité de coordination du FLN, est arrêté à Alger. Il sera assassiné dans la nuit du 3 au 4 mars par des parachutistes.

26 février

L'Humanité publie une lettre d'un soldat français dénonçant l'usage de la torture par l'armée française en Algérie. Un mois plus tard, le général Jacques de Bollardière demande à être relevé de son commandement pour protester contre la torture.

28 février

Saisie par Guy Mollet sur sa politique algérienne, l'Assemblée nationale lui vote la confiance par 221 voix contre 118.

13 avril

Accusée d'avoir posé une bombe dans un café d'Alger, Djamila Bouhired est arrêtée. Torturée, elle signe des aveux. Elle est défendue

par Gisèle Halimi qui reçoit le soutien de nombreux intellectuels, dont Simone de Beauvoir et Françoise Sagan.

26 mai

Ali Chekkal, ancien vice-président de l'Assemblée algérienne, est assassiné par un membre du FLN à Colombes, à la fin d'une rencontre de football.

29 mai

Dans la nuit du 29 au 30 mai, un commando FLN massacre tous les hommes du douar Melouza, en Petite Kabylie, qui appartenaient au Mouvement national algérien (MNA) de Messali Hadj.

9-10 juin

Le casino de la Corniche, dans la banlieue d'Alger, est la cible d'un attentat qui fait huit morts et de nombreux blessés.

11 juin

Maurice Audin, mathématicien assistant de la faculté des sciences d'Alger, est arrêté par des hommes du 1er régiment de parachutistes. On ne retrouvera jamais son corps.

30 juin

La SFIO clôt son congrès de Toulouse par un vote réclamant le maintien de la politique suivie jusqu'à présent en Algérie.

26 juillet

La Commission internationale contre le régime concentrationnaire (CICRC) publie son rapport sur l'Algérie. Elle conclut « ne pas avoir constaté de régime concentrationnaire au sens propre du terme ». Ses critères, tirés des cas nazi et soviétique, échouent à rendre compte de la nature des camps établis en Algérie.

20 août

Réunis au Caire, les dirigeants du FLN se prononcent en faveur d'un élargissement des organes directeurs du mouvement et décident de créer un « front nord-africain » à l'ONU. Parallèlement, le Comité de coordination et d'exécution (CCE) du Conseil national de la révolution algérienne (CNRA) passe de cinq à quatorze membres, dont les détenus en France après le détournement aérien du 22 octobre 1956.

1er septembre

Messali Hadj lance, depuis Belle-Île-en-Mer, un appel au peuple algérien en faveur d'un arrêt des attentats en métropole.

12 septembre

Paul Teitgen, secrétaire général de la police à Alger, démissionne pour protester contre l'usage de la torture.

13 septembre

Le Conseil des ministres approuve le projet de loi-cadre pour l'Algérie. Il y est dit que « l'Algérie fait partie intégrante de la France ». Il prévoit le principe du collège électoral unique, la création de régions autonomes et, sous délai, l'instauration à Alger d'organes fédératifs.

24 septembre

Yacef Saadi, responsable du FLN pour la Zone autonome d'Alger, est arrêté dans la Casbah. Condamné à mort, il sera libéré au lendemain des accords d'Évian du 18 mars 1962.

2 octobre

Robert Delavignette démissionne de la Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels. Deux autres membres, M[e] Maurice Garçon et Émile Pierret-Gérard, lui emboîtent le pas.

26 octobre

Ahmed Bekhat, secrétaire général de l'Union syndicale des travailleurs algériens (USTA) – un mouvement créé à Alger en février 1956 par des syndicalistes du Mouvement national algérien –, est assassiné à Colombes par un homme du FLN.

6 novembre

Après la chute du gouvernement Guy Mollet le 28 octobre, l'Assemblée nationale accorde l'investiture à Félix Gaillard par 337 voix contre 173.

12 novembre

L'Assemblée nationale vote par 344 voix contre 211 la reconduction de la loi sur les pouvoirs spéciaux en Algérie et en métropole.

29 novembre

L'Assemblée nationale émet un double vote favorable sur la loi-cadre pour l'Algérie (269 voix contre 200) et sur la loi électorale algérienne (267 voix contre 200).

2 décembre

Le général Bellounis, ancien militant du Mouvement national algérien et dirigeant de l'Armée nationale du peuple algérien – soutenue militairement et financièrement par le gouvernement français –, se prononce pour la coopération avec la France dans son combat contre le FLN.

26 décembre

Abane Ramdane est assassiné au Maroc par les hommes d'Abdelhafid Boussouf et de Krim Belkacem.

1958

Alors que le général de Gaulle devient le dernier président du Conseil de la IV^e^ République, la multiplication des opérations de « maintien de l'ordre » montre que les gouvernements successifs n'ont pas réussi à déterminer une politique cohérente face à cette guerre. Le plan de développement économique et social promu par de Gaulle s'accompagne d'une montée en puissance de l'effort militaire en vue de réduire l'ALN.

19 janvier

Un cargo yougoslave, le *Slovenija*, transportant une cargaison d'armes manifestement destinées aux combattants algériens, est arraisonné au large des côtes d'Oran.

21 janvier

Début de la bataille dite « du barrage ». Elle est menée par des unités parachutistes françaises contre les tentatives de franchissement en force du barrage de la ligne Morice – ligne de défense courant le long de la frontière entre la Tunisie et l'Algérie – par des combattants de l'Armée de libération nationale stationnés en Tunisie.

28 janvier

Le gouvernement décide de dissoudre l'Union générale des étudiants musulmans algériens (Ugema).

8 février

L'aviation française bombarde le village de Sakiet Sidi Youssef en riposte aux attaques du FLN provenant du territoire tunisien. L'opération fait 70 morts, dont 21 enfants d'une école, et 130 blessés. L'ordre de bombarder est venu du groupement aérien de Constantine, avec l'accord du général Salan, mais sans que le gouvernement français en soit informé.

11 février

Bien qu'il refuse de condamner publiquement le raid contre Sakiet Sidi Youssef, Félix Gaillard obtient la confiance de l'Assemblée nationale par 355 voix contre 179.

13 février

Le président tunisien Habib Bourguiba saisit le Conseil de sécurité de l'ONU au sujet du bombardement de Sakiet Sidi Youssef ; de son côté, la France dépose une plainte contre « l'aide apportée par la Tunisie aux rebelles algériens ».

27 mars

En dépit des interventions d'André Malraux, de François Mauriac et de Jean-Paul Sartre, le gouvernement français fait saisir le livre du journaliste communiste Henri Alleg, *La Question* (Minuit, 1958), dans lequel il raconte les tortures que lui et d'autres civils ont subies de la part de militaires français.

15 avril

Mis en minorité par 321 voix contre 255 sur les résultats de la mission de bons offices américano-anglaise conduite par Robert Murphy et Harold Beeley entre la France et la Tunisie, Félix Gaillard démissionne.

22 avril

Georges Bidault, qui ne peut obtenir le soutien du Mouvement républicain populaire (MRP), renonce à former un nouveau gouvernement.

26 avril

Alger est le théâtre d'une importante manifestation en faveur de l'Algérie française. Quelque 30 000 Algérois demandent un gouvernement de salut public après la chute du cabinet Gaillard.

28 avril

René Pleven, pour l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR), accepte de former le gouvernement sous réserve d'obtenir une « trêve politique » entre les partis de la majorité.

2 mai

Après que le conseil national de la SFIO a refusé le soutien socialiste à René Pleven, ce dernier renonce à constituer le gouvernement.

8 mai

Sollicité une nouvelle fois, René Pleven ne peut constituer un gouvernement en raison du retrait des radicaux. Aussi, le président René Coty fait appel à Pierre Pflimlin (MRP). Le lendemain, le FLN annonce l'exécution de trois prisonniers militaires français, ce qui provoque de nombreuses manifestations à Paris et à Alger.

12 mai

Robert Lacoste évoque la possibilité d'un « Diên Biên Phu diplomatique ».

13 mai

Alors que Pierre Pflimlin obtient l'investiture de l'Assemblée nationale par 274 voix contre 129 et 150 abstentions, à Alger, des manifestants envahissent le gouvernement général de l'Algérie ; un comité de salut public est formé sous la présidence du général Massu ; un appel au général de Gaulle est lancé.

14 mai

Le président Coty adresse un message à l'armée d'Algérie lui intimant « l'ordre de rester dans le devoir sous l'autorité du gouvernement de la République ».

15 mai

Le général de Gaulle se dit « prêt à assumer les pouvoirs de la République » ; à Alger, Salan crie « Vive de Gaulle ! »

16 mai

Par 462 voix contre 112, l'Assemblée nationale vote l'état d'urgence pour trois mois. Le Conseil de la République fait de même par 211 voix contre 94.

20 mai

L'Assemblée nationale renouvelle au gouvernement Pflimlin les pouvoirs spéciaux en Algérie par 473 voix contre 93.

23 mai

Autorisé par le général Salan et présidé par le général Massu, un comité central de salut public d'Algérie et du Sahara se constitue à Alger.

27 mai

Le général de Gaulle fait savoir qu'il a « entamé le processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain ». La veille, dans la nuit, Pflimlin a rencontré l'homme du 18 Juin.

28 mai

Pierre Pflimlin présente la démission de son gouvernement en raison du retrait des ministres modérés. Le même jour, René Coty délègue André Le Troquer et Gaston Monnerville auprès du général de Gaulle ; à Paris, une grande manifestation pour la défense de la

République se tient de la place de la Nation à la place de la République.

29 mai

S'adressant au Parlement, René Coty demande d'investir le général de Gaulle comme chef du gouvernement. Ce dernier accepte.

1er juin

L'Assemblée nationale investit le général de Gaulle par 339 voix contre 224. Parallèlement, les députés reconduisent les pouvoirs spéciaux en Algérie par 322 voix contre 232 ; le Conseil de la République lui emboîte le pas par 269 voix contre 28.

4 juin

Dans un discours prononcé lors de son premier déplacement en Algérie, le général de Gaulle lance aux Européens d'Alger l'énigmatique formule : « Je vous ai compris ! » De ses autres allocutions, à Constantine, à Bône, à Oran et à Mostaganem, il ressort qu'il n'y a en Algérie « que des Français à part entière avec les mêmes droits et les mêmes devoirs ».

9 juin

Le général Raoul Salan est nommé délégué général du gouvernement en Algérie et décoré de la Médaille militaire.

16 juin

Le général Massu est désigné pour assumer les fonctions de préfet d'Alger.

25 juin

André Malraux, ministre de l'Information, annonce la mise à l'étude de la création d'un « département témoin » en Algérie ; il déclare qu'aucun acte de torture n'a été commis depuis la venue du général de Gaulle à Alger.

13 août

Après que le gouvernement a décidé de reconstituer la Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels en Algérie, la direction en revient à Maurice Patin, président de la Cour de cassation.

25-27 août

Plusieurs attentats algériens contre des dépôts d'essence ont lieu à Toulouse, Marseille, Narbonne et Rouen.

29 août

Le général de Gaulle déclare que « l'évolution nécessaire de l'Algérie doit s'accomplir dans le cadre français ».

15 septembre

Jacques Soustelle échappe à un attentat du FLN avenue Friedland, en plein cœur de Paris.

19 septembre

Les principaux responsables du FLN forment au Caire un « Gouvernement provisoire de la République algérienne » (GPRA) ; la présidence en revient à Ferhat Abbas.

28 septembre

La Constitution de la V^e^ République est approuvée par référendum : 79,25 % de « oui » en métropole et 95 % en Algérie.

3 octobre

Dans un discours prononcé à Constantine, le général de Gaulle annonce un plan de cinq ans de développement économique et de promotion culturelle et sociale de l'Algérie ; il rappelle l'existence de la « personnalité algérienne ».

11 octobre

Le président du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), Ferhat Abbas, déclare qu'il est disposé à discuter des conditions politiques et militaires d'un cessez-le-feu.

23 octobre

Dans une conférence de presse, le général de Gaulle propose au FLN « la paix des braves ». Il suggère que des représentants de l'organisation se rendent à Paris pour parler de la fin des hostilités ; une proposition qui est rejetée deux jours plus tard par les dirigeants du FLN réunis au Caire.

12 décembre

Paul Delouvrier est désigné comme délégué général en Algérie ; le général Maurice Challe est nommé commandant en chef des forces armées en Algérie.

21 décembre

Le général de Gaulle est élu président de la République et de la Communauté avec 78,5 % des suffrages.

1959

Pourchassés en Algérie et en métropole, les nationalistes connaissent l'année la plus dure. Alors que le FLN s'emploie à renforcer son audience internationale en déployant une intense activité diplomatique, Paris est soumis aux pressions, certes discrètes, des États-Unis et de ses alliés européens.

8 janvier

Michel Debré est nommé Premier ministre. Son cabinet prend plusieurs mesures d'apaisement – mesures de grâce et d'amnistie –, décide de mettre fin à la résidence surveillée de Messali Hadj et de transférer Ben Bella et ses compagnons dans une enceinte fortifiée.

30 janvier

Dans un discours radiotélévisé, le général de Gaulle renouvelle l'offre de paix en Algérie dans d'« honorables conditions ».

8 février

Le premier déplacement de Michel Debré est consacré à l'Algérie ; il y inaugure le Conseil supérieur du plan de Constantine : il s'agit de faciliter la recherche d'une solution politique du drame algérien. Selon l'expression de Paul Delouvrier, ce plan constitue « le symbole et la réalité de la France qui reste en Algérie ».

28 mars

Les colonels Amirouche et Si El Haouès, chefs des wilayas III et VI, sont tués au combat.

18 avril

Le Monde publie le rapport accablant de Michel Rocard sur les camps de regroupement mis en place en Algérie par l'armée française.

13 mai

Le premier anniversaire des événements du 13 mai 1958 à Alger rassemble de nombreux musulmans.

4 juin

S'adressant à l'Assemblée nationale, Michel Debré dément les bruits de pourparlers avec la rébellion algérienne.

22 juillet

Déclenchement de l'opération Jumelles en Kabylie. Dirigée par le général Maurice Challe, elle met en œuvre quelque 20 000 hommes.

3-8 août

La conférence des neufs États indépendants d'Afrique invite la France à reconnaître le droit du peuple algérien à l'autodétermination et à l'indépendance ; la participation du GPRA est remarquée.

27-30 août

Le déplacement du général de Gaulle en Algérie est essentiellement consacré à la visite des djebels et des postes

militaires. Il déclare notamment : « Moi vivant, jamais le drapeau du FLN ne flottera sur l'Algérie. »

1er septembre

Début des opérations Pierres précieuses en Petite Kabylie.

16 septembre

Le général de Gaulle proclame le droit des Algériens à l'autodétermination après pacification – par voie de référendum dont l'objet serait : sécession, francisation ou association.

19 septembre

À l'initiative de Georges Bidault, le Rassemblement pour l'Algérie française (RAF) voit le jour.

28 septembre

Faisant écho à la proposition du général de Gaulle du 16 septembre, le GPRA se dit « disposé à entrer en pourparlers afin de discuter des conditions politiques et militaires d'un cessez-le-feu, ainsi que des conditions et garanties de l'application de l'autodétermination ».

15 octobre

Après que Michel Debré a confirmé que « la paix des braves » reste valable, l'Assemblée nationale vote par 441 voix contre 23 la confiance au gouvernement pour poursuivre la politique algérienne définie par de Gaulle le 16 septembre.

2 novembre

Le comité central du Parti communiste français fait savoir qu'il approuve la formule de l'autodétermination pour l'Algérie.

28 novembre

Ben Bella et les dirigeants arrêtés en 1956 sont désignés comme négociateurs par le FLN. De Gaulle récuse ce choix et déclare : « Je parle bien entendu de ceux qui combattent, pas de ceux qui sont hors de combat. »

24 décembre

Une voiture piégée explose devant Les Galeries de France, le grand magasin d'Alger où la foule effectue ses derniers achats de Noël : deux morts et quarante et un blessés ; le train Alger-Bougie saute sur une mine, faisant plusieurs blessés.

1960

L'autodétermination que propose de Gaulle – un choix entre l'association et la sécession – provoque la colère des Européens et celle de nombreux officiers acquis à l'Algérie française. Le rappel à Paris de Massu, idole des pieds-noirs, enflamme Alger qui connaît sa semaine des barricades. Parallèlement, dans plusieurs villes fleurissent les drapeaux vert et blanc du FLN.

18 janvier

Dans une interview donnée dans un journal allemand, le général Massu déclare que l'armée, « qui a la force et la fera intervenir si la situation le demande », ne comprend plus la politique algérienne du

général de Gaulle. Quelques jours plus tard, Massu est remplacé comme commandant du corps d'armée d'Alger par le général Crépin.

24 janvier

Début de la semaine des barricades à Alger. On déplore vingt-deux morts et une cinquantaine de blessés dès le premier jour. L'état de siège est décrété.

1er février

Les émeutiers d'Alger abandonnent les barricades et finissent par se rendre. Joseph Ortiz parvient à s'enfuir, mais Pierre Lagaillarde est arrêté et transféré à Paris. Quelques jours plus tôt, le général de Gaulle déclarait, en s'adressant à l'armée : « Je dois être obéi de tous les soldats français. »

10 février

Le Conseil des ministres décide de réorganiser la justice militaire dans les départements algériens, de supprimer les organismes psychologiques de l'armée et prend des sanctions et décide de mutations dans l'armée.

13 février

Explosion de la première bombe atomique française à Reggane, dans le Sahara algérien.

17 février

Le Conseil des ministres adopte un décret faisant état du retour à l'administration civile en Algérie.

29 février

À Tunis, Ferhat Abbas, président du GPRA, confirme son adhésion au principe de l'autodétermination et demande l'ouverture de négociations sur les garanties de ce droit.

3-5 mars

Le général de Gaulle entame sa seconde « tournée des popotes » ; il déclare que « le problème algérien ne sera réglé qu'après la victoire de l'armée française » ; il évoque également une « Algérie algérienne liée à la France ».

30 mars

Le général Challe est rappelé en métropole. Il va prendre le commandement en chef des forces alliées de l'OTAN pour le secteur Centre-Europe.

15 avril

Francis Jeanson, animateur d'un réseau de soutien au FLN, tient une conférence de presse clandestine.

5 mai

Robert Abdesselam, député d'Alger, considéré par les indépendantistes algériens comme un traître, est la cible d'un attentat manqué du FLN à Paris.

9 juin

À l'issue d'une rencontre, l'Unef et l'Ugema demandent l'ouverture de négociations sur l'autodétermination. Le même jour, Si Salah

rencontre secrètement le général de Gaulle à l'Élysée.

16 juin

Naissance du Front de l'Algérie française à l'initiative de Jacques Isorni, Bernard Lafay et Jean-Louis Tixier-Vignancourt.

25-29 juin

Entretiens de Melun avec les émissaires du GPRA. Les négociations échouent lorsque le GPRA se rend compte qu'il s'agit de discuter d'un cessez-le-feu.

5 juillet

À Tunis, Ferhat Abbas déclare que « l'indépendance ne s'offre pas, elle s'arrache ».

22 août

Le Gouvernement provisoire de la République algérienne demande la tenue d'un référendum sous le contrôle de l'ONU en Algérie.

5 septembre

Alors que le général de Gaulle parle dans un discours de l'« Algérie algérienne », s'ouvre à Paris le procès du réseau Jeanson.

6 septembre

Publication du « manifeste des 121 » sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie.

14 septembre

À Alger, le général Salan critique la politique algérienne du général de Gaulle. Il sera rappelé à Paris où on lui notifie l'interdiction de retourner en Algérie.

3 octobre

À Paris, des anciens combattants manifestent contre la « déclaration des 121 » sur l'insoumission.

27 octobre

La Mutualité à Paris est le théâtre d'une manifestation pour la paix organisée par l'Unef, FO et la CFTC.

11 novembre

Le maréchal Juin rompt avec de Gaulle pour protester contre la politique d'abandon de l'Algérie.

24 novembre

Paul Delouvrier est remplacé par Jean Morin comme délégué général en Algérie ; deux jours auparavant, Louis Joxe a été nommé ministre d'État chargé des Affaires algériennes.

30 novembre

Le congrès national du CNIP (Centre national des indépendants et paysans) exige que « l'Algérie reste dans la République française ».

9-13 décembre

Le général de Gaulle entreprend un voyage en Algérie. Alger et Oran sont le théâtre de violentes manifestations européennes, puis musulmanes. On dénombre officiellement cent vingt morts – dont huit Européens – à Alger.

20 décembre

L'ONU reconnaît à l'Algérie le droit à l'autodétermination.

1961

En dépit du raidissement des ultras, le gouvernement engage les négociations avec le GPRA. C'est assez pour qu'un « quarteron de généraux félons » tente de prendre le pouvoir à Alger. Leur échec porte sur les fonts baptismaux l'OAS qui, regroupant les partisans de l'Algérie française, multiplie attentats et sabotages. De son côté, le FLN exige d'être le seul interlocuteur algérien et les négociations traînent en longueur. Il est pourtant très clair que l'indépendance s'imposera comme seule issue.

8 janvier

Par référendum, le général de Gaulle reçoit un large assentiment à sa politique algérienne : le « oui » l'emporte avec 75,25 % des suffrages exprimés en métropole et 69,09 % en Algérie.

fin janvier

Naissance de l'Organisation armée secrète (OAS) rassemblant des activistes européens opposés à l'indépendance de l'Algérie.

20 février

Georges Pompidou rencontre des membres du FLN en Suisse ; les entretiens portent sur les conditions de négociation entre la France et le GPRA.

15 mars

Le Conseil des ministres affirme « son désir de voir s'engager par l'organe d'une délégation officielle les pourparlers concernant l'autodétermination des populations algériennes ». Deux jours plus tard, le GPRA annonce que des dispositions ont été arrêtées « en vue d'aboutir à la rencontre des délégations officielles émanant des deux gouvernements ».

31 mars

Le GPRA remet en cause la négociation qui doit s'ouvrir à Évian après que Louis Joxe a affirmé que le MNA était un interlocuteur au même titre que le FLN. Le même jour, Camille Blanc, maire d'Évian, est tué par une charge de plastic.

21 avril

Dans la nuit du 21 au 22 avril à Alger, Challe, Zeller et Jouhaud tentent de s'emparer du pouvoir avec l'appui des parachutistes. Salan, qui soutient le putsch, se trouve à Madrid. Le coup de force échoue.

20 mai

Ouverture de la conférence d'Évian. Louis Joxe annonce une cessation unilatérale des combats pour un mois ; une annonce que le FLN qualifie de « manœuvre grossière ».

29 mai

Les généraux Challe et Zeller sont condamnés à quinze ans de détention criminelle par le Haut Tribunal militaire.

20 juin

Finalement, le GPRA se déclare en faveur de la reprise des pourparlers d'Évian.

5 juillet

Le FLN organise en Algérie une journée nationale contre la partition – l'Algérie se trouvant découpée en deux zones dont l'une regrouperait les Européens et les musulmans fidèles à la France. Les manifestations sont particulièrement violentes dans l'Algérois et le Constantinois ; le bilan officiel fait état de soixante-dix morts et deux cent soixante-dix blessés.

11 juillet

Les généraux Salan, Jouhaud, Gardy et les colonels Argoud, Broizat, Gardes, Godard et Lacheroy sont condamnés à mort par contumace par le Haut Tribunal militaire.

20-28 juillet

Les négociations entre la France et le GPRA reprennent au château de Lugrin, en Haute-Savoie ; elles achoppent sur la question du Sahara.

5 août

Première émission pirate de l'OAS à Alger. Après *Le Chant des Africains*, le général Gardy s'adresse aux Algériens : « Ici Radio

France, la voix de l'Algérie française. […] L'Organisation armée secrète vous parle… »

1er septembre

L'OAS commet de nombreux attentats en métropole.

5 septembre

Le général de Gaulle admet qu'une Algérie indépendante et associée à la France aura vocation à réclamer le Sahara.

5 octobre

La recrudescence du terrorisme à Paris incite le gouvernement à instaurer le couvre-feu pour les Algériens à partir de 20 heures.

17 octobre

Plusieurs dizaines de milliers d'Algériens manifestent dans les rues de Paris contre l'instauration du couvre-feu. Il s'ensuit une répression particulièrement brutale : des dizaines de morts, des centaines de blessés et plus de 10 000 arrestations ; des corps sont jetés dans la Seine.

24 octobre

De Tunis, Benyoucef ben Khedda, président du GPRA depuis le 27 août 1961, propose des négociations « sur les modalités et la conclusion d'un cessez-le-feu ». Il y est aussi question des garanties accordées aux Français d'Algérie.

1er novembre

Le FLN organise en Algérie une journée nationale pour l'indépendance ; les heurts font une centaine de morts.

7-10 novembre

Lors d'un déplacement en Corse et dans le Var, le général de Gaulle condamne, sans surprise, l'OAS et reconnaît la représentativité du GPRA ; selon lui, rien ne doit s'opposer aux négociations.

19 décembre

La CGT, la CFDT, l'Unef, le PSU et le PCF organisent en France des manifestations – interdites par le pouvoir – en faveur de la négociation avec l'Algérie et contre l'OAS. Cette dernière a procédé tout au long de l'année à de nombreux attentats et assassinats d'officiers, de commissaires et de juges de la métropole. En Algérie, vingt et un militaires sont tués au cours de deux embuscades tendues par des rebelles les 27 et 28 décembre.

29 décembre

Dans son message de fin d'année, le général de Gaulle annonce le retour prochain de deux divisions d'Algérie et de forces aériennes.

1962

Avec les accords d'Évian, la guerre se termine entre l'armée française et l'ALN. Elle dégénère toutefois dans la population civile. En multipliant les attentats aveugles, l'OAS pousse les pieds-noirs à un départ précipité alors même que le FLN accentue son emprise sur la population musulmane. Dotée d'un gouvernement légal, l'Algérie nouvelle se trouve dans une situation délicate.

3-4 janvier

À Oran, des heurts violents entre communautés font dix-neuf morts et quarante et un blessés.

4 janvier

Le siège du Parti communiste à Paris est mitraillé par des activistes de l'OAS.

11 janvier

À Alger, dix-huit attentats font six morts et une trentaine de blessés.

18 janvier

Dans la nuit du 17 au 18, dix-sept attentats sont commis par l'OAS à Paris.

22 janvier

Un attentat à la bombe contre le siège du ministère des Affaires étrangères fait un mort, douze blessés et occasionne de gros dégâts.

5 février

Dans une allocation sur l'Algérie, le général de Gaulle se montre optimiste ; il déclare notamment : « Nous allons atteindre très bientôt une solution de coopération. »

8 février

À l'appel du PSU et du PC, une manifestation pour la paix en Algérie et contre l'OAS est organisée à Paris. Prévu depuis une

semaine, le rassemblement est interdit par le préfet de Police, Maurice Papon. La répression policière est violente. Les CRS chargent les manifestants qui s'engouffrent dans une bouche de métro fermée, à la station Charonne. Huit personnes meurent écrasées contre les grilles ; on dénombre une centaine de blessés.

11 février

Les négociations reprennent aux Rousses, station jurassienne de sports d'hiver. Du côté français, à côté de Louis Joxe, figurent Robert Buron, ministre des Transports, depuis longtemps partisan d'un accord avec le FLN, et l'indépendant Jean de Broglie, secrétaire d'État chargé du Sahara, des Départements d'outre-mer et des Territoires d'outre-mer.

18 février

Les conversations entamées le 11 février prennent fin avec un accord de cessez-le-feu.

28 février

Le GPRA fait savoir que le Conseil national de la révolution algérienne (CNRA) l'a mandaté pour « poursuivre les négociations ».

18 mars

Les négociations qui ont repris le 7 mars à Évian aboutissent à un document de 99 pages paraphé par Joxe, Buron et de Broglie pour le gouvernement français et par le seul Krim Belkacem pour le FLN. Les accords d'Évian comprennent un accord de cessez-le-feu, applicable le 19 mars à 12 heures, et des déclarations publiées par les deux parties. La version française mentionne des pourparlers avec le FLN, la

version algérienne avec le GPRA. Il ne s'agit pas d'un traité entre deux États, mais d'un programme commun proposé à la ratification par référendum.

19 mars

Annonce officielle du cessez-le-feu qui prend effet à midi.

8 avril

En métropole, 90,7 % des votants approuvent les accords d'Évian.

1er juillet

Lors du référendum d'autodétermination en Algérie, l'indépendance est approuvée par 99,72 % des votants.

3 juillet

Le général de Gaulle reconnaît l'indépendance de l'Algérie. Les pouvoirs sont remis à Abderrahmane Farès.

5 juillet

L'indépendance nationale est proclamée à l'issue d'une guerre qui aura fait de 300 000 à 500 000 ou 600 000 morts, selon les sources.

Le 5 octobre 1999, le Parlement français adopte une proposition de loi reconnaissant « l'état de guerre en Algérie » dans les années 1950. Il aura fallu près d'un demi-siècle pour requalifier des faits jusque-là définis comme des « événements ».

L'éditeur tient particulièrement à remercier Philippe Faverjon pour son aide précieuse à la mise au point et à l'édition des textes. Merci également à Béatrice Montoriol de l'Ina, sans qui ce livre n'aurait pu voir le jour.

L’Institut national de l’audiovisuel (Ina)

Créé en 1975, l’Ina, entreprise publique audiovisuelle et numérique, collecte, sauvegarde et transmet le patrimoine télé, radio et web français.

Ces images et ces sons sont accessibles, pour partie, sur son site grand public ina.fr et dans leur totalité dans les centres de consultation Ina THEQUE au titre du dépôt légal. Ils sont aussi mis au service de la production et de la diffusion de programmes audiovisuels ou multimédia, de l’édition et de l’animation éducative ou culturelle.

Des éditions de qualité

Éditeur de contenus multimédia, l’Ina adapte son offre aux nouveaux usages afin de répondre aux attentes des publics les plus

variés : DVD, CD, livres, VOD, S-VOD, box, plateforme, applications mobiles…

Chaque année, en fonction des sujets d'actualité, son catalogue s'enrichit de nouveaux titres issus des grands classiques de la radio et de la télévision. Riche d'un fonds audiovisuel composé de centaines de milliers d'heures de programmes numérisés, l'Ina est un partenaire privilégié pour la coédition de DVD, de CD ou de beaux livres.

*
* *

Pour compléter ce livre-document, l'éditeur a sélectionné dans les fonds de l'Ina une trentaine d'extraits d'archives sonores relatifs à la guerre d'Algérie : cette sélection est accessible gratuitement grâce à un flashcode renvoyant sur notre site www.ina.fr.

Afin de distinguer les témoignages oraux
recueillis spécifiquement pour les émissions
des déclarations officielles, textes officiels,
extraits d'ouvrages et archives radiophoniques,
nous avons choisi de composer ces derniers en italique.

Retrouvez-nous sur Internet :
www.editions-acropole.com
www.ina.fr

La série d'émissions radiophoniques (France Culture, 1987) dont est issu cet ouvrage est la propriété de l'Ina.

© Éditions Acropole, 2016

Couverture : **dpcom.fr** Credit photo : Harkis rassemblés pour préparer une attaque, en 1955 pendant la guerre d'Algerie © Rue des Archives/RDA

Conception de la carte : CIDE

EAN : 978-2-7357-0402-6

N° d'éditeur : 145

Tous droits réservés

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

This file was downloaded from Z-Library project

Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.

z-library.sk z-lib.gs z-lib.fm go-to-library.sk

Official Telegram channel

Z-Access

https://wikipedia.org/wiki/Z-Library